



HAL
open science

Médias et violences urbaines en France.

Angelina Peralva, Eric Macé

► **To cite this version:**

Angelina Peralva, Eric Macé. Médias et violences urbaines en France. : Étude exploratoire sur le travail des journalistes.. 1999, 151 p. halshs-00484220

HAL Id: halshs-00484220

<https://shs.hal.science/halshs-00484220>

Submitted on 18 May 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure

Rapport de recherche

Convention n°98/403 du 26 mars 1998

Médias et violences urbaines en France

Etude exploratoire sur le travail des journalistes

[publié à la Documentation Française dans une version remaniée, sous le titre
Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique, 2002,
219 pages.]

Angelina Peralva

Eric Macé

Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques

(CADIS, EHESS - CNRS)

23 avril 1999

INTRODUCTION

Les médias ont-ils un effet incitateur sur les violences urbaines?

On fait souvent l'hypothèse que le fait même de montrer la violence risque de susciter des comportements imitatifs, d'autant que cette violence spectaculaire serait délibérément mise en scène par des médias commandés par une logique commerciale.

Mais comme cet éventuel "effet" n'est pas généralisable à l'ensemble du public touché par les images violentes, il est aisé de constater que l'imitation ne s'observe en réalité que lorsque certaines images rencontrent, à la réception, un terrain fertile pour les accueillir. Ce qui veut dire qu'il n'y a jamais d'imitation pure, mais plutôt réinterprétation, individuelle ou collective, du message violent par ceux pour qui un tel message fait sens.

Par ailleurs, en allant sur le terrain nous avons été surpris de constater combien ce problème était quotidiennement pris en compte par les professionnels des médias, soucieux de préserver la respectabilité des métiers de l'information, en évitant activement de jouer un tel rôle. Cette attitude d'une certaine manière traduisait l'internalisation d'une critique plus ou moins diffuse formulée à leur égard par des intellectuels, des élus ou l'opinion publique en général.

La question de la responsabilité directe des médias dans la causalité des conduites violentes au nom des stratégies commerciales et des "effets" des violences spectaculaires ne peut appeler qu'une réponse négative. Mais une fois cette critique assumée, ce qui correspond à une évolution progressive, et observable depuis le début des années 1990, les questions de fond restent en veilleuse. Car dire que les journalistes ne peuvent pas être considérés, d'une manière générale, comme des incitateurs des violences urbaines ne veut pas dire

- 1) que certains professionnels n'en viennent, à l'occasion, à jouer ce rôle ;
- 2) que le travail d'information en tant que tel ne puisse pas avoir un effet d'amplification des violences urbaines, quels que soient, par ailleurs, les intentions ou les principes déontologiques des journalistes eux-mêmes.

C'est en effet dans *la relation* entre le message médiatique violent et le récepteur que la violence peut ensuite se construire, ou non, en tant que pratique. Dans cette relation, les médias restent, dans l'ensemble, le pôle subordonné. Notre hypothèse implique donc de partir de la constatation que la violence est a priori un objet d'information comme n'importe quel autre, pour essayer ensuite de comprendre les différents enjeux que recouvre son traitement médiatique. C'est cette démarche que nous avons choisi d'adopter.

Violences urbaines et médias : stratégies et conflits de construction du sens

Dans cette perspective, les violences urbaines apparaissent comme un enjeu dans la constitution d'un espace public, mais aussi et surtout comme un révélateur de l'état actuel de constitution de cet espace - conçu ici, ajoutons-le, non pas seulement comme délibératif, mais tout autant comme conflictuel. Les violences urbaines, de différentes manières, redessinent cet espace, y compris dans la mesure où elles permettent à des acteurs, qui autrement en seraient exclus, d'y accéder.

On peut, en effet, établir un lien direct entre les violences urbaines et leur médiatisation. Mais ce lien n'est en rien imitatif. Il procède, à l'inverse, de l'enjeu que représente l'espace politique et symbolique des médias pour l'ensemble des acteurs engagés dans les violences urbaines ou dans leur traitement politico-institutionnel. C'est bien parce que les médias sont devenus ce champ de conflits d'interprétation de la réalité sociale actuelle qu'ils se retrouvent au centre des stratégies et des rhétoriques de l'ensemble des acteurs à propos des violences urbaines.

Dans ce contexte, les journalistes font ce qu'ils peuvent pour produire du sens, tout en étant soumis par ailleurs à des logiques médiatiques particulières qu'il faut analyser et comprendre, et qui permettent de rendre compte de la particularité des liens entre chaque média et les violences urbaines. Mais, par ailleurs, quels que soient les acteurs en cause et leur niveau d'organisation, ou leur capacité à s'exprimer dans l'espace public, il est certain qu'on observe aujourd'hui de façon très généralisée une utilisation instrumentale des violences urbaines comme un élément central du débat public.

Il faut rappeler le caractère exploratoire de la recherche que nous avons entreprise, pour dire que nous ne sommes capables pour l'instant que de lancer des pistes de réflexion dans cette direction. Ajoutons par ailleurs que la question des rapports entre violences urbaines et médias doit être posée non seulement du point de vue du passage à l'acte, mais aussi du point de vue des liens entre leur traitement médiatique et leurs éventuels effets sur le sentiment d'insécurité dans la population.

Notre première remarque - mais il y avait là pour nous une hypothèse de départ - est que l'espace médiatique des violences urbaines n'est pas un espace vide, où il n'y aurait d'un côté que les journalistes et de l'autre des acteurs violents. L'espace est plein. Il est occupé par un foisonnement d'autres acteurs, pour lesquels, de différentes manières, la question "violences urbaines" constitue également un enjeu. L'espace médiatique est aussi un espace hiérarchisé. Tous les acteurs n'ont pas accès aux mêmes médias. Nous avons alors cherché à tenir compte des spécificités inhérentes à une telle hiérarchie.

Admettons par hypothèse que, comme nous l'avons dit, les journalistes ne sont pas, en tout cas de façon volontaire, des incitateurs des violences urbaines. Comment expliquer alors les très nombreux cas de passage à la violence auxquels ils sont indéniablement liés ? Il n'y a pas de réponse simple et générale à cette question - ou en tout cas il est trop tôt pour en proposer une.

Nous avons alors pris le parti d'une démarche. En tenant compte de la nature propre à chaque média, et de l'état actuel du débat sur ces questions dans notre pays, il s'agira de dévoiler la pluralité des liens que chaque média aujourd'hui entretient avec l'insécurité et la violence. Aussi la démarche peut-elle être résumée, pour les besoins de cette introduction, en un certain nombre de points.

Les logiques interprétatives des journalistes

Les violences urbaines posent aujourd'hui aux journalistes de sérieux problèmes d'intelligibilité. Il est possible néanmoins observer chez eux une mise en application pratique de trois logiques interprétatives principales.

La première s'exprime en termes du binôme ordre vs désordre. Les violences urbaines dans leurs différentes modalités seraient l'expression d'un désordre, mais lui-même explicable par l'insuffisante capacité de la société française dans les temps qui courent à assurer l'exercice de l'ordre. Or l'ordre s'appuie sur différentes variables : l'intégration par le travail, par exemple, que des taux élevés de chômage remettent en cause ; des politiques publiques de prévention à l'adresse des jeunes, des politiques répressives, etc. Le désordre est ainsi quelque part un thermomètre des insuffisances de l'ordre. Cette optique est une voie importante d'expression du sentiment d'insécurité et de la formation de demandes adressées aux pouvoirs publics, en tant que garants de l'ordre.

La deuxième logique interprétative est celle qui entérine un état de rupture interne à la société française, entre ceux qui "jouent le jeu" de l'intégration, en dépit des difficultés rencontrées par certains, et ceux qui jouent de ces difficultés pour développer des logiques identitaires et mafieuses, générant des sous-cultures (juvéniles, ethniques, religieuses) et des formes d'économie de plus en plus "étrangères" aux normes démocratiques et républicaines, considérées comme légitimes en France, et dont l'expression "zones de non droit" est la traduction emblématique. De ce point de vue, les violences urbaines visibles et invisibles (délinquance, violences anti-policières) sont le vecteur d'une menace à la possibilité même d'une intégration sociale et nationale, portée par des "groupes à risques" présentant tous les signes d'un rejet de cette intégration : racisme inversé, violence instrumentale, destruction et dégradation des dispositifs institutionnels.

La troisième logique interprétative est celle qui perçoit la scène urbaine comme le lieu d'émergence de nouveaux conflits, qui peuvent prendre des formes autant violentes que non violentes ; comme le lieu, aussi, d'émergence de nouveaux acteurs, même insuffisamment constitués. Il y a bien évidemment dans cette approche, l'intuition que tout n'est pas négatif dans la violence et que, dans une certaine mesure, et à certaines conditions, celle-ci recèle une certaine dose de positivité. La violence est perçue comme l'avatar d'une société naissante, qui doit en permanence redéfinir les espaces de la démocratie, mais qui le fait toujours avec quelque retard par rapport à sa propre dynamique de changement.

Nous énonçons là trois logiques idéal-typiques. En vérité les médias et les journalistes transigent toujours plus ou moins librement et à des degrés variés entre les trois, et cette variation de leur perception et de leur interprétation n'est pas non plus indépendante des variations observables au niveau des formes que peuvent prendre les violences urbaines elles-mêmes. Pour dire les choses très simplement - il est aisé de constater que certaines formes de violence urbaine tirent l'espace médiatique du côté d'une interprétation en termes d'ordre vs désordre - et c'est le cas pour les incivilités et pour les formes de violence dont les dimensions délinquantes et criminelles sont dominantes. D'autres, en revanche, et c'est notamment le cas de l'émeute, le tirent du côté d'une interprétation en termes d'affirmation conflictuelle et violente de soi dans

l'espace public - ce qui, pour des raisons qui relèveraient du changement historique, se ferait sous des formes protopolitiques, plutôt que sous des formes directement politiques.

Le thème ethnique se pose aujourd'hui - mais nous y reviendrons longuement - dans les termes de cette triple interprétation. Et les journalistes se demandent s'ils doivent s'y référer comme un indicateur longuement occulté du déficit d'intégration des enfants de l'immigration, comme le signe d'une rupture consommée avec le projet ("idéaliste") d'une intégration républicaine de groupes socioculturels devenus étrangers à la société française, ou au contraire comme l'expression d'une nouvelle conflictualité émergente dans l'espace politique français, dont ces populations seraient porteuses.

On peut dire d'une façon plus générale que ces débats internes aux rédactions, et tels qu'ils s'expriment subjectivement chez chaque journaliste, sont le reflet des débats et des tensions qui traversent la société française, les journalistes orientant leur propre lecture des "faits" en fonction des variations de configuration d'un débat qui, au-delà des rédactions, est porté par des acteurs sociaux et politiques.

Les enjeux de "l'info spectacle"

La question de l'intelligibilité des violences urbaines se présente comme cruciale à plusieurs niveaux. Nous serions même tentés de dire qu'elle est *la* question centrale pour ce qui est des liens entre ces phénomènes et les médias.

D'abord, la faible lisibilité des violences urbaines, et la volonté du journaliste de les comprendre, et d'y apporter une explication, ouvrent sur une manifestation caractéristique du médium télévisuel (mais qui ne lui est pas exclusive) : l'info spectacle. L'info spectacle, c'est la mise en scène de la violence, avec l'objectif aussi de mieux comprendre les logiques à l'œuvre dans le phénomène et de permettre au public de participer à cette compréhension.

Cette démarche qui, pour le journaliste est commandée par son désir d'informer, se développe à l'intérieur d'un espace public qui, comme nous l'avons dit, n'est pas vide, mais plein. L'action du journaliste est ainsi enserrée dans les stratégies de communication des différents acteurs, qui interviennent eux aussi dans cet espace, avec leurs logiques propres.

Filmer une opération de la BAC - ce qui est souvent fait - n'est possible que si l'institution policière a elle aussi intérêt à montrer la BAC en action, ce qui n'est le cas que s'il s'agit de montrer cette action sous un angle positif et valorisant. Mais cela suppose aussi de mettre en scène, au sens strict du terme, et pour les besoins d'un reportage, des conflits entre la BAC et des jeunes banlieusards, qui se jouent quotidiennement sur le terrain, mais le plus souvent en dehors d'un espace de publicité. La violence, dans ces conditions, acquiert une puissance exceptionnelle du simple fait de la capacité de la caméra à constituer d'emblée, par sa seule présence, un espace public. La volonté de protester contre une institution pour le moins polémique trouve là une voie d'expression plutôt rare. Que cette protestation ne puisse s'exprimer que par des moyens violents, c'est un des paradoxes de la dynamique situationnelle en question.

Commandée par la volonté du journaliste de comprendre la "réalité" de la violence, l'info spectacle n'institue pas moins un conflit autour du droit à l'image, porté par ceux

qui s'estiment dépossédés de leur propre image - qui s'estiment objet d'un détournement d'image par des journalistes, qui par ailleurs admettent effectivement ne pas bien comprendre ce qui se joue à l'heure actuelle dans les banlieues. A un moment où s'instaure dans la société française un débat autour de la *propriété* de l'image, il n'est pas inutile de resituer ce conflit émergent dans le cadre d'une réflexion générale.

A ce niveau, le problème posé est celui de l'ensemble d'implications socialement négatives attachées à une image négativement construite - mais surtout d'une image dont le contrôle échappe à ceux qui en sont l'objet. La question du contrôle de sa propre image est aussi celle du sens, autonome ou hétéronome, qui peut être attaché à la participation de chacun à l'espace public.

Dans le prolongement de ce conflit, le journaliste fait depuis longtemps les frais d'une hostilité et d'une agressivité importantes de la part de ceux qui s'estiment dépossédés par lui de leur propre image. En même temps, il représente pour eux presque la seule et incontournable voie d'accès à l'espace public - ce qui veut dire, ne serait ce que de manière fragile et épisodique, la possibilité d'exister comme acteur politique.

Un espace public médiatique immédiatement politique

Les rapports entre violences urbaines et médias se posent en des termes tout aussi problématiques à d'autres niveaux. Dans la presse nationale d'opinion - espace médiatique particulièrement sensible aux interventions des acteurs de la scène politique organisée - les violences urbaines apparaissent aujourd'hui comme un enjeu politique central : enjeu électoral, avant tout ; mais en amont et en aval de la question électorale elle-même, comme un enjeu pour tout ce qui concerne la prise de décision en matière de politiques publiques, susceptibles d'apporter une réponse à la violence.

Or, là aussi, le débat se joue, certes à un autre niveau, mais en termes ouvertement polémiques. Là aussi, des problèmes de lisibilité et d'interprétation des violences urbaines se posent - et les journalistes n'hésitent pas à le dire. Là aussi, le problème des liens entre l'espace médiatique et le passage à l'acte se pose, même si ce n'est que de manière indirecte par le biais des dérives qui peuvent être entraînées par certains choix politiques.

Mais les acteurs politiques ne sont pas les seuls à être concernés par ce thème. La question de l'insécurité est devenue depuis quelque temps un enjeu majeur pour un monde syndical affaibli, qui l'a entièrement intégrée à ses logiques de mobilisation, comme en témoignent les manifestations et les grèves de conducteurs de bus ou d'enseignants. A ce niveau, le thème de l'insécurité suscitée par les violences urbaines est devenu une véritable métaphore de l'insécurité qu'éprouve aujourd'hui une partie importante de la société française face à la dynamique générale de son propre changement.

Afin d'illustrer l'ensemble du raisonnement proposé ici, revenons brièvement sur les événements emblématiques survenus lors des fêtes de fin d'année à Strasbourg en 1997, des événements qui ont été au cœur d'un important débat sur l'emballement des violences urbaines par effet de médiatisation. La question se pose aussi de savoir dans quelle mesure Strasbourg peut être considéré aussi comme une illustration de l'idée que les médias sont à la fois un acteur spécifique et un espace politique, investi par des acteurs engagés dans un conflit portant sur les significations des violences urbaines ?

Les incendies de voitures à Strasbourg : d'une violence rendue "invisible" à la surmédiation d'une quasi-émeute

En 1995, 450 voitures avaient brûlé dans l'agglomération de Strasbourg, dont quelques dizaines en fin d'année ; un chiffre en baisse l'année suivante, avec seulement 400 véhicules incendiés en 1996, dont quelques dizaines en fin d'année, et ceci sans que cela constitue un "événement" médiatique d'importance - en tout cas, pas au niveau national, comme pour d'autres agglomérations tout aussi concernées que Strasbourg, celle de Rouen par exemple. Comment expliquer alors qu'en fin d'année 1997 ait eu lieu à Strasbourg simultanément un "emballement médiatique" pour ces incendies et une flambée exceptionnelle de véhicules incendiés (près de 90 en une semaine) ?

Rien dans la situation locale à ce moment-là n'explique pourtant cette flambée : les tensions structurelles entre un centre-ville riche, illuminé par un "marché de Noël" de renommée européenne, et les quartiers pauvres, assombris par le chômage, la toxicomanie, le désœuvrement des jeunes et le racisme, ne sont pas plus exacerbées que les années précédentes. Elles constituent tout de même la toile de fond, toute l'année durant, de la question de la violence et de ses représentations à Strasbourg, tout comme les "compétitions" que se livrent les groupes de jeunes des différents quartiers périphériques de la ville (Khosrokhavar, Tietze, 1999) - comme dans bien d'autres villes.

C'est pourquoi la principale explication retenue a été celle d'une mise en cause des médias. "L'emballement médiatique" (Derville, 1996) aurait très largement amplifié le phénomène par rapport aux années précédentes, de par la publicité faite à ces incendies dans les termes d'un palmarès entre quartiers et d'un compte à rebours pour la nuit du réveillon. Cette dimension médiatique sera d'ailleurs reconnue a posteriori par les médias eux-mêmes, qui décideront l'année suivante, fin 1998, de restreindre considérablement l'attention accordée à ces événements.

L'effet amplificateur et incitatif de la présence des médias peut être facilement admis, surtout s'agissant d'actions spectaculaires comme des mises à feu de voitures, d'autant que cette action s'est par ailleurs banalisée dans tous les quartiers périphériques français depuis des années, jusqu'à se ritualiser dans le cas particulier de Strasbourg et le fameux "auto-grill" du quartier du Neuhof (Khosrokhavar, 1997). On a donc affaire, concernant les incendies de voitures, à une action délinquante, mais faiblement transgressive de par sa banalisation ; affaire aussi à une conjoncture de fêtes de fin d'année valorisant le feu et le pétard ("tradition rhénane"), et en surplus cette année-là, à une médiation tout à fait exceptionnelle. Mais si ce sont les médias qui sont la cause de la flambée observée, comment expliquer qu'ils se soient ainsi massivement polarisés sur Strasbourg à cette époque, ce qui n'avait jamais été le cas à ce point sur un tel sujet ?

Pour répondre à cette question, il faut inscrire le traitement médiatique des événements de Strasbourg dans le cadre plus large du rapport des médias à leur environnement. En règle générale, un "fait" ne devient digne d'une telle couverture médiatique que s'il est "newsworthy", c'est à dire à la fois nouveau et spectaculaire (Gans, 1979). Or, rien de bien "nouveau" concernant les incendies de voiture : ils font au contraire partie d'une dimension aujourd'hui occultée des violences urbaines, parce que devenue trop banale, dépourvue de significations immédiatement accessibles. Les journalistes ont plutôt tendance soit à ne pas en rendre compte, soit à se contenter de

"brèves" égrenant le bilan du week-end, soit à faire de temps en temps un "dossier" récapitulatif des faits similaires sur l'année. Pour un tel sujet, il n'y a "nouveau" que lorsqu'un nombre exceptionnellement élevé de voitures sont incendiées : comme les années précédentes à la même période, des voitures brûlent plus que d'ordinaire - mais rien susceptible de justifier que ce "fait" ne devienne un "événement" digne de faire l'objet d'une "information" à l'échelle nationale, voire internationale.

Par ailleurs, rien de spectaculaire non plus dans le traitement médiatique ordinaire des voitures brûlées, principalement pour des raisons techniques. En effet, pour que ce fait soit spectaculaire, il faut qu'un photographe ou qu'une équipe de télévision soit sur place avant ou pendant l'intervention des pompiers. Or une telle conjonction suppose une attention aiguë et volontaire des journalistes, soit par leur présence auprès du PC des pompiers, soit par l'écoute de ce même PC au moyen d'un scanner. D'ordinaire, compte tenu du caractère routinier de tels faits, aucune rédaction en France ne mobilise ses journalistes sur de tels sujets. Lorsque les incendies de voitures ne sont pas tout simplement occultés, les seules illustrations possibles du phénomène sont celles de carcasses calcinées sur un parking, à travers des prises de vue le lendemain matin, après information des journalistes par les pompiers, lors de leur "tournee" matinale. Les rédactions de la presse locale ayant pris par ailleurs la mesure des possibles effets d'une telle publicité, elles sont d'autant plus réticentes à rendre compte de ces agissements. La seule exception à ce traitement médiatique ordinaire sont les émeutes, dont la durée et les significations latentes mobilisent immédiatement les journalistes, les images spectaculaires de voitures en flammes venant illustrer l'irruption de la violence.

Bref, un traitement médiatique complet et spectaculaire d'incendies de voitures n'est aujourd'hui possible que dans deux cas de figure : celui d'une émeute urbaine, où les incendies apparaissent en partie comme une forme d'utilisation instrumentale, par les émeutiers, de la sensibilité au spectaculaire présente dans les médias, afin de mettre en puissance la portée de leur protestation ; ou bien lorsque les journalistes eux-mêmes "créent" l'événement, en suivant les pompiers à la trace.

Concernant Strasbourg, puisqu'il ne s'agit pas d'une émeute, il faut donc bien faire l'hypothèse que ce sont les journalistes eux-mêmes qui ont créé l'événement. Mais comment expliquer une telle fixation médiatique et simultanée de l'ensemble des médias français, sur Strasbourg, à ce moment-là ?

En règle générale, une "information" est un "fait" transformé en "événement" par des promoteurs. En règle générale, ces "promoteurs" ne sont pas les journalistes eux-mêmes, mais leurs sources (Molotch, Lester, 1996) Pour analyser les événements de Strasbourg, il faut donc analyser les relations entre les journalistes et leurs sources sur ce plan là.

Une reconstitution des faits a été établie par *Libération* (12 janvier 1998). Il semblerait que rien ne se passe avant le 26 décembre 1997. A partir de ce jour, de manière inattendue, le correspondant local de l'AFP alimente sa rédaction nationale avec des articles répétés et récapitulatifs sur les incendies de voiture à Strasbourg dans les périodes de Noël, en faisant la comparaison avec les années précédentes. Ces articles sont relayés au niveau national par l'AFP, qui les diffuse dans toutes les rédactions. Ceci a pour effet de mettre en alerte les rédacteurs en chef des rédactions nationales - sans

doute aussi parce que l'actualité de cette fin d'année en laisse la possibilité, aucun autre "événement" ne venant occuper l'agenda des grands médias ; ensuite, parce que la question des violences urbaines et de l'insécurité est en bonne place dans l'agenda politique, depuis le colloque de Villepinte en octobre 1997. La France vient aussi de connaître en novembre une grève générale des transports urbains dénonçant l'insécurité, et les 19 et 20 décembre, deux émeutes simultanées, à Lyon et à Dammarie-les-Lys, à la suite de la mort de jeunes par des policiers - les images de voitures brûlées propres à l'émeute sont ainsi très présente dans la mémoire télévisuelle.

Le dimanche 28 décembre, France 3 Alsace prend contact avec les pompiers pour un éventuel reportage, mais ne le réalise pas. Le bureau régional de TF1 lance alors également un reportage en compagnie d'un cameraman indépendant disposant d'un scanner, et filme les incendies de la nuit en accompagnant, parfois en précédant, les pompiers, produisant ainsi volontairement, avec des moyens techniques spéciaux, des images spectaculaires et exceptionnelles. Le lundi 29 décembre au matin, sur la base des dernières dépêches AFP, France 2 demande à son bureau régional des images de voitures incendiées pour l'édition du 13 heures. A midi, le préfet révèle que l'année 1997 a connu une augmentation de plus de 100 voitures brûlées à Strasbourg, passant de 400 à 500, alors qu'aucun chiffre n'avait été donné durant toute l'année. Au journal de 13 heures, France 2 ne montre que des carcasses calcinées, filmées le matin. TF1 en revanche diffuse les images "choc" de voitures en flammes prises dans la nuit, amorçant ainsi "l'emballement médiatique", y compris pour la presse régionale, jusqu'alors très en retrait. A 16 heures, le préfet dénonce les effets de la médiatisation, et la compétition à laquelle se livrent des jeunes de différents quartiers, puis annonce l'ensemble du dispositif policier exceptionnel prévu pour la Saint Sylvestre, contribuant ainsi à la dramatisation engagée par les médias.

A partir de ce moment, la logique de l'emballement est en place, qui va voir chacun jouer un rôle spécifique pendant la nuit du réveillon : les jeunes des quartiers se grisent d'incendies médiatisés, qui narguent les policiers et les jeunes des autres quartiers par médias interposés. La police assure un maintien de l'ordre "administratif" sans interpellations (qui donnera lieu à controverse avec le procureur). Les médias profitent d'images spectaculaires comparables à celles d'une émeute. Ils reconnaîtront par la suite, les télévisions en particulier, leur part de responsabilité dans cet "emballement".

Ainsi, dans cet enchaînement, le facteur déclenchant semble bien avoir été l'action de l'AFP, qui a mis en alerte l'ensemble des rédactions nationales sur un sujet qui d'ordinaire n'est pas considéré comme important à cette échelle, et ce alors que ni les médias locaux, ni les médias nationaux n'avaient envisagé *a priori* de "couvrir" ce type de sujet à Strasbourg. Ce comportement de l'AFP est sans doute à mettre en rapport avec celui de la préfecture, qui dès le 15 décembre, avant toute médiatisation, puis le 29 décembre, à la suite du "choc" des images de TF1, rend public des tendances et des chiffres à la hausse, alors que le sujet avait été jusque-là absent de l'agenda public. La mise en alerte de l'AFP par la préfecture a conduit à la mise en alerte des rédactions nationales, elles-mêmes sensibles à un agenda politique très largement porteur de thématiques liées à la sécurité. Et c'est TF1 qui, par son traitement volontairement spectaculaire, a lancé un "emballement médiatique" aux effets incitateurs importants dans un contexte strasbourgeois structurellement et conjoncturellement sous tension : rapports sociaux et urbains d'exclusion, ambiance de fêtes de fin d'année.

Mais ce qui est vrai pour Strasbourg l'est aussi sans doute pour n'importe quel autre territoire urbain. Le projecteur des médias n'a fait que condenser des actions déjà existantes, non seulement à Strasbourg, mais aussi partout ailleurs en France. On peut ainsi faire l'hypothèse que la conjonction d'une mise en alerte de l'AFP par les autorités locales (quelles qu'en soient les raisons) et d'une construction spectaculaire de l'événement par les médias, en particulier par la télévision, conduirait dans n'importe quelle autre ville française aux mêmes effets "d'emballement" des conduites et des médias, tant les tensions structurelles sur le plan social et urbain sont comparables.

De par leur construction médiatique, les événements de Strasbourg rappellent l'émeute, dont ils offrent une image approchée, manifestant des dimensions sociales, politiques et médiatiques comparables. Comme dans les émeutes classiques, un "événement" met le feu aux poudres : ici, le reportage de TF1, lui-même généré par les tensions induites par la préfecture et l'AFP. A partir de cet événement, les acteurs se mobilisent et s'affrontent sur une scène qui est simultanément sociale, symbolique et médiatique, et dont les effets politiques - du moins localement - sont généralement très importants, ce qui explique les surenchères dans les conduites (plus de voitures brûlées, plus de policiers mobilisés) comme dans les discours : plus de fermeté contre les délinquants ; mais aussi une très large interrogation sur le désœuvrement des jeunes dans ces quartiers, en particulier pendant les vacances (ce que reconnaîtra la municipalité, et qui se traduira par le montage d'un dispositif très ambitieux l'année suivante). Une interrogation aussi sur les racines profondes d'une violence dont les incendies de voiture "médiatisés" ne sont que la partie la plus visible - retournement paradoxal pour des "faits" qui d'ordinaire font partie de cette violence occultée par les médias.

Dans le cas de Strasbourg, comme lors d'une émeute, c'est par l'effet d'un "dérapage" (généré par les interactions institutions/médias) que s'est révélée toute la violence présente dans les relations entre centre-ville et périphérie urbaine dans la France contemporaine - d'autant plus que ce centre était celui de Strasbourg, symbole d'une Europe riche et puissante. C'est sans doute à l'ensemble de ces dimensions sociales, politiques et symboliques de la situation strasbourgeoise, qui font que l'ordre devient dans ces conditions une gageure, qu'ont été intuitivement sensibles les journalistes. C'est sans doute cela qui les a fait laisser de côté pour un temps l'indifférence et la prudence qui président en général au traitement médiatique des incendies de voitures dans les quartiers sensibles. En ce sens, on peut considérer au fond que "l'emballement médiatique de Strasbourg n'est en rien l'expression d'un artefact ne reposant que sur le seul tropisme médiatique du "spectaculaire", mais bien la mise en scène d'une *quasi-émeute* dont le substrat est celui des rapports sociaux d'exclusion, de relégation et de discrimination.

Il y a, cependant, par rapport à la véritable émeute, une différence pourtant qu'il n'est pas inutile de souligner. La dynamique émeutière contemporaine en France, toujours liée à la mort violente d'un jeune, porte pour les médias une charge de lisibilité bien plus grande que des événements comme ceux de Strasbourg. Cela fait aussi que c'est plus difficile de parler d'emballement médiatique à propos des émeutes. Expression directe et brutale d'une révolte, les émeutes ont en général une dynamique propre et ne peuvent pas être rigoureusement considérées comme un phénomène hétéronome, même si beaucoup de jeunes l'expliquent effectivement pour des raisons d'accès à l'espace public. Mais ce n'est pas exact. A l'origine et au cœur d'une émeute il y a toujours une

révolte authentique, même si d'autres significations plus instrumentales viennent par la suite s'y ajouter. C'est probablement d'ailleurs la raison pour laquelle les émeutes exercent sur les journalistes une fascination également authentique et durable. Ils savent que, dans le cas d'une émeute, la dynamique de la violence est très largement indépendante d'eux - à l'inverse de la flambée de violence observée à Strasbourg, aux logiques politiques et médiatiques très largement hétéronomes aux jeunes incendiaires, comme l'a montré l'hébétude de leur dégrisement, lors des quelques comparutions qui ont suivi.

Une recherche rattrapée par son objet: de la routine à l'émeute

Au départ, il s'agissait pour nous de mener une étude capable de rendre compte des mécanismes de production de l'information dans le domaine des violences urbaines. Ceux que nous prétendons dévoiler aujourd'hui ne sont pas étrangers à l'histoire de la recherche elle-même, qui a suivi, tout au long de l'année 1988, les temps faibles, puis progressivement plus forts de ce phénomène dit des "violences urbaines". Notre première idée avait été d'effectuer une observation de deux mois au sein d'une rédaction presse écrite et d'une rédaction télévisée. Notre choix, pour ce qui est de la presse écrite, s'était porté sur *Le Parisien*, en raison surtout de son statut de source autorisée pour les autres journalistes. Une étude de ce type portant sur la rédaction Ile de France de France 3 avait été effectuée par des étudiantes du CELSA sous la direction d'Eric Macé, tandis qu'à TF1 nous essuyions un refus de la direction de l'information à nous laisser accéder de manière plus ou moins permanente à leurs locaux. Nous avons été ainsi conduits à redéfinir nos bases d'enquête, ce qui en fin de compte s'est révélé, nous semble-t-il, positif.

Dans ce compte rendu de recherche, nous essayerons d'abord de montrer comment les liens entre violences urbaines et médias se construisent à l'intérieur d'un espace hiérarchisé en fonction du statut particulier de chaque média, et de la place qu'il occupe dans l'espace public. C'est une démarche analytique nécessaire. Mais elle n'est pas suffisante, dans la mesure où le traitement journalistique des violences urbaines fait à chaque fois intervenir tous ces niveaux simultanément. D'où notre choix de montrer, de manière extensive, leur fonctionnement général, à partir d'un cas spécialement significatif, celui d'une émeute urbaine.

Le hasard des choses a fait que, en décembre 1998, alors que nous travaillions déjà sur la presse quotidienne régionale à Toulouse, une émeute de plusieurs jours s'est déclenchée dans cette ville, ordinairement perçue comme l'une des moins violentes de l'Hexagone. L'analyse de la couverture de ces événements par la presse écrite et télévisée a pu être entreprise alors, à la lumière des matériaux précédents.

Plan du rapport

La première partie rend compte des logiques de production télévisuelle de l'information sur les violences urbaines à partir de quatre terrains : les résultats d'une observation effectuée par des étudiantes, dans le cadre du CELSA, sur les conditions de fonctionnement de la rédaction de France 3 Ile de France (une enquête dirigée par Eric Macé) ; un ensemble d'entretiens effectués avec des journalistes de France 2 et TF1 ; la reconstitution de la chaîne de production d'un magazine de M6, Zone Interdite, sur les mineurs délinquants.

La seconde partie analyse les logiques de traitement des violences urbaines observables au sein de la presse nationale d'opinion, à partir d'un ensemble d'entretiens réalisés avec des journalistes de la presse nationale d'opinion - *Libération*, *Le Figaro* et *Le Monde*.

La troisième partie analyse le cas particulier du quotidien *Le Parisien*, à partir d'un ensemble de 16 entretiens réalisés avec des journalistes de toutes ses rédactions régionales et de sa rédaction nationale.

La quatrième partie analyse ces logiques au sein d'un quotidien d'information régionale, à partir d'un ensemble d'entretiens réalisés avec des journalistes de *La Dépêche du Midi*, à Toulouse.

La cinquième partie tient enfin compte de l'ensemble de ces analyses, pour mettre en perspective une étude de cas sur le traitement médiatique des émeutes de Toulouse en décembre 1998, à partir d'une analyse presque complète de la couverture effectuée par l'ensemble de la presse écrite nationale et régionale sur ces événements, ainsi que de la couverture télévisuelle.

Il est trop tôt pour faire des recommandations. Disons seulement notre conviction que la reconsidération des liens qui se tissent aujourd'hui entre violences urbaines et médias suppose deux efforts complémentaires. Le premier se situe du côté des violences urbaines. C'est l'effort pour que des franges importantes de la population française, issues des milieux populaires et de l'immigration, et largement privées de formes propres d'organisation politique, puissent acquérir une capacité d'expression autonome, grâce surtout au développement de nouveaux espaces de démocratie locale dans les quartiers périphériques. Le second se situe du côté des médias : il s'agit de prendre charge de manière active un conflit qui se dessine en milieu populaire autour du droit à l'image - il s'agit d'en expliciter les termes, pour qu'il soit susceptible d'acquérir des formes d'expression régulées, il s'agit aussi de chercher les formes susceptibles de démocratiser l'accès à l'espace public et d'étendre cet accès à ceux qui en sont habituellement exclus, ou qui ne peuvent y accéder que de manière violente.

Nous remercions les journalistes qui ont accepté de nous donner un peu de leur temps, par définition exigü, l'IHESI pour sa confiance et la possibilité qui nous a été donnée d'entreprendre ce travail, et le CADIS auquel nous appartenons depuis longtemps - et au CADIS, tout particulièrement, Mireille Coustance qui a assuré de manière attentive le suivi financier de cette recherche, et au nom de tous les autres, Michel Wieviorka, son directeur.

I - L'INFORMATION TELEVISUELLE

Les notes qui suivent s'appuient sur une tentative de compréhension des conditions générales de fonctionnement des rédactions des journaux de trois chaînes de télévision françaises - France 3 Ile de France, France 2 et TF1 et des logiques qui sous-tendent leur traitement des violences urbaines. Nous y avons ajouté un regard sur les conditions de production d'un magazine de M6 sur ce même thème.

Les notes sur France 3 Paris Ile de France sont le résumé d'un travail d'observation réalisé, sous la direction d'Eric Macé, par des étudiantes dans le cadre du Magister en communication du CELSA, pendant l'année universitaire 1997-1998. Il a donné lieu à un rapport ayant pour titre *Traitement médiatique des violences urbaines : France 3 Ile de France* (André et al., 1998). Le texte que nous présentons a été légèrement modifié pour les besoins de cette synthèse.

Les notes sur France 2 et TF1 s'appuient sur des entretiens avec des journalistes des deux chaînes. L'accueil à TF1 ayant été méfiant, pour ne pas dire franchement hostile, le corpus d'entretiens sur lesquels nous nous appuyons est moins important que dans le cas de France 2, ces entretiens ayant été par ailleurs effectués dans des conditions plus difficiles.

En ce qui concerne le magazine de M6, l'idée était de remonter la chaîne de production, depuis la commande, en passant par l'autorisation pour effectuer un reportage avec la police - autorisation qui dépend des services de communication du ministère de l'intérieur, jusqu'aux conditions concrètes de production du reportage par les journalistes de terrain et les responsables du montage.

1.1 LA REDACTION DE FRANCE 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

France 3 est une chaîne publique, troisième en audience après TF1 et France 2. Son public est plus âgé que celui des autres chaînes, il est aussi celui qui vote le plus à gauche (55% contre 32% pour la droite républicaine et 12% pour l'extrême droite).

Concernant l'information, elle a pour particularité de combiner une dimension nationale et régionale, à la fois dans la production et dans la diffusion de l'information. Chaque édition du journal, le "12/13" et le "19/20", combine ainsi une partie nationale d'information commune produite par la rédaction nationale, et une partie régionale propre à chaque région, produite par chaque rédaction régionale. Ainsi, pour l'édition de 19 heures, les titres de la partie régionale sont annoncés jusqu'à 19h07, puis chaque région diffuse sa partie régionale jusqu'à 19h25, puis commence la partie nationale, jusqu'à 19h55. Les rédactions régionales disposent d'une cinquantaine de journalistes chacune, dont certains sont décentralisés dans des "antennes" locales.

Pour cette enquête, nous avons analysé le fonctionnement de la rédaction régionale d'Ile de France, facilitant ainsi la comparaison avec le *Parisien*: un même territoire d'actualité, une même indétermination du "public" lié au monopole de l'information régionale, qui conduit à une ligne éditoriale politiquement "neutre".

1.1.1 Une rédaction régionale atypique

Cette rédaction régionale basée à Vanves (joutant Paris) se trouve dans une situation atypique par rapport aux autres. D'une part, l'identité régionale est bien moins

marquée qu'en province, ce qui se traduit par le taux d'audience le plus faible des actualités régionales françaises. D'autre part, l'actualité de la région et de Paris recouvre souvent l'actualité nationale, de telle sorte que la justification d'une rédaction régionale aussi proche physiquement de la rédaction nationale ne semble pas clairement affirmée, comme en témoigne le format "standard" d'une rédaction de 46 journalistes ayant pourtant à "couvrir" près d'un quart de la population française (15 millions d'habitants). Un sous-dimensionnement d'autant plus marqué qu'à la différence des autres rédactions régionales, celle d'Ile de France ne dispose pas de bureaux "locaux" permettant de mieux inscrire les journalistes dans leur contexte. Cette rédaction régionale est ainsi centralisée à Vanves, et doit rendre compte de l'actualité d'une conurbation qui comprend Paris, la petite et la grande couronne de la banlieue. Du fait de cette organisation réduite et centralisée, la rédaction régionale de France 3 Paris Ile de France se présente ainsi comme une rédaction "nationale" en miniature à l'échelle de l'Ile de France, sans bénéficier d'une inscription locale au même titre que les autres rédactions en province.

A cette contrainte organisationnelle s'ajoute les contraintes spécifiques à l'information télévisée, cet ensemble configurant la production de l'information et, par conséquent, le traitement plus particulier des violences urbaines.

1.1.2 Les contraintes de l'information télévisée régionale

L'urgence

La première contrainte est celle de la disponibilité. La rédaction étant restreinte, la possibilité d'une spécialisation thématique des journalistes est très limitée: chacun doit pouvoir traiter n'importe quel sujet en fonction de l'actualité et de sa disponibilité du moment, d'autant que la composition des équipes composées d'un journaliste rédacteur (réalisateur du reportage) et d'un journaliste reporter d'image (JRI, responsable de l'image et du son) n'est jamais stable. La limitation du nombre d'équipes disponibles tout au long de la journée induit ainsi un climat "d'urgence" permanent dans le travail de la rédaction.

Cette urgence est encore accentuée par la lourdeur inhérente à la réalisation télévisuelle: une équipe de télévision (entre deux et trois personnes) n'a souvent que quelques heures sur place pour effectuer un reportage, une grande part du temps étant consacré aux déplacements en voiture (souvent difficiles dans cette région) et au montage (visionner les plans, réduite au format standard de 1'30, monter, rédiger et enregistrer le commentaire).

Enfin, cette urgence est renforcée par les impératifs de "bouclage" deux fois dans la journée, à 12 et 19 heures.

La gestion de cette urgence ne pouvant se faire par une forte implantation locale et une forte capitalisation par la spécialisation de certains journalistes, elle se fait principalement en s'appuyant sur des sources d'informations médiatiques: principalement la lecture des éditions départementales du *Parisien*, mais aussi les dépêches de l'AFP lorsqu'elles concernent l'Ile de France; à l'occasion les articles concernant la région parus dans la presse nationale. Par ailleurs, les médias

d'information continue comme LCI et France Info sont présents en permanence dans la rédaction et les voitures de reportage. L'information de cette rédaction régionale est ainsi le plus souvent un traitement de seconde main à partir d'information provenant d'autres médias. C'est toujours cette urgence qui fait privilégier, par la force des choses, les interlocuteurs les plus disponibles, c'est-à-dire institutionnels, même si le plus souvent les journalistes cherchent à compenser en donnant la parole à des personnes ordinaires, rencontrées pendant le tournage.

Le statut de cette urgence est ambivalent au sein de la rédaction. D'une part, l'urgence est un motif de conflit structurel entre les journalistes et les rédacteurs en chef. La durée de fabrication du reportage est le produit de logiques plus ou moins contradictoires qui s'affrontent : celle de la direction, qui veut obtenir une productivité maximale de chaque journaliste et avoir suffisamment de reportages prêts pour équilibrer le journal en durée et en thèmes ; et celle du journaliste, qui souhaite disposer d'un délai confortable pour éviter le travail en urgence et/ou approfondir ses recherches et améliorer ainsi la qualité ou l'originalité de son reportage. La durée accordée à chaque sujet est ainsi l'objet de négociations plus ou moins formalisées entre ces différents acteurs. "C'est un rapport de force entre ma force de conviction et ce qu'il veut mettre dans son journal." Leur capacité de négociation dépend alors fondamentalement du statut de chacun - précaire ou stable.

Cependant, cette urgence est un trait valorisé du travail journalistique. L'urgence appartient au quotidien du journaliste, ne serait ce que comme énoncé. Elle émaille son discours sous la forme de plaintes ou de justifications. De nombreux journalistes regrettent d'être toujours "tenus" par le temps, de devoir renoncer à des investigations plus poussées en raison de délais de production trop serrés. L'urgence est alors source de frustration. Mais elle peut être utilisée comme un argument pour obtenir plus vite un rendez-vous, pour permettre de clore plus rapidement un travail. . La récurrence de la notion d'urgence et le discours qu'elle suscite la consacrent en valeur professionnelle. Travailler dans l'urgence est une aptitude nécessaire, un critère de performance. Elle peut être ainsi considérée comme le sel du métier, et l'aiguillon qui rend plus efficace. Lors d'événements exceptionnels, elle provoque une cohésion du groupe, une coopération nerveuse mais non conflictuelle, qui reste ensuite dans les mémoires comme les moments forts d'un travail collectif. En contrepartie, la référence à "l'urgence" justifie souvent les défauts d'investigation, le choix de procédures routinières, le défaut de capitalisation par la documentation et la spécialisation. L'urgence est ainsi beaucoup énoncée dans la rédaction, sans doute un peu plus qu'elle n'est réellement vécue.

Les règles du reportage télévisé

La seconde contrainte est propre au média: la construction d'un reportage télévisé obéit à un certain nombre de règles (Besse, Désormeaux, 1997). Le sujet d'un reportage est le point de départ, ce dont la rédaction a décidé de parler. En règle générale, le journaliste doit avoir un propos, qui exprime ce que l'équipe dit de ce sujet de reportage. Ce propos s'exprime par un angle du reportage, qui fait choisir par l'équipe tel ou tel interlocuteur, telle ou telle préparation et gestion du reportage sur le terrain. Les journalistes essaient de progresser naturellement des faits vers les interprétations. Pour cela, la même problématique est abordée auprès de tous les interviewés, en déclinant certaines questions suivant la spécificité ou la fonction de l'interlocuteur. En

général, la rédaction a déjà formalisé le type de propos attendu pour chaque type de sujet, en conférence de rédaction ou même par téléphone, si le journaliste est parti filmer un événement dans l'urgence. Les lieux sont repérés, cadrés, les images pré-construites d'après l'angle choisi avant même le départ. D'où la nécessité d'employer des journalistes reporters d'image qui sont avant tout responsables de l'image, mais qui ont également une formation de journaliste, étant capables de choisir des images adéquates au propos, quasiment sans directives du journaliste rédacteur, ce qui leur assure une autonomie de travail.

Sur place, l'équipe cherche en priorité à "faire des plans" du lieu concerné, la banlieue par exemple, généralement avant le tournage : la ville, les établissements scolaires, ce qui peut montrer "la vie". On attend donc le moment propice, la sortie des cours, les gardiens de la paix qui patrouillent, afin de montrer leur présence et anticiper dans l'esprit du téléspectateur leur implication dans l'affaire. Les journalistes rédacteurs se contentent simplement de dire aux JRI "tu nous fais les plans habituels...", en y ajoutant quelques consignes qui cadrent le sujet - "en te centrant sur..., il faut montrer que c'est un sujet sur...". Le JRI prend ensuite l'initiative des images qu'il filme. Le journaliste rédacteur reste en retrait. Il choisit ou affine son propos, anticipe l'ordre des interviews, pense déjà au montage.

L'ordre des interviews a été préalablement déterminé en fonction de l'ordre des prises de contact par téléphone. L'ordre de diffusion, en revanche, sera révélateur des priorités accordées aux interlocuteurs par le journaliste. Si le temps le permet et si l'interlocuteur est disponible, des questions informelles, de débroussaillage, lui sont posées. Cela lui permet de construire son discours et d'évacuer la tension que représente un questionnement par des journalistes de télévision. Les questions pour l'interview sont ensuite choisies. Cette méthode favorise l'organisation du reportage, le découpage au montage et permet à l'interviewé de s'exprimer, d'abord de manière décontractée, puis d'émettre des réponses préalablement pensées, claires et cohérentes, au moment de l'interview filmée, même s'il ne connaît pas la nature exacte ni l'ordre des questions retenues.

Le montage implique de visionner l'ensemble des images, interviews, qui constituent la "matière première" du reportage final, sachant qu'il doit durer entre 1 minute 15 secondes et 2 minutes 40 secondes au maximum pour un reportage d'actualité. Les journalistes visionnent tout d'emblée, en procédant à un repérage rigoureux, grâce au "TCR", chronomètre affiché à l'écran, des débuts et fins de chaque séquence, et de toutes les séquences, phrases, citations, jugées pertinentes et potentiellement retenues pour le reportage. Il leur revient d'ordonner les interviews et images comme ils l'entendent, de hiérarchiser l'information qu'ils ont recueillie. C'est précisément la construction qui préside aux hiérarchies faites dans l'information qu'il convient d'analyser, pour comprendre les réflexes, les mécanismes qui sous-tendent structurellement les reportages sur les violences urbaines à France 3 IDF, et ceux qui relèvent de l'implicite, du subjectif des journalistes dans le traitement des violences urbaines. C'est l'arbitraire du montage qui rentre en ligne de compte. Les journalistes retiennent les séquences qu'ils pensent être les bonnes, en fonction de leur savoir faire professionnel, de la ligne éditoriale de France 3, de leur perception et analyse de la situation, de leurs représentations culturelles. Généralement, ils tendent à commencer le reportage par ce qu'ils appellent "une fiche signalétique"- on plante le décor, on montre

d'abord, sans parler. Ensuite, il s'agit de rentrer dans le contexte, décrire la scène, donner à voir. Viennent enfin les interviews et la mise en perspective des faits.

L'ultime contrainte se trouve dans le format du reportage diffusé. Les reportages peuvent être construits selon différents formats : 1'15 ; 1'30 ; 1'45 ; 2'00 ; 2'30. Un format un peu plus long est parfois accordé à des sujets culturels. Cette formalisation est une contrainte de réalisation pour le journaliste qui doit adapter son travail au format défini par la rédaction en chef. Le format peut être éventuellement négocié, le journaliste plaidant l'intérêt de son sujet pour obtenir quelques secondes supplémentaires. Certains journalistes affirment constater depuis quelques années un raccourcissement des formats, les plans courts tendant aussi à se multiplier. Le choix des formats courts et des plans rapides reflète la volonté de ne pas ennuyer. Il renvoie à une représentation du téléspectateur prompt à l'ennui, zappeur potentiel, qu'il faut retenir et dont il faut réveiller sans cesse l'intérêt. Les sujets, qui ne peuvent intéresser évidemment tous les téléspectateurs, n'ont pas ainsi, s'ils sont courts, le temps de les lasser. Cette tendance au raccourcissement des formats se redouble d'une durée du journal également très courte: entre 14 et 20 minutes par édition.

1.1.3 Le traitement des violences urbaines: un clivage éditorial

Nous avons pu discerner, auprès des journalistes de la rédaction régionale de France 3, deux grandes tendances dans la représentation des violences urbaines et de leur traitement journalistique.

La première consiste à les appréhender sous l'angle de la prudence. Prudence dans l'emploi de mots compliqués pour le téléspectateur et pour les jeunes des quartiers concernés par le reportage, qui ne se reconnaîtront pas dans un vocabulaire procédural et stigmatisant habituellement utilisé par la police et les acteurs institutionnels. On élimine des termes tels que "respect de l'état de droit", ou "comportement déviant", "récidive". Pour des mineurs non condamnés, sans casier judiciaire, on parle plutôt de "comportements difficiles", "agités", ou "peu appréciés". Dans des interviews à visage caché, les journalistes veilleront par exemple à ne pas utiliser le bandeau qui connote le criminel, préférant filmer de dos, ou très légèrement de profil, ce qui donne davantage de crédibilité.

Les mots clés pour ces journalistes sont prudence et responsabilité quant aux images qu'ils renvoient aux jeunes de ces quartiers. Ils se disent conscients du fait que la télévision est le média fort par excellence, qu'elle dit toujours plus que la réalité et qu'elle est source d'injustice. Les conditions de travail des journalistes et de production de l'information empêchent par ailleurs toute véritable mise en contexte. Expliquer pourquoi demande du temps, tandis que les reportages donnent simplement accès au factuel. Ils veulent "filmer propre", sans ignorer les problèmes et masquer la délinquance. Mais cette éthique peut être difficile à tenir : "comment ne pas entretenir des clichés, quand on n'a pas un temps d'investigation suffisant, et quand on se sent en danger en faisant notre travail ? Que dire ? Comment faire un reportage?". Anciennement journaliste à France 3 Ile de France, devenu journaliste au Monde, un jeune journaliste témoigne de ces difficultés liées à l'outil télévisuel:

"Moi j'ai vécu la différence entre presse écrite et télévision, parce que je me suis fait casser deux fois la gueule en banlieue quand j'étais à France 3, parce

qu'il y a le problème de l'intrusion de la caméra, les gens ont peur d'être reconnu etc., et en termes de travail, c'est des conditions qui sont totalement différentes, quand vous travaillez en format actualité à la télé, premièrement vous avez la trouille, faut être honnête, et vous ne travaillez pas sérieusement parce que vous vous planquez; alors qu'en presse écrite, vous êtes beaucoup plus décontracté, même professionnellement c'est bon, parce que ça vous permet d'aller voir les gens sans avoir peur, sans dire " oh, là, là, qu'est-ce qui va m'arriver ", en termes de condition de travail c'est incomparable. Je pense que mes confrères de l'audiovisuel ont une approche beaucoup plus superficielle liée à leur mode de fonctionnement."

Cependant, ils revendiquent pleinement le positionnement qu'ils pensent être celui de leur chaîne, en opposition à TF1, qui épouse systématiquement l'angle du spectacle de la violence et qui, selon eux, "génère l'information plus qu'elle ne la donne". La plupart des journalistes sont réticents à traiter ce thème et ne le font que lorsqu'ils sont désignés à cette fin par la rédaction. Il y a peu de volontaires, généralement peu d'images, et peu d'interlocuteurs. Ils jugent parfois cela "peu gratifiant" et préféreraient ne pas y aller plutôt que d'avoir à se réduire aux clichés habituels.

La seconde tendance se représente les banlieues comme un "système féodal". Ces journalistes parlent de "leur territoire, leur business" et ont le sentiment qu'un élément étranger comme la télévision y est vite repéré et mal accueilli. "On ne peut plus y entrer ni travailler normalement, plus la peine d'y aller". Ils préconisent donc de décrire la réalité sous l'angle de leur propre expérience de ces territoires et considèrent que les jeunes des cités sont "responsables de leurs actes, ainsi que les parents et la société". Mais les médias sont moins en cause. Pour eux, la violence qu'ils montrent est bien réelle, elle est signe de la perte de repères entre la norme et la déviance. Certains pensent qu'il s'agit de "faire respecter la loi avant tout", c'est "faire le jeu du FN que de refuser de les dénommer ghettos ou zones de non droit. Ce n'est pas parce qu'on restera politiquement correct que ça changera quelque chose".

1.1.4 Deux études de cas comparées

Sartrouville ou le choix de la dédramatisation

L'information provient d'une dépêche AFP du dimanche 8 mars 1998 à 21h56: une dizaine de voitures incendiées ont été incendiées sur un parking

France 3 national envoie une équipe sur les lieux qui réalise un reportage diffusé au Soir 3 national. Nous avons interviewé le rédacteur et la JRI en charge de ce reportage. La JRI, seule à la rédaction nationale de France 3 au moment des faits, a été contrainte de partir à Sartrouville avec un preneur de son et un rédacteur, peu motivés à l'idée d'un reportage sur la banlieue.

En effet, leur réticence à couvrir Sartrouville s'explique par le refus de considérer les violences urbaines comme un événement. Ils y voyaient plutôt un sujet banal, qui pose néanmoins le problème de la présence des journalistes dans les banlieues difficiles, laquelle comporte quatre types de risques principaux : le risque d'agressions verbales et physiques (insultes, jets de pierres, crachats, vol du matériel); le risque de rentrer bredouille : cas du JRI qui n'est pas autorisé à tourner ; le risque de ne pas avoir

assez de temps et donc de matière pour traiter l'événement ; le risque d'entretenir des clichés sur les banlieues.

Le premier réflexe du journaliste sur le départ est de sortir toutes les dépêches AFP et consulter les revues de presse, téléphoner aux acteurs institutionnels concernés par l'événement (mairie, préfet, police, associations) et à d'autres contacts sur place.

Les conditions du reportage : départ à 22h30, sachant que le Soir 3 est à 23h55 et qu'ils devront partir au plus tard à 23h15 de Sartrouville.

Dans la voiture, le stress et la tension sont conjurés par une avalanche de blagues. Sur place, ils filment, contrairement aux dires de l'AFP, une seule voiture incendiée du parking. Ils interviewent aussi le député maire arrivé sur place, le commissaire et le gardien.

Pour le commissaire, ces incidents seraient des représailles en réaction aux multiples interpellations de dealers effectuées la semaine précédente. Pour un Maghrébin de la cité, il s'agit d'une manipulation politique orchestrée par le FN, à une semaine des régionales. De plus, ces violences interviennent à la veille des assises nationales contre les violences urbaines, promues par Jean-Pierre Chevènement.

L'avis de l'équipe fut de se montrer très prudente vis-à-vis des images et des discours des différents interlocuteurs. En effet, dans un climat de campagne électorale, le risque de manipulation politique d'un fait pourtant habituel est latent.

A la conférence de rédaction lundi 9 mars 1998, à 9 heures, la rédaction montre une volonté délibérée de banaliser l'incident, en reprenant simplement les images du Soir 3, en voix off, pour l'édition de 12 heures, compte tenu des contraintes de temps et de moyens. L'argument était qu'il s'agissait d'une affaire de drogues et non pas de violences urbaines révélatrices de problèmes récurrents dans les banlieues. La voix off permet justement de mettre l'accent sur une récurrence, sans aller au fond des choses, le but étant de réduire l'événement au minimum.

La stratégie a été de dédramatiser et ne pas se laisser manipuler par une bande voulant profiter de la médiatisation du "malaise des banlieues" et du climat d'impunité, pour faire savoir à la police qu'elle contrôle le territoire.

Les décisions sont néanmoins prises dans un climat de débat. Les avis des différents rédacteurs en chef divergent. Si l'un d'entre eux considérait Sartrouville comme un non -événement, l'autre y accordait plus d'importance, dans la mesure où la question était liée à une actualité du jour (la circulaire Chevènement sur la non-violence). Son argument était que, à partir du moment où il y a débat public sur le sujet, le journaliste se doit de restituer les faits afférents au thème, même s'il sert parfois d'amplificateur à l'événement.

Malgré ces divergences, le reportage sur Sartrouville a fait la une, en voix off, dans l'édition de midi. En revanche, le mercredi 11 mars, en 8 minutes 6 dépêches de l'AFP concernant les violences urbaines sont tombées sans être retenues, car jugées non représentatives d'un phénomène de société plus large.

Evry : un sujet médiatique

D'après une dépêche AFP signalée en "urgent", un adolescent de 17 ans a été tué par balles dans le centre commercial de l'Agora d'Evry, lors d'un affrontement entre bandes rivales. L'affrontement a opposé des jeunes de Corbeil-Essonnes, où vivait la victime, à des jeunes d'Evry. La première source d'information à relater les faits est l'AFP le 9 mars 1998 à 12h15. Si la rédaction prétextait le flou et l'actualité dépassée de Sartrouville (fait du week-end), elle a décidé unanimement d'envoyer immédiatement une équipe à Evry pour le journal de 19 heures. Ces violences représentaient une actualité à chaud (en Ile-de-France, le matin même), d'une certaine gravité (âge de la victime : 17 ans), déjà relayée par le journal de 13 heures de TF1.

Deux équipes sont mobilisées. Une première équipe complète est envoyée à 12h30 dans la cité des Pyramides, celle du meurtrier. Avant de partir, le rédacteur a contacté les différents acteurs de l'événement : le bureau du procureur Davenas, les mairies concernées, la préfecture. L'événement a suscité une grande tension notamment entre les CRS et les jeunes des cités. Les journalistes craignaient des représailles dans l'après-midi. Rien n'a eu lieu. Le reportage était essentiellement un factuel et recoupait les interviews du procureur Davenas, de témoins et des jeunes.

Une seconde équipe, composée d'un JRI (journaliste reporter d'image), d'un preneur de son et d'un assistant lumière, est envoyée pour rencontrer le maire de Corbeil, Serge Dassault. Sans rédacteur, le JRI assumait les deux rôles. Les deux fils conducteurs, lors de l'entretien, étaient d'une part d'avoir des compléments d'information sur le meurtre du jeune Sinan à Evry, et d'autre part d'approfondir la notion de "cellule de dialogue" mise en place par la mairie. Concernant le contentieux entre la cité des Tarterêts et celle des Pyramides, le maire a cherché à minimiser les faits et a mis l'accent sur la part de responsabilité des constructeurs des cités-béton. Quant à la cellule de dialogue, elle vise à créer un lieu de discussion permanent entre les jeunes, les éducateurs et les associations, à les calmer dans les situations de crise. Après cette interview du maire, il a été décidé d'aller sur le terrain, dans la cité de la victime. Un animateur de la cellule de dialogue a objecté cependant que la tension était telle que la seule présence d'une caméra dans cette zone très sensible pourrait engendrer des émeutes. Le journaliste a alors préféré faire demi-tour, ou du moins attendre un peu avant de pénétrer dans la cité en question.

Sur le chemin du retour, l'équipe apprend que les jeunes de la cité du meurtrier organisaient une marche silencieuse des Tarterêts à la préfecture d'Evry, en hommage à la victime. Le journaliste ayant averti la direction régionale, celle-ci a préféré le laisser rentrer, et prendre le temps d'analyser un peu les événements de la journée. Par la suite, l'importance accordée par les autres médias à cette marche silencieuse, véritable appel au calme et à la paix sociale, puis la nécessité de couvrir l'événement et avoir l'info ont finalement amené le rédacteur en chef à renvoyer l'équipe, la seule alors disponible, sur les lieux.

Partis à 19h40, elle arrive trop tard pour la dissolution de la marche devant la préfecture, à 20 heures. Les journalistes de RTL, France Info et une correspondante AFP, connus de l'équipe, leur donnent cependant les grandes lignes : dignité de la marche, plusieurs centaines de personnes, une attitude agressive des jeunes à l'égard des journalistes en recherche du scoop (paradoxe d'une rédaction régionale se faisant raconter les événements par des confrères de la presse nationale). Les caméras n'avaient

pas eu l'autorisation de tourner, à l'exception de la télévision locale de l'Essonne. Sans informations sur les réactions des jeunes des cités sur l'événement de la journée et sur l'appel au calme, le journaliste prend le parti de se rendre à la cité des Pyramides, surencadrée par les CRS, dans le but d'interviewer quelques jeunes.

L'aménagement de la cité s'apparente à un véritable labyrinthe pour qui ne la connaît pas. En voiture banalisée, l'équipe de France 3 erre dans les dédales des Pyramides. L'atmosphère est pesante : personne en vue, volets fermés, nuit noire. L'équipe arrive enfin sur la place centrale. Au bar "L'Olivier" une petite bande de jeunes de 20-25 ans est accoudée au comptoir. Les journalistes décident d'aller "tâter le terrain" sans sortir la caméra. Il s'agit de "sympathiser" d'abord, pour ensuite pouvoir interviewer quelques-uns. Pour cela, il faut veiller à deux choses : ne jamais regarder un jeune des banlieues dans les yeux, car c'est pour lui un affront ; ne jamais se prendre au sérieux.

Le JRI prend les devants. Il entame la discussion par des questions banales. De suite, le "chef de la bande" lui demande, sur un ton agressif, à quelle télévision appartient-il. Le JRI explique qu'il est de France 3 Ile de France et qu'il respecte parfaitement leur volonté de ne pas être filmés. Les jeunes réagissent plutôt bien face à l'équipe. Ils expliquent leur perception du drame, les causes et le contexte. Selon eux, il existe un décalage entre la réalité et ce que diffusent les médias. Un jeune a notamment critiqué les reportages télévisuels qui tendent à déformer l'événement. Selon eux, Sinan, la victime, appartenait à la bande des Tarterêts, bande réputée pour son extrême violence. Ils parlent également de leur vie au quotidien. Ils se considèrent comme sans espoir, mais souhaiteraient empêcher leurs petits frères, la génération des 10-15 ans, d'abandonner l'école et de sombrer dans la violence. Ils ont aussi attribué la montée de la violence à la facilité à se procurer des armes. Pour un jeune, il est très facile d'acheter une arme : il suffit d'aller dans certains bars. Le rédacteur a laissé au chef sa carte de visite, pour le cas où il accepterait d'être filmé.

Le lendemain, 10 mars, la même équipe est repartie pour la cérémonie d'hommage à Sinan dans le centre commercial d'Evry. Les jeunes, les parents et les amis se sont retrouvés autour de l'association franco-anatolienne, à laquelle Sinan appartenait. Les caméras et autres radios étaient au rendez-vous. Le rédacteur de France 3 a donc interviewé des proches et des amis. Des jeunes ont aussi craché sur la caméra.

Au moment du montage, la difficulté pour le journaliste est de ne pas biaiser l'information et de ne pas prendre parti, car le danger de la manipulation est omniprésent. Le monteur a conseillé de commencer les plans par les fleurs, les bougies, de montrer le recueillement des jeunes, le poème lu en hommage, l'interview d'une adolescente dont les propos tendaient à élargir le thème.

Pour le commentaire, la règle est de ne pas répéter ce qu'on voit à l'image. Pour couper les interviews, le journaliste a eu quelques difficultés. Le langage utilisé par diverses personnes n'était pas forcément compréhensible pour tous. Les interviewés étaient pour la plupart d'origine anatolienne et avaient un accent. La difficulté de choisir un interviewé à la fois télégénique et s'exprimant clairement se pose souvent dans ces cas. Le montage a été effectué dans l'urgence. Il se terminait, alors que l'édition débutait.

1.1.5 Les paradoxes d'une information régionale de "proximité"

Le reportage diffusé à 19 heures le 10 mars 1998, d'une durée de 1'45, a pour sujet l'hommage rendu à Sinan dans l'après-midi. Le propos est celui d'un nécessaire apaisement après ce drame dans la "guerre des bandes" en cours localement. L'angle choisi est celui d'une multiplication de témoignages allant dans ce sens, accompagnés de nombreux plans sur les visages en pleurs, les fleurs et les bougies à l'endroit du drame. Le reportage est si "proche" du drame et de la douleur des amis qu'il se réduit au "témoignage" de leur douleur.

Le même jour, à 20 heures, France 2 diffusait un dossier sur la question des violences urbaines et de la circulation des armes à feu, d'une durée de 4'37. La première partie du reportage est semblable à celle de France 3: même douleur exprimée, mêmes appels au calme, mêmes plans de fleurs et de bougies. Mais la seconde partie est beaucoup plus précise: le journaliste, s'appuyant sur ce qu'il a vu sur place, sur les propos du procureur et sur un expert en violence urbaine, éloigne la thèse d'un affrontement entre "bandes" sur le mode des gangs américains, pour expliquer qu'il s'agit plutôt d'un différend entre deux jeunes qui a mal tourné en raison de la présence d'une arme à feu. De ce point de vue, le reportage de France 2 est paradoxalement beaucoup plus informatif que celui de France 3, qui n'avait donné comme élément de contexte qu'une "guerre des bandes" dont le meurtre de Sinan n'aurait été que l'illustration dramatique.

Ainsi, cette observation tend à montrer d'une part que la rédaction de France 3 Ile de France n'a ni les moyens ni le projet éditorial d'une véritable "information de proximité"; d'autre part que le traitement journalistique des violences urbaines par la rédaction de France 3 Ile de France se fait à partir des mêmes sources que les rédactions nationales, et qu'à défaut de familiarité avec le sujet et le terrain, la notion de proximité s'exprime à travers une "empathie du quotidien" au risque d'une "neutralité bienveillante" pouvant apparaître comme un "objectivisme" finalement faiblement informatif.

1.2 LA REDACTION DE FRANCE 2

France 2 est la principale chaîne de télévision publique française, et la seconde en audience, après la chaîne privée TF1. L'audience du journal de 20 heures de France 2 est stable : 25% de téléspectateurs, contre 44% pour celui de TF1.

Tandis que le public régulier de TF1 vote en majorité à droite (44%), et que cette chaîne rassemble le plus de votes Front National (19%) et le moins de votes écologistes (5%), le public régulier de France 2 s'équilibre entre la gauche (36%) et la droite (35%), avec le plus faible vote Front National (11%), et un vote écologiste correspondant à la moyenne nationale (7%) (Sondage Télérama-CSA, 1997).

La rédaction de France 2, composée de 200 journalistes, est organisée de manière bien plus complexe que celle de France 3 Ile-de-France, dont nous avons précédemment décrit le fonctionnement. Elle comporte d'un côté des équipes responsables de l'édition des journaux ; et, de l'autre, des services spécialisés qui se comportent comme des prestataires, répondant non seulement aux demandes de ces

éditions, mais aussi, à l'occasion, à celles émanant des magazines thématiques. Ces services sont au nombre de quatre : culture, étranger, économie et politique, et le service société.

France 2 connaît depuis plusieurs années des difficultés et des tensions internes. Sept directeurs de l'information se sont succédés en dix ans. En août 1997, après la victoire électorale de la gauche, le président de France Télévision nomme un nouveau directeur de l'information, Albert du Roy, qui propose une réforme du journal télévisé. La réforme est axée sur un souci de hiérarchisation de l'information et d'apporter un traitement plus approfondi des événements, avec le pari qu'une information d'une plus grande qualité permettrait de mieux résister à la concurrence des journaux de TF1. Le journal devait rompre avec l'enchaînement de reportages toujours plus courts, pour adopter un plan en trois volets : des brèves, suivies de deux ou trois dossiers de plusieurs minutes, et une partie magazine.

Cette réforme a été bien accueillie car elle a permis de fédérer une rédaction divisée entre ceux qui défendaient une information "populaire", proche de l'événement, et qui étaient plutôt taxés à droite (les "audimatologues") ; et ceux qui dénonçaient une dérive "populiste", qui étaient plutôt taxés à gauche, et qui proposaient une lecture plus critique de l'actualité (les "élitistes").

Cependant, dès l'automne, les tensions deviennent extrêmes. Les équipes des éditions, responsables des journaux, s'opposent aux chefs des services, responsables des reportages. Ces derniers sont accusés d'absentéisme et de manque de réactivité à l'événement, sous couvert de déontologie. Ils accusent à leur tour les éditions de vouloir faire du spectaculaire et de l'illustration en images du Parisien.

En mars 1998, les journalistes reporters d'image, suivis par les rédacteurs, dénoncent publiquement la perversion du projet du Roy, qui aurait maintenu à leur poste des dirigeants hostiles à la réforme, de telle sorte que le journal, incarné par le nouveau présentateur Daniel Bilalian (qui remplaçait Bruno Masure), s'alignerait en réalité sur le même "populisme racoleur" que celui de TF1.

En juin 1998, Albert du Roy démissionne, dénonçant le "conservatisme" d'une rédaction sclérosée par ses clans et son égalitarisme raboteur, "l'arrogance méprisante aux effets dévastateurs" de Daniel Bilalian, les contradictions d'un statut public qui doit répondre à un cahier des charges tout en concurrençant le privé en audience, les pressions conservatrices d'une présidence instable dans la durée.

En juillet 1998, le nouveau directeur de l'information, Pierre-Henri Arnstam (qui avait déjà occupé le même poste en 1986-1987), remplace Daniel Bilalian par Claude Sérillon (déjà nommé par Arnstam en 1986), et institue une direction collégiale responsable des journaux, en accordant plus de poids aux services de la rédaction, contre la tentative centralisatrice et média-réactive des équipes des éditions.

Des journalistes jusqu'alors laissés à l'écart se voient investis de nouvelles responsabilités. C'est notamment le cas de Marcel Trillat, figure d'un syndicalisme journalistique sourcilieux en matière de déontologie (il avait protesté à l'antenne contre le suivisme militaro-occidental de France 2 lors de la guerre du Golfe), et animé par une sensibilité de gauche aux faits de société. Il est nommé chef du service société de la rédaction, et présente en octobre 1998, dans le cadre du magazine "Envoyé spécial", un

long reportage faisant office de manifeste anti-stéréotypes médiatiques sur "Les enfants de la dalle" à Evry, quelques mois après le meurtre du jeune Sinan, que nous avons évoqué dans notre précédent chapitre sur FR3 IDF.

La présentation du journal de 13 heures prend aussi le contre-pied de celui de TF1, avec un tandem, cette fois-ci volontairement "différent" : une jeune femme, Carole Gaessler, et un journaliste expérimenté, d'origine maghrébine, Rachid Arhab. L'apaisement interne de la rédaction semble s'être réalisé, et la mise en place d'un médiateur entre la rédaction et les téléspectateurs, avec une émission hebdomadaire, contribue à renforcer l'image de la chaîne et de sa rédaction dans le sens d'un "service public au service du public", soucieux de qualité et de concertation.

Dans ce nouveau cadre, deux volontés principales d'autonomie s'expriment. D'abord, l'autonomie face à la concurrence, et surtout face à TF1. "On n'a pas à se sentir dans une situation de concurrence avec TF1. On s'est bagarré pendant des années contre ça, maintenant qu'on est dans des postes de responsabilité, ce n'est pas pour faire le contraire." Dans les faits, disent certains journalistes, la direction continue de ne pas ignorer les décisions de la première chaîne nationale française. Lors de la première manifestation des lycéens, où des casseurs avaient été filmés Place de la Nation, la décision de mosaïquer les visages se serait inspirée directement de TF1, sans qu'aucun débat interne n'ait eu lieu à ce sujet. La volonté de faire autrement que TF1 repose ici, comme à France 3 IDF, sur le refus idéologique de "l'info spectacle", fortement intériorisé par maints journalistes.

La volonté d'autonomie s'exprime aussi à travers l'opposition et la résistance manifestée par les services à l'égard des équipes responsables de l'édition des journaux. "Personne n'a le pouvoir ici. Les articulations se font entre les chefs de service et les chefs des éditions. On a toujours défendu des services forts, parce que la compétence est dans les services".

Si les conflits se sont amenuisés, et si on a évolué vers un dispositif davantage axé sur la concertation, la mémoire des tensions passées n'a pas disparu pour autant, et elle continue à informer le discours des journalistes et leurs logiques de travail. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine qui nous intéresse, celui des violences urbaines, où le débat concernant leur traitement médiatique est complètement structuré par cette tension organisationnelle interne. Les divergences d'interprétation n'ont pas été par ailleurs complètement éliminées. Un service peut être en totale discordance avec une édition - on nous donne des exemples nombreux. Dans ces cas, c'est à la hiérarchie de trancher.

1.2.1 Le service société: une faible capitalisation

Le service société est le plus grand de la rédaction. Il se divise en une partie consacrée à des problèmes d'environnement, éducation, sciences, multimédia ; et une partie informations générales ("info géné"), comprenant police, tribunaux, faits divers, "affaires", à laquelle 15 journalistes sont affectés.

La dernière réforme, perçue comme l'affirmation d'une ligne éditoriale très politique pour les journaux, a d'abord réduit les demandes à l'adresse de "l'info géné", et par conséquent ses disponibilités en ressources humaines, dans la mesure même où il

s'agissait de mettre davantage en valeur l'économie ou les questions internationales. Par la suite, le tir a été rectifié, lorsqu'on a constaté - au moment des manifestations lycéennes - l'insuffisance du dispositif présent sur le terrain.

Le renforcement de l'équipe, cependant, n'a pas permis pour l'instant de pallier un déficit de spécialisation. Comme partout ailleurs, le service fonctionne comme un lieu de formation pour de jeunes journalistes en début de carrière, mais ceux-ci sont ensuite aspirés par d'autres services, perçus comme plus nobles. De telle sorte qu'il devient difficile, au fil des ans, de préserver au sein de la rédaction une mémoire des événements et d'assurer un lien avec l'actualité.

Même si certains journalistes restent dans ce service, "parce qu'ils aiment ça", ils sont peu nombreux, et il faut gérer le flux permanent des nouveaux arrivants - d'où l'importance d'avoir un point de vue éditorial consistant sur ces questions.

1.2.2 Le débat sur les violences urbaines à France 2: contre la pression de l'urgence

L'évolution récente de la rédaction de France 2 a été déterminée, nous l'avons vu, non exclusivement mais dans une large mesure, par un débat latent sur le thème des violences urbaines. L'expérience des reporters, affectés au service société, a entraîné des conduites de résistance face aux demandes des éditions. "Les gens des éditions, qui ne bougent pas d'ici, ont tendance à claquer dans leurs doigts et à dire 'on veut'. Comme si c'était facile à tout moment d'aller filmer en banlieue dure. Et c'est aux gens qui connaissent le terrain de leur dire, 'attention, ça c'est possible, ça ne l'est pas'".

Les termes du débat sont toujours par ailleurs en évolution. Nous allons essayer d'en dégager les grandes lignes. En tout cas, et dans la mesure où les changements sont surtout commandés par l'expérience des journalistes de terrain, plutôt qu'ils ne correspondent à une discussion générale au sein de la rédaction, les orientations des uns et des autres ne sont pas entièrement tranchées. Certes, il y a des tendances. "Des gens qui pensent qu'il faut foncer dans le news, qu'il faut ramener quelque chose à tout prix. Cela a été un moment majoritaire à la direction de la rédaction, ce ne l'est plus." Mais, du côté de ceux qui se revendiquent comme s'opposant à "l'info spectacle", le maître mot reste quand même extrêmement général. Comme à France 3 Ile de France, ce maître mot est ici celui de *prudence*. Or, derrière l'idée de prudence des questions très diverses se cachent.

Il y a tout d'abord un problème de temps de passage à l'antenne. Les sujets complexes s'accommodent mal des temps trop brefs ("l'Algérie en news, ça ne me convainc pas du tout"), qui laissent peu de possibilité d'échapper aux stéréotypes. Il y a aussi le problème du temps de fabrication des reportages. Aujourd'hui à France 2 on évite, dans la mesure du possible, d'être commandé par l'actualité. Ce n'est pas possible tout le temps. "La pression du news est très forte. Lorsqu'il y a des morts, il faut absolument traiter." Prudence donc dans l'usage du temps.

Prudence aussi dans l'interprétation des événements, dont la nature complexe commence à être mieux reconnue. On s'insurge contre des structures qui favoriseraient l'emballage médiatique. L'adoption par l'AFP en 1991 d'un mot clé - "violences banlieues" - a créé un flux ininterrompu d'informations de ce type vers les rédactions -

des informations derrière lesquelles, en réalité, des phénomènes très divers se cachent. Une telle diversité est néanmoins obscurcie par l'unité du mot clé.

La rapidité de l'information fournie par l'agence entraînerait aussi des simplifications abusives, avec une charge de dramatisation des événements. "Quand je vois une dépêche AFP qui dit que 'des voitures sont incendiées à coups de cocktails molotov', et que je demande aux pompiers ce qu'il en est, ils me répondent : 'c'est de l'essence dans un sac plastique. On verse de l'essence, ça passe sous le capot, on allume le feu'. Ce n'est pas pareil. Je n'emploierais pas le terme cocktail molotov."

L'emballage médiatique, on le sait mieux aujourd'hui, est aussi commandé par les stratégies de communication des acteurs. "Le meilleur exemple c'est Strasbourg, où les pouvoirs publics ont l'habitude de communiquer des chiffres. D'autres villes, en revanche, ne le font pas. Le projecteur a tendance à se balader en fonction de l'arrivée des informations."

Les stratégies des acteurs sont, par ailleurs, complexes. La violence fusionne différentes logiques. La prudence constitue aussi une réaction contre "l'angélisme" qui voudrait que tout ce qui se passe en banlieue serait l'expression d'une révolte légitime. Ces approches "très années 80", "un peu à la SOS racisme" ne sont plus considérées comme satisfaisantes, car le journaliste sent bien que tout ne relève pas d'une vraie révolte, même s'il reconnaît que dans certains cas la révolte domine tout.

On évoque l'exemple récent d'un incident à Chanteloup-les-Vignes, que le *Journal du Dimanche* aurait traité comme s'il s'agissait d'une vraie émeute, alors que cela se réduisait à quelques voitures brûlées dans la ville, suite au suicide d'un jeune en prison. La rédaction a été prévenue par un coup de fil, mais après repérage du terrain les journalistes ont décidé de ne pas filmer. "On n'a pas fait de sujet, parce qu'on a senti qu'on voulait nous attirer là-dedans, pour passer au 20 heures et créer un événement." La stratégie adoptée vise à assurer un recul sur l'actualité. L'équipe n'a pas abandonné le sujet, mais revendique de travailler dans des conditions "normales" : "quand moi, je n'aurai pas la crainte que ma présence seule suffise à faire cramer 10 bagnoles de plus dans la cité, la nuit."

Aussi les journalistes n'hésitent pas à ne pas réaliser des sujets (à les "planter", disent-ils), même lorsqu'ils sont traités par la chaîne concurrente, si les versions préalablement données par des confrères, et qui justifieraient la médiatisation, semblent, après vérification, ne pas "tenir la route".

Du point de vue de l'interprétation des faits, il s'agirait par ailleurs pour le journaliste de ne pas avoir à choisir préalablement son camp. "Il faut voir au cas par cas. Je suis amené parfois à parler d'une bavure et à être du côté des jeunes qui manifestent leur colère parce qu'un de leurs potes s'est fait tirer une balle dans la tête, comme à Dammarie-les-Lys. Je peux me retrouver aussi en situation de montrer la violence, ou la tension qui existe dans un établissement scolaire. Je ne choisis pas mon camp a priori - parce que si les uns font les flics, 'la France a peur', et les autres font 'les jeunes victimes de la société', on se plantera."

On se retrouve ainsi face à deux logiques générales, et qui plus est conflictuelles, qui sous-tendent l'enjeu de constitution des banlieues en tant que problème public. Il y a d'un côté la conscience du journaliste de l'insuffisance de l'image des quartiers

populaires proposée par les médias. Cette conscience lui est venue au contact du terrain, au fur et à mesure qu'il faisait face à une hostilité grandissante . "Chaque fois qu'on va tourner en banlieue, les personnes qui sont là ont l'impression qu'on fait un tour, puis on s'en va, et qu'on ne s'intéresse pas vraiment à leurs problèmes. On est là quand ça casse, le reste du temps on n'y est pas. Réponse langue de bois, on va dire que c'est pas vrai. La vraie réponse, c'est qu'ils ont raison, 95% du temps."

Mais, par ailleurs, le journaliste se revendique aussi, très fortement, comme l'auteur du récit qu'il construit. Il résiste à en être dépossédé, ne veut pas être manipulé par les stratégies de communication des acteurs, et résiste aux "plans médias", d'où qu'ils viennent. Or, ils viennent de partout. Ils viennent d'abord des acteurs violents, qui se mettent en scène pour les besoins de l'image. Ils viennent aussi des élus, dont on dit que certains n'hésitent plus à jouer avec les allumettes. Ces mises en scène doivent alors être traitées, gérées, dans la mesure du possible, mais il lui semble bien clair qu'elles ne sont pas "la réalité".

1.2.3 De "l'info spectacle" à France 2: comment "voir la réalité"?

Or, justement, rendre compte de "la réalité" des banlieues est bien moins simple qu'il ne peut paraître à première vue. Si la gestion du temps est une donnée importante du problème, elle ne résout pas tout, car le terrain se dérobe - et à plus forte raison, si on travaille avec des journalistes inexpérimentés. En 1998, France 2 a accordé une importance considérable à une manifestation d'habitants d'un quartier de Créteil, qui s'insurgeaient contre le fait que le maire avait proposé des emplois, dans un conservatoire en voie d'être inauguré, à des jeunes de la cité, que ces mêmes habitants accusaient d'être des dealers de drogue. Le sujet a été d'abord diffusé au 13 heures, et ensuite au 20 heures. Les journalistes, d'abord méfiants devant l'éventualité d'un "plan médias" qui aurait été orchestré par le Front National, ont été ensuite sensibles à l'idée d'une manifestation autour de ces problèmes - événement plutôt rare, disaient-ils. En creusant davantage, ils se sont eux-mêmes rendus compte qu'il n'y avait pas événement à proprement parler, ce qui n'a pas empêché le sujet d'être diffusé en bonne place, dans les deux journaux.

Le refus idéologique de "l'info spectacle", perçue comme une stratégie de la chaîne concurrente pour s'assurer des parts de marché, n'est pourtant pas, pour les journalistes de France 2, une protection suffisante contre de telles dérives. Un de nos interlocuteurs évoque un sujet de 6 minutes, à la préparation duquel il avait lui-même participé, considéré par "Arrêt sur image" comme de "l'info spectacle". Il s'agissait de montrer les conditions d'exercice d'un partenariat police-éducation nationale, dans le cadre d'un établissement scolaire particulièrement dur de Noisy-le-Grand. La diffusion du reportage a suscité une vague de protestations dans l'établissement, et une grève solidaire d'enseignants et d'élèves.

Le journaliste plaide avoir tout fait dans les formes. "Tout le monde était partant. On a pris contact avec le commissariat, et puis on a demandé l'autorisation de la hiérarchie, jusqu'au Ministère. Les deux ministères ont donné leurs autorisations en connaissance de cause." Cependant, son désir de montrer "la réalité", l'a conduit à ne pas prévenir les syndicats d'enseignants, et à dire aux élèves que le sujet du tournage, c'étaient les emplois jeunes. Le principal était informé, mais a accepté de garder le

secret. Pour filmer des scènes tendues, l'équipe a par ailleurs joué sur des techniques du type caméra discrète, caméra posée, caméra cachée. "C'était quelque chose qu'on avait décidé avec le chef de l'établissement - parce qu'on risquait sinon, ou qu'il ne se passe rien, ce qui à la limite n'est pas grave, mais n'est pas la réalité ; ou alors que ça s'aggrave encore. C'était quand même un établissement très difficile, et on risquait de devenir un enjeu des règlements de comptes entre bandes. On a essayé de travailler comme travaillerait un journaliste de la presse écrite - c'est-à-dire, ne pas être immédiatement repérable télé."

Or, si la caméra est très généralement ressentie par le journaliste de télévision comme un handicap, du fait que sa seule présence institue un espace public, et induit des comportements qui relèvent de la mise en scène de soi en public, la cacher représente très évidemment une atteinte à la nature privative de l'image. La grève solidaire d'enseignants et d'élèves représente ici l'expression de ce conflit, dont le journaliste ne perçoit pas la légitimité : "je pensais que c'était une erreur d'annoncer à l'avance ça, on n'aurait pas eu la réalité". Il s'étonne que, lors d'explications ultérieures, les personnes concernées, élèves et syndicats enseignants, lui aient dit "vous avez tout inventé, il n'y a pas de problème de violence ici, tout est faux". Pourtant, ajoute-t-il, quelque temps plus tard, le même établissement s'est mis une fois de plus en grève pour demander son classement en ZEP, en réponse à la violence par laquelle il était touché. L'enjeu central que représente pour le journaliste la maîtrise de son propre récit l'induit à dénier à ceux qui constituent les sujets de ce récit une place propre et autonome dans le débat public.

L'exemple que nous venons d'évoquer illustre à la fois les difficultés réelles affrontées par les journalistes lors des reportages sur les violences urbaines en banlieue, et les limites du débat actuel sur un meilleur traitement de ces questions, même si l'importance d'un tel débat est indéniable.

Il n'est pas inutile de rappeler que les conditions de tournage sont souvent difficiles. Il arrive aux équipes de passer un coup de fil au commissariat de police du coin, simplement pour dire qu'elles sont là. "On ne demande pas une protection policière. Mais on ne veut pas non plus tourner sous protection délinquante. Et on est parfois entre ces deux écueils."

Or, si la ligne éditoriale de France 2 consiste aujourd'hui à se placer plutôt en amont ou en aval de la violence ("on montre moins le coup de feu"), cela ne permet pas toujours, pour autant, de maîtriser les stratégies de communication des acteurs, ni n'empêche le journaliste de mettre en scène, en toute innocence, des phénomènes de type "petit blanc", comme cela semble avoir été le cas à Créteil.

Les limites d'un traitement adéquat des banlieues en tant que problème public sont des limites politiques : elles relèvent de l'insuffisante constitution des acteurs dans l'espace public - question à laquelle nous reviendrons à plusieurs reprises, dans le cadre de ce rapport.

1.3 LA REDACTION DE TF1

TF1 est une chaîne de télévision privée appartenant au groupe industriel Bouygues (bâtiment, travaux publics, communication). C'est la principale chaîne française en audience. Son journal de 20 heures est stable, avec 44% d'audience, contre

25% pour celui de France 2. Le public régulier de TF1 vote en majorité à droite (44%), et rassemble, pour la télévision, le plus de votes Front National (19%) et le moins de votes écologistes (5%) (sondage Télérama/CSA, 1997).

La rédaction est composée de 195 journalistes et, contrairement à celle de France 2, bénéficie d'une direction stable depuis la privatisation en 1987 : Patrick Le Lay, PDG ; Etienne Mougeotte, vice PDG, directeur général de l'antenne; Gérard Carreyrou, directeur de l'information et éditorialiste; Robert Namias, directeur de l'information ; Patrick Poivre d'Arvor, directeur adjoint de l'information et présentateur du 20 heures ; Jean-Pierre Pernaut, directeur adjoint de l'information et présentateur du 13 heures. En 1994, le groupe Bouygues lance une chaîne d'information continue sur le câble, LCI ("La Chaîne d'Information"), sur le modèle CNN, dirigée par Jean-Claude Dassier, ancien responsable des sports sur TF1. LCI dispose de peu de moyens autonomes et alimente son antenne avec des images d'agence, de TF1 et avec des débats. La chaîne trouve sa force dans la couverture en direct d'événements spectaculaires (comme la prise d'otage de l'airbus d'Air France à Marseille par un commando islamiste algérien en 1994).

En 1996, Robert Namias, adjoint de Gérard Carreyrou, le remplace à la tête de la rédaction afin d'y mener à bien une réforme en profondeur, visant pour l'essentiel à améliorer la productivité, en réduisant les coûts, et à intégrer totalement moyens et images de TF1 et LCI.

Contrairement à France 2 où la construction des journaux se fait aujourd'hui de façon collégiale, et parfois conflictuelle, entre les services de la rédaction et les responsables d'édition, à TF1 les journaux sont dirigés par les présentateurs au service desquels la rédaction est supposée travailler. Celle-ci ne dispose plus de grands services, étant constituée de petites "unités" spécialisées. Chaque édition est ainsi un "produit" marketing fortement personnalisé, ayant chacune une ligne éditoriale précise. Comme le souligne Etienne Mougeotte, "le 13 heures est le journal des Français, le 20 heures est le journal de la France" (Libération, 4 juillet 1998).

Travaillant dans une rédaction très fermée, au sein d'une chaîne méfiante à l'égard de l'extérieur, les journalistes de TF1, quelles que soient leurs qualités, sont bien plus dépendants de leur hiérarchie que ceux de France 2, et doivent en permanence naviguer entre les commandes des éditions, l'autocensure liée à la stratégie de la chaîne et de l'entreprise, et des exigences professionnelles élevées.

Le 20 heures, dirigé et présenté par Patrick Poivre d'Arvor, offre à voir aux téléspectateurs "tout ce qu'ils doivent savoir sur l'actualité" - une actualité que seule TF1 peut donner à voir, sur pied d'égalité avec les plus grandes chaînes du monde. Le 20 heures de TF1, c'est Poivre d'Arvor, qui lisse l'ensemble des reportages, quelle que soit leur qualité journalistique, en une totalité sans appel.

Le 13 heures, dirigé et présenté par Jean-Pierre Pernaut, est le "journal des Français, qui s'adresse en priorité aux Français et donne de l'info en priorité française". Ce journal est né des mauvais résultats du 13 heures de TF1 après sa privatisation. Nommé à sa tête en 1988, Jean-Pierre Pernaut en a redéfini le format : puisque la plupart de ceux qui regardent le 13 heures sont des provinciaux, rentrés chez eux pour déjeuner, il s'agissait de faire un journal moins parisien que le 20 heures. Cela voulait

dire traiter à la fois l'actualité à partir des régions et l'actualité des régions, en privilégiant à chaque fois le national plutôt que l'international, le témoignage plutôt que le regard institutionnel.

L'édition du 13 heures dispose ainsi d'une rédaction parallèle autonome, constituée de 12 bureaux régionaux associés à la presse quotidienne régionale, lesquels produisent plus d'un tiers des reportages diffusés. Au fil du temps, et fort de ses succès d'audience, le 13 heures de TF1 s'est fait le reflet d'une "vraie France", populaire, provinciale, rurale, paysanne, âgée, de droite, en un mot, populiste, et dont les connotations sont souvent sécuritaires et xénophobes. Jean-Pierre Pernaut est d'ailleurs également l'animateur d'une émission de "d'info-divertissement" appelée "Combien ça coûte?", et qui défend les "petits" (commerçants, usagers), contre les "gros" (l'Etat, l'administration, les technocrates).

1.3.1 Un empirisme de terrain: relater les "faits"

L'insécurité et les violences urbaines sont traitées par une unité d'enquête des informations générales. Huit journalistes prennent en charge les domaines de la police et de la justice. Dans la mesure où les choix éditoriaux se font au niveau des éditions, et que les journalistes de terrain sont des prestataires au service de trois "clients" différents (le 13 heures, le 20 heures et LCI), leur regard se doit d'être le plus neutre possible et, si tant faire se peut, le plus dépourvu d'opinion propre.

Les violences urbaines sont perçues comme non problématiques. Il s'agit d'un phénomène comme n'importe quel autre, donc non problématique, qu'il s'agit de couvrir de manière "objective". Un de nos interlocuteurs évoque une manifestation violente :

"La violence urbaine, quand ça explose comme ça, je pense qu'on ne peut que la décrire, la décrire simplement, avec des mots simples. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'interpréter."

Le journaliste est un œil, et ses descriptions sont chargées des détails qu'il perçoit. "Il y a des choses qu'on peut constater sur place. Voir s'ils sont jeunes, s'ils ont 13 à 15 ans, s'ils sont majeurs, s'ils sont politisés... Si sous vos yeux on arrête un type qui hurle un slogan politique, ce sera peut-être un mec politisé. Il y a des points de détail particuliers qui permettent de voir. On a les yeux ouverts..."

Certes, l'expérience fait qu'on ne soit pas dupe. "Il faut tenir compte de l'effet zoom, amplificateur, voire loupe déformante de la caméra." Le journaliste est souvent perçu par les collectivités locales ou par les forces de l'ordre comme un fauteur de troubles. Un rapport du Ministère de l'intérieur signale une augmentation de 5 à 10% des faits de violence dans les 48 heures qui suivraient le passage d'un reportage. "En même temps, le journaliste doit faire son métier, c'est-à-dire, relater les faits. On ne peut pas dire que rien ne s'est passé, quand 18 voitures ont brûlé. Malheureusement, c'est le risque à prendre dans une démocratie."

Le phénomène est conçu comme *uni* plutôt que comme *multidimensionnel*. Ainsi, un de nos interlocuteurs, à qui nous demandons ce qu'il pense des violences urbaines, fait en guise de réponse défiler les événements qu'il avait été amené à couvrir au long de sa carrière.

"Sur les questions de police en général, elles ont beaucoup évolué depuis 1984. (...) J'ai commencé à m'occuper de questions qui traitaient de banditisme, puis de grand banditisme et puis on est passé au terrorisme avec les gens d'Action Directe et puis on est passé au FLNC avec la Corse, et puis on est revenu à d'autres affaires. Et puis on est passé aux affaires de Mantes La Jolie, il y avait eu une fusillade, une femme policier qui avait été tuée. ... J'ai suivi aussi bien l'affaire du foulard, du voile islamique à Creil dans un collège Il y a plein de sujets comme ça, que j'ai vu évoluer. Les manifestations, j'en ai suivi pas mal en tant que reporter de radio. En télévision, c'est vrai que la logistique est beaucoup plus lourde, mais les violences urbaines proprement dites ... Maintenant, systématiquement, je dirais qu'on attend la fin d'une manifestation. Comme tout le monde, comme tous nos confrères. On se dit, c'est à la fin qu'il va y avoir quelque chose (...) Ça peut être un dépôt de bus, une gare RER, un rassemblement, beaucoup moins dans les stades ou les installations sportives, c'est beaucoup moins le cas ... Mais c'est des choses ... Moi, j'estime que je n'en ai pas assez connaissance en ce qui concerne Paris et la petite couronne. Parce que ça se passe très souvent le samedi soir, et que le samedi soir ... On ne le sait pas à ce moment là. On le sait le dimanche, avec une dépêche de l'Agence France Presse souvent. Ou alors, quand c'est un gros événement, on le sait immédiatement. Mais les petites choses, on n'en a pas connaissance. On en a connaissance avec 2 à 3 jours de retard. Voilà ce que j'en pense des violences urbaines, c'est que c'est un amoncellement de petites choses. Mais oui, c'est un amoncellement de petites choses qui finissent par créer à un moment des foyers de crises."

Que faut-il couvrir, alors ? La récurrence. Cet "amoncellement de petites choses" qui a amené les Américains à formuler la "théorie des fenêtres cassées". Dans cette masse d'événements a priori peu significatifs, le journaliste opère nécessairement un choix, orienté par sa sensibilité à ce qui est "dans l'air du temps". Il est "nourri par ses lectures". "Tout ce qui sort comme publication, ce que les hebdomadaires ont fait comme enquête un plus poussée, pourquoi ils ont fait ça, comme on peut envisager un thème différent, qu'est-ce qui manque comme thème. Qu'est-ce qu'on pourrait apporter nous aussi, avec l'image ? Qu'est-ce qu'il serait intéressant de voir et de montrer aux gens ?"

Cependant, il ne s'agit pas seulement de relater, il faut aussi mettre en perspective, avec des dossiers qui complètent le factuel par une démarche d'approfondissement. On évoque le cas d'un enfant qui en avait tué un autre d'un tir de revolver : "on a élargi le débat au problème de la législation sur les armes". "J'essaye toujours d'avoir une prospective en télévision. Parce que, sinon, c'est l'instantané." Outre les magazines, plus longs, il y a la possibilité de faire des mini magazines - "des sujets de 2'30 à 3', qui sont pris par les éditions de 13h ou 20h, et qui sont destinés à donner un éclairage particulier sur un thème."

Cela pose un problème de gestion du temps. "Il faut parfois avoir un peu de retard, ou alors carrément anticiper." Des violences dans les transports en un temps T peuvent inspirer un sujet magazine, voire mini magazine, qui sera diffusé trois semaines plus tard, mais qui permettra en revanche d'avoir un temps de préparation adéquat. A priori on accepte les limites de ce qu'on peut filmer. Les techniques de caméra cachée et même de caméra posée sont formellement interdites. S'il s'agit de problèmes dans les transports, on filmiera plutôt des témoignages, de passagers par exemple, qui évoqueront des incidents vécus.

1.3.2 Un point de vue implicite: l'ordre et ses transgressions

Considérées comme un phénomène unidimensionnel, les violences urbaines sont avant tout révélatrices d'une capacité déficitaire à assurer l'ordre public. Aussi, le point

de vue implicitement adopté, lorsqu'il s'agit de les mettre en perspective, est le point de vue de l'ordre. Cela veut dire, le point de vue institutionnel d'abord, pour tout ce qui concerne d'un côté la capacité d'action préventive de l'Etat et des pouvoirs publics, et de l'autre pour tout ce qui concerne une capacité d'action répressive, dont on peut, si c'est le cas, montrer les limites.

Un journaliste nous explique ainsi que, lors de la deuxième manifestation des lycéens, en l'automne 1998, "on a vu, et on a pris en plan serré, la charge des policiers boulevard Raspail, au moment où ils avaient effectué un filtre. Là, ils avaient fait leur travail, ils l'avaient fait correctement. On l'a dit. La première, ils avaient complètement sous-estimé le truc. Mais on l'a dit aussi. Je pense qu'il faut ... [le dire]".

Ce point de vue qui, face aux violences urbaines, reste attentif au maintien de l'ordre, accorde une grande importance à tout ce qui est fait pour que l'ordre puisse être assuré. Et une grande importance aussi aux raisons pour lesquelles ce qui a été fait n'a pas été suffisant. Dans la construction des reportages, on joue sur deux registres. Il s'agit donc de comprendre "pourquoi ça s'est passé" - quel événement est à l'origine de l'incident qu'on relate ("scooter, voiture volée, course poursuite, échange d'injures avec des policiers, vols dans une grande surface, ça part toujours de quelque chose"). Il faut ensuite mettre l'événement en perspective : "essayer d'aller plus loin et voir *ce qui a été fait* pour le quartier, pour la cité et dans le département".

Pour la même raison, les journalistes de TF1 s'intéresseront au travail effectué par la police, autant dans une optique de prévention que dans une optique de répression - d'où les sujets sur les brigades anticriminalité, ou sur la gendarmerie etc. Il ne s'agit pas là d'un point de vue éditorial ouvertement adopté. Il fait plutôt partie d'une culture partagée.

La gestion de la mise en images se fait, lors des événements importants, en contact direct avec les chefs d'information. Sur le terrain, en même temps qu'on gère la sécurité des cameramen, à de nombreux appels du siège :

"Il y a une dépêche de l'AFP qui vient de tomber". 'Oui, on sait, on est au courant'. Ils nous font confiance, ils savent qu'on est sur place. Ce qui se passe c'est que, au fur et à mesure, on dit 'on a vu ça à tel endroit, c'est important'. Avec les portables, maintenant, ce qu'il y a d'extraordinaire c'est qu'on peut appeler la rédaction en instantané, en disant 'on a telle image, ça nous paraît très important, ça c'est mineur, l'événement important c'est de montrer la casse de tel magasin, là il y a un véritable saccage'. Le problème, après, c'est le montage (...), c'est plus l'interprétation de ce qui s'est passé. Mais la mise en image sur l'instant, ça ne pose pas un problème majeur, parce que l'événement est sous nos yeux, c'est à nous de le relater."

Les chefs d'information, quant à eux, sont les vrais porteurs du point de vue éditorial, en accord avec l'édition à laquelle ils sont liés. Lors de la manifestation du 22 octobre 1998, la deuxième organisée par les lycéens à Paris, Place de la Nation, le sujet fait pour le 13 heures, nous explique-t-on, montre surtout un contrôle policier massif. Mais il n'a pas été repris au 20 heures (où on a privilégié la manifestation lycéenne à proprement parler), "parce que cela ne correspondait pas aux critères journalistiques, qui sont les critères propres de l'information".

1.3.3 TF1 et les stratégies de communication des acteurs

Ici, comme ailleurs, fait partie des logiques de construction de l'information la prise en charge des demandes du public : "notre métier est d'essayer de voir un petit peu ce qui se passe, en écoutant les gens". Le sujet sur les pitbulls de Montrouge a été fait suite à un appel d'une association de défense du quartier et est à l'origine d'une procédure d'interdiction. "Là, il y a eu un effet véritablement d'interaction avec le public. Ce qui n'est pas toujours le cas."

Contrairement à ce que nous avons pu observer à France 2, notre interlocuteur ne manifeste pas de méfiance ouverte par rapport aux stratégies de communication des acteurs, ce qui est compréhensible lorsqu'on se place dans une optique très empiriste, telle celle que nous sommes en train d'analyser ici. Les sources sont très diverses, nous dit-on : parlementaires, spécialistes de la sécurité, associations, magistrats, syndicats de police, enseignants (très demandeurs, nous dit-on), syndicats des transports - et même, pourquoi pas, de la communication émanant de la Place Beauvau.

En revanche, les acteurs des violences urbaines, eux, n'appellent jamais : "pas à ma connaissance. On ne vous appelle par pour dire 'j'ai brûlé une voiture, amenez votre caméra'". Le chercheur : "chez vos confrères, ils appellent en disant - 'ça va être chaud ce soir'". Le journaliste : "Alors, là, vous ouvrez un autre débat : 'ça va être chaud ce soir', moi, ça ne m'est pas arrivé, j'avoue. Je n'ai peut-être pas de chance, mais ça ne m'est pas arrivé."

1.3.4 L'info, spectacle de la "réalité"

Au regard des chaînes publiques, voire d'une partie du public et notamment du public jeune des banlieues populaires, ce qui caractérise TF1, c'est sa volonté d'offrir de l'info-spectacle. Dans quelle mesure ce jugement, en tant que tel, est-il juste ? Nous aurons l'occasion d'analyser la mise en images par TF1 des émeutes de décembre 1998 à Toulouse, ce qui nous permettra de nous arrêter plus longuement sur cette question.

Entre-temps, le débat sur la violence de l'image n'est pas complètement absent de la chaîne. "Quand les gamins commencent à brûler des voitures, c'est toujours spectaculaire, et 10 secondes d'images comme ça remplacent beaucoup de choses, malheureusement. La discussion est assez permanente, dès que des incidents se produisent, parce qu'ils sont anecdotiques au regard de l'actualité du jour. Et pour autant, c'est toujours un débat difficile, parce qu'il n'y a pas de critère. Une voiture qui brûle, c'est très fort, même si finalement, quand on regarde l'événement après, c'est rien. Pour moi, c'est un choix extrêmement difficile."

Quoi qu'il en soit, ici comme à France 2, ce qu'on peut appeler de l'info-spectacle relève fondamentalement de la tentation de reproduire la "réalité", en l'approchant au plus près. Même si, comme nous l'avons dit, certains procédés visant à rendre invisible la caméra sont déclarés non admis, la violence de certaines scènes n'est pas moins construite. Ceci est particulièrement vrai, lorsqu'il s'agit de filmer des interventions de la police :

"On l'a fait à Lyon avec une brigade de répression, ce qu'ils appellent la BRAV - brigade de répression antiviolence, qui était particulièrement équipée, avec un arsenal

impressionnant. Mais au vu de ce que racontaient les policiers, c'était sans doute justifié. Les policiers racontaient que les voitures étaient percutées à 150 , 160 sur le boulevard périphérique, faisant des parchocages. Et il y avait toute une panoplie de voitures rapides, pratiquement blindées avec des espèces de fusils qui lancent des balles en caoutchouc qui s'appellent des flashballs, je crois. Et, extérieurement, ça tenait plus de la panoplie de Rambo. Manifestement, c'était justifié. Ils expliquaient que quand il s'agissait d'une intervention pour une course-poursuite ou un vol de voiture, ils n'avaient pas le dessus, ils étaient loin d'avoir le dessus. On avait eu cet exemple-là. C'était impressionnant du point de vue de l'équipement, du point de vue du résultat, ça l'était aussi."

Comment filmer une intervention de ce type ?

"La caméra, on la fait monter une fois dans la voiture, (...) parce qu'on a besoin de plans, d'images. On a besoin de plans pour voir un petit peu ce que voit le type en patrouille. Donc on fait monter le [cameraman] à l'avant, pour avoir un petit peu ces plans là. Ensuite on remonte dans la voiture, on les suit à distance, on essaie de savoir où ils sont par des téléphones portables, et on voit dans certains points, où ils sont intervenus. On apprend où ils sont intervenus, quand et pourquoi."

La police devient, bien évidemment ici l'actrice de sa propre mise en images, elle participe à la reconstruction de son action pour des fins de spectacle.

L'importance de la source policière est néanmoins bien plus large, car elle ouvre l'accès à des situations qu'il ne serait autrement pas possible de filmer. "Il y a des endroits où il est difficile d'aller nous mêmes (...) La caméra est ressentie comme quelque chose d'hostile, comme un œil, mais véritablement gênant et pas amical." Ici, comme ailleurs, l'expérience participe à un fonds commun des journalistes qui, en ce qui concerne les banlieues, apparaît comme fortement conflictuel. "Est-ce que c'est le fait du comportement des caméras dans les années passées ? Possible, parce qu'on est venu à des moments de crise, et seulement à ces moments là. Depuis, le regard a complètement bougé, mais la caméra n'est jamais bien venue..."

Ici comme ailleurs, on essaye donc de prendre du temps, de faire du repérage, de venir voir ce qui se passe, les mains dans les poches. On manifeste le souci de "ne pas déformer l'avis des gens", de ne pas prendre au montage des scènes qui risquent de choquer. Mais le contact ne marche pas toujours. On évoque un tournage raté à Nanterre, longtemps après le meurtre d'un libraire. Personne n'a accepté de témoigner, de peur d'être perçu comme un traître par les habitants de la cité.

Pouvoir filmer sans être "nursé" (accompagné ou précédé par des policiers civils ou en uniforme) apporte sans doute un plus aux reportages et permet de voir plus de choses - mais c'est moins souvent praticable.

1.3.5 Standardisation des règles du jeu

Objet d'une forte hostilité de la part des acteurs des violences urbaines, TF1 semble vouloir se maintenir dans un cadre de respect des règles formelles du jeu télévisuel. Visibilité de la caméra et donc acceptation tacite d'être filmé par ceux qu'on filme, respect de la présomption d'innocence ("on filme en général au-dessus du poignet et de dos"), et, en cas d'actes de violence montrés en direct, visages systématiquement mosaïqués pour assurer la protection des personnes. "Généralement pour le 13 heures on n'a pas le temps de faire ce type d'exercice, donc ça veut dire qu'on supprime."

La décision de mosaïquer le visage des manifestants filmés en plan rapproché, nous explique-t-on, a été prise après les manifestations de 1994, 95 (bien avant France 2, comme nous l'avons vu). A l'époque, il y a eu des demandes de la police et de la justice pour récupérer les images diffusées, pour procéder à des identifications plus précises. "C'est un danger auquel on pense régulièrement. L'image peut être trompeuse aussi. Nous, de toute façon, on a obligation de leur fournir le matériel qui a été diffusé, mais jamais le rush."

1.4 LES MAGAZINES : JEUNES ET POLICIERS DANS ZONE INTERDITE DE M6

M6 est une chaîne privée dont l'audience ne cesse d'augmenter, mais qui reste la quatrième après TF1, France 2 et France 3, et dont la particularité est d'être majoritairement "jeune" (moins de 30 ans). Si 51% de son public vote à gauche, M6 rassemble cependant la plus importante proportion d'électeurs d'extrême droite après TF1: 16% (sondage CSA-Télérama, 1997)

C'est dans le cadre des reportages spéciaux, diffusés par des magazines comme Zone Interdite, que le poids du marché se fait le plus directement sentir, lorsqu'il s'agit du traitement médiatique des violences urbaines. Ici, on est très attentif à la concurrence, ce qui suppose effectivement le principe de la production d'une information rapide et percutante - c'est-à-dire, capable de faire de l'audimat.

Rien ne nous amenait à nous intéresser à M6 plus particulièrement qu'à n'importe quelle autre chaîne, et c'est pour des raisons tout à fait circonstanciées que nous avons entrepris une étude de cas sur les conditions de production d'un reportage intitulé "Des flics et des gamins", dans le cadre d'une émission, "Adolescents et hors la loi", diffusée par Zone Interdite le dimanche 18 février 1998. Le reportage comportait 3 volets de 26 minutes chacun. Le premier s'intéressait à l'action des Brigades Anticriminalité dans le domaine de la délinquance des mineurs ; le deuxième, au travail des Juges d'enfants ; et le troisième à la prison.

Notre question était simple : comment s'élabore à l'adresse du grand public un récit sur un thème d'actualité, se situant à la frontière des violences urbaines ? Pour répondre, nous avons rencontré le directeur de l'émission, les deux journalistes qui ont travaillé à la préparation du volet qui nous intéressait, et deux responsables de la communication au ministère de l'intérieur.

Zone Interdite est une émission qui existe depuis cinq ans. D'abord dirigée par Patrick de Carolis, elle a été ensuite reprise par Aymar du Châtenet, en septembre 1997, tout en gardant son esprit d'origine: "Il s'agit de permettre au spectateur de pénétrer, grâce au travail du journaliste, dans des régions de la vie sociale auxquelles habituellement il n'a pas accès, sauf à être lui-même directement concerné par les affaires qu'on y traite : un cabinet de juge, un commissariat de police, les palaces de l'aristocratie ... La logique est celle de la presse de proximité : être au plus près de l'événement, ou de la situation, comme si on y participait soi-même par un mécanisme "d'immersion totale". "Bien entendu", ponctue notre interlocuteur, "on ne pousse pas la porte comme ça. Il y a le respect de la présomption d'innocence, de l'anonymat, de la discrétion. Nous respectons ces règles avec beaucoup de soin."

L'émission prétend s'adresser à "tout le monde", mais ceux qui la regardent sont en général jeunes - le plus souvent des adolescents en dessous des 18 ans. Diffusée à

une plage horaire noble, l'émission peut atteindre entre 3.5 et 4 millions de téléspectateurs et faire 24% de parts de marché. Avec Capital, Zone Interdite est considérée comme une des émissions les plus importantes de la chaîne. Les reportages liés aux violences urbaines ne sont pas perçus comme spécialement favorables à l'audimat.

1.4.1 Diffuseur et agences de production: des relations tendues

La prétention de l'émission - et ce qui la spécifie par rapport à d'autres magazines du même type - est de construire un récit cohérent sur un thème, à partir de différentes entrées. "Non seulement ça se rapporte au même sujet, mais on part du point A pour aller au point Z. C'est très prétentieux, mais en tout cas, c'est l'idée. On ne peut pas mettre n'importe quoi, dans n'importe quel ordre."

Cette structure pose d'emblée un problème de ligne éditoriale et de contrôle du diffuseur sur le produit qu'il diffuse, avec une exigence de cohérence. Or, l'émission n'est pas entièrement préparée par des journalistes de la rédaction, ce qui laisse la porte ouverte à des écarts par rapport à cette cohérence générale. C'est donc au niveau même de la formulation des termes de la commande, passée à des agences de presse extérieures à la chaîne, et grâce à une négociation pas à pas surtout au moment du montage, qu'un contrôle sur le produit final peut s'exercer et qu'un point de vue éditorial peut être préservé.

Ceci ne permet pas toujours d'éviter l'écueil de l'ambiguïté, dans la mesure où le journaliste est en même temps l'auteur et le signataire du produit qu'il fabrique. Il aborde par conséquent son travail avec une revendication d'autonomie, qui ne correspond pas toujours à la demande du diffuseur - d'où des tensions, des conflits et des insatisfactions considérables de part et d'autre. Ces tensions ont, par ailleurs, une expression économique. Le diffuseur paye un reportage à la minute. S'il décide de couper des passages, cela entraîne un préjudice au niveau du montant versé en échange du produit final.

Zone Interdite se fabriquait à cette époque-là grâce à la coopération de trois catégories de journalistes : deux d'entre eux appartenaient au personnel permanent de la rédaction ; une si petite équipe demandait qu'on fasse aussi appel à des pigistes autonomes ; et il y avait également la possibilité d'avoir recours aux agences de presse. Le souci de cohérence a entraîné, depuis, une évolution de l'émission dans le sens de s'appuyer de plus en plus sur ses propres ressources internes. Mais, dans le cas de "Adolescents et hors la loi", seul le reportage sur le "Lycée pénitentiaire" a été produit dans la rédaction ; les deux autres ont été commandés à l'extérieur.

1.4.2 La commande

L'idée de l'émission a été suscitée au départ par des déclarations du ministre de l'intérieur, qui souhaiterait voir éloigner de leur quartier les mineurs multirécidivistes. Il s'agissait donc de faire un reportage sur les mineurs en prison, complété, en amont, par une approche du travail du juge d'enfants, à qui il incombe de prendre une décision d'incarcération, et encore en amont, par une information sur l'action de la police, lorsqu'elle est confrontée à ce type de délinquance. Ainsi conçue, l'émission supposait

un premier volet de mise en situation, qui montrerait une BAC en action, et deux autres volets nécessairement plus réflexifs, qui apparaîtraient comme des réponses à la situation initialement évoquée.

Le responsable de l'émission nous explique ainsi qu'il ne demande pas tout le temps "de l'action". Le récit du deuxième volet de "Adolescents et hors la loi" en était d'ailleurs complètement dépourvu. "Le journaliste a posé sa caméra dans le bureau du juge, point. Il filme à huis-clos en quarante minutes. C'est long. La première fois que j'ai vu, j'ai trouvé ça formidable et, en même temps, j'étais extrêmement surpris par le mode de traitement."

Pour ce qui est de "Des flics et des gamins", en tout cas, il est certain que les paramètres de la commande étaient clairement définis au départ. Mais par ailleurs s'y ajoutait un autre paramètre tout aussi contraignant : le temps de livraison du reportage - entre 3 semaines et 1 mois. Ce dead-line ne correspond pas au caractère périssable de l'information, mais à l'agenda du diffuseur qui, parce qu'il achète un produit, impose aussi ses échéances. "On travaille toujours dans l'urgence, même en magazine". Cette contrainte est très souvent évoquée comme un élément d'insatisfaction du journaliste de terrain par rapport aux produits qu'il fabrique.

1.4.3 L'élaboration du reportage

Après un travail préalable de documentation, se pose problème du choix du site. Paramétré à la commande par la question formulée par le diffuseur, le récit du journaliste ne l'est pas moins par les limites qui lui sont imposées au niveau de l'accès à ses sources policières d'information. Ici, comme nous l'avons dit, le champ est entièrement balisé par les services de communication du ministère de l'intérieur.

Un dossier de presse du ministère avait orienté l'équipe du reportage vers Beauvais, Lille et Grenoble. "Comme Beauvais se trouvait dans mon choix, ça s'est arrêté à Beauvais. A mon avis, parce que le commissaire divisionnaire de la région est quelqu'un extrêmement compétent, je pense ... pour travailler avec des journalistes !" Le responsable ministériel ne diverge pas de ce point de vue : "Je sais que, Beauvais, je peux compter sur [le commissaire], parce qu'il connaît bien la délinquance des mineurs, comme il connaît bien le phénomène des violences urbaines etc. C'est un des endroits sur lesquels je peux me reposer." Mais, ajoute-t-il, la ville présente un avantage supplémentaire, dans la mesure où un couvre-feu (il n'emploie pas ce mot) pour les mineurs y a été imposé :

"Beauvais, en fait, quand on réfléchit bien, c'est ce qui doit se faire tout le temps. Je suis désolé, c'est ce qui doit se faire tout le temps ! Et qu'est-ce qui s'est passé ? C'est que là-bas il y a eu un accord effectivement entre le directeur départemental et les trois procureurs pour définir une politique un petit peu plus cohérente, notamment en ce qui concerne ces mineurs perdus la nuit. Et il y a une dépêche de l'AFP qui est partie de Beauvais, et qui a cristallisé, après, tous les faisceaux de l'actualité sur la ville. J'avais des tas de demandes sur Beauvais."

Le choix d'un site devenant objet d'information journalistique, a ainsi une importance stratégique capitale pour le ministère, non seulement parce qu'il lui permet d'occulter ce qui ne doit pas être dit ("on ne peut pas dire tout et n'importe quoi, ça c'est

évident"), mais aussi parce que cela permet de mettre en avant des expériences et des choix qui, d'un point de vue institutionnel, il apparaît utile de valoriser.

Une fois le site choisi, suit un repérage du terrain qui vise à confirmer les possibilités réelles de réalisation d'un reportage où la police est partie prenante. Ces possibilités confirmées, vient le moment de la mise en images. Le sujet, nous l'avons dit, commande la structure du reportage. "L'axe étant la BAC et la délinquance juvénile, on est parti avec la BAC faire de la délinquance juvénile". Le journaliste est conscient des limites de son récit, et cette conscience l'irrite :

"Écoutez, je vais pas vous dire autre chose ! On nous demande un sujet sur la BAC traitant de la délinquance juvénile, nous sommes montés dans une voiture avec la BAC..."

Il y a en même temps un jeu dans la construction du récit, qui suppose à la fois un automatisme dans la réponse à la commande - on sait ce que veut le commanditaire, sans qu'il se doive forcément de l'expliquer - et on met du sien, pour que la mise en images puisse être un peu aussi autre chose.

1.4.4 "Des flics et des gamins"

Le reportage commence en salle de garde-à-vue du commissariat: un jeune adolescent est menotté dans le couloir, il vient d'être arrêté pour vol, et déclare "qu'il s'en fout d'aller en prison". Un jeune majeur, filmé à travers la porte vitrée de sa cellule, attire l'attention de la caméra est tient à expliquer comment dans ces quartiers pauvres et qu'on a laissé se dégrader, la délinquance est un "engrenage fatal": "c'est trop tard, maintenant". Le reportage enchaîne sur l'équipe de jour de la BAC, qui, précise le journaliste, "ne sont pas officiellement spécialistes de la délinquance des mineurs, mais le sont devenu à force de s'y confronter". La caméra est embarquée en urgence pour une première intervention dans un Mc Do, où "trente mineurs mettent la pagaille": sirène, gyrophare, bousculade, un policier apostrophe un jeune qui proteste: "ici c'est nous qui commandons et pas vous, vous êtes trop jeunes pour nous dire ce qu'on doit faire d'accord?". Le policier explique: "ils agissent toujours par bande, de plus en plus jeune, seuls ils n'agiraient pas de la même façon". Ainsi, en deux scènes, le reportage est passé de figures individuelles pathétiques de la délinquance des mineurs à l'image d'un acteur collectif prédateur. De retour au commissariat, le reportage s'attache au cas de Farid, à qui il est reproché des insultes à un surveillant de son collègue: il nie les faits, les officiers de police judiciaire s'énervent, brandissent le risque d'une exclusion du collège, le commissaire se désole que la police soit ainsi devenue le réceptacle de toutes les désérences éducatives et institutionnelles, l'éducation nationale comme la justice. Dans cette troisième scène, le reportage resitue le commissariat dans son contexte institutionnel: les policiers sont au bout d'une chaîne qui fonctionne très mal et ne sont pas en mesure d'y suppléer. Le reportage s'intéresse ensuite à la BAC de nuit, qui se prépare à des formes de délinquance et de criminalité plus importantes que le jour comme en témoigne la présentation de son armement: tonfa, flasch-ball, fusil à pompe. C'est le samedi soir, l'équipe reçoit comme mission l'interpellation d'un jeune, bien connu de leurs services, soupçonné de vol de blousons; sillonnant la ville à sa recherche (ils les connaissent tous et savent où ils se réunissent), les policiers avouent leur peur de se retrouver face à une bande. Le jeune est interpellé dans la rue, ses amis sortent d'un gymnase pour demander des explications, le ton monte, la voiture est encerclée, un policier sort son flasch-ball et menace le groupe afin de permettre à la voiture de se dégager, pendant que le JRI, aux côtés du policier, filme la scène. Le jeune reste en garde-à-vue, mais il est libéré avant l'heure légale de perquisition car celui qui l'avait dénoncé s'est rétracté. Au cours de la nuit, deux voitures brûlent dans le quartier, scène filmée par le JRI qui accompagne les pompiers. Rencontré plus tard sur un parking, la nuit, le jeune interpellé dénonce l'acharnement des policiers sur lui, justifie sa délinquance par la misère, celle qui ne permet pas à ses parents de payer leurs factures. La dernière scène se fixe sur un autre cas de figure: c'est cette fois une jeune adolescente et sa mère qui portent plainte contre une autre fille

de 13 ans qui les aurait menacé avec un couteau à la sortie de l'école. La BAC part à sa recherche. La première étape est celle de son domicile: l'intérieur est pauvre, la mère est désespérée, impuissante à contenir la violence que porte en elle sa fille et dont elle fait parfois elle-même les frais. La jeune fille est interpellée dans les vestiaires du gymnase où elle s'entraîne au volley. Interrogée par un officier, elle reconnaît les faits mais peine à l'expliquer autrement que par de l'énerverment à la suite d'insultes que la fille aurait dit concernant "sa mère qui couche avec les gitans". La mère de la jeune fille exprime son souhait de la voir placée.

1.4.5 Les termes du récit

Il y a donc dans ce reportage de l'action (une exigence de la commande) - "un sujet très speedé", avec "démarrage sur les chapeaux de roue" - et une action qui est nécessairement fabriquée, au moins jusqu'à un certain point, pour les besoins du reportage lui-même : "on se retrouve dans la voiture au plan d'après, donc il a bien fallu qu'elle freine ...!"

Mais il y a aussi effort des auteurs pour se situer au-delà de l'action - au-delà d'un simple effet d'identification du spectateur à ce qu'il voit. On s'efforce pour se situer en un lieu où on espère que le spectateur puisse prendre du recul et réfléchir. Cet effort est visible de deux manières. D'abord dans la manière de filmer : le journaliste est tendu entre deux logiques opposées - l'automatisme de l'action, qu'il sait décrire avec les catégories sémantiques de l'image, et ses dispositions subjectives qui induisent le freinage. Il le dit :

"Sur place, j'étais trop analytique, c'est le problème. J'étais tout le temps en train de réfléchir à ce que je faisais, et ça m'empêchait de faire plein de choses en fait, parce que c'est pas ce qu'on me demande. Quand je suis juste un œil, c'est pas ce qu'on me demande. Et c'est ce qui m'avait été un peu reproché. Quand on était en intervention, je restais toujours un peu en retrait, pour ne pas être pris à partie en tant que cameraman, et puis pour ne pas faire du voyeurisme, de la trash-TV. La banlieue, c'est très esthétique : les contre-plongées, les mouvements au grand angle, toutes ces choses qui sont un peu caricaturales. Moi, c'était pas du tout mon propos, et je dois dire qu'on me l'a reproché - que des fois je n'étais pas assez dans l'action. Mais c'était comme ça que je sentais les choses..."

Ici, la mise à distance de l'événement est accentuée par l'incompréhension, ou la stupéfaction, devant ce qu'il faut décrire :

"J'étais halluciné de tomber dans une violence quotidienne, une haine pareille dans une petite ville comme ça, je me le suis vraiment pris en pleine face."

Et elle est aussi couplée à un sentiment de peur.

"Nous, on sentait, quand on partait avec les policiers, le soir, ils étaient pas forcément au mieux ! Ils nous ont raconté les cas où ils ont dû battre en retraite parce qu'ils sont deux voitures, ils sont 4 en tout, et ils se sont retrouvés entourés par 30 mecs, ce qui nous est arrivé d'ailleurs pendant les six jours. Et donc, moi, j'ai senti que la bavure n'était pas loin... J'ai eu peur, j'ai eu pas mal peur... Peur physique, de jets de pierres, chaque fois que j'étais hors de la voiture. Et puis, d'agression. Beaucoup de haine dans le regard de gamins de 14 ou 15 ans... Il suffit qu'un coup parte, et c'est l'instinct grégaire qui prévaut."

Cette peur n'est pas gratuite, car elle est aussi liée à la position particulière du journaliste reporter d'images dans une situation par définition fortement conflictuelle, où

un problème de dépossession de l'image est énoncé. Essayant de filmer, lors d'une interpellation, il se fait rappeler à l'ordre : "T'es pas au zoo, t'as pas le droit de nous filmer".

L'ambiguïté de la situation, la peur, l'incompréhension du journaliste à propos des situations dont il doit rendre compte ne sont pas des éléments favorables à une prise de distance critique. Il ne peut que ralentir le rythme de l'action mise en images, freiner.

Cette logique de résistance, on la retrouvera d'une autre manière au moment du montage. Le reportage ne débute pas sur une scène d'action, on montre d'abord le commissariat de Beauvais. La scène du démarrage nerveux est la cinquième, dans la construction du récit. Les réalisateurs expliquent qu'ils ont dû se battre pour faire en sorte qu'il n'y ait pas "trop de portières qui claquent". "Combien de fois nous avons failli abandonner pendant le montage ! Ils étaient tout le temps sur nous, à nous appeler tous les jours, pour faire pression pour aller dans leur sens, c'était insupportable !" Ils soulignent le rôle primordial du diffuseur. "De toute façon, ce genre de sujet n'aurait pas été traité de la même façon s'il avait été pour France 3, pour France 2 ou pour Arte."

L'insatisfaction du journaliste face à son propre produit est donc ici très grande. Il l'assume, parce qu'il l'a signé, parce qu'il a accepté de le réaliser dans des conditions qu'il savait a priori peu satisfaisantes. Mais il ne se reconnaît pas tout à fait dans les termes du récit.

D'abord, il y a insuffisance du point de vue adopté ("Au commissariat, un gamin me regarde et me dit : 'hé, Monsieur, la police te paye combien pour filmer ?'"). Il essaye alors, malgré les limites du temps, de diversifier ses sources, de donner aussi la parole aux jeunes délinquants. ("J'ai fait en sorte que l'on puisse rencontrer ces jeunes en dehors de la BAC, j'ai passé du temps avec eux".) Mais, faute de moyens, le résultat est précaire, voire carrément inexploitable. Le résultat final reste à mi-chemin entre les desiderata du commanditaire et ce que le journaliste imagine qu'il aurait pu faire, s'il était resté maître de son propre travail.

1.4.6 Les ambiguïtés de la violence filmée

Malgré ce cadre général de production du reportage très fortement contrôlé, à la fois par le commanditaire et par le ministère de l'intérieur, qui a choisi le site selon ses propres convenances et dont les services de communication estiment que les magazines sont les formats de diffusion de l'information sur lesquels leur contrôle peut le mieux s'exercer - malgré cela, et sans que la bonne foi de quiconque puisse être mise en doute, la production du reportage n'a pas manqué d'être secouée par des débordements violents, qu'on peut interpréter de deux manières complémentaires. Tout d'abord, la violence apparaît ici comme le résultat non intentionnel des actions engagées, comme un effet pervers de l'action policière elle-même. Cet effet pervers est amplifié par la présence des journalistes, qui mettent l'action policière en images. En second lieu, la violence exprime une protestation, en même temps qu'elle sous-tend une stratégie d'accès à l'espace public par des acteurs violents, puisque c'est dans l'espace public que la protestation en tant que telle peut prendre forme.

Les débordements violents que nous évoquons, rappelons-le, sont intervenus à la suite de l'interpellation de Stéphane, arrêté un vendredi soir lors d'un match, car accusé

par un voisin d'avoir volé une vingtaine de blousons Schott. Il a passé la nuit au poste pour que sa maison pût être perquisitionnée le lendemain matin. La perquisition n'a pourtant pas eu lieu, car entre-temps la personne qui l'avait dénoncé s'était rétractée.

L'interpellation avait été très tendue. "Ils étaient en train de jouer au volley, et on se retrouve, deux flics et nous deux entourés par trente mecs, avec une espèce de haine et de violence verbale qui monte ... Je voyais la peur sur le visage du flic de la BAC, et heureusement que c'est le flash-ball qu'il avait dans les mains, parce que s'il avait le fusil à pompe, tout pouvait arriver. Après, trois voitures ont cramé, ils ont cassé plein de trucs, voilà - vengeance classique".

Le sociologue formule l'hypothèse que toute la scène aurait été fabriquée par les policiers à l'intention des journalistes. Ceux-ci protestent vigoureusement. "La presse locale le lendemain a dit que tout ça avait été mis en place pour nous faire plaisir ! Moi, je n'ai jamais rien demandé ! Il n'y a pas besoin d'une caméra pour qu'une voiture crame ! Mais qu'est-ce que je devais faire ? Je devais arrêter ? Désolé, je suis journaliste, je suis là pour montrer des choses, j'ai quelque chose devant moi, je le montre, voilà." Le sociologue : "Mais ça n'empêche pas qu'on l'organise pour vous..." Le journaliste : "On ne nous l'a pas organisé ! J'en suis certain !"

Il a très probablement raison. Toujours est-il qu'on reste ici dans le cadre d'une des variétés les plus extrêmes de l'info-spectacle : celle où la mise en images de la "réalité" de l'intervention policière suscite, en réponse, la "réalité" des voitures brûlées. Or, paradoxalement, la mise en images de la "réalité" de l'intervention policière est censée répondre à la demande d'un public inquiet, aux prises avec un sentiment d'insécurité que ces émissions par ailleurs ne font qu'accroître (puisqu'elles jouent sur des registres d'identification du public à une situation, qu'il a l'illusion de "vivre", même assis sur le fauteuil de sa salle de séjour). Mais cette mise en images répond aussi à un besoin de communication du ministère de l'intérieur, dans son souci légitime de montrer ce qu'il fait pour assurer l'ordre public.

1.5 CONCLUSION: ENTRE "REALISME", PRUDENCE ET CONTRAINTE DE TEMPS

Quelques remarques générales s'imposent, à propos des difficultés intrinsèques au traitement des violences urbaines par les médias télévisuels. La première concerne des difficultés liées à l'interprétation du sujet. Ces difficultés, certes, ne s'énoncent pas partout de la même manière.

Nous avons pu constater l'existence d'un fort courant empiriste, dont TF1 par son homogénéité interne constitue probablement l'illustration la plus notable, mais qui est présent partout ailleurs. Ce courant interprète les violences urbaines à partir d'un binôme ordre vs désordre. Dans cette perspective, qui affirme la responsabilité intégrale des auteurs de désordre face au désordre qu'ils créent, les journalistes ne sont pas responsables des éventuels effets d'amplification que leur présence sur le terrain peut susciter. Ces effets sont plutôt conçus comme des difficultés "techniques", que les professionnels des médias se doivent de gérer, mais des difficultés qui sont aussi dépourvues pour eux de toute charge polémique.

Le deuxième courant se définit peut-être aujourd'hui davantage par ses états d'âme que par des orientations claires. Le mot de *prudence*, qu'ils évoquent eux-mêmes pour expliquer leur point de vue éditorial, en dit long sur leur attitude. L'expérience leur

a montré qu'il n'y a pas dans les violences urbaines une seule logique, mais plusieurs. D'où l'idée de *complexité*, et en même temps la crainte d'entretenir des clichés sur les banlieues - c'est-à-dire la crainte d'en donner une image dépourvue de complexité. Or, dans cette optique, la difficulté réside justement dans la manière de rendre compte de cette complexité. Si les acteurs violents le sont, c'est qu'ils sont privés de toute vraie parole. Leur donner la parole aboutit souvent à une mise en scène grotesque, et non moins nourrie de clichés que la parole des journalistes eux-mêmes.

Ils sont aussi conscients des effets d'amplification inhérents au traitement de ce thème. Non seulement de ceux que peut entraîner la simple présence d'une caméra sur le terrain, mais aussi de ceux liés à la difficulté de mesurer l'importance réelle de chaque événement. Nous avons vu comment l'attention des journalistes sur Sartrouville avait été attirée, en mars 1998, suite à une dépêche de l'AFP qui rendait compte de voitures brûlées dans un parking, alors qu'en réalité il n'y en avait eu qu'une seule. L'affaire a néanmoins été reprise par France 3 Ile de France ainsi que par TF1, car elle permettait de mettre en perspective un débat sur les violences urbaines, engagé à ce moment-là à l'initiative du ministère de l'intérieur. L'amplification ici réside dans l'extraction de l'événement de son contexte propre aux fins d'illustration d'un débat politique général. Elle est donc liée à la dynamique du débat lui-même, question que nous reconsidérerons plus loin, lorsque nous envisagerons le fonctionnement de la presse d'opinion.

La deuxième difficulté est liée à la gestion du temps. Intègre les représentations des journalistes des médias télévisuels l'idée que l'information est un produit périssable. La sémiotique télévisuelle se nourrit d'une idéologie de l'instantané, qui présuppose l'information comme un fait brut, et non pas comme reconstruction narrative de la réalité. Son équivalent dans la presse écrite est la presse de proximité.

Cette idéologie est en partie alimentée par le statut précaire des pigistes, ces travailleurs autonomes des agences de presse, qui vivent de la vente des images qu'ils produisent, ce qui fait que *pour eux* l'information a un statut beaucoup plus périssable qu'elle n'en a pour le public en général. Au-delà de ce sentiment d'urgence, néanmoins, l'information télévisuelle n'est pas en général moins construite que dans la presse écrite, même si l'autonomie du journaliste y est peut-être, dans certains cas, moins grande. Mais le temps, surtout, est souvent une denrée beaucoup moins fondamentale qu'on ne le prétend, car on omet de dater bien des informations et il n'est pas rare que pour un montage on ait recours à de vieilles images d'archives.

Ceci dit, en ce qui concerne le traitement médiatique des violences urbaines, nous avons pu observer partout des conduites de résistance à la pression de l'actualité, et l'effort pour se placer soit en amont, soit en aval du "news". Le noyau de cette résistance, son expression la plus élémentaire, est le freinage intuitif du JRI, qui ralentit le rythme de production de l'image (parce qu'il "réfléchit" - exemple du dossier de M6), ou qui, parce qu'il bénéficie d'un soutien institutionnel (exemple de France 2), peut en arriver à "planter" son sujet en refusant de filmer.

Se situer en amont ou en aval de l'actualité permettrait de retrouver "le sens" des violences qu'on relate. Les journalistes rejoignent ici, encore une fois intuitivement, une idée que les sociologues de la violence connaissent bien, et qui a été explicitement formulée en ces termes par l'un d'entre eux, Charles Tilly. Mais là encore, "comprendre"

demande *du temps*, demande par conséquent de casser la contrainte représentée par l'actualité.

La contrainte du temps de fabrication d'un reportage est plus fortement vécue à France 3 Ile de France, en raison de la précarité des moyens et des ressources humaines disponibles, qu'à France 2 ou TF1. A France 2, l'autonomie des services d'un côté, et la moins grande importance généralement accordée par les éditions au thème des violences urbaines, permet aujourd'hui de jouer sur une plus grande marge de temps. A TF1, l'abondance des moyens et la simplicité du point de vue éditorial permettent apparemment de compenser le manque d'autonomie des journalistes face à la pression du "news".

Mais la pression du temps est aussi, nous l'avons vu, celle du temps de passage à l'antenne - c'est-à-dire du temps nécessaire pour rendre compte d'un événement complexe. Cette contrainte, une fois de plus, est plus lourdement vécue à France 3 Ile de France, qui fonctionne avec un journal plus court, qu'à France 2 et TF1, où le principe des mini-magazines intègre déjà en partie le format des éditions.

La troisième difficulté est liée aux conditions de tournage dans les banlieues difficiles. L'expérience les a fait reconnaître cette difficulté comme un fonds commun du travail des journalistes de télévision. Le tournage implique deux risques principaux : le risque d'agressions verbales et physiques, ainsi que de vol du matériel ; et le risque de ne pas pouvoir tourner. Tous les journalistes, nous l'avons vu, ont appris à développer des stratégies d'adaptation : ne pas sortir tout de suite la caméra, sympathiser d'abord, tenir compte de la culture locale et, last but not least, ne pas hésiter à avoir recours à la police. Il est clair, néanmoins, que cette difficulté apparaît moins grande, nous disent les journalistes de TF1, lorsqu'on se place systématiquement derrière les forces de l'ordre - ce qui n'est possible que si on adopte par définition leur point de vue. Si l'optique est celle de la *complexité*, pour laquelle le seul point de vue des forces de l'ordre est naturellement insuffisant, les difficultés liées aux conditions de tournage apparaissent autrement considérables.

Il est important d'évoquer l'impact des conditions de travail du journaliste - notamment sa plus ou moins grande autonomie au sein de la chaîne - sur le produit qu'il fabrique. A France 3 Ile de France le manque d'autonomie est surtout lié à la précarité des moyens, il reflète par conséquent très directement les conditions générales de fonctionnement d'une chaîne plus sujette aux incidents techniques, et moins capable d'y répondre de manière efficace. Les pigistes des agences de production voient souvent leur autonomie virtuelle être invalidée pour cause de leur statut précaire. Cette autonomie ne peut jouer que dans la mesure où leur propre point de vue éditorial s'aligne spontanément sur celui du commanditaire. Dans le cas contraire, la pression exercée par le diffuseur finit par avoir raison de la conception que peut avoir le journaliste sur son propre travail.

A TF1, la moins grande autonomie du journaliste de terrain, qui résulte des relations hiérarchiques entre les éditions et la production des reportages, induit apparemment une plus grande codification des procédés (interdiction d'usage de la caméra cachée, de la caméra posée, visages plus précocement mosaïqués lorsqu'il s'agit de montrer la casse dans les manifestations). A France 2, la plus grande autonomie des journalistes n'est pas pour autant synonyme d'une plus grande efficacité.

Inexpérimentés, devant faire face aux difficultés inhérentes au traitement de sujets complexes, et par ailleurs conscients de cette complexité, ils sont aussi sujets à l'erreur.

Le problème de l'info-spectacle apparaît dans ce cadre général, lui aussi, comme complexe et multidimensionnel. Il n'est qu'en partie commandé par des logiques de marché. Considérée du point de vue du journaliste, néanmoins, l'info-spectacle n'est pas toujours perçue en tant que telle, elle répond pour lui à son besoin d'informer. Et, en ce sens, la résistance idéologique à l'idée même d'info-spectacle est loin de constituer une garantie suffisante contre ce risque. Ce qu'il y a de commun dans les divers types d'info-spectacle mis en scène par TF1, France 2 et M6 que nous avons évoqués jusqu'ici (nous n'avons pas trouvé d'exemple à France 3 Ile de France, dans les limites de l'observation effectuée au sein de la chaîne), c'est la préoccupation de montrer, sous forme d'images, c'est-à-dire, en direct, "la réalité" de la violence et de la lutte contre la violence. Montrer cette "réalité" suppose de la reconstituer comme action, c'est-à-dire la mettre en scène.

On se retrouve une fois de plus face au paradoxe. Le format magazine, censé protéger le regard du journaliste des illusions de l'actualité et des insuffisances du "news", est le seul qui permet de *mettre en scène* "la réalité" de la violence. Il ne participe donc pas moins que le "news" au développement du sentiment d'insécurité chez le téléspectateur. Le magazine sur un établissement scolaire de Noisy le Grand, produit par France 2, avait suscité des réactions de ce type chez des téléspectateurs de province, familiers, collègues ou amis d'enseignants qui y travaillaient. Leurs remarques sur l'émission avaient été vécues comme déplaisantes, humiliantes et complètement disproportionnées par beaucoup de ces enseignants.

Des magazines comme celui qui a été diffusé par M6, nous l'avons vu, peuvent aussi participer, dans leurs variétés extrêmes, au déclenchement de nouvelles violences pendant le tournage - "réalité" qui prolonge et répond à une mise en scène et en images, par le journaliste, d'autres scènes de cette même "réalité".

Reste qu'un tel renversement manifeste la conflictualité qui aujourd'hui oppose les banlieues aux médias télévisuels. L'enjeu de ce conflit relève des déficits en matière de démocratie locale, et des difficultés d'accès à l'espace public, qui sont le lot de la jeunesse populaire. Il n'y a pas de réponse simple à ces questions, auxquelles il faudra que le sociologue consacre plus de réflexion et de *temps*, mais une observation, en l'état actuel des choses, peut déjà être énoncée. Les stratégies de repli des journalistes, telles qu'on les observe notamment à France 2, comportent un risque d'enfermement des banlieues dans leur isolement, avec un corollaire inévitable : celui de voir s'accroître le niveau des violences, si la violence devient en définitive le seul moyen d'accès à l'espace public. La question est donc celle de savoir comment démocratiser cet accès de manière efficace, en évitant que la télévision ne fonctionne comme un miroir déformant, et en la transformant en support de la démocratie locale.

II - LA PRESSE NATIONALE D'OPINION

2.1 INTRODUCTION: UN ESPACE PUBLIC CRITIQUE ET CONFLICTUEL

Le Monde, *le Figaro* et *Libération* sont les principaux acteurs d'un débat politique au sein des médias français. Presse d'opinion, ils sont aussi le lieu d'une mise en perspective des violences urbaines. Leur diffusion est cependant faible : alors que les journaux télévisés rassemblent entre 5 et 10 millions de téléspectateurs chacun, et alors que les quotidiens régionaux ont une diffusion située entre 760 000 (*Ouest France*) et 170 000 (*Midi Libre*) exemplaires, *Le Monde* a une diffusion de 385 000, *Le Figaro*, de 365 000 et *Libération*, de 169 500 exemplaires (OJD, 1998).

Après une courte période florissante dans l'immédiat après-guerre, la presse quotidienne est en baisse constante en France, autant en nombre de lecteurs que de titres. La presse nationale d'opinion ne représente que 30% du tirage total de la presse écrite, contre 70% pour la presse régionale. En 1995, 156 Français sur 1000 lisaient un quotidien (national ou régional), contre 317 en Grande-Bretagne, 310 aux Pays-Bas, 226 aux Etats-Unis (et 108 en Italie). Le prix d'un quotidien français de qualité est en moyenne de 7 francs, contre 2,5 francs en Grande-Bretagne, 4 francs en Italie, 7 francs en Allemagne et 3 francs aux Etats-Unis.

Lancé en 1973, *Libération* a été le seul nouveau quotidien généraliste national, parmi de multiples autres formules qui ont vu le jour depuis 1945, à avoir survécu. Le marché est étroit, un lancement coûte cher et la publicité se dirige d'abord vers la presse magazine et l'audiovisuel. L'espace proprement politique dans la presse quotidienne française n'est ainsi constitué que de trois journaux, ayant chacun leur spécificité éditoriale, et dont les lecteurs font partie pour l'essentiel des classes moyennes supérieures et des classes dirigeantes.

Libération, dont le lectorat est à 80% électeur de gauche et écologiste, conjugue son héritage militant et proche du terrain avec une ligne éditoriale qui a évolué vers le centre. *Le Figaro*, dont le lectorat est à 73% électeur de droite et à 11% électeur d'extrême droite, est depuis longtemps le journal de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. *Le Monde*, dont le lectorat est plutôt à gauche (58%) qu'à droite (34%), est depuis la dernière guerre le journal de référence des acteurs dirigeants, et le lieu d'expression d'une expertise critique des faits et des débats.

Concernant les violences urbaines, ce qui fait a priori la différence avec *Le Parisien* ou la télévision, c'est la spécialisation des journalistes : soit spécifiquement sur les questions de banlieues et de violences urbaines (*Libération* et *Le Figaro*), soit de façon indirecte à travers un faisceau de thèmes (*Le Monde*).

Pour la recherche, nous avons interrogé deux journalistes spécialisés en "violences urbaines", "politique de la ville" et "banlieues" à *Libération* ; un journaliste spécialisé en "banlieues" et "violences urbaines" au *Figaro* ; quatre journalistes spécialisés respectivement en "jeunesse", "justice", "politique de la ville - immigration" et "police" au *Monde*.

Ces entretiens se sont déroulés en novembre 1998 - c'est dire, à un moment précis de la conjoncture politique. Dans les mois précédents, un intense débat politico-médiatique avait fait suite à des déclarations de Monsieur Jean-Pierre Chevènement,

ministre de l'intérieur, soulignant la faible capacité du système judiciaire à punir les mineurs délinquants. Il avait été aussi question d'une révision de l'ordonnance de 1945, qui régit la justice des mineurs, un conseil de sécurité intérieure gouvernemental ayant arbitré en juin 1998 contre cette proposition. En septembre 1998, après un grave accident opératoire, Monsieur Chevènement quittait provisoirement ses fonctions, qu'il reprendrait à nouveau seulement le 4 janvier 1999.

Le débat politico-médiatique ne s'est pas tari pour autant. L'enjeu était central pour le gouvernement de gauche. Depuis sa défaite aux élections législatives de 1993, le Parti socialiste, orienté par les instituts de sondages, s'était convaincu que la reconquête de l'électorat passait par une réponse à l'accusation, véhiculée à son encontre par la droite, d'un "laxisme" en matière de sécurité.

Après la victoire aux élections législatives anticipées de 1998, le nouveau ministre de l'intérieur a été d'une certaine manière appelé à incarner la volonté du gouvernement pluriel de prendre sérieusement en charge cette question. Un premier moment du débat a été, en octobre 1997, le colloque de Villepinte, au cours duquel a été affirmé un "droit à la sûreté" pour les plus modestes.

Plus récemment, le colloque de Montpellier, en mars 1999, a prôné la mise en œuvre d'une politique de sécurité publique équilibrée entre les trois pôles qui doivent définir l'action gouvernementale - prévention/répression/insertion. Il a été question d'augmentation des moyens de la justice des mineurs, de mise en place de plans locaux de prévention et de sécurité, de mise en place aussi d'une "police de proximité", d'un meilleur développement des emplois jeunes, et du passage d'une politique de la ville à l'échelle des quartiers à une politique de la ville à l'échelle des agglomérations.

Entre ces deux dates, la discussion a été ponctuée par différentes prises de parole de responsables politiques, dont nous ne ferons pas état ici. Il suffit juste d'indiquer que le débat politique a largement commandé un débat médiatique, qui s'est poursuivi en parallèle, et dont nous allons essayer de dessiner à grands traits l'évolution.

A l'automne 1998, l'hebdomadaire *Marianne*, fondé par Jean-François Kahn et se prétendant un organe de la gauche "nationale républicaine", s'est emparé de ce qui serait le combat d'une gauche "sévère" parce que "réaliste", en opposition et en rupture avec "l'angélisme" d'une autre gauche, "bourgeoise" et "morale", coupée de l'expérience populaire de l'insécurité. *Marianne* se voulait le porte-parole idéologique et journalistique d'un "réalisme" qui accepterait de montrer les "trous noirs" de l'intégration, de la délinquance et des violences urbaines, au nom de la défense des valeurs républicaines, et s'inscrivait en faux contre la monopolisation de ces thèmes par la seule extrême droite ; contre, aussi, le silence de la presse quant à la dégradation de la situation.

Parmi les trois grands titres de la presse quotidienne d'opinion, c'est *Libération* qui a été le plus touché par cette polémique interne à la gauche, de par ses prises de positions dans le champ politique et journalistique. Le facteur déclenchant a été la publication le 28 septembre 1998, dans les pages du journal, d'un courrier des lecteurs titré - "à facho, facho et demi". Le courrier émanait d'un militant antiraciste de Médecins du Monde, choqué par la violence "gratuite" des bandes de voyous venues "casser du pédé" à la fin de la Techno-parade, place de la Nation à Paris, le 26

septembre 1998. Ce lecteur accusait *Libération* d'avoir rendu compte des incidents, sans avoir précisé que ces voyous étaient des jeunes Maghrébins, se faisant ainsi complice d'un "racisme à l'envers", qui consisterait à dénier toute réalité à la dimension "ethnique" des violences observées.

"En ne dénonçant pas les agissements d'une minorité, on fait retomber sur toutes les personnes issues de l'immigration l'approche de tels comportements : le Front national fait ensuite son miel de ces agissements en les attribuant aux Beurs en général".

Le 1er octobre, l'hebdomadaire *Paris Match* a publié en deux volets une "enquête" sur le monde de la banlieue : une jeune journaliste ayant vécu deux mois dans un appartement de la Grande Borne à Grigny (Essonne), livre son journal de bord sur la vie quotidienne locale, dans un article illustré de photos en noir et blanc et titré "J'ai vécu dans la cité qui fait peur". L'ensemble de l'article était une illustration du chapeau introductif : "à nos portes commence une jungle en béton où les fauves sont des chiens et où la force fait loi (...), dans un quartier coincé entre l'autoroute du sud et la prison de Fleury-Mérogis. Reportage dans une banlieue chaude. Sur la ligne de front de la fracture sociale".

Le même jour, *Libération* dénonce la manipulation : non seulement le procédé de la journaliste, qui a "animalisé" autant "qu'ethnalisé" les habitants de la cité ; mais aussi les illustrations effectuées sur la base de clichés pris ailleurs, et dont l'angle et les légendes avaient pour but de "prouver" que le quartier semblait "dévasté par la guerre".

C'est peut-être cet article, illustration de la dénégation de la réalité dont serait coupable une certaine gauche, qui a provoqué la publication par *Marianne* d'un dossier titré - "Délinquance : cette terrible réalité que les bien-pensants refusent de regarder en face". Annoncé comme une "enquête", l'article n'est qu'un résumé illustré d'un livre, *Violences et insécurité urbaine*, publié aux PUF dans la collection *Que sais-je?* en juillet 1998. Pour Alain Bauer, directeur d'un groupe de conseil en sûreté urbaine, et Xavier Raufer, criminologue, la réalité des chiffres de la délinquance et des rapports des renseignements généraux doit s'imposer à tous les discours de dénégation ou de relativisation depuis longtemps véhiculés dans la "sphère politico-médiatique", et justifier la mise en œuvre de politiques de sécurité plus offensives. Un encadré dénonce la "petite gauche bourgeoise", bien protégée de l'insécurité par les frontières du Quartier latin, et fait de la "délinquance zéro" une "vraie revendication sociale", exprimée par les populations modestes des quartiers périphériques.

Est ainsi reprise, sans qu'on y fasse allusion, la thématique du "droit à la sûreté" développée par le gouvernement à Villepinte. Un éditorial demande aussi que "toute la vérité" soit dite sur l'insécurité et les violences urbaines, et dénonce les "docteurs ès banlieue" qui ne veulent pas reconnaître la part de vérité de l'article de *Paris Match*, comme ils ne veulent pas reconnaître le comportement prédateur "ultra libéral" de la loi du plus fort des petits "fachos" de banlieue, au prétexte que ces derniers sont issus de l'immigration - c'est-à-dire "victimes" du racisme et de la société. Cette polémique sera d'ailleurs relancée à l'occasion des violences et des pillages commis le 15 octobre place de la Nation à Paris, en ouverture de la manifestation lycéenne, par des adolescents venus de la banlieue et dont la télévision et les photos ont bien montré qu'ils étaient pour la plupart issus de l'immigration.

Marianne pose ainsi en des termes très incisifs la question du traitement journalistique des violences urbaines et de l'insécurité, à travers un triple clivage : invisibilisation vs visibilisation des violences ordinaires par l'ordinaire de l'information ; approche "complexe" vs "réaliste" des situations d'insécurité ; "vérité" vs "euphémisation" de la dimension "ethnique" des troubles. Ce que souligne en tout cas ce débat, c'est la charge directement politique et symbolique de la question de ces violences urbaines, et par là, la responsabilité éditoriale des journalistes quant à leur construction et à leur qualification des faits.

Or, de ce point de vue, la différenciation au sein du lectorat est explicite pour le *Figaro* et *Libération*. Quant au *Monde*, son statut de référence lui permet l'exercice d'un jugement critique sans que la diversité des opinions de ses lecteurs ne pèse trop lourdement. Les journalistes sont spécialisés, ils maîtrisent une pluralité de sources, ils sont autonomes dans le choix de leurs sujets (sauf événement incontournable). Ils disposent donc de temps d'enquête, de reportage et d'écriture. Dès lors, la problématique centrale du journalisme de la presse nationale d'opinion est celle du rapport entre le travail de reportage et les options éditoriales du titre.

2.2 LIBERATION

Libération est un quotidien national généraliste appartenant au groupe multimédia Pathé (65% groupe Chargeurs, de Jérôme Seydoux), et aux journalistes fondateurs (21%). Les journalistes disposent d'un droit de veto concernant la nomination du directeur de la rédaction (à 66% des voix). Avec 169 000 exemplaires diffusés (1997), *Libération* est le plus petit des grands quotidiens nationaux généralistes français.

Fondé en 1973 par des journalistes et des intellectuels engagés à l'extrême gauche, le journal a dû suspendre sa parution en 1981 pour des raisons internes et financières, alors qu'il tirait à 30 000 exemplaires. Repris la même année par un des fondateurs, Serge July, il reste la propriété des journalistes, mais devient un quotidien plus professionnel, orienté à gauche et s'appuyant sur une information critique véhiculée dans le cadre d'enquêtes et reportages. En 1988, sa diffusion atteint 195 000 exemplaires, mais une série d'échecs dans l'élargissement de la formule au début des années 1990 entraînent une situation qui en 1996 devient critique. La diffusion tombe alors à 160.000 exemplaires. C'est à ce moment qu'il est racheté par Pathé. Les journalistes ne sont plus majoritaires dans le capital, la rédaction conservant néanmoins un droit de veto. En 1998, *Libération* est diffusé à 169 427 exemplaires, soit son niveau retrouvé de 1993.

Parmi les quotidiens généralistes nationaux, *Libération* représente un point de vue critique de gauche, et continue d'accorder une grande importance aux reportages et enquêtes de terrain - même si sa ligne éditoriale s'est recentrée, en même temps que son lectorat se notabilisait, se recrutant dorénavant pour l'essentiel au sein des classes moyennes et supérieures à fort capital culturel.

Le lectorat de *Libération* est celui qui vote le plus à gauche après l'*Humanité*. Il rassemble le plus d'électeurs d'extrême gauche (7%), écologistes (11%) et proches du PS (51%), mais moins d'électeurs communistes que l'*Humanité* et le *Parisien*, et le

moins d'électeurs d'extrême droite (2%) après l'*Humanité* (sondage CSA-Télérama, juin 1997).

Le départ en mars 1999 du directeur de la rédaction Laurent Joffrin (pour le *Nouvel Observateur*), et son remplacement par Frédéric Filloux, responsable multimédia du journal, a pu faire craindre à la rédaction un recentrage éditorial menaçant l'identité critique du quotidien, ce qui s'est traduit par un veto (insuffisant) émis par 49% des journalistes.

La rédaction comprend 200 journalistes, sans compter les pigistes. Les violences urbaines sont traitées généralement par le service "informations générales", "vie publique" ou "politique".

L'intérêt du journal pour la banlieue a pris son essor en 1994, avec le lancement (éphémère) des pages "Métro", consacrées à l'actualité de la banlieue parisienne, et avec pour cela l'ouverture de bureaux et de postes de correspondants, qui ont fait venir à *Libération* de jeunes pigistes très informés sur les contextes locaux. A la fermeture de "Métro" en 1997, certains de ces pigistes ont été intégrés. Ils s'occupent dorénavant de la question des banlieues à l'échelle nationale, en tant que journalistes reporters, et en donnant la priorité au reportage et à l'enquête.

2.2.1 *Libération* et la question des banlieues: de la saga des années 1980 aux troubles des années 1990

Comme pour d'autres journaux, le thème des banlieues a subi un renouvellement à *Libération* au début des années 1990, après le tournant des émeutes de Vaulx en Velin. Cette émeute, et celles qui s'en sont suivies, ont remis en question la croyance en la politique de la ville comme un substitut de la mobilisation collective, telle qu'elle s'était donnée à voir lors des marches pour l'égalité - une mobilisation qui s'était par la suite épuisée, avec la disqualification progressive de SOS racisme auprès des jeunes générations des cités.

De plus en plus éloignée d'une saga "de gauche", consacrée par la collusion entre le président François Mitterrand, le Parti socialiste et SOS Racisme, la question des banlieues se présentait désormais de plus en plus sous une face délinquante autant qu'émeutièrre, la violence et l'insécurité devenant les données centrales d'un thème jusque-là pris en charge à travers les catégories du politique et de la culture.

C'est cet éloignement entre la question des banlieues des années 1980 et celle des années 1990, et ses répercussions au sein de la gauche et au sein de la rédaction de *Libération*, qui informe le mieux sur le traitement des violences urbaines aujourd'hui effectué par ce journal.

"(Ici) même, il y a des gens qui ont cette expression qui m'horripile - "moi je ne suis pas politiquement correct"! C'est la tendance Marianne et il y a des gens (ici) sur cette ligne là, y compris (certains) qui viennent de milieux antiracistes(...). Pour parler du virage de Libération (...) : il y a le fait que Libération a collé au mouvement de SOS Racisme dans les années 80, a accompagné tout ce mouvement là. Alors que dans les cités, ceux qui restent politisés aujourd'hui (...) sont des gens qui sont extrêmement critiques sur SOS Racisme (...). Ce sont des gens du MIB (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues), par exemple, sur lesquels je bosse

en ce moment, qui ont un discours extrêmement dur. Mais pour tous les confrères, également, Libé, c'est les années 80, aux côtés de SOS Racisme. Et du coup, (...) la démarche actuelle de Libé, sa façon de travailler sur les banlieues n'est pas bien comprise(...). On est sur une espèce de fil raide (...) Moi, (...) ce que je fais (...), c'est simplement essayer de rester sur ce fil raide pour continuer à décrire une situation d'une façon, la plus lucide possible, la plus neutre possible. En privilégiant tout ce qui est décortication des faits, recoupement des faits, mise en contexte. Tout ça, pour réussir à expliquer la violence. (...) C'est terrifiant, la violence qu'on n'explique pas.

Effectivement, pas d'angélisme. Mais moi, j'ai l'impression de ne jamais en avoir fait. J'ai l'impression que ça fait longtemps que mon journal n'en fait plus. Il raconte ce qui se passe dans les cités, (...) il raconte à quel point on est dans une spirale négative (...), à quel point on ne s'en sortira pas tant qu'on n'arrivera pas à renverser cette spirale. Et(...) à mon avis, c'est pas en travaillant sur les violences qu'on va l'inverser la spirale. C'est en pesant sur l'emploi. Mais c'est vrai que les choses sont liées. (...) Les violences, ça amplifie la spirale, parce qu'elles font fuir les entreprises ou les empêchent de s'installer. Elles font fuir ceux qui accèdent à l'emploi ou ceux qui accèdent à une situation meilleure. Elles amplifient la répression, qui va amplifier les violences..." (journaliste)

2.2.2 Des reportages qui "décortiquent" la complexité des contextes locaux

Sensibles au refus de "l'angélisme", mais sans vouloir renoncer à l'idée d'une "complexité" qui serait inhérente au phénomène des banlieues en son stade actuel, les journalistes plaident pour des pratiques susceptibles d'aller, en ce domaine, au-delà d'une approche considérée comme trop "superficielle" des faits.

"Mon but, c'était de décrire une violence et de l'expliquer, de donner quelques clés pour comprendre un univers où les journalistes ne vont pas, ou presque pas. (...) Quand il y avait des émeutes (...), à chaque fois que ça flambait le soir, j'étais le seul journaliste au cœur de la cité. Et pourtant il y avait plein de journalistes qui le lendemain racontaient ce qui s'était passé. Et j'ai compris, un soir. Je suis reparti et je suis passé à côté des camions de CRS qui étaient là. Il y avait la voiture du directeur de cabinet du préfet, et il y avait tous mes confrères à cet endroit là. Le gars du Parisien, le correspondant AFP etc. Ces soirs-là, ils les suivent derrière les gendarmes mobiles, et ils sont plus près de l'émeute. (...) Et la seule explication qu'ils ont, c'est la tournée que fait le lendemain matin le gars de la locale, quand il appelle. "Alors, hier soir, c'était chaud..." "Ben oui, c'était chaud". "Qu'est-ce qui s'est passé?" "Ben, ils ont brûlé une voiture, du coup, nous, on est intervenu, ils nous ont jeté des pierres." Et voilà, ça s'arrête à ça comme explication. Moi, ce que je voulais, c'était aller dans la cité. Être là d'abord pour décrire un soir d'émeute, comment ça se prépare, comment ça se fait. Et puis, essayer d'aller voir un maximum de mecs, et recouper, comme on recoupe dans une enquête." (journaliste)

Pour ce faire, ils disposent d'une très grande part d'autonomie dans le choix de leurs sujets et de leurs méthodes de travail.

"Ce que je trouve de bien, c'est que j'ai les mains libres. Je fais ce que je veux sur la politique de la ville (...). La plupart du temps, c'est moi qui propose les sujets, et pas quelqu'un au dessus de moi. Et ça, c'est ce qui m'intéresse le plus." (journaliste)

Certes, la pénétration dans cet univers étranger que sont les banlieues génère un type particulier de consommation, qui d'une certaine manière participe à la logique de l'info-spectacle.

"Je faisais remonter des personnages qui n'apparaissent pas d'habitude, (...) et ça permettait de comprendre un peu les mécanismes. Mais (...) c'était très exotique aussi. Je racontais des choses qui faisaient voyager. Quand je racontais un trafic de drogues dans une école primaire, dans lequel était impliqué le fils du recteur de la mosquée, en racontant comment tout ça était organisé - c'est du roman, et c'est une réalité. Mais c'est aussi du roman, et quelque chose de très exotique à lire. Moi, je ne me fais aucune illusion là-dessus. C'était une chose qui plaisait à mon journal." (journaliste)

Mais il ne s'agit pas seulement raconter "des histoires", il s'agit aussi de faire des enquêtes susceptibles de "décortiquer" les contextes généraux et locaux qui favorisent la violence et l'insécurité. De ce point de vue, les cibles principales des journalistes de *Libération* sont la police et les élus locaux, souvent considérés et montrés comme étant des facteurs de mise en puissance de cette violence, en raison de leurs modes d'intervention dans des situations déjà tendues par la ségrégation urbaine.

"On avait titré un papier - "Mais que cherche la police ?" Ça avait déplu fortement au préfet du coin. (...) Là, j'avais réussi vraiment à recouper le truc. Il y avait eu une descente de la BAC d'une brutalité extrême. C'était une humiliation. (...) Des gamins, la tête dans la poubelle devant les parents, des choses comme ça. Un papa mis à genou. Enfin, des choses (...) extrêmement violentes. Et en même temps, ça avait débouché sur quelques soirs d'émeutes. Donc, moi, j'en étais à me demander ce que vraiment cherchait le préfet dans cet endroit. Et la question était : est-ce que la BAC est incontrôlable, parce que c'était des jeunes flics mal formés, pas préparés, très cow-boys - c'était le cas d'ailleurs ; ou est-ce qu'il y avait une volonté de faire monter la pression et pourquoi." (journaliste)

Cet exercice de "décortilage" peut néanmoins devenir lassant, lorsqu'on s'aperçoit de la répétitivité des causes structurelles.

"Je pense qu'il y a une lassitude à traiter le factuel toujours d'une manière récurrente... Il y a une lassitude aussi à décrire l'environnement. Là encore, on a des choses qui sont récurrentes et qui ne bougent pas d'un endroit à un autre, et qui finissent par être déprimantes. (...) Dans une ancienne garrigue, on t'a construit un truc, une espèce de forteresse (...) Tu as 8.000 personnes qui vivent là, un taux de chômage de 30%, un collège avec 90% de population d'origine étrangère... Tu vois qu'il y a toujours des situations qui sont identiques(...) Il y a des causalités mécaniques." (journaliste)

Dans l'ensemble, les journalistes de *Libération* prétendent se démarquer de leurs confrères qui traitent la banlieue de loin, sans la proximité culturelle et professionnelle requise, et qui se font les porte-parole des stratégies de communication des sources "autorisées".

"Pour Dammarie les Lys, en décembre 1997, (...) le matin on a écouté les infos, et on s'est retrouvé sur place. Moi et un collègue du journal, parce qu'on habite pas loin. Lui, il avait vécu dans cette cité, il y a très longtemps, quand il était gamin. Alors, je l'ai laissé bosser dessus, et il a couvert ça pendant trois jours. C'était très intéressant, y compris quand on l'observe sous l'angle de l'intervention des médias. "Arrêt sur Images"(sur la Cinquième) avait fait un petit sujet qui était pas mal, là-dessus. On y voit le "plan médias" du maire, qui est ahurissant. Il a tout fait pour faire monter la pression dans sa cité. On y voit aussi les modes d'intervention de TF1 et France 2. TF1 qui fait un sujet à 13H, le premier jour, en parlant des deux voyous, d'un voyou abattu dans une voiture etc. Sur place, la cité est révoltée par ça.

Le soir, moi je rencontre dans la cité un oncle du petit Abdelkader, qui s'est fait tuer. On en discute longtemps, puis il disparaît. Il revient un quart d'heure après, et me dit : "si vous voulez je vous invite. Nous sommes en veillée dans la famille, chez le grand-père". Je le suis avec le collègue. (...) Un journaliste de France 2 (...) est là. C'est un type d'origine marocaine. J'ai oublié son nom. Un type très, très bien, qui est venu discuter longtemps.(...) Il parlait en arabe avec la famille. Et on a passé toute la soirée à parler de ce gamin là : d'où venait la famille, la guerre qu'a fait le grand-père en France. On a appris plein de choses. Il y avait le père de l'autre gamin, qui est venu aussi. On a pu parler avec lui. Il avait vu son fils à l'hôpital. Il nous a raconté ce qu'avait dit son fils, la peur qu'avait son fils etc.

Et puis vers minuit, des hurlements dans la rue, quelqu'un se met au balcon et il y a une charge. Ça brûlait pendant toute la soirée dans la cité. D'ailleurs, encore une fois, il n'y avait pas de journalistes. On était les deux seuls(...). On les a vu préparer les cocktails au milieu de la cité. C'est ce qu'il y a de plus intéressant aussi à voir (...). Et aussi une scène étonnante, où il y avait du rap. Au premier étage, un gars qui avait mis les baffles dehors sur une petite place, ça donnait à fond... C'était incroyable ... Et les gars qui étaient tous à moitié cagoulés, qui finissaient des trucs ... Jusqu'au moment où tout a été prêt, où là un des mecs a dit - "maintenant vous vous barrez, vous, tous les deux". Il avait mis la cagoule, donc on le reconnaissait plus. Il y avait des gars qu'on avait vus dans la journée, qui nous laissaient bosser. Mais là, c'est le moment où ça bascule un peu.

On s'était mis un peu en recul. Et donc là le soir, des hurlements, au balcon, tout le monde descend précipitamment. Il y a une charge de gendarmerie au milieu de la cité. Et ils tiraient des grenades lacrymogènes de tous les côtés - c'est-à-dire, sur les balcons, dans les maisons. C'était hallucinant. Avec des scènes d'invectives entre les parents et puis les responsables des CRS. Les parents qui disent - "mais nous, on n'arrête pas de les calmer". Ce qui était vrai. Je les ai vu faire toute la soirée. Et là, on s'aperçoit que derrière les CRS, il y a toute la presse (...), toutes les caméras, tous les appareils photos, tout. Et une voiture arrive, se gare plus loin. Les gars descendent avec une caméra, c'était TF1. Du coup, l'oncle va les voir avec un de ses jeunes fils. Nous, on suit, on écoute. Et il dit - "monsieur, c'est pas bien ce que vous avez fait ce midi". Le journaliste dit - "c'est pas moi, c'est un confrère". "Oui, mais c'est pas bien quand même. Ecoutez, je vous invite à venir chez nous. Venez, on va vous raconter qui était Abdelkader. On va vous raconter ce qu'on vit ici". Et le gars lui dit - "non, mais je connais vos problèmes". Et il lui dit - "mais quels problèmes ?" Il était comme ça, sur une espèce de vision globale, et puis en retrait. Et puis ensuite il dit - "mais on ne peut pas laisser la voiture là". Alors du coup, c'est le fils qui s'avance et l'oncle qui dit - "c'est mon fils qui va garder la voiture". Mais ils ne sont jamais venus en fait. Ils sont partis, et je pense qu'il avait peur de rentrer là dedans." (journaliste)

2.2.3 Une réalité qui se dérobe

La demande de la hiérarchie, disent les journalistes, c'est quelquefois sur du factuel, et moins sur tout ce qui est le côté articulation institutionnelle, qui peut-être les dérange un peu. Mais, par ailleurs, la vérité de la banlieue se dérobe au regard des professionnels, qui doivent faire face aux stratégies de communication des uns et des autres.

Il y a beaucoup d'ambivalence dans l'accueil qui est aujourd'hui fait aux médias dans les quartiers populaires. La télévision semble avoir provoqué beaucoup de dégâts. "Les images, avec le côté caricatural, violent. Des voitures qui brûlent..." La population lit très peu les journaux, et encore moins les grands titres de la presse d'opinion. Les journalistes de la presse écrite ne manquent pourtant pas de faire les frais de la mauvaise publicité suscitée par leurs confrères des médias télévisuels. Comme eux, pour travailler, il leur faut prendre du temps.

Cependant, le temps ne règle pas tous les problèmes. Les acteurs ont leurs propres stratégies de communication. Le journaliste a le sentiment trop souvent de faire face au mensonge, ou, en tout cas à un récit relativement déconnecté de la "réalité". Soit celle-ci est présentée de manière caricaturale - "une réalité dont on croit que tu vas te satisfaire : c'est-à-dire, l'image que eux, ils ont vu à la télé, ils te la resservent", soit on essaye de ne montrer que le côté positif des choses et on cache ce qui ne fonctionne pas. Ceci est vrai pour le milieu associatif, mais n'est pas moins vrai pour les municipalités. "Ils ont presque la même démarche, aussi, de mensonges. La municipalité minimise."

Malgré une volonté d'aller au-delà, de décrypter cette réalité qui se dérobe, les limites sont claires. Les interlocuteurs des journalistes sont ceux qui se trouvent placés au devant de la scène. Toute une partie de la population est pour eux inaccessible. D'où un discours sur le temps qui serait nécessaire pour avoir accès à autre chose que des interlocuteurs "semi officiels".

Mais le temps n'explique pas tout. Le journaliste est conscient d'une surinterprétation permanente de l'événement, à la fois par ceux qui le vivent, ceux qui en parlent et ceux qui le lisent - ce qui l'oblige à faire des choix, dont il ne sait pas toujours s'ils sont complètement légitimes.

"J'ai été surpris par la difficulté plus grande (qu'il y a) à faire ce travail sur la banlieue, que celui de reporter de guerre. A l'étranger, surtout dans des conditions d'extrême d'isolement en cas de guerre, le journaliste peut à la limite dire ce qu'il veut. Ses lecteurs et ses chefs n'y connaissent rien. Ils n'ont pas de référents empiriques. En banlieue, c'est tout le contraire. Tout le monde a un avis sur la question, que ce soit d'expérience ou idéologique - ce qui fait d'une part que les critiques sont nombreuses et immédiates et, d'autre part, qu'il est extrêmement difficile de conduire des entretiens "simplement", puisque les réponses des interlocuteurs sont saturées de "discours sur" la banlieue, qu'ils proviennent de rhétoriques corporatistes, idéologiques ou médiatiques.

A la limite, chacun adopte son discours caricatural, au détriment de la restitution de la réalité. D'où la quantité de temps passée par le journaliste, (qui cherche) à avoir accès à un discours plus "vrai". Et bien souvent ce temps n'est pas accordé. C'est pourquoi les journalistes n'ont accès qu'à des discours stéréotypés, rendus d'autant plus "réels" qu'ils sont à nouveau mis en circulation par ces mêmes journalistes. A cela s'ajoute le fait que les journalistes en quête d'une parole plus "vraie" ne sont pas soutenus par leur rédaction : on préférera des raccourcis plus "brillants" à la complexité du terrain. Ou bien, parce que c'est compliqué, on cessera d'en parler.

(D'un autre côté, on pourrait dire aussi que) le rapport des habitants des banlieues à la presse est le même que celui des habitants de Sarajevo : au début, la presse apparaît comme le sauveur de populations abandonnées, ignorées. Mais, comme par la suite les articles des journalistes restent sans effets politiques, comme l'action de la presse ne se substitue en aucune manière au défaut d'action politique, alors le rapport entre les habitants et les journalistes devient répétitif, à quelques rebondissements dramatiques et spectaculaires près. Et donc les populations se lassent, ne répondent plus aux journalistes, voire contestent une sollicitation soupçonnée en réalité de n'obéir qu'aux seules préoccupations commerciales des médias. A partir de là, le rapport aux journalistes entre dans l'ère du soupçon et peut virer rapidement à l'agressivité." (journaliste)

2.2.4 Les banlieues comme enjeu politique et médiatiques

Une telle surinterprétation, nous l'avons dit, n'est pas étrangère au fait que les banlieues sont devenues un vrai enjeu politico-médiatique.

"C'est extrêmement difficile de travailler sur la banlieue aujourd'hui, c'est devenu tellement au centre des préoccupations de beaucoup de gens dans les milieux médiatiques et politiques que chaque ligne est décortiquée et qu'on est soumis à des turbulences." (journaliste)

Cette situation entraîne des tensions internes, qui peuvent conduire les reporters à être en porte-à-faux avec leur hiérarchie.

"Depuis Villepinte, la gauche s'est installée sur un boulevard de la sûreté républicaine, nouvelle valeur qui interdit à la droite de passer par là, et qui oblige la droite à passer à droite. Je crois que c'est un des thèmes majeurs pour le gouvernement Jospin. Politiquement, c'est très habile, ils ont raison. Alors il y a une espèce d'auto justification permanente entre certains journalistes, ou certains responsables de journaux, et des élus politiques: quand la gauche fait un virage, elle autorise le virage que vont faire certains éditorialistes. Et, à l'inverse, certains éditoriaux encouragent la gauche ou la légitiment. Villepinte, on l'a pris avec réserve. C'était le virage de la gauche, le virage du PS, qui passe du préventif au répressif, ou en tous les cas à la sûreté républicaine. On l'a pris avec prudence, et puis progressivement on l'a suivi de plus en plus. Et puis on a senti des éditorialistes basculer, eux aussi, puis dire : "oui ... il faut de l'ordre". Alors on a parlé de Marianne. L'Événement du Jeudi est également sur cette ligne là, (de même que) certains éditorialistes et la plupart des rédacteurs en chef de Libération. July est une ligne à part, parce que July reste un grand journaliste, avec tous ses défauts. C'est un journaliste qui sait encore sentir l'info, et qui est un de ceux qui à mon avis comprend le mieux (...) ce qui se passe dans les cités aujourd'hui. Mais en dessous, tous les rédacteurs en chef sont plutôt réactionnaires sur ces questions. C'est des gens qui ont basculé totalement, qui vivent très loin de tout ça. C'est pas leur milieu d'origine. Il n'y ont, à mon avis, jamais mis les pieds, parce que la plupart ne sont pas des gens qui viennent du reportage. (...) Restent les journalistes reporters, (...) qui sont (...) une autre source d'information pour les éditorialistes. Et après, tout dépend de la confiance que les rédacteurs en chef accordent à leur reporters." (journaliste)

Dans ce contexte, le risque pris par le journaliste de terrain est d'autant plus grand que son engagement critique n'entraîne pas seulement des tensions internes, mais peut susciter tout autant des réactions violentes de ses propres lecteurs. C'était le cas, lors de l'affaire de Paris-Match, que nous avons évoquée plus haut.

"L'histoire de Paris-Match est (celle) d'un reportage bâclé, voire d'une réalité bafouée. Le problème, c'était pas tant qu'une journaliste soit méprisante et stigmatise une cité, le fait qu'elle travaille mal, qu'elle mente à ses lecteurs, et que toute une cité se retrouve humiliée. Moi, connaissant très bien la Grande Borne, parce que j'y ai beaucoup travaillé, j'y connais beaucoup de gens - d'emblée le papier m'avait horrifié. Cette façon de parler des gens comme d'animaux, de parler d'une jungle, de raconter qu'on va s'immerger dans une cité. En fait, j'ai décidé de faire un papier à partir des photos. Un jour, il y a une femme qui m'appelle en disant : "Je voudrais vous parler à propos de Paris-Match. Vous savez, pour les photos ? C'est pas à la Grande Borne, c'est à Ris-Orangis". Je me dis : là j'ai du solide, on a fait la page de contre enquête. A l'arrivée, je ne me suis vraiment jamais pris autant de coups dans la tête, et reçu autant de lettres d'injures que cette fois là. Des lecteurs qui ne vivent pas dans les cités, interprétant ça comme de l'angélisme - le fait de faire une contre enquête en vérifiant chaque point, en

écrivait ce qui est faux, et en faisant réagir des gens qui disent : "moi je travaille dans cette cité, j'ai jamais été égorgé". (journaliste)

Si l'autonomie des reporters n'est pas remise en cause, elle est tout de même encadrée par des choix éditoriaux sur lesquels ils n'ont pas de prise. La publication du courrier d'un lecteur de Médecins du Monde, à laquelle nous nous sommes également référés a suscité une polémique interne importante. La journaliste, qui avait fait un court papier sur la techno-parade, s'était basée sur des témoignages indirects et n'avait pas été elle-même témoin des faits. Certains auraient voulu que le journal engage une vraie enquête, et non pas que le courrier soit publié sans plus, dans la mesure même où *Libération* avait été le seul journal à évoquer l'affaire.

2.2.5 Une éthique politique du journalisme

Porter l'attention sur des initiatives locales, permet de les extraire de leur invisibilité. Mais tout n'y est pas positif. Doit-on alors prendre le risque de la critique ouverte et de la disqualification ? Le journaliste se rend bien compte d'une part de la particularité des problèmes auxquels il faut faire face, lorsqu'on développe des actions en banlieue. "Je les trouve dynamiques et motivés, dans des situations qui sont vachement plus difficiles que s'ils étaient à Paris ou ailleurs. Ils sont d'origine étrangère, tout un tas de raisons que je ne vais pas développer..." Mais il sait que son a priori favorable recèle aussi un piège, qui est d'être poussé, sous la pression, à renoncer à toute critique. Les situations sont tellement fragiles, les subventions tiennent à si peu de choses, que la tentation en ce sens est grande. "Je crois qu'il y a un point de fixation aujourd'hui, sur le thème. Est-ce qu'on doit montrer un côté positif, optimiste, pour que ça fasse effet de levier, pour que ce soit riant, que ça attire du monde ; ou est-ce qu'on doit décrire la réalité dans sa complexité, dans sa difficulté ?" Il n'y a sans doute pas de réponse simple à cette question là.

Un débat se pose de plus en plus fortement - celui qui renvoie aux origines "ethniques" des délinquants. Longtemps créneau de l'extrême-droite qui, faisant de l'origine "ethnique" la cause d'un défaut irrémédiable d'intégration des populations liées à l'immigration, utilise toutes les occasions d'en faire la démonstration par des chiffres ou par des témoignages (gardiens de prison, policiers), ce thème a été approprié par certains courants de la gauche, et relayé par l'hebdomadaire *Marianne*, en rupture avec "l'angélisme" de la "gauche morale", auquel on opposerait un "réalisme" qui se doit de constater et de reconnaître que la congruence entre délinquance, violence urbaine et origine immigrée s'effectue à l'encontre des discours optimistes sur l'intégration à la française. Sur ce point, la position des journalistes reporters de *Libération* s'appuie sur des orientations idéologiques et politiques de fond :

"Je suis contre la référence systématique à l'origine ethnique, tant qu'on ne m'aura pas démontré que le fait d'être maghrébin est déterminant dans le déclenchement des violences. Pour moi, et jusqu'à preuve du contraire, l'élément déclencheur de tout ça, c'est que ces gamins viennent des cités. C'est ça qui m'intéresse et c'est sur ça que je travaille. Je n'ai pas besoin d'écrire systématiquement, quand je parle d'un gamin, qu'il est d'origine arabe ou d'origine française." (journaliste)

Mais cette interrogation sur l'origine "ethnique" des auteurs de trouble est elle-même enserrée dans un débat plus général, qui touche à la question du modèle français

d'intégration. L'effort d'assimilation inhérent à ce modèle serait aujourd'hui remis en cause par la formation de communautés "ethniques", qui résisteraient à l'intégration - version contestée par ceux qui pensent que c'est précisément l'effort d'assimilation qui a produit le rejet et la radicalisation de l'affirmation identitaire, justement sur des bases "ethniques".

"La chose exotique, qui excite un peu tout le monde, et qui exciterait ma rédaction en chef, c'est de savoir - "est-ce qu'il y a des affrontements ethniques en banlieue"? Quand je dis exotisme, c'est à dessein. Quand on va en banlieue, en gros c'est pour savoir comment vivent les indigènes."

Mais le problème se pose aussi en d'autres termes. Il s'agit de savoir jusqu'à quel point il faut tenir compte de la barrière ethnique pour parler, par exemple, des taux de chômage.

"Les gens du MSA (Mouvement syndical associatif) disent oui. Et je pense que, là dessus, ils ont raison. Ils disent : "le taux de chômage en France pour les 19-24, c'est 21% ; et chez les gens d'origine étrangère, c'est 35% ou 40%. Les taux de suicides, c'est pareil". C'est intéressant de savoir, parce que ça montre qu'il y a une discrimination ... Il faut qu'on puisse avoir ces éléments là, pour pouvoir dénoncer un certain nombre de situations. Si on ne les a pas, c'est aussi une manière de ne pas (en) parler. Comme de ne pas parler du fait qu'il n'y ait qu'un (député) black à l'Assemblée Nationale(...), et que personne ne s'en émeut, et pas de beurs non plus."

Même si les liens entre la presse écrite et la violence ne sont pas de même nature que ceux qu'on observe pour ce qui est du journalisme télévisé, les professionnels de *Libération* ne manquent pas pour autant de s'interroger sur l'éventuel rôle qu'ils pourraient jouer dans le déclenchement d'actes de cette nature. Cela ne va pas sans états d'âme.

"Ce qui me gêne le plus (...), c'est quand on montre des (...) événements sur lesquels (...) on lie des analyses qui ne sont pas forcément fondées, (qui sont) plus des intuitions que des analyses réfléchies. Je pense à la rentrée des casseurs dans les centres-villes - "Villes: les nouveaux visages de la violence". Ça, c'est un phénomène pas évident, (...) la prophétie qui se réalise d'elle-même. Je suis sceptique. Je me dis, "est-ce qu'on ne va pas au devant de quelque chose". Ce qui me gêne, c'est le côté apprenti sorcier de notre métier - se mettre à la place de, donner des clefs, des analyses. C'est le but, on est là pour ça. Mais je trouve que c'est un peu gonflé. D'abord il y a d'autres gens pour ça, des sociologues. Et je pense que leurs instruments de mesure sont peut-être plus adaptés que les nôtres. On a des thermomètres qu'on enfonce de temps en temps. On les ressort pour dire - "ah c'est 39,5". "

2.2.6 Un engagement critique pris dans les "turbulences" de la gauche

L'engagement politique des journalistes de *Libération* en ce domaine reste assez fort, en dépit des limites d'une spécialisation encore peu reconnue et peu valorisée au sein de la rédaction. Être "reporter de banlieue" relève encore largement d'un journalisme jeune et débrouillard, mais c'est aussi revendiqué par ceux qui le pratiquent comme un engagement critique et professionnel de première importance.

"Je suis obligé de me mettre à bosser sur d'autres trucs en politique. Mais j'ai pas envie de quitter le terrain. J'ai constamment la banlieue qui me rappelle. Parce que le moment est important, parce qu'on est à un virage, parce que les

gamins qui vivent dans ces cités là sont au centre de quelque chose, qu'ils ne comprennent pas. Mais ils sentent qu'ils sont devenus un enjeu essentiel dans la société française. Ils ne comprennent pas lequel. Comme ils ne comprennent pas pourquoi il n'y a pas grand monde pour dealer leurs paroles. Ça, c'est l'expression d'un gamin, il n'y a pas longtemps : "pour dealer leurs paroles". C'est-à-dire, pour savoir le faire honnêtement. Tout ça, ça me passionne de l'observer. Mais en même temps, il y a une méfiance énorme, qui vient aussi de la période de SOS Racisme - une période où on a fait monter les élites et on les a coupées de ce qu'ils faisaient, et du terrain. Un jeune du MIB me disait - "nous, on a vécu la marche des beurs dans les années 80, on a vécu la récupération de SOS Racisme. Tant qu'on aura ça marqué dans nos têtes, on ne sera jamais récupéré."

Le traitement des violences urbaines, dans le cadre du journal, se caractérise ainsi par la tension entre les journalistes reporters et leur hiérarchie. Les journalistes reporters ont une bonne connaissance du "terrain", une forte proximité culturelle avec les situations et les interlocuteurs habituels des quartiers populaires. Ils cherchent à "décortiquer" la complexité des contextes, afin de faire valoir un point de vue critique, qui concerne d'abord l'action des autorités, mais qui n'épargne pas toujours celle des "acteurs", lorsque c'est le cas. Les rédacteurs en chef et les éditorialistes, pour leur part manifestent une quasi méconnaissance du terrain et une très forte proximité culturelle avec les acteurs politiques, leur agenda et leurs représentations sur la question des banlieues.

La forte charge éditoriale de *Libération*, ainsi que la relative autonomie des reporters, conduit le journal à traiter les violences urbaines souvent par juxtaposition d'articles qui dénoncent les autorités, d'articles qui expliquent une situation et d'éditoriaux liés à l'actualité politique ou idéologique du moment. Il arrive qu'on présente des dossiers de "compromis", comme celui publié le 2 novembre 1998 sur les "nouveaux visages de la violence". Partant d'un point de vue éditorial qui voulait que dorénavant la violence des banlieues semblait vouée à déborder sur les centres villes, une perception suscitée par la casse, lors des manifestations lycéennes, le dossier remplaçait cette violence émergente dans le cadre d'une spirale autrement plus profonde et significative que les événements, en eux-mêmes déjà spectaculaires, de la casse, place de la Nation.

2.3 LE FIGARO

Le *Figaro* est un journal quotidien généraliste national appartenant au groupe de presse Hersant (Socpresse). Longtemps un des plus importants groupes de presse du pays, Hersant contrôlait la majorité des quotidiens régionaux français. Il est aujourd'hui en pleine restructuration, en raison de difficultés financières : cession de trois titres régionaux à *Ouest-France*, vente du quotidien national *France Soir*, projet de recapitalisation (et donc perte de contrôle en perspective) du *Figaro* par une éventuelle cotation en bourse, et participation de grands groupes industriels - groupe Dassault (propriétaire de l'hebdomadaire économique *Valeurs Actuelles*) ; groupe Pinault (propriétaire du magazine hebdomadaire *Le Point* et en partie de TF1), groupe LVMH (propriétaire du quotidien économique *La Tribune*).

Avec 365 000 exemplaires diffusés (1998), *Le Figaro* est le second quotidien généraliste national après *Le Monde* (385 000). Malgré un financement publicitaire qui

est le plus important de toute la presse française, le Figaro envisage actuellement une relance éditoriale, destinée à enrayer une baisse continue de son lectorat. Premier quotidien national en 1993, avec un tirage de 390 000 exemplaires, il est descendu à avec 366 000 exemplaires en 1997, sa diffusion se plaçant désormais en dessous de celle du *Monde*.

Le plus ancien des journaux français a été créé en 1854 et il est devenu quotidien en 1866. Le Figaro est le journal traditionnel de la bourgeoisie de droite. Relancé en 1944, il atteint son apogée en 1969 avec une diffusion de 439 000 exemplaires. A la suite de crises successives, il est racheté en 1975 par le groupe de presse Hersant, promoteur des idées politiques de la droite. En 1988, un recentrage éditorial a lieu, suite à la nomination d'un directeur de l'information venu du *Nouvel Observateur*, Franz-Olivier Giesbert.

La structure électorale du lectorat du Figaro est très largement dominée par la droite républicaine (73%), avec une forte minorité d'électeurs du Front National (11%, soit le 3ème rang après *Le Parisien* et *France Soir*) (sondage Telerama-CSA, 1997).

Les questions des banlieues et de la violence urbaine sont traitées par le service des "informations générales", qui comprend une quinzaine de journalistes. Mais elles sont couvertes pour l'essentiel par un journaliste spécialisé, sous la responsabilité directe de son responsable de service.

En 1995, le Figaro a entrepris d'étoffer son équipe pour le traitement des questions des banlieues. Il recrute alors de jeunes journalistes, repérés pour leur mordant professionnel et leur expérience de terrain en la matière - pigistes spécialisés à l'époque auprès de l'éphémère quotidien *Le Jour*, de *Libération*, de *Match*, et de *l'Evénement du Jeudi*.

2.3.1 Une convergence éditoriale entre droite et gauchisme

Contrairement à *Libération*, la tension entre journalistes reporters, rédacteurs en chef et éditorialistes est bien moins sensible au *Figaro*. Et cela pour diverses raisons. D'une part les réorientations éditoriales entreprises depuis 1988, avec l'arrivée d'un directeur de l'information venu de la presse de gauche, et l'incertitude quant au contrôle financier du titre, font qu'il n'existe pas de ligne éditoriale intégrée au niveau de la hiérarchie - d'autant plus que, à l'inverse de *Libération* et du *Monde*, les journalistes du *Figaro* n'ont formellement aucune prise sur les décisions des propriétaires du titre.

Aussi, le journal se présente de plus en plus comme une juxtaposition d'éditoriaux engagés dans la perspective d'une critique de droite à un gouvernement de gauche, d'articles de journalistes qui à la limite pourraient être publiés ailleurs, ainsi que de tribunes ou courriers des lecteurs nettement réactionnaires, voire extrémistes.

Le traitement des violences urbaines est laissé à l'initiative des jeunes journalistes, en plein accord sur le fond avec leur rédacteur en chef. Le profil de ces journalistes est paradoxal, puisqu'ils ont été recrutés sur la base de leur approche "gauchiste" de la question des banlieues, telle qu'ils en avait fait preuve dans différents articles, en tant que pigistes. Il existe cependant une logique dans ce recrutement, qui tient à plusieurs facteurs.

Il y a, d'abord, cette relative non-intégration éditoriale du Figaro.

"Curieusement, au Figaro il y a un espace de liberté. Enfin, il faut vraiment connaître, il faut être dedans pour s'en rendre compte. Parfois, même en lisant... Il y a évidemment une ligne éditoriale assez dure, et puis le courrier des lecteurs. Mais à l'intérieur du journal vous pouvez trouver le contraire de ce qui est annoncé à la une. Je crois que c'est le seul quotidien où y a plein de petites chapelles, où il n'y a pas une ligne éditoriale fixe. Il y a évidemment une enveloppe. Mais ensuite vous pouvez exprimer d'autres choses, ce qui est rare. A Libé, c'est plus serré. Je pense que si j'ai été embauché à ce moment, c'est parce qu'y a eu Giesbert, qui quand même a amené, quoi qu'on en pense, une ouverture dans le quotidien. Il a permis un espace de liberté à travers ce journal. Il a permis que des gens différents puissent arriver."

Il y a, ensuite, la nécessité sans doute d'élargir et de rajeunir le lectorat, en recrutant des jeunes journalistes plus en prise, par leur travail et leur style, sur le temps présent.

"L'intérêt (du) Figaro (pour) mes sujets, (...) c'est que c'est des sujets que d'autres n'ont pas fait. Et ça donne une image d'un Figaro plus jeune. (...) Le Figaro a plein de fric, mais il perd des lecteurs. Et à un moment la question se pose du renouvellement des lecteurs. Les vieux réacs, il y en a de moins en moins, en politique comme ailleurs. C'est pareil pour les lecteurs. (...) Il y a une frange dure au Figaro qui pense qu'on déconne complet, qu'il faut faire un virage à droite, et même à l'extrême droite. D'autres disent, il y a peut-être des trucs à prendre au centre, et surtout essayer de renouveler le lectorat. (...) Il y a des gens qui me lisent, qui (ne) sont pas du tout au Figaro, qui me lisaient déjà au Jour. Je pense que ça crédibilise un peu le journal, surtout quand mes papiers sont repris."

Enfin, ce type de recrutement paradoxal s'explique aussi en raison d'une convergence politique contre le parti socialiste, entre une droite classique et un radicalisme gauchiste, l'un comme l'autre convaincus de l'incompétence et des "dégâts" causés par le mitterrandisme. Les violences urbaines et la question des banlieues sont ainsi perçus comme le résultat scandaleux d'une politique délétère, qu'il convient de montrer et de dénoncer comme telle.

"Il n'y a pratiquement plus de reconnaissance politique dans les cités, et ça a été voulu. Il y a eu la marche des beurs en 1983. Et puis, SOS Racisme a été créé : un sous-marin du PS, qui a brisé les (autres), parce qu'ils étaient dangereux politiquement. Ils ne roulaient pas pour le PS, ils n'étaient pas encartés au PS. Et aujourd'hui on en arrive à ce que, si la référence c'est le dealer, le mec qui fait du business, c'est pas pour rien. A aucun moment, il n'y a eu une ouverture autre que celle là. Dans les cités, il y a des mecs qui ont Bac +5, ça pullule. Mais les mecs végètent dans les assos, ils sont considérés comme des mendiants. La reconnaissance sociale, c'est le mec qui fait du business, c'est pas celui qui va végéter à 25 ans dans une assos où les jeunes se moquent d'eux. Et il y a une responsabilité énorme, de 14 ans de mitterrandisme - les institutions, la politique de la ville - pour tout contrôler, pour absolument jamais donner d'ouverture à ces gens là."

A Vaulx-en-Velin, c'est un maire communiste rénovateur. C'est scandaleux ce qu'il fait! Je connais une association qui s'appelle Agora. C'est un mec qui a fait Sciences Po. Il est vraiment balèze. Et ce type, là il est considéré comme un adversaire politique par le maire. On leur coupe les vivres. Les mecs parlent d'intégration toute la journée, en politique. Qu'ils soient de droite ou de gauche. Et puis, il n'y a aucune ouverture."

2.3.2 Un journalisme "d'investigation" en banlieue

Ces jeunes journalistes prétendent disposer au sein du titre d'une très grande autonomie de travail.

"Je crois que mon travail est personnel et que c'est (...) assez rare dans le journalisme, où tu as l'impression que tous les papiers se ressemblent. Moi, j'ai une démarche personnelle. Les situations et les paroles que je rapporte, c'est des paroles et des situations qu'on n'entend pas beaucoup. Je fais plein de sujets qui ne sont pas à proprement parler Figaro - qui pourraient être à Libé, mais qui sont au Figaro. Et c'est une manière du Figaro. Je ne sais pas si c'est calculé, de dire "finalement, on est pas si ringard que ça". On dit toujours, "le Figaro c'est des vieux cons, des vieux réacs à la Jacques Faisant". Mais à chaque fois que je participe à une émission, je vois bien l'étonnement des gens qui ne s'attendent pas à voir un jeune qui parle le langage des jeunes - mais parce que je suis jeune, et que c'est mon langage."

Cette autonomie leur permettrait d'aller à l'encontre des préventions des collègues et des attentes des lecteurs.

"Je leur sers dans la mesure où je suis capable de mettre le doigt sur une réalité violente. Mais par ailleurs j'ai fait plein de papiers inattendus pour le Figaro. Par exemple à Calais. C'est une des rares villes moyennes en France, où il n'y a pas d'immigration. Une mairie communiste, depuis très longtemps frileuse (à l'égard des) entreprises, qui sont allées s'implanter à Dunkerque. Les immigrés sont partis là-bas, et à Calais il y en a très peu. Et j'avais fait un papier pour montrer qu'il y avait les mêmes problèmes avec des populations françaises de souche. Des papiers comme ça, qui ne sont pas attendus au Figaro, mais qu'on m'a laissé écrire."

Cette posture conduit à définir une pratique journalistique en rupture avec la distance et la prudence qui seraient en vigueur dans d'autres titres. En rupture aussi avec le conformisme confortable des journalistes qui se perçoivent comme des anciens bons élèves, issus de bonnes écoles et de milieux sociaux protégés.

"Les journalistes viennent presque tous du même endroit. (Ils ont le) même niveau social, ils ont fréquenté les mêmes écoles. Et travailler sur les violences urbaines, c'est vraiment (...) pas gratifiant. Bien moins que de côtoyer les hommes politiques. Les gens viennent tous à peu près (...) des mêmes familles. Souvent, un père journaliste. Et après tu retrouves la même vision des choses. (...) Quand je suis arrivé au Figaro, j'ai tout de suite fait mon trou, parce que j'étais tout seul à travailler sur ça et à être intéressé par ces questions là. Les autres, tu parles d'aller dans les cités, ça ne les intéresse pas vraiment."

Une rupture par ailleurs rendue possible par un engagement personnel du journaliste, qui fait des questions de banlieue une forme spécialisée d'investigation.

"Ce qui m'intéresse dans ce boulot, c'est de rencontrer des gens différents, (...) des situations différentes. Et pouvoir rapporter des faits de société, des trucs nouveaux, des trucs qui sont en train de naître sur lesquels on n'a pas vraiment encore mis le doigt."

Cette posture induit une double orientation du travail journalistique. D'une part traiter de sujets qui ne correspondent pas à l'agenda des événements et des thématiques du discours politique. D'autre part, employer pour cela des méthodes susceptibles de permettre de contourner les sources officielles et institutionnelles.

"Il y a une rupture entre les mecs qui sont dans les assos, et puis ceux qui sont dans le business ou dans la violence urbaine. C'est deux mondes différents. Moi, ça fait maintenant presque huit ans que je bosse là-dessus. Je connais quand même pas mal de monde et j'arrive à communiquer avec les mecs. Peut-être aussi parce que j'ai un pote, journaliste au Figaro Magazine, qui vient d'une cité, et qui est mon meilleur ami. Et que j'ai pigé le truc, comment ces mecs fonctionnaient. Jamais je ne vais dans une cité angoissé, avec une appréhension. Je me pose même pas la question de savoir si je vais me faire taper dessus. Mais aussi, je ne vais pas aller dans une cité que je connais pas. Je ne vais pas y aller les mains dans les poches, en disant "salut voilà, je suis journaliste, je voudrais savoir ce que tu penses de machin". Je vais dans les endroits où je connais quelqu'un qui me fait confiance. "

2.3.3 Le spectacle "réaliste" de la marge et ses ambiguïtés

Ici, comme ailleurs, le journaliste ne manque pas de se poser des questions sur quoi dire et comment le dire. Mais son angle d'approche est autrement plus empiriste que celui, par exemple, des journalistes de *Libération*.

"Je pars du principe qu'il faut parler de la réalité. La violence existe, il faut la décrire. Il faut dire qui est dans la violence. Et puis, à côté, tu fais des papiers sur la discrimination. Il y a cette réalité là, qui existe, et que la gauche essaie de nier, puisque, forcément, elle est à l'origine de ça. Aujourd'hui c'est aberrant, ils sont tout le temps en train de dresser le Front National comme épouvantail. C'est eux qui l'ont amené, qui l'ont fait progresser. Aujourd'hui ils s'en servent, justement pour éviter de parler des vrais problèmes. Il y a des erreurs qui ont été commises, la vérité est là. Après, tu peux le nier, mais ça n'avance à rien. Au contraire, ça laisse la possibilité au Front National d'être le seul à parler de cette réalité là. Alors moi, la réalité j'en parle. On me dit - "quand tu écris comme ça, (...) tu fais le jeu du Front National". Mais je ne crois pas. Tu dois parler de ça. Tu dois dire que ça existe. Et que c'est mieux que ce soit moi, qui travaille au Figaro, qui en parle, plutôt que le mec de Présent soit le seul à en parler."

Cette approche politique "gauche radicale" de la question des violences urbaines n'est en rien contradictoire, par conséquent, avec un journalisme de droite, s'appuyant sur des reportages d'investigation pour s'opposer à la volonté du pouvoir de minimiser, voire de rendre invisibles certains aspects dérangeants de ses propres échecs en matière de sécurité et d'intégration.

"C'est vrai que je venais du Jour. Et pendant cinq mois, on a fait de l'extrême gauche. On avait démarré à l'époque du meurtre de Makomé dans le commissariat des Grandes Carrières à Paris, en 1993. Et on avait vraiment été à fond dessus. On avait débordé Libé à cette époque là, parce qu'on était présent sur le terrain, et qu'on n'avait pas peur de dire que les flics déconnaient. Mon rédacteur en chef (ici) est un type plutôt dur, marqué à droite, mais qui est assez curieux. C'est lui qui m'a embauché. Vraiment, j'étais pas du tout son profil. Mais il est intéressé (au) terrain. Savoir comment ça se passe réellement. Il est convaincu qu'il y a une réalité qui existe, et qu'on essaie de nous cacher, et qu'il faut parler des choses telles qu'elles sont."

Le projet de dénonciation de "ce qui est caché" en banlieue apparaît ainsi très proche de celui de Marianne : le "réalisme" du terrain contre l'hypocrisie du pouvoir et des médias dominants.

"A un moment ou à un autre, il faudra qu'il se passe quelque chose, ça ne peut pas continuer comme ça. (Mon) sentiment, dans les cités, ils l'ont encore plus,

c'est (qu'il y a) une frustration permanente. Et à force de frustrations, d'humiliations, à un moment ou à un autre ça va péter. Or c'est la gauche qui est au pouvoir. Je dis que si la droite avait été au pouvoir, ce ne serait pas pire. Mais c'est la gauche qui a servi et sert toujours un discours d'intégration. Or le travail social, depuis 25 ans, est le même. Les méthodes sont les mêmes, les schémas sont les mêmes. Et les mecs qu'étaient dans la misère, dans la merde y a 25 ans, c'est plus les mêmes. Et tu ne peux pas travailler sur ce public là comme tu pouvais travailler sur le public d'avant. Il y a de plus en plus une violence pathologique."

Un exemple de "sujet qui fâche" : la forte proportion de jeunes femmes issues de l'immigration, parmi les prostituées françaises. L'article, intitulé "La dérive secrète des beurettes prostituées", avance un certain nombre de chiffres non officiels, et les illustre au moyen d'entretiens avec des prostituées rencontrées à Lille et en Belgique. L'ensemble est commenté par une ethnologue du CNRS, spécialiste des familles maghrébines, mais qui ne connaissait pas les chiffres évoqués.

"J'avais lu une enquête qui montrait qu'il y a un vrai problème. Les filles sont beaucoup plus en danger que les garçons. (Elles sont) en souffrance mais de façon silencieuse. L'étude montrait que les filles d'origine maghrébine se suicidaient deux fois plus que les filles françaises de souche. (On parlait aussi de) troubles de comportement. Mais la prostitution n'avait jamais été traitée. C'est normal, c'est tabou on n'a pas envie. Des journaux comme Libé, je ne sais pas ce qu'ils en pensent. Mais ils n'ont peut être pas envie de dire qu'aujourd'hui en France trois sur quatre prostituées sont d'origine maghrébine. Et pourtant, dans les grandes agglomérations, c'est une réalité. Je suis allé à Lille, j'ai rencontré des prostituées. Je suis allé dans les bars américains en Belgique. Mais c'est pareil. A chaque fois qu'on veut faire un truc, rencontrer la police, il faut une autorisation d'en haut, du ministère de l'Intérieur. Alors évidemment, quand j'avais fait ma demande d'autorisation, je n'avais pas dit que je voulais bosser sur la prostitution des filles d'origine maghrébine. J'ai dit que je voulais connaître l'évolution de la prostitution en France, liée à l'immigration. (...) J'ai réussi à avoir des chiffres, ce qui n'est pas facile - parce que, toujours pareil. En ce moment il y a la polémique sur les origines ethniques... Il se trouve que les flics, bien qu'ils n'aient pas le droit, chaque fois qu'ils font un contrôle d'identité, ils notent l'origine. Sauf qu'officiellement, quand on passe par la direction de la police, (on vous dit), "non, non on a pas ces chiffres". Mais quand on va voir les flics directement, ils nous les filent. J'ai réussi à avoir les chiffres : c'est deux sur trois à Lille, et trois sur quatre à Marseille. (...) Un commissaire que je connaissais bien, à Marseille, (...) a réussi à me filer les chiffres. Et à Lille, ils me les ont donnés, parce que le type ne voyait pas le problème qu'il aurait pu avoir en me les donnant... Après, (il y a eu) des pressions de la part du service de presse de la police : "vous ne pouvez pas dire que c'est nous qui vous avons donné ces chiffres, on va nous tomber dessus". Donc, j'ai dealé avec eux. J'ai dit les chiffres sans donner mes sources. Et là quelqu'un m'a dit, carrément : "vous n'aurez plus d'autorisation pour rencontrer des policiers."

Le débat sur les origines "ethniques" de ceux qui pratiquent les violences urbaines peut prendre, nous l'avons vu à propos de *Libération*, plusieurs formes. *Le Figaro*, comme *Marianne*, estime qu'il y a là une variable explicative autonome dont il faut tenir compte, en raison de politiques de ségrégation qui ont conduit à des attitudes de racisme réciproque, devenues dorénavant un des principaux facteurs d'insécurité et de violence urbaine.

Or, toute la difficulté de cette dernière forme de traitement "réaliste" de l'information est de présenter la "réalité" de ce racisme et de ce rejet d'une intégration sabotée, sans que s'inversent les causes et les conséquences. En d'autres termes, la difficulté consiste à faire en sorte que la description précise de la déviance, de la

rupture, du racisme et de l'autojustification des groupes dominés ne conduise à "réifier" culturellement et politiquement ce qui précisément n'est, selon les journalistes de *Marianne* et du *Figaro*, que le produit de rapports sociaux et d'une domination culturelle.

Cette ambiguïté est d'autant plus évidente que les méthodes de travail et le style d'écriture des articles qui traitent de la banlieue au *Figaro* sont au plus loin de vouloir apporter une explication par rapport à ces situations. Il s'agit bien plus directement de produire de la description d'un monde en marge, en rupture, en révolte, et où la plus-value journalistique consiste pour l'essentiel à faire état de ces observations. Une "performance" qui, ici encore, allie l'exotisme du récit à la publicité pour un titre capable de le produire - tout comme la télévision met en scène ses envoyés spéciaux dans les endroits les plus reculés, pour démontrer sa propre capacité à le faire, indépendamment de la pertinence ou de la qualité des informations recueillies.

Les journalistes du *Figaro* revendiquent d'ailleurs cette proximité physique avec leurs terrains et leurs sources informelles des banlieues.

" Jamais je ne nomme les cités. C'est le deal que je passe avec les types. Je ne me pointe pas dans une cité en disant "bonjour, je suis journaliste au Figaro". C'est toujours un contact, un type que je connais vraiment depuis longtemps, qui me permet de rencontrer des gens. J'ai sa confiance. Par exemple, dans telle cité, je connais un type depuis très longtemps qui a milité à SOS , à OBU. Un mec vraiment pas langue de bois, avec qui j'avais eu des relations pendant un moment. Je lui avais dit, est-ce que tu crois qu'on peut faire un truc là-dessus. Et lui, il est d'accord pour dire qu'il y a de plus en plus de violence, que ça craint, qu'il y a un vrai problème. Donc, j'ai passé une semaine dans sa cité, à rencontrer des jeunes. J'ai fait le portrait de trois jeunes, qui sont vraiment dans la violence, qui dealent, qui ont des couteaux, tout ça. J'avais fait un truc comme ça et le deal c'était évidemment de ne pas dire que c'était dans telle cité, de ne pas donner les vrais prénoms... C'est un rapport de confiance. (...) J'avais dit simplement que c'était dans tel département. Le lendemain, j'avais la préfecture qui me téléphonait pour me demander, où c'était, quelle cité etc. Si demain tu mets le nom de la cité, il y a une descente des flics. Et, encore une fois, je ne pose pas de jugement moral. Je ne suis pas flic. Après, que les gens y disent - "est-ce que c'est vrai, est-ce que c'est faux ?" C'est mon travail depuis sept ans, je bosse là-dessus. Si les gens croient que c'est bidonné..."

Le risque de réification culturaliste d'une contre-culture ou d'une sous-culture délinquante, mafieuse et ethnique, alimentant ainsi les rhétoriques différentialistes contre lesquelles les journalistes du *Figaro* et de *Marianne* disent s'opposer, est cependant permanent, d'autant plus qu'au *Figaro* une telle tendance est interne au journal.

Un article du 22 octobre 1998 est révélateur de ces ambiguïtés. Paru quelques jours après la seconde manifestation lycéenne à Paris (le mardi 19), où des échauffourées vite réprimées par la police et le service d'ordre de la CGT avaient faiblement rappelé la casse de la place de la Nation par des bandes de venues de la banlieue, lors de la première manifestation lycéenne, le 15, l'article s'intitule "Moi, Willy, casseur de profession". Le journaliste donne la parole à un jeune âgé de 21 ans, et présenté comme "un des agitateurs du défilé de mardi". Il est illustré par une photo montrant un jeune à casquette, interpellé par des policiers. Le texte prend la forme d'un entretien, le jeune homme répondant aux questions du journaliste, qui le tutoie. Les

réponses, en "verlan", traduit entres parenthèses (envers), le font ressembler à une caricature de petit voleur professionnel de banlieue faisant, comme il dit, "un métier à risque".

"Je suis venu pour faire de la maille (argent). Pour la casse, il faut courir vite. C'est pour ça que ne fume pas. Sportif. Dès que t'as pécho (volé), tu pars direct à pied. Il faut éviter le trom (métro), les keufs c'est là qu'il t'attendent. Si t'as la caillasse (argent), tu prends un taxi (...) Quand t'es petit, tu casses, tu dépouilles (racket). Mais tu passe vite à autre chose. Tu deviens tranquille. Si tu veux faire du biz, t'as pas intérêt à te faire remarquer. Je connais plein de keums (mecs) dans la téci (cité) qui sont RMIstes ou emplois jeunes et qui font du biz. C'est une bonne couverture".

Or, cet entretien, conduit, recueilli et présenté au premier degré, ressemble beaucoup à un autre portrait fait par le même journaliste en décembre 1995, lors d'un épisode de casse, dans le cadre d'une manifestation étudiante cette fois. L'article, intitulé "Le nouveau visage des casseurs", donne également la parole à un jeune homme de 27 ans, prénommé "Lami", présenté comme un squatter radical alternatif, adepte du sous-commandant Marcos et de la révolution, par l'irruption du désordre et de la casse anti-institutionnelle et anti-policière.

Pour ce qui est de "Willy", rien ne permet de penser qu'il s'agit d'un jeune d'origine maghrébine. Mais l'entretien est suivi d'une tribune intitulée "Violence : comment naît la "fracture légale". Rédigée par un "expert international", auteur d'un ouvrage intitulé *Immigration, la fracture légale*, la tribune avance l'idée de l'existence d'une "fracture légale" entre les honnêtes gens et les "voyous", lesquels justifieraient leurs actes par l'exclusion dont ils seraient victimes. Cette fracture recouperait "les zones de flux migratoire", d'autant plus que "les enquêtes indiquent que c'est parmi ceux qui sont nés en France de parents d'origine étrangère que le rejet de la loi est le plus vigoureux".

Aussi est-il clair que le projet "réaliste", qui prétend dénoncer "ce qu'on nous cache", en faisant appel aux "preuves" que recèle le terrain, n'apparaît pas moins construit que n'importe quelle autre rhétorique journalistique.

"J'étais à la Nation pendant la casse, là c'est du reportage pur et simple, je raconte en étant au milieu, pas en train de casser mais presque. Ensuite, j'essaie de donner du sens en donnant la parole à des casseurs, et donc le lundi je suis allé dans une cité où je connais très bien les jeunes parce que j'ai travaillé longtemps là-bas, et à chaque fois que j'ai un truc un peu ponctuel à faire, je vais là-bas. Les jeunes discutent, certains disent qu'ils seront à la seconde manif. En fait ils ne viennent pas, mais là j'ai rencontré un type qui m'a demandé si j'étais keuf, j'ai dit non, on a plaisanté, et puis j'ai fait la manif avec lui, j'ai fait l'interview comme ça, en lui disant au bout de trois quart d'heure, que j'étais journaliste au Figaro. Cet interview été repris partout, parce que effectivement on avait parlé pendant une semaine des casseurs sans aller en voir un; ça a été très, très médiatisé. Mais encore une fois parce que personne n'avait donné la parole à un mec comme ça. Ce qui me gêne toujours un peu, parce qu'on parle des gens sans aller les voir, moi l'idée c'était de voir ce que ce type avait dans la tête et pourquoi il était là. Ce mec j'ai passé l'après-midi avec lui, ça fait un moment que je traîne dans les cités, les mecs je vois bien qu'est-ce qu'ils sont, comment ils passent leur vie, par rapport aux choses à la consommation, le mec dit ça peut-être que c'est des clichés mais c'est des clichés qui sont vrais" (journaliste)

Sur le fond, le parti pris éditorial du *Figaro* semble nous renvoyer vers l'idée d'une insuffisance des principes d'intégration sociale et nationale français, devenus obsolètes dans le cadre d'une société changeante et d'une dynamique engendrée par des logiques économiques et politiciennes, et qui conduit à la constitution de groupes en ruptures, devenant ainsi des "étrangers" porteurs d'une "menace" sur ce système lui-même, dont ils ne font qu'exploiter stratégiquement et lucidement les failles; et le "réalisme" journalistique du traitement de ces violences urbaines consiste à décrire au plus près, et comme de l'intérieur, cette menace; et de dénoncer par là tous les responsables politiques et médiatiques qui voudraient n'y voir que quelques "ratés" d'une intégration toujours officiellement prescrite - alors même que l'expérience du terrain montrerait le contraire.

Cette critique de droite adressée à la gauche au pouvoir se situe, comme nous l'avons montré, au point de rencontre d'un journalisme d'extrême gauche, lui aussi plus radicalement critique que porteur d'orientations positives.

2.4 LE MONDE

Le Monde est un quotidien généraliste national indépendant, appartenant à ses fondateurs et à ses journalistes. Avec 385 000 exemplaires diffusés (1998), *Le Monde* est le premier journal de sa catégorie depuis 1997, et connaît une croissance continue depuis plusieurs années.

Fondé en 1944, il s'est donné pour objectif de devenir le quotidien français de référence, à l'instar du *Times* ou du *Washington Post*, adoptant un point de vue progressiste modéré et la posture d'un "magistère" à l'égard des responsables politiques et de son lectorat, fondé sur une connaissance très complète des dossiers internationaux et nationaux. En 1980, il a atteint une diffusion de 445 000 exemplaires, avant de connaître une série de crises financières et éditoriales, et de tomber à 342 000 exemplaires en 1985, avant de remonter durablement à partir de 1995, avec l'arrivée à la direction de Jean-Marie Colombani.

Le Monde est le journal des décideurs, des cadres et des enseignants. Il informe autant sur l'actualité que sur les débats politiques et intellectuels en cours. Son lectorat se partage équitablement entre électeurs de la droite républicaine (34%) et du parti socialiste (36%), mais avec une sensibilité plutôt à gauche : sous-représentation du PC (9%), mais sur-représentation des électeurs d'extrême gauche (5%) et écologistes (8%), avec tout de même 7% d'électeurs du Front national.

Structuré à partir de rubriques spécialisées, animées par des journalistes eux-mêmes très spécialisés, *Le Monde* assure à ses professionnels une grande légitimité vis-à-vis de leurs sources institutionnelles - une légitimité qui est liée au prestige et à l'indépendance du titre. Cette légitimité, qui ouvre des portes à l'information, vient aussi de la compétence reconnue des journalistes, et de leur capacité à mener à bien leurs enquêtes, ce qui n'est pas sans rapport avec le temps qui leur est accordé pour ça. "Le fait d'être spécialisé, d'avoir du temps, permet d'échapper à la pression de l'urgence". Or, échapper à l'urgence est un principe de travail dans ce journal, qui se conçoit comme lieu d'exercice d'une réflexion critique sur les problèmes politiques et les problèmes de société en général.

Les journalistes que nous avons interviewés disent disposer d'une grande autonomie de travail et peuvent, malgré leur spécialisation, transiter à travers les différentes pages, suivant l'angle à partir duquel ils souhaitent traiter leurs sujets. Ceci traduit l'effort de décloisonnement entrepris par le quotidien lors de la réforme de 1994. "Chaque section du journal - France, international, société - s'ouvre par une page plus ou moins complète consacrée à un même sujet. (Cela oblige) à réfléchir à l'avance au sujet, à croiser différents angles, différents rédacteurs, voir des rédacteurs de différents services - ce qui avant était du domaine du rêve."

Les violences urbaines ne sont pas traitées par un service particulier, mais par divers journalistes spécialisés dans les domaines de la police, la justice, la jeunesse, l'immigration, la politique de la ville. Cette option rédactionnelle est elle même liée à un point de vue éditorial. On résiste à percevoir la banlieue comme un thème en soi, et on pense que la spécialisation entraînerait vraisemblablement un risque de stigmatisation. Mais par ailleurs on veut l'envisager comme un miroir grossissant de la société française. Il serait dès lors erroné de la percevoir comme un monde à part, extérieur.

"Je viens de terminer un article sur la crise de l'autorité parentale, où je montre qu'elle est générale dans tous les milieux sociaux, et non pas propre aux milieux populaires. Simplement, comme ses conséquences sont plus visibles en banlieue, en termes d'incivilité et de délinquance, on a tendance à se focaliser sur les seules banlieues, à les stigmatiser."

Le prix à payer pour une telle organisation est l'absence de prise en charge directe, au sein de la rédaction, du thème des violences urbaines considéré dans sa spécificité. Le journal manifeste, par ailleurs, par sa structure même, une faible réactivité à des événements transversaux, comme les violences urbaines ou les faits divers. "Quand les transporteurs se font tabasser, qu'il y a des grèves un peu partout en France, personne au *Monde* ne s'en empare. Et on se retrouve avec la page *régions*, quelqu'un qui ne connaît pas le problème des violences urbaines, qui fait le sujet. D'habitude ils font *Météor*, les nouveautés. S'il y a des problèmes avec la RATP, automatiquement c'est eux qui s'en occupent."

2.4.1 Un regard sur les banlieues en question

Cela ne veut pas dire que les banlieues soient complètement absentes des pages du *Monde*. Mais elles sont d'autant plus adéquatement prises en charge que les problèmes qui les touchent se présentent au regard des journalistes comme des problèmes politiques. C'était le cas dans les années 1980, quand la question de l'immigration est devenue une question politique, notamment à la suite de la Marche pour l'égalité et la création de SOS-Racisme. C'était le cas également, au début des années 1990, à la suite des émeutes de Vaulx en Velin et de Mantes, dans le cadre d'un débat sur la politique de la ville.

En 1997 le journal a manifesté la volonté de se départir de la question des "banlieues", pour envisager plutôt la problématique plus générale de la jeunesse, du traitement institutionnel des questions qui lui étaient liées, des initiatives prises à son égard, des questions éducatives et familiales. La nouveauté de l'approche venait de son caractère transversal, déconnecté d'une institution de référence. Il a été possible, par ce biais, de traiter la question des quartiers difficiles et de la délinquance des mineurs.

Mais, d'une façon générale, le journal n'a pas la culture du "fait divers" et les journalistes ne sont pas préparés à un tel travail "à chaud". "Il y a une absence de réactivité là-dessus, dont tout le monde parle, mais personne ne résout ce fameux truc". Le fait divers suppose un corps à corps avec l'événement, qui est en contradiction avec la volonté de distance critique qui caractérise le journal.

"Celui qui va à Dammarie-les-lys, le jour où ça pète, c'est difficile de faire la part des choses, d'avoir la vraie version - parce qu'on peut en avoir dix. En plus je me sens mal, dans la meute, à aboyer, à pousser le confrère, et la plupart du temps je me fais écraser. Il faut que je trouve des biais pour arriver à récupérer l'info malgré tout. Il faut des personnalités qui aiment ça, et les gens d'ici n'aiment pas trop ça."

Dammarie est un exemple, justement, d'un événement auquel le journal n'a accordé qu'une faible importance. Les incidents avaient eu lieu à la même époque qu'une bavure à Lyon, qui avait entièrement absorbé l'attention du journaliste qui s'occupe de la rubrique police. Dammarie n'a fait l'objet alors que d'une attention secondaire.

Contrepartie de cette faible réactivité, le journal peut faire de bons reportages sur des thèmes ciblés, si, dans l'esprit maison, le journaliste se donne le temps de la préparation de son sujet. On évoque une série de trois meurtres de jeunes par d'autres jeunes, dans des quartiers difficiles. Le choix de la rédaction a été de ne pas les traiter à chaud, mais d'aller passer sept jours avec des jeunes, dans un quartier qui n'était pas violent, pour parler de la violence. Le reportage avait été publié dans la page *Horizons*.

"L'originalité du Monde, c'est le recul au bon sens du mot par rapport à l'événement. Comparé à Libé, on fait moins de locale là-dessus, on a peut-être plus de mal qu'eux à aborder des phénomènes ou des problèmes locaux, en dehors d'une période de débats politiques. (On s'intéresse) à un sujet pour autant qu'il pose un problème général."

Les journalistes assument tout de même leur handicap. Souvent, ils arrivent dans des quartiers où ils ne connaissent personne, et leur réflexe immédiat est de s'adresser aux structures présentes sur le terrain, aux associations - tout en sachant que tout le monde n'est pas dans les associations.

"J'essaye de faire du micro trottoir, mais ce n'est pas évident."

Aussi, n'éprouvent-ils pas moins que leurs confrères de la difficulté à donner une image juste des quartiers sur lesquels ils travaillent, et ne sont-ils pas moins victimes qu'eux des critiques qui leur reprochent de procéder à des généralisations abusives, et de contribuer à la stigmatisation des populations les plus démunies.

2.4.2 Une expertise critique

L'injonction à la prise de distance conduit habituellement le journaliste à s'inscrire dans une optique d'expertise critique, qui le place dans un rapport de dialogue étroit avec ses sources institutionnelles. Ce statut ne va pas sans entraîner des situations de connivence. "Il y a énormément de portes qui s'ouvrent à nous, parce qu'on a l'étiquette *Le Monde*. Des gens qui nous parlent parce qu'ils pensent que ça a un certain poids, parce qu'on parle le même langage..." Mais c'est aussi ce qui permet au

journaliste d'être le moins possible manipulé par les stratégies de communication de ces mêmes sources. Ces deux faces de son statut sont complémentaires.

En revanche, il peut être naturellement induit à accorder une priorité, même critique, à ces mêmes sources institutionnelles.

"C'est vrai qu'il y a des gens ici qui disent "mon ministre"... C'est compliqué, c'est dangereux quelquefois, parce que ce genre de phénomène est nourri par l'incroyable réactivité des milieux politiques (et) de l'administration à tout ce qu'on écrit... Beaucoup de journalistes au Monde venant de Libé sont fascinés par ça. Il nous arrive souvent dès 15 heures, c'est-à-dire pas longtemps après la parution du journal, d'avoir des politiques, ou des gens qui nous téléphonent pour nous engueuler Il y a une très, très forte réactivité, mais qui est en même temps une part énorme de notre capital et de notre confort de travail."

La police fait naturellement partie de ces sources institutionnelles. Mais cela ne veut pas dire que le point de vue du journal sur les questions des banlieues lui soit entièrement redevable. D'autant plus que l'institution policière abrite des points de vue très divers.

"Dans la police, il y a plusieurs points de vue. Un discours dominant, un peu catastrophiste, qui dit que ça s'aggrave. C'est un discours que vous entendez en permanence par le biais de la section banlieue des Renseignements Généraux, par le biais des commissaires de sécurité publique, des chefs de sûreté départementale. Là, il y a un discours unanime alarmiste, dramatisant. Après, il y a le discours gouvernemental qui a priori part un peu de la même base, en disant : 'ça s'aggrave, mais on va faire quelque chose, on ne déserte pas' - (c'est donc la mise en place de dispositifs comme) les adjoints de sécurité, ou la relance de l'ilotage. Et puis, il y a un troisième discours, plus difficile à formaliser, qui est le discours des flics de base. Il y a ceux qui sont totalement désabusés, qui disent 'ça sert à rien'. Alors ça se traduit, soit par un découragement professionnel pur et simple, (...) soit, plus gravement, par de l'extrémisme politique du type - 'les sales petits cons de bougnoules nous font chier, on leur tape sur la gueule'. Ça, c'est un discours qu'on entend. Et le troisième, qui est hélas plus rare, c'est de dire 'il y a quand même quelque chose à faire'."

Le fait que l'accès aux sources lui soit relativement facilité autorise également des prises de position critiques, qui ne manquent pas d'entraîner en retour des réactions rapides.

"Le Monde est très lu par les ministres et leurs cabinets. J'ai fait un truc récemment sur les contrats locaux de sécurité, à partir d'un rapport qu'ils ne voulaient pas rendre public, et qui montrait des résultats pour le moins insatisfaisants. Ça a provoqué des réactions épidermiques, ça les a vraiment super énervés. On peut dire que ça produit une action. Mais est-ce que ça va au delà de la réaction, est-ce que ça va au delà de dire "c'est un con, il nous fait chier" ? Ça, je n'en sais rien. Je crois que le lieu de débat sur ces problèmes là, c'est pas le journal (...) C'est plus sur le terrain, à condition que les choses existent. A condition que la police, toutes les institutions - la police, la justice les élus locaux - acceptent de se confronter aux jeunes, et aux habitants des quartiers. Il n'y a pas que les jeunes. C'est pour ça que j'étais personnellement assez favorable à l'idée des contrats locaux de sécurité, à condition que ce soit vraiment ça, que leur élaboration soit vraiment l'occasion de débats. Là, ça peut avoir un effet réel..."

Quoi qu'il en soit, et s'il est vrai que, globalement, le journal privilégie ses sources institutionnelles, cela ne pèse pas trop lourdement dans le cas des banlieues, un sujet qui, dans les pages du *Monde*, nous dit-on, n'a jamais émergé par le biais

sécuritaire et police, comme cela a été le cas, nous l'avons vu, dans *Le Figaro*. "Le côté policier, en tout cas dans la relation avec les événements des banlieues, n'a jamais été dominant."

Le projet éditorial autorise souvent par ailleurs une mise en commun de compétences croisées autour d'un même thème. Il en va ainsi des regards sur la jeunesse et la justice, qui peuvent à l'occasion mobiliser deux journalistes spécialisés dans chacun de ces thèmes. Une large opération de police a ainsi été suivie en Seine-Saint-Denis. D'un point de vue institutionnel, la présence des journalistes du *Monde* intéressait en termes de stratégies de communication. "Leur but était de réinvestir des lieux soit disant désertés par les flics." Relativiser ce point de vue supposait, bien évidemment, d'un autre côté, prendre le pouls de la population et essayer de saisir sa perception de l'affaire.

"Le surlendemain, on est venu sans les flics, tous les deux. On a discuté avec des jeunes, des représentants d'associations, non pas pour demander ce qu'ils pensaient de l'opération de police, mais comment ils vivaient l'insécurité dans le quartier - et, en même temps, ce qu'ils pensaient de ce type d'opération. Et la réponse était que c'était plutôt de l'esbroufe, que ça changeait pas grand chose au problème. Et ça permettait en même temps d'avoir une approche beaucoup plus sociale - parce que le discours de ces gens là n'est pas un discours uniquement d'ordre. (...) Même ceux qui sont plutôt favorables à ce type d'action (disent que) le problème c'est de donner du travail aux jeunes, c'est de les insérer socialement, de les ouvrir sur autre chose que la cité."

2.4.3 Un décalage par rapport à l'événement

Journalisme d'examen et d'enquête, celui qui se pratique au *Monde* cherche en permanence, nous l'avons vu, à se donner les moyens d'un décalage par rapport à l'événement et à l'agenda politique.

"On a besoin de prendre de la distance pour comprendre un peu de quoi on parle. Quand un maire de droite vous envoie un fax tous les jours, pour vous dire "moi j'ai supprimé les allocations", qu'est-ce que ça veut dire? D'où parlent les gens, dans quelle stratégie ils sont, pourquoi la droite se saisit de ce truc là etc.. Quand la droite est montée au créneau sur les allocations familiales, quand Chirac a fait son grand ramdam à l'Élysée, il faut traiter le sujet. Mais il ne faut pas en rajouter en disant : 'ah oui, l'autorité parentale c'est un vrai problème'. Je pense que ce n'est pas notre rôle de nous emparer de ces concepts-là, et de les faire vivre. La presse les fait vivre à fond. Et moi, je voudrais à la limite qu'on soit peut-être en décalage. D'ailleurs, c'est finalement ce qu'on arrive à faire."

Ce décalage et cette prise de distance par rapport aux discours des acteurs se double d'une résistance au rythme imposé par d'autres médias, et en particulier par la télévision. Pour ce qui est des banlieues, la pression de l'urgence, et la spécificité du médium télévisuel, sa capacité à constituer un espace public là même où cet espace n'apparaît que très faiblement structuré, ont pu souvent induire la circulation de fausses vérités médiatiques.

"Pendant la guerre du Golfe, on a eu des tas de reportages, télé ou autres, où on faisait dire aux jeunes arabes des banlieues que Saddam Hussein était leur idole, qu'ils chiaient sur la France, que les Arabes allaient enculer tous les Français et que l'Islam vaincra. On allait tendre le micro aux jeunes des banlieues pour se faire peur, et pour montrer qu'il y avait une cinquième colonne en France, qui

soutenait Saddam Hussein. (Or,) premièrement ils ne connaissaient pas Sadam Hussein (jusqu'à) quelques jours avant. Deuxièmement, je pense que ce qui relie les jeunes qui disent ça à la société française est mille fois plus fort que ce qui les relie aux monarchies pétrolières ou à l'Irak, et à ce qui se passe là-bas. C'est un discours totalement faux. Comme un peu, ce qui s'est passé au moment de l'histoire du foulard - tout ce qui concerne le traitement médiatique de la religion musulmane, cette espèce de provocation permanente, complaisamment relayée par les journalistes. Tout ça, nous dans le journal, on essaye de ne pas tomber dans le panneau, d'exploiter les quelques avantages qui nous restent par rapport à la télé par exemple, de ne pas répercuter au premier degré toutes les émotions, d'en rendre compte, mais aussi d'essayer de les expliquer."

Or, même au *Monde*, la pression de la télévision est incontournable. "A la réunion de rédaction du matin à 7h30, la réunion des chefs de séquence et la direction, quand il y a eu un gros truc à la télé et que personne n'en parle dans sa programmation, on se dit 'alors?'" Mais le journal n'a pas non plus la culture du scoop. "Il est rare que les gens apprennent les informations dans la presse écrite. Donc soit il faut qu'ils les apprennent sous un autre angle, soit qu'on leur apporte des éléments d'analyses et de commentaires."

2.4.4 Une réalité complexe: faire "émerger les logiques"

Comme beaucoup de leurs confrères d'autres médias, les journalistes du *Monde* se montrent aujourd'hui très critiques à l'égard de ce qu'a été le traitement journalistique des violences urbaines au début des années 1990. Ils sont conscients des effets ravageurs et dévastateurs de certaines pratiques - autant des effets de stigmatisation de la réalité banlieusarde que d'accélération et d'aggravation des violences. Les journalistes savent par ailleurs qu'ils étaient peu préparés à l'époque à faire face, et à saisir, dans leurs véritables significations, les stratégies politiques des différents acteurs qui se manifestaient par rapport à ces événements.

"Je pense qu'on a réagi par rapport à ça. Mais dire que maintenant on a trouvé la manière idéale de traiter les banlieues, ça non. On n'est pas satisfait. On discute tout le temps, les choses ne sont pas stabilisées."

Le premier parti pris est de faire "émerger les logiques" qui sous-tendent les situations de violence, soit à partir de l'examen critique des politiques publiques, ou de reportages qui cherchent à réinscrire les acteurs dans un système de relations générales, en situant dans ce cadre général l'événement ou le contexte local dont il est question. Il en va ainsi de la délinquance des mineurs. Le journaliste doit expliquer pourquoi le problème ne s'était pas posé dans les mêmes termes jusqu'à une période récente, la nouvelle place du chômage dans ce débat, le décalage d'éducateurs formés dans les années 1970 par rapport à la situation actuelle, leur impuissance aussi à apporter des solutions de fond.

Le second parti pris est de considérer qu'il y a là une question fondamentalement politique, et que la polémique sur la dimension "ethnique" du trouble induit par les banlieues traduit en réalité l'incapacité du système politique, et de certains journalistes, à penser les violences urbaines en ces termes là.

"L'un des échecs des politiques récentes, c'est de ne pas avoir su utiliser, sinon canaliser toute l'énergie y compris revendicative, conflictuelle qu'il y a dans

ces quartiers. Hier, c'était pas très gai. Il y avait une espèce de réunion d'associations, parce que c'est le quinzième anniversaire de l'arrivée de la marche des beurs à Paris. Et quand tu entends ces espèces d'anciens combattants - pourtant, ils ne sont pas très vieux - c'est vrai que c'est déprimant. D'une manière générale, en dehors de ces gens là qui sont un peu des notables dans leur genre, quand on va dans les banlieues en dehors des périodes de chauffe, j'ai toujours été frappé par la qualité du discours des jeunes. Même ceux que tu rencontres sous un porche, qui tiennent les murs, qui n'ont rien à faire. (Je suis frappé) de l'intelligence avec laquelle ils parlent de leur propres situations. Ça, c'est un truc qui n'est pas du tout pris en compte. En même temps, le système politique et le système médiatique se sont beaucoup servis de quelques têtes d'affiche, de quelques gens qui présentaient bien, pour les jeter après. Mais la force d'explication et de bagarre, dans le sens positif du mot, qu'il y a dans les quartiers - elle est totalement laissée en jachère. Principalement parce que il y a un refus des élus locaux de laisser un minimum de place à ces jeunes là. Ça, je pense que c'est un des nœuds du problème.

On n'est pas capables de faire de la place (aux) élites, entre guillemets, issues de l'immigration. J'ai abordé ça déjà. On a même fait un édito qui se voulait cinglant là dessus, au moment des dernières élections législatives - sur l'incapacité des partis politiques à intégrer des gens qui pourtant avaient fait leurs preuves, qui avaient milité. Je pense que ça, c'est une forme très importante de violence. Peut-être aussi importante que les feux de bagnoles, parce que c'est un signe de défiance. Même pendant l'époque coloniale, il y avait des députés africains à l'Assemblée Nationale. Ça génère une espèce de hargne contre la société, de violence à rebours, de parano. C'est un aspect de la discrimination, et c'est fondamental."

Aussi le débat autour du "réalisme" qu'il y aurait à qualifier en termes "ethniques" les auteurs de trouble ne pourrait avoir de sens, que dans la mesure où il serait réinscrit dans le cadre d'une interprétation historique et sociale des phénomènes de discrimination et des conflits liés à l'immigration.

"Je pense que sur le long terme les tendances de la société sont des tendances à l'intégration. Les gens, grosso modo, trouvent ou vont trouver leur place. Sauf que cela se heurte à la réalité quotidienne et individuelle de tas de gens qui ne trouvent pas leur place, et qui peut-être ne la trouveront pas. Quand on décrit un événement précis de violence, on décrit quelque chose de négatif, de difficile, on appuie là où ça fait mal. On appuie sur le fait que, oui, il y a eu une bavure parce que les gens ont une gueule d'Arabe ou parce qu'ils ne trouvent pas de boulot etc.. Mais ça n'empêche pas de penser que globalement l'intégration se fait. Donc on navigue un peu entre ces deux réalités là. Pour prendre un exemple précis, pour moi ce débat, il se focalise sur des questions de vocabulaire, sur la manière dont on nomme les gens, et en particulier comment on nomme les gens issus de l'immigration. Est-ce qu'on se contente hypocritement de donner leurs prénoms, quand ils s'appellent Mohamed ou Farid, est-ce qu'on fait allusion à leurs origines, est-ce qu'on ne donne que leur nationalité - qui est française en général ? C'est un peu le problème sur lequel se focalise tout ça. Le principe en général (pour nous), c'est qu'on ne cite l'origine "ethnique" des gens, que si c'est un élément de compréhension pour l'histoire qu'on raconte. C'est-à-dire, s'il y a un soupçon de racisme, si ça a un sens par rapport à l'histoire qu'on raconte. Ça c'est un joli principe auquel on tient. Sauf que dans la réalité, ce n'est pas toujours facile à tenir.(...) Le principe c'est quand même ça - c'est qu'on n'étiquette pas plus les gens que de besoin. (...)

Mon parti pris pour la réalité de l'intégration repose sur ce que je crois savoir de l'histoire, des rapports sociaux, de l'immigration etc. Il ne faut pas faire de l'angélisme et nier la réalité. Mais je pense que c'est aussi le rôle d'un journal de presse écrite, et en particulier un journal comme Le Monde, qui a une certaine influence sur les décisions, sur les événements, que de rappeler ça. De ne pas avoir tout le temps le nez sur le guidon, de prendre du recul justement par rapport à toutes les émotions que véhiculent la radio, la télé etc.. Et d'avoir en tête, premièrement, que les phénomènes de violences, plus ou moins liés aux gens issus

de l'immigration, ou attribués aux gens issus de l'immigration, sont aussi vieux que l'immigration en France - que cela ne s'est jamais fait sans heurts ; que les clichés concernant les gens de la deuxième ou troisième génération ont varié selon les époques, et peuvent varier encore ; que tous les raisonnements sur (le caractère inassimilable) de l'Islam en tant que tel se heurtent aussi au fait que des vagues plus anciennes d'immigration, bien chrétiennes, (ont été elles aussi confrontées) à des tas de violences sociales. Il faut avoir en mémoire tout ça, pour ne pas tout prendre au premier degré."

2.4.5 A la recherche d'une "bonne distance"

Il y a aujourd'hui dans *Le Monde* une conscience, encore diffuse mais réelle, de la dimension politique du phénomène des violences urbaines. Et c'est sous cet angle là qu'un tel phénomène est susceptible d'intéresser ses journalistes et de faire son entrée dans les pages du journal. Si une telle conscience reste encore diffuse, c'est que tous n'ont pas pris la mesure de la question. Les banlieues, quoi qu'on dise, sont à mille lieues de Paris et du Quartier Latin.

"Depuis que je suis là, il y a eu des comités de rédaction sur le PACS, le gouvernement Jospin, le communisme (après le livre noir du communisme), un autre sur la parité homme femme. A chaque fois les comités de rédaction (portent sur) des problèmes politiques qui intéressent a priori quand même l'élite, c'est-à-dire qui intéressent la rédaction en chef du journal. Il n'y a pas eu de comité de rédaction sur la merde dans les banlieues ! Parce que je pense que, au final, d'une part je soupçonne certains de ne pas s'y intéresser vraiment, et d'autre part ceux qui s'y intéressent, dont nous, je nous soupçonne de ne pas trouver les clefs pour comprendre ce phénomène, donc d'abdiquer la compréhension de ça."

Si la distance critique protège le journaliste du lieu commun, si elle l'aide à contourner le cliché, elle ne remplit pas le vide laissé par l'absence d'une ligne éditoriale sur ce thème : "je n'ai pas vu de discours construit autour de ça, on ne s'est jamais réunis tous ensemble, en disant 'on va afficher telle ligne là-dessus'". Reste qu'implicitement, les journalistes se situent dans une perspective analytique qui perçoit dans les violences urbaines le signe d'une dynamique conflictuelle d'intégration des populations immigrées dans la société française. Forts des leçons qu'ils puisent dans l'histoire de leur pays, ils entendent que, dans l'ensemble, cette intégration est vouée à s'effectuer sur le long terme dans un sens positif, avec résorption des pratiques violentes qui aujourd'hui prennent le devant sur la scène publique. Ils ne se sentent pas plus capables pour autant d'avoir une perception tout à fait claire des termes dans lesquels les problèmes se jouent actuellement.

III - LA PRESSE POPULAIRE DE PROXIMITE

3.1 INTRODUCTION: LA PROXIMITE COMME CAISSE DE RESONANCE

Nous avons vu comment la presse nationale d'opinion s'empare du thème des violences urbaines comme d'un enjeu politique général, qui remet en cause les équilibres classiques propres à la société française, voire apparaît comme le lieu faiblement structuré de la formation de nouveaux acteurs, et ceci de façon plus ou moins implicite, à travers la mobilisation d'un point de vue éditorial qui lui est propre, et qui lui permet de participer à sa manière aux débats politiques nationaux qui se jouent autour de ce thème. A l'inverse, la presse populaire de proximité a plutôt tendance à refuser ce rôle d'acteur politique autonome en la matière.

Cette presse fonctionne, au contraire, comme une caisse de résonance pour des enjeux qui se jouent au dehors du journal. Elle fonctionne un peu à la manière d'un sismographe, enregistrant les variations d'humeur des acteurs organisés et, dans une certaine mesure, reprenant à son compte leurs stratégies de communication. Elle obéit aussi, par ailleurs et dans le même esprit, aux logiques propres à la proximité, se devant de répercuter des événements locaux pour des raisons qui ne tiennent qu'à la prise en compte des préoccupations d'un lectorat local.

Le Parisien est en France la figure probablement la plus importante de ce type de presse. Nous verrons que beaucoup d'éléments qui le caractérisent sont également présents dans la presse quotidienne régionale en province. Mais *Le Parisien* est, par ailleurs, un journal qui se vend au niveau national et sa couverture régionale est ouverte sur l'ensemble de la région Ile de France.

3.2 LE PARISIEN: UN JOURNAL DOUBLE

3.2.1 Une proximité locale et culturelle

Le Parisien est un quotidien généraliste appartenant à 75% au groupe de presse Amaury (également propriétaire du quotidien sportif *L'Equipe*) et au groupe industriel et multimédia Hachette (25%). C'est un quotidien national, qui a peu à peu lancé des éditions départementales en l'Ile de France, sans perdre pour autant sa dimension nationale.

Le Parisien combine ainsi deux journaux en un. Avec ses 10 éditions départementales (cahier de 12 pages) couvrant depuis 1989 toute l'Ile de France et l'Oise, le journal fait office, en situation de monopole, de quotidien local, départemental et régional, au même titre que les autres quotidiens régionaux de province. Avec son tronc commun national (30 pages), c'est un quotidien national, que ce soit dans la partie nationale du *Parisien*, vendu dans toute l'Ile de France, ou de façon autonome à travers *Aujourd'hui*, vendu dans le reste de la France.

L'édition proprement nationale, vendue depuis 1994 sous le titre *Aujourd'hui*, connaît une croissance continue : 80 000 exemplaires diffusés payants en 1994, 110 500 en 1998. Une importante campagne de promotion et de développement mise sur le doublement des ventes au cours des cinq prochaines années. L'édition diffusée en Ile de France, vendue sous le titre *Le Parisien*, combine dix éditions départementales et un

tronc commun national. *Le Parisien* a atteint une diffusion de 361 773 exemplaires vendus en 1998 (OJD). En y ajoutant la diffusion *d'Aujourd'hui*, cela signifie une diffusion nationale de 471 199 exemplaires, qui plus est, en progression constante depuis 1990. C'est la seconde plus grande diffusion pour un quotidien français, après le quotidien régional *Ouest-France* (759 756 exemplaires), et la première pour un quotidien national, devant *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*.

Fondé en 1944, sous le titre *Le Parisien libéré*, devenu en 1975 le premier quotidien français avec 785 000 exemplaires diffusés, il apparaissait comme une presse populaire, populiste, nationaliste et anticomuniste. Relancé en 1983 après une grave crise, avec une rédaction presque complètement renouvelée en 1989, *Le Parisien* conserve son ancrage populaire dans les rubriques, la mise en page et le style d'écriture, tout en cherchant une plus grande rigueur journalistique. Il effectue par ailleurs un recentrage politique de sa ligne éditoriale, afin d'apparaître non plus comme un journal populiste de droite, mais comme le journal de la "France exacte", c'est-à-dire dont le lectorat correspondrait le plus fidèlement possible aux catégories socioculturelles et électorales de la population.

Poursuivant en cela une "logique d'audience" comparable à celle des chaînes de télévision généralistes "grand public" (mais où les franges populaires et la classe moyenne modeste dominant), *Le Parisien* se veut l'expression de "ce que pensent les gens et de leurs préoccupations". "Journal de proximité", s'autodésignant comme "le grand quotidien populaire de qualité" de la presse française, il définit ses missions comme étant "d'informer, distraire, rendre service". D'après un directeur de la rédaction, les hommes politiques aiment lire *Le Parisien*, parce que, à l'instar des sondages, il exprime "l'air du temps" et les variations d'humeur de l'opinion publique.

Ce point de vue des "gens" est d'ailleurs mis en scène dans une rubrique intitulée "Voix express". Chaque jour, la rédaction définit une question liée à l'actualité, et envoie un journaliste faire un "micro-trottoir" dans une gare parisienne, en vue de trouver cinq personnes voulant bien donner leur avis là-dessus (le 7 octobre 1998 : "soutenez-vous les grévistes de la RATP et de la SNCF ?") et laisser publier leur nom et leur photo en page 3.

"La Voix Express, c'est un truc piqué à US Today (...) C'est pas l'opinion de la rue, c'est pas un sondage. Idéalement, c'est des tranches de vie. Le lecteur adore ça. Mais les journalistes, ça les emmerde, parce que, pour eux, ça consiste à les faire courir dans la rue, qu'il pleuve, qu'il neige, ou n'importe quoi, prendre des gens au hasard, qui les envoient balader d'abord. Jusqu'à ce qu'ils trouvent cinq, six personnes, qui acceptent de répondre. Chaque journaliste est un jour chargé de faire ça. Ils vont dans les gares, de manière à avoir des gens d'un peu partout (...) Les réponses ne sont pas trafiquées, on équilibre juste un peu. Tous les jours, il y a ça dans le journal. Il paraît que c'est très lu, très apprécié." (rédacteur en chef)

Cette approche "grand public" ne va pas sans ambiguïtés, comme le montre un reportage sur le Front National, publié le 26 mars 1997. Le parti d'extrême droite y est présenté à travers les portraits de quelques uns de ses électeurs, et à travers un sondage sur la gestion municipale du FN, effectué auprès des habitants de Toulon, Orange et Marignane. Certains journalistes et syndicats de la rédaction contestent une telle présentation "compréhensive" et "banalisée", non assortie d'informations critiques sur le FN, résultat selon eux d'une ligne éditoriale "consensuelle" qui ne peut ni ignorer ni irriter les 20% de son lectorat électeur FN (*Libération*, 27 mars 1997), soit le taux le

plus élevé de la presse quotidienne généraliste - et cela, même si le lectorat du *Parisien* vote à gauche à 53%. (Sondage CSA paru dans *Télérama*, 4 juin 1997).

L'arrivée en 1998 d'un nouveau directeur annonce des modifications, après 3 ans de stagnation des ventes du *Parisien*, malgré de nombreux investissements et une augmentation des dépenses. Tandis qu'*Aujourd'hui* doit devenir un titre national à part entière, *Le Parisien* est voué à se régionaliser davantage, tout en réduisant la part des cahiers départementaux (10 pages au lieu de 14), au profit d'une nouvelle édition le dimanche, et en offrant une nouvelle maquette plus colorée. Ces modifications, en particulier la réduction du nombre de pages des éditions départementales, inquiètent les journalistes de ces éditions, qui craignent pour leur avenir (*Le Monde*, 19 février 1999).

La rédaction compte 235 journalistes et 130 pigistes. 155 journalistes et 100 pigistes appartiennent à la rédaction nationale ; 80 journalistes et 30 pigistes appartiennent aux rédactions départementales - soit 8 journalistes et 3 pigistes par département.

Le traitement des faits divers et des violences urbaines se fait à deux niveaux. Les rédactions départementales traitent les faits concernant leur territoire, même si ces faits sont d'importance régionale ou nationale, et elles en gardent (en principe) la responsabilité rédactionnelle lors de la publication des articles dans les pages nationales. Il arrive, dans certains cas, que des journalistes des éditions soient "doublés" par des journalistes de la rédaction nationale. La rédaction nationale traite des faits survenant partout ailleurs qu'en Ile de France, à partir d'informations de l'AFP, des correspondants de province du *Parisien* et d'envoyés spéciaux de la rédaction nationale.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons rencontré deux rédacteurs en chef de l'édition nationale et 14 journalistes et rédacteurs en chefs des éditions départementales. Les entretiens ont eu lieu en septembre et octobre 1998 - avant le changement de direction, avant aussi que ne soit annoncée une régionalisation accrue du *Parisien*, ainsi que la réduction du nombre de pages des éditions départementales.

3.2.1 Le départemental et le national

Chaque rédaction départementale est composée d'un rédacteur en chef et de son adjoint, qui assurent le management et la gestion de l'édition. Elle compte par ailleurs 6 journalistes et 3 pigistes. Chacun de ces 6 journalistes est en charge d'une zone territoriale précise - la "locale" - et, autant que possible, d'un secteur thématique de spécialisation - santé, éducation, politique, etc. Les pigistes remplacent les journalistes absents ou assurent la locale lorsque ceux-ci sont occupés par leur thème spécialisé. Ces journalistes sont jeunes, 80% ont moins de 35 ans (on peut être chef d'édition à 30 ans). Très souvent, ils sont devenus journalistes sans passer par une école, à la suite d'années de piges dans des domaines variés (locale, sports, etc.) de la presse locale ou régionale. La plupart résident dans le département où ils travaillent. Avec les correspondants de l'AFP (un par département), les journalistes départementaux du *Parisien* constituent les principales sources d'information sur la banlieue parisienne pour les autres journalistes français, principalement ceux de la radio et de la télévision.

La carrière de ces journalistes est structurée au sein du journal par des mécanismes qui font "monter" les plus performants à la rédaction nationale, à travers un

implicite du quota. Même si ce n'est pas systématique, on préférera recruter au niveau départemental, plutôt qu'à l'extérieur, comme un moyen de mettre en valeur la formation sur le terrain dont bénéficient ces professionnels au fur et à mesure qu'ils acquièrent de l'expérience, ainsi que comme un moyen de mettre en valeur leur participation à une culture maison.

Au niveau national, les violences urbaines sont traitées par le service des "informations générales", à la rubrique des "faits divers", et parfois dans la rubrique d'ouverture, "Le fait du jour". Ce service se compose d'un rédacteur en chef et de son adjoint, de 8 journalistes et d'une "cellule enquête" composée de 3 journalistes spécialisés en investigation (qui ne travaillent pas sur les faits divers et les violences urbaines, se réservant les "affaires" politico-financières).

La rédaction nationale du Parisien se comporte de façon autonome, au même titre, et sur un pied affiché d'égalité, que les autres rédactions nationales. Du point de vue de la rédaction nationale, les rédactions départementales ne sont jamais que des sources d'information parmi d'autres (AFP, presse nationale, sources propres), qu'il convient de sélectionner, de hiérarchiser, voire de vérifier ou de développer au même titre que les autres.

"Mettons qu'il se passe un machin dans le Val de Marne, si c'est d'importance moyenne, ça va rester chez eux, si c'est véritablement important, moi je prends. Mais seulement si ça intéresse au moins toute la région parisienne, et au delà, toute la France. Sauf que moi, je vais juger de l'importance des choses, en fonction d'autres choses. (...) Tous les jours je fais des choix. (...) La violence urbaine qui va arriver du Val de Marne, est-ce qu'elle va détrôner Virenque, est-ce qu'elle va détrôner un truc sur la drogue dans Paris ? (...) Ça dépend de ce qu'il y a de mieux, tout simplement. Mais après, ce qu'il y a de mieux, ça dépend de trente-six mille critères." (rédacteur en chef)

Le partage des tâches territoriales n'est donc pas strict. La rédaction nationale aura toujours le souci d'un contrôle de la qualité et de l'orientation éditoriale des articles publiés dans les pages nationales, même si formellement les informations proviennent d'une édition départementale.

"En cas d'affaire en banlieue, j'ai deux possibilités. Soit les locaux font le boulot, soit j'envoie des gens d'ici, si je trouve qu'il faut bien traiter le sujet... (...) Il faut faire preuve d'un peu de diplomatie, parce qu'on va chez eux quand c'est bien, on leur prend ce qui est bien. (...) Moi, je vais prendre un sujet, (...) je préfère que le sujet soit de qualité. Mais je ne contrôle pas quand c'est eux qui le font. (...) Je demande à un chef d'édition là-bas, je dis d'accord, fais le truc, je discute éventuellement de l'angle avec lui, ou avec le journaliste sur place. Mais je ne connais pas nécessairement ce journaliste. Qu'est-ce que j'ai à l'arrivée ? J'en sais rien. Par contre, si j'envoie quelqu'un d'ici, je sais qu'il travaille bien et comment il travaille, et là je gère mon truc de A à Z. (...) Ce qui fait que, lorsque les sujets sont importants, (...) j'envoie mes gens. Ou alors, je suis sûr de savoir qui fait le papier localement." (rédacteur en chef)

Paradoxalement, la rédaction nationale du Parisien s'intéresse moins, en tant que telles, aux violences urbaines que les autres rédactions nationales. La raison principale en est la forte culture du fait divers propre au journal: malgré le tri fait par les éditions, la banlieue parisienne n'est que faits divers et violences urbaines lassantes dans leur répétitivité, et donc sans intérêt particulier pour les pages nationales.

"Le problème que j'ai face à la violence urbaine, soit c'est énorme et on y va, mais c'est très répétitif. Comment traiter ça...les jeunes, de plus en plus jeunes, de plus en plus forts. On s'aperçoit que les jeunes à quatorze, quinze ans, ils sont costauds, ils font un mètre quatre-vingt, n'importe quoi, ils sont effectivement capables de se tuer. Ça devient un petit peu nouveau, et puis ça rentre dans les statistiques. Alors une fois que ça arrive une première fois, c'est énorme, ça étonne tout le monde, une deuxième fois ça tourne au phénomène de société, ça étonne encore plus, la troisième fois, ça commence à un peu emmerder, le jeune il a poignardé l'autre pour une histoire de carambar, ça fait quatre fois qu'on fait le même sujet, donc c'est répétitif." (rédacteur en chef)

Cette faible problématisation au sein du *Parisien* des violences urbaines comme fait social ou comme fait politique et certaines tendances à la dramatisation expliquent le peu d'intérêt a priori de la rédaction nationale pour ces questions, sinon lorsqu'un événement s'impose soit par ses dimensions publiques, soit par son originalité, soit, comme pour les éditions départementales, parce que l'information peut donner lieu à une "belle histoire".

"Moi j'ai quand même une vision un peu "rock'n roll" des choses, c'est à dire que les gens n'achètent pas le journal pour s'emmerder. Il faut aussi que ça soit un peu sexy le sujet, et que ça concerne les gens si possible d'une manière directe, amusante. Ce n'est pas nécessairement une information importante, parce qu'à côté il y aura une info qui n'aura pas d'importance, mais c'est une histoire, les gens vont le lire comme une histoire, c'est un petit fait-div, comme ça, mais on le lit parce que c'est un truc un peu extraordinaire, ça n'arrive pas tous les jours, on va le lire avec plaisir, alors que l'autre machin, oui c'est une info, mais voilà, en cinq lignes on a l'info et basta " (rédacteur en chef)

En cela, le *Parisien* est un observateur de ce qui se passe en banlieue et de ses tensions paradoxalement beaucoup plus en retrait que les autres rédactions nationales, qui ont spécialisé certains de leurs journalistes, parfois parmi leurs meilleurs, dans la couverture des banlieues et des violences urbaines.

"Je serais tenté de dire que normalement, nous sommes censés y être plus attentifs. Dans la pratique, pour tous ces problèmes un petit peu de circuit, de structure et tout ça, moi j'ai le sentiment qu'on ne les traite pas toujours aussi bien qu'on le devrait. Parce que une rédaction qui est moins implantée dans le tissu urbain, qui s'intéresse moins à tout ça, lorsqu'ils vont le traiter, ils vont aller plus au fond, et quelque part, un peu, je peux moi, avoir un sentiment d'insatisfaction par rapport à cela, parce que moi je vais prendre les choses justement d'une manière plus sporadique, donc, un goût de truc pas très fini, souvent, je dois dire." (rédacteur en chef)

3.3 LES CONTRAINTES D'UNE PRESSE DE PROXIMITE

La presse de proximité est régie par trois types de contraintes spécifiques qui encadrent la production de l'information : une contrainte de genre, dérivée de la proximité territoriale ; une contrainte dérivée du monopole sur l'information locale ; et une contrainte organisationnelle, liée aux conditions concrètes de travail des journalistes.

3.3.1 L'information de proximité, reflet du déjà connu

Ce qui fonde le "contrat de lecture" de la presse de proximité et son lectorat, c'est que les lecteurs sont supposés attendre de leur journal qu'il rende compte de faits déjà connus par eux, en tant qu'habitants. Cette attente diffère selon qu'elle concerne des faits connus dont la signification est également connue - une fête de quartier ou une manifestation associative ou municipale ; ou qu'elle concerne des faits directement ou indirectement connus, mais dont la signification est inconnue ou mal connue - les faits divers. Dans le premier cas, l'enjeu est la mise en scène d'un événement dans la page "locale", et la participation subjective du lecteur à la "communauté imaginée" de l'appartenance territoriale. Dans le second cas, l'enjeu est la mise en scène d'un trouble, et la participation subjective du lecteur à quelque chose qui menace l'intégrité de cette communauté imaginée, ainsi que celle des personnes et des biens qui la composent.

"La question des fait divers est de première importance, le Parisien c'est quand même le journal des banlieues, donc on se doit de traiter ce genre d'informations ne serait ce que pour nos lecteurs qui veulent retrouver le lendemain ce qui s'est passé dans leur quartier, ils veulent savoir pourquoi on a brûlé des bagnoles" (responsable d'édition)

L'intérêt journalistique du traitement des fait divers provient de la rupture qu'ils introduisent dans la routine de l'existence et de l'information: l'événement est plutôt le train qui déraile que celui qui arrive à l'heure.

"Les violences urbaines c'est du fait-divers, et le fait divers c'est vraiment l'essence de l'actualité, c'est le moteur, c'est vraiment l'expression, et donc chacun doit être amené à travailler sur du fait-divers, pas nécessairement et uniquement les violences urbaines, mais aussi suivre un procès d'assises, faire un reportage sur une série de braquages..." (responsable d'édition)

Ce tropisme du fait divers dans la presse locale peut ainsi conduire à différents niveaux d'intensité dans le traitement du fait divers. Un niveau bas, qui est celui de la maximisation des désordres répertoriés, et qui conduit à mettre en scène le spectacle du désordre par la seule accumulation d'événements.

"Avant, on n'avait pas d'espace précis pour les faits divers, alors on commençait par remplir les pages froides de la fin, et plus on allait vers le chaud, plus on accumulait les faits divers, dans les deux premières pages, et puis après il y en avait partout, dans des petites colonnes, et on descendait très très bas, ça pouvait être le vol à l'arraché devant telle gare...etc." (responsable d'édition)

Un niveau élevé, qu'est celui de la valorisation des désordres répertoriés, et qui conduit à mettre en scène le scandale du désordre au moyen d'une dramatisation.

"Avant on ouvrait systématiquement le cahier avec les faits-divers, il y a eu des titres retentissants "le meurtrier pédophile tue un handicapé", "drame à la maison de retraite", pendant un moment, plus c'était fait-div et plus c'était graveleux, plus on se disait que ça pouvait faire vendre..." (responsable d'édition)

Ce tropisme du fait divers a pour lui non seulement un tropisme professionnel lié à la valorisation de la rupture, mais également un argument commercial validé par l'observation des chiffres de vente au numéro en fonction des gros titres et des affiches publicitaires sur les lieux de vente.

"Le fait divers, c'est ça qui nous fait vendre du papier, c'est ça qui intéresse le plus le lecteur, c'est ça qui doit être une de nos priorités. On a constaté que les fait-divers avaient un impact, il ne faut pas se leurrer, ça fait vendre, on a régulièrement des retours sur les chiffres de vente, et puis on a toute une politique également de mise en avant de gros sujets." (responsable d'édition)

Le tropisme professionnel et commercial du fait divers au *Parisien* a dû faire face à deux obstacles.

D'abord, la présentation cumulative et la dramatisation de ces événements dans les pages d'un journal comporte toujours un risque de tensions au niveau des relations avec les institutions chargées de l'ordre public et les élus locaux. Ceux-ci voient souvent dans cette mise en scène excessive du désordre un facteur de son développement, lié à la radicalisation du sentiment d'insécurité et au discrédit jeté quant à la capacité des pouvoirs publics à faire respecter l'ordre. Le prix à payer pour une telle rupture est alors la quasi impossibilité d'accéder à l'information, remettant ainsi en cause le principe de proximité qui lie le lecteur à son journal.

"Ce qui est vraiment très important, c'est le travail et du responsable d'édition et de son adjoint, qui font la partie management. C'est de savoir faire la part des choses, entre la petite série de feux de poubelle (...) dans un quartier HLM, et la véritable émeute - c'est à dire, cent à deux cent jeunes dans la rue, qui avec des battes de base-ball et des barres de fer cassent des vitrines, s'en prennent aux policiers. (...) Il ne faut surtout pas (...) se dire, on a un petit incident dans un quartier, on va monter ça en épingle. (...) C'est dangereux, parce que tôt ou tard, on le paie. Et (...) vous avez après une porte qui peut se fermer au commissariat. Parce qu'ils vont nous dire, (...) dès qu'on vous donne la moindre information, vous l'exploitez et la survendez dans votre journal." (responsable d'édition)

Les journalistes se font aussi rappeler les contre-effets de la publicité. Leur capacité à constituer un espace public autour des violences urbaines fait d'eux des acteurs de ces mêmes violences, comme c'est beaucoup plus directement le cas, nous l'avons vu, pour le journalisme de télévision.

"Il nous est arrivé aussi de ne rien sortir parce que les flics nous disaient - si vous en parlez, ça va être le feu dans la cité. C'est vrai que certains jeunes sont ravis de trouver une caisse de résonance pour faire leurs conneries ! On en est parfaitement conscient, et à chaque fois je me demande - si nous, on n'en parlait pas, est-ce que ça existerait ? Parce que c'est nous qui faisons exister ce truc là. Qu'est-ce que c'est que de faire cramer 3 bagnoles? Ça fait trois bagnoles détruites, c'est moins que pour les accidents de la route, dont on ne va pas parler ! Alors la réponse, c'est que ça existe, quand même, parce que ça va changer le quotidien des gens. (...) Mais on parle pas des incidents pour parler des incidents... Il y a des choses tellement sensibles parfois, du genre rivalités entre bandes. Et il y a des choses dont on ne parle pas, parce que les flics nous le demandent et parce que sinon, autant dire qu'on organise le championnat entre bandes !" (responsable d'édition)

Le second obstacle à ce tropisme du fait divers est celui d'un contre-argument commercial : trop de faits divers restreignent le champ de réponse des attentes en matière de proximité, discréditent le support dans sa capacité à rendre compte de cette proximité, et peuvent conduire à un effet de rejet, par refus de la stigmatisation et de la réduction de l'expérience locale produites par cette focalisation et cette dramatisation des désordres.

"On se met aussi des limites, parce qu'on s'est rendu compte que les faits divers étaient quelque chose qui à court terme faisait vendre - un bon faits divers, des affichettes, boum, on vend du papier ! Sauf que à terme, c'est pas très bon pour l'image du journal, on reste le journal des chiens écrasés." (responsable d'édition)

Or les attentes du lectorat sont paradoxales : une surmédiation des violences urbaines peut entraîner le reproche d'une dramatisation, d'une déformation et d'une stigmatisation de la réalité locale, voire comme nous l'avons dit d'une incitation à l'imitation.

"Là par exemple, "5 voitures en feu sur le parking", c'est vrai que ça vaut le coup parce qu'au niveau marketing, c'est vrai que la photo est pas mal. Ça va faire lire. Et c'est vrai qu'on a rarement des photos dans les pages "faits div". Donc, quand on peut en avoir une correcte on la met... Mais "5 voitures en feu sur le parking", ça veut dire: "faites le les gars, on va en parler!" (rédacteur en chef)

Inversement, une sous-couverture des faits divers et des violences urbaines peut entraîner le reproche d'être de mèche avec les institutions pour invisibiliser un désordre dont souffrent les habitants.

" Il ne faut surtout pas nier les problèmes. Je considère que plus on masque ce qui se passe, plus on fait le fond de commerce des gens du FN. Moins on parle des problèmes dans les banlieues, plus on donne du grain à moudre à ces gens là qui, quand ils font du porte à porte ou vont dans les cafés, disent - vous voyez, même le Parisien n'en parle pas. Alors que nous on est censé être au cœur des choses, surtout dans les bistrotts et les cités. Et ça, j'essaye de l'expliquer à mes interlocuteurs, qui cherchent, eux, à verrouiller." (journaliste)

La volonté de consensus propre à la presse de proximité est pourtant perpétuellement remise en cause par les logiques contradictoires qui informent les attentes du lectorat. Lorsqu'il s'agit de problèmes de déviance ou de transgression, qui ne concernent toujours qu'une petite minorité de personnes, le fait de focaliser l'attention là-dessus rayonne inévitablement sur un collectif bien plus large. Ici encore, le journaliste n'est pas dupe. Il sait que des effets indésirables de stigmatisation sont inhérents à ce type d'information.

"Est-ce que notre responsabilité n'est pas d'être la caisse de résonance de tout ça ? Mais il y a un autre problème, c'est celui du retour des lecteurs. Si on parle d'un événement, les élus disent - vous parlez de notre ville dans ces termes là ! Et certains habitants - vous ne parlez que de ça, pas de ce qui est bien. C'est faux ! Dès qu'il y a un truc de bien, même dans la pire des villes, on en parle. On essaye au contraire d'être toujours positif. Par contre, si on ne parle pas du truc, c'est - ah, comment se fait-il, le Parisien, vous êtes achetés par les flics ? Et ça on l'a sans arrêt ! Donc, si on en parle, on fait exister le truc. Si on n'en parle pas, on le cache, et en fait (on nous accuse de faire) le journal contre les pauvres gens qui subissent ça tous les jours". (responsable d'édition)

La gestion de ces tensions entre tropisme du fait divers et effets pervers de la dramatisation s'exprime au *Parisien* dans la mise en œuvre à partir de 1997 d'une nouvelle maquette qui, par un "rubricage" et une pagination plus rigoureuse, impose une limite formelle au traitement des faits divers. Contraignant les journalistes à accorder une moins grande importance à ce thème, la réforme a permis d'assurer un meilleur équilibre interne des éditions départementales, où la mise en scène des désordres, des troubles et des menaces est compensée par la bonne marche institutionnelle et la positivité des initiatives locales.

"Depuis un an et demi, dans la nouvelle formule, l'espace est pré-formaté, on est obligé de hiérarchiser, et de trapper les petits faits divers si un plus gros arrive. Ce n'est plus la dictature du fait divers. On peut mieux faire de la qualité." (journaliste)

"Si vous lisez nos pages faits div tous les jours, vous pensez que tous les jeunes font des conneries, mais si vous lisez l'ensemble du cahier, normalement vous devez avoir la contrepartie... Aujourd'hui on a quand même des jeunes qui sont en photo, qui sont les nouveaux médiateurs du quartier ! Dans l'ensemble, il y a des papiers à espoir (...) C'est pas que des bagnoles qui brûlent et que des jeunes qui font du racket !" (responsable d'édition)

3.3.2 La contrainte du monopole: une ligne éditoriale consensuelle

Appuyant le "contrat de lecture" avec son lectorat sur la base d'un monopole sur l'information locale en Ile de France, *Le Parisien* doit aussi tenir compte de la diversité des opinions politiques de ce lectorat (50% d'électeurs de gauche, 30% d'électeurs de droite, 20% d'électeurs d'extrême droite), ne pouvant pas, en conséquence, se présenter comme un journal d'opinion. Ce lectorat est en majorité issu des milieux populaires et de la classe moyenne modeste (ouvriers et employés). La ligne éditoriale du Parisien est ainsi commandée par la contrainte du consensus.

"La seule chose qui est vraie, c'est qu'on ne peut pas raconter de conneries, notre slogan c'est "proche des gens", et sachant qu'il y a 50% des gens qui pensent que si on est jeune, maghrébin, gitan ou truc, fatalement on est né pour cramer des bagnoles, et 50% des gens qui disent que si on en ai arrivé à ce point là, c'est qu'ils sont mal dans leurs baskets. Nous, sachant ça, et comme on vend du papier, on fait la part des choses, mais on ne peut pas tromper les gens, parce que le problème ils le connaissent et ils s'en sont fait une idée qui n'est pas forcément mauvaise, qu'elle soit d'un côté ou de l'autre, ils ont tous les deux une part de la vérité peut-être, donc le plus sûr pour pas raconter de conneries, c'est de donner la parole aux différentes parties" (responsable d'édition)

Tout engagement critique dans l'expression des faits ou des opinions est très fortement limité.

"Moi, je suis émetteur d'information, je ne veux pas être un pré-macheur de réflexion, je donne des faits et après les gens font ce qu'ils veulent, j'essaye que ce soit le plus fidèle possible à la réalité, avec ce qui s'est effectivement passé, après, je suis pas sociologue, je suis pas économiste, je suis pas agent immobilier, chacun reçoit le message comme il veut bien le recevoir. Moi je suis journaliste, je m'informe, je vais voir ce qui se passe, je retranscrit ça de la manière la plus neutre possible, en essayant d'équilibrer les choses. Si quelque chose se passe, on analysera un peu plus finement, mais sur les faits bruts on se doit de ne pas le faire, en tout c'est comme ça que je vois mon métier: j'ai pas à faire d'analyse." (journaliste)

Le seul parti pris légitime est le point de vue "des gens" et de leurs intérêts immédiats - d'où l'importance des informations "service", concernant les conséquences pratiques ou à court terme de tel fait ou de telle décision. Mais l'importance aussi des "témoignages" des "gens simples" - tout autant que la sensibilité de ce type de presse aux stratégies de communication des acteurs organisés, pour autant que ces stratégies de communication prennent en charge, ou rejoignent, les préoccupations d'une population modeste. Le journal conjugue ainsi la proximité territoriale avec la proximité culturelle, dans la définition de sa ligne éditoriale.

"C'est une politique éditoriale: à chaque fois on va amener dans les papiers ce qui touche les gens dans leur vie quotidienne, c'est à dire que le fait div nous intéresse, mais ce qui nous intéresse, c'est la réaction de la population par rapport à ça, on va faire parler les gens: une bibliothèque qui crame ce n'est jamais qu'une bibliothèque qui crame, mais est-ce qu'ils vont être emmerdés pour leur prêt de bouquin, est-ce qu'ils vont avoir des réactions épidermiques par rapport à ça, "ha ça devait arriver", systématiquement on parle de ça, le vecteur humain on le fait intervenir à chaque fois que l'on peut." (responsable d'édition)

3.3.3 Paradoxe du journalisme local: une proximité sans familiarité

Lorsqu'on le compare au reste de la presse régionale, *Le Parisien* ne dispose que d'équipes restreintes pour "couvrir" l'actualité locale de l'Ile de France. On a ainsi affaire à des journalistes faiblement spécialisés, souvent débordés, ayant à produire plusieurs articles par jour sur des sujets très différents, ce qui limite fortement leur autonomie vis-à-vis de leurs sources institutionnelles et des stratégies de communication des acteurs, et fait que leur proximité territoriale recouvre souvent en pratique une distance vis-à-vis de la complexité des contextes locaux.

Eu égard aux autres régions françaises, l'Ile de France est celle qui dispose de la plus faible couverture journalistique au niveau de la presse régionale. Tandis qu'un quotidien provincial peut compter jusqu'à 80 journalistes et 200 correspondants pour une population d'un million d'habitants, les éditions départementales du *Parisien* ne disposent que de 6 journalistes pour une population équivalente, qui doivent chacun produire chaque jour la page de leur locale, plus les sujets départementaux thématiques. Les journalistes travaillent souvent plus de 10 heures par jour. Ils sont débordés par la taille de leur territoire, par la diversité des thèmes à aborder, et par la nécessité d'abonder les rubriques thématiques départementales.

"On n'est pas assez (nombreux) pour faire tourner la boutique. On est toujours à la limite, entre le boulot qu'on (...) nous demande, et puis ce qu'on peut vraiment fournir." (responsable d'édition)

A priori, du fait de leur monopole sur le journalisme local en banlieue parisienne, les professionnels du *Parisien* sont les plus à même de traiter l'information locale.

"La plupart des gens, des confrères parisiens qui débarquent en banlieue, à quelques exceptions près, d'abord n'y travaillent jamais, n'y habitent pas, et n'y connaissent rien. Ils ne savent pas ce que c'est qu'une cité. Ils ne savent pas ce que c'est que travailler comme nous travaillons tous les jours, avec des gens qui s'occupent (...) des quartiers, une association de jeunes, l'amicale des locataires, l'office HLM du coin parce qu'ils vont rénover, ou parce qu'ils vont faire une politique pour que la cité soit plus propre. Mais il n'y a pas que des gentils dans les institutions. On a fait beaucoup de papiers aussi du côté des locataires qui ne sont pas contents de leur office HLM parce que les charges ont trop augmenté. Je dirais (...) que s'il y a des gens qui savent ce que c'est que la vie en cité, c'est bien dans les éditions régionales (du Parisien)." (journaliste)

Cependant, et en raison de leurs conditions de travail, les journalistes locaux du *Parisien* sont structurellement en situation de distance vis-à-vis de leur terrain.

"Tout va vite pour nous. (...) Tous les soirs on a un bouclage, et en même temps on est là en permanence. Donc, on pourrait imaginer que les gens du Parisien ont le temps complètement de noyauter, de s'imprégner. C'est vrai (...) avec les interlocuteurs plus ou moins institutionnels. Mais c'est assez difficile par rapport au tissu social installé là. Parce qu'on va toujours très vite." (journaliste)

Les journalistes manquent donc, disent-ils, de familiarité avec le terrain. Ils n'ont pas suffisamment de connivence, d'implication, de connaissance du milieu dans lequel ils interviennent. Cela limite leur appréciation des événements qui se déroulent dans leur secteur. Et le font regretter de ne pas disposer des mêmes conditions de travail que les rédactions nationales.

Cette contrainte organisationnelle fait que le journaliste local appuie son travail, pour l'essentiel, et de façon routinière, sur des sources institutionnelles reconnues - police, pompiers et justice, préfecture et municipalités en cas de besoin. La "tourné" est faite deux fois par jour par téléphone, voire directement dans les locaux de la Direction Départementale de la Sécurité Publique. La difficulté vient de ce que, en matière de faits divers et de violence urbaine, l'information émanant de ces sources institutionnelles tend à être de plus en plus contrôlée.

"Il nous est arrivé en 1993 d'écrire un éditorial dans les Hauts de Seine, à l'encontre de Charles Pasqua. (Il) était à l'époque ministre de l'intérieur, (et) il avait donné des consignes. (...) C'est un département riche, la 36ème puissance économique mondiale. De telle sorte que dans les Hauts de Seine, il ne se passait jamais rien ! Vous avez 1,5 millions d'habitants, vous téléphonez à la police la matin, vous n'avez rien ! (...) A un moment donné on a fait un éditorial en disant - de qui se moque-t-on ? Parce qu'on est dans le département du ministre de l'intérieur, il n'y a pas eu un vol dans la journée d'hier ? (...) Et ça, dans toutes les villes c'est la même chose ! Sur Paris, mais aussi sur des villes un peu sensibles : à Sarcelles, Créteil, les maires ont une peur bleue qu'on véhicule une mauvaise image de leur ville. Alors ils verrouillent l'information. (...) En région parisienne, (...) l'information est (aussi) complètement verrouillée, au niveau des directions départementales des polices urbaines, des parquets.... " (rédacteur en chef)

La volonté de contrôler l'information aurait pour effet d'amplifier les événements diffusés.

"Comme il y a peu d'informations qui filtrent en banlieue, ça devient quelque chose d'important, et du coup c'est monté en épingle. Vous avez un reportage de télévision qui va diffuser sur toute la région un événement, pas très important, qui s'est déroulé dans une cité de banlieue. A partir du moment où vous avez très peu de journaux, très peu de presse, très peu de journalistes, le moindre événement devient très important ! Du coup, (ça devient) caricatural..." (rédacteur en chef)

Certes, toute l'information ne provient pas des sources institutionnelles. Il arrive souvent que les journalistes soient appelés par des habitants, des gens avec lesquels ils ont noué des contacts dans les quartiers - des responsables d'associations, des élus appartenant à un parti d'opposition au maire, voire de simples gardiens d'immeubles et il y a là pour eux, disent-ils, une source d'information essentielle. Ces sources, néanmoins, n'ont pas la même légitimité des sources officielles, et faute de véritables enquêtes, leur multiplication implique aussi pour le journaliste de plus grands risques d'être manipulé.

"La difficulté, c'est évidemment de donner la réalité des choses. Vous n'êtes pas auprès de la BAC, quand ils mettent cinq jeunes à genoux, et leur mettent

la tête dans la poubelle. Donc, évidemment si des jeunes nous appellent en disant 'voilà, on s'est fait matraquer', on appelle de l'autre côté. Les policiers vont dire - 'mais pas du tout, ça s'est très bien passé'. Donc là, au milieu, c'est excessivement difficile d'avoir la réalité des choses, et de trouver l'interlocuteur sincère. (...) L'information est tout le temps truquée." (journaliste)

Aussi, dans tous les cas, la dépendance aux sources institutionnelles reste déterminante.

"La difficulté du boulot de localier, c'est que (...) les flics qui vont nous donner une affaire, c'est ceux qui vont nous donner la prochaine. Donc, on est un petit peu obligé d'avalier leurs coulevres, pour qu'ils nous donnent la prochaine. Et c'est la même chose avec les élus. (...) Nous, c'est tous les jours qu'on est en contact avec. Le contrat tacite est - 'on vous alimente, mais vous nous faites le moins d'ombre possible'. Et toute la difficulté du boulot, c'est de faire du vrai journalisme, en confrontant les points de vue et les versions, sans nous griller avec nos sources. Toute l'équation est là ! Quand un maire s'est foutu de l'argent dans les poches, il faut en parler? Et alors le gars va fermer sa boutique, on aura plus rien ! Bon, dans ce cas, on fait parler l'opposition, mais c'est pas si simple. On a des maires où, dès qu'on met trois lignes, on a trois lignes de droit de réponse ! Et pour les faits divers, on est nécessairement à la remorque de nos sources." (rédacteur en chef)

Alors on contourne le verrouillage par un surplus de proximité. "Pour avoir des infos, ça passe par le feeling, boire un coup, jouer au golf avec un policier qui en est fondu, parler foot et PSG avec un commissaire qui en est supporter, si on sait qu'un type est une fine gueule, on l'invite à bouffer." Dans l'ensemble, la proximité du journalisme local se définit moins par une familiarité avec son terrain que par une dépendance, voire une familiarité, avec ses sources institutionnelles.

3.4 DES PROBLEMES D'INTERPRETATION

En contre point, c'est la parole des témoins et des victimes des violences urbaines et de l'insécurité qui est mobilisée, en une juxtaposition qui laisse penser que, faute de point de vue éditorial explicite, "les faits parlent d'eux-mêmes" et les lecteurs sauront bien s'y retrouver. Car, en situation de routine au moins, une des difficultés que pose le traitement des violences urbaines, c'est le fait qu'elles sont frappées d'une faible lisibilité.

Dans leur configuration actuelle, les relater suppose déjà de faire appel à des interprétations complexes, et de mobiliser des données sociales ou contextuelles peu disponibles, ou pouvant apparaître comme trop éloignées de l'expérience vécue. Ou encore, cela suppose de faire appel à des interprétations critiques, ce que le format et le genre n'autorisent que très peu. Or, d'ordinaire les journalistes sont eux-mêmes perplexes devant les situations qu'ils rencontrent, et où ils ne se reconnaissent pas.

"Quand je vais dans lycées pour la semaine de la presse, il y a des dégénérés, il y a des mômes - c'est horrible à dire, ils sont perdus pour la société (...)! Ils ne parlent pas le langage qu'on parle, nous. C'est un langage uniquement basé sur la violence. (...) Et puis ils ont des lueurs de gens qui sont pas normaux dans les yeux ! (...) Alors, oui, effectivement on peut trouver des débuts de réponse. Ils n'ont aucun repère, aucun but. Leurs seules références, c'est des gens eux-mêmes en échec. Donc, ils se nourrissent d'une révolte... et puis, (...) pas que de révolte, mais de pinard et de shit. (...) Alors, c'est con de se dire que c'est un problème des parents. Mais on peut se dire qu'effectivement, la démission des parents... Bon, on peut expliquer pourquoi ils en arrivent là. Maintenant, ce qu'on en pense... On fait

comme tous les gens : plus on y pense, plus on se dit qu'on va habiter le plus loin possible de ça !" (responsable d'édition)

Une première façon de répondre à cette difficulté est celle de l'objectivisme du "fait brut". En reconstituant les événements selon les sources disponibles, le journaliste se retranche derrière ces sources pour se faire simple "rapporteur" de ce qu'il voit et de ce qu'on lui dit. Chroniqueur des événements qui perturbent la tranquillité et l'ordre public, il les relate tels quels, c'est-à-dire tels qu'ils lui sont relatés par les agents de la force publique, et par des victimes directes ou indirectes.

"Nous, dans le cadre des faits divers, c'est 'j'ai vu, on m'a dit'. C'est-à-dire, la version officielle - ce que j'ai pu en vérifier, et ce qu'on a pu m'en dire sur le terrain." (responsable d'édition)

Il s'agit donc de contourner une capacité d'interprétation déficitaire ("le *Parisien*, c'est pas vraiment un journal d'idées"), en donnant la parole de manière plus ou moins indistincte au plus grand nombre.

"On le remet en contexte : quand il y a trois bagnoles et un bus qui crament, on fait parler le maire, le chauffeur, des gens du quartier, et puis le volet judiciaire avec l'interpellation de deux mecs." (Le journaliste évoque un événement précis) : "le lendemain on a fait un retour avec un angle tout à fait discutable, mais c'est un angle : le député du coin qui disait 'il faudrait rouvrir les camps de travail pour les foutre (de)dans." (...) Alors, effectivement c'était un angle anti-jeunes. Mais ça aurait pu être un angle pro-jeunes, avec un responsable de maison de quartier, en disant - 'si on s'occupait plus des jeunes, ça arriverais pas ! Le plus sûr pour pas raconter de conneries, c'est de donner la parole aux différentes parties. Et que les gens puissent s'exprimer - à partir du moment où ils restent dans des limites républicaines." (responsable d'édition)

Une seconde façon de répondre à la difficulté posée par la faible lisibilité des violences urbaines est celle d'une inversion hiérarchique de l'information. Les violences urbaines, les faits divers les plus fréquents (bagarres, dégradations, incendies volontaires), voire les plus préoccupants (en particulier les viols) sont effacés au profit des faits divers les plus originaux, les plus singuliers et les plus consensuels. Il s'agit de mettre en valeur ce qui relève de la nouveauté, plutôt que ce qui appartient au registre d'un mal chronique, la "belle histoire" plutôt que les situations contre lesquelles on ne peut rien et qui ne suscitent plus que de la lassitude. Une telle démarche conduit finalement à rendre invisible ce qui est au cœur de l'insécurité, mais dont la montée en puissance et les significations échappent à une approche routinière.

"Depuis un an ou deux, il ne se passe pas un soir où il n'y a pas une voiture qui flambe, ou des containers à ordures. Maintenant on n'en parle plus. Au début oui, plus maintenant. Même les flics ne nous en informent presque plus. C'est devenu (comme) le vol d'auto radio il y a 5 ans (...). La voiture incendiée, on continue à en parler en disant - 'en 2 mois, (...) 47 (...) voitures ont cramé, rien que sur la Plaine du Lys à Dammarie'. Mais (...) on ne va pas le faire tous les mois." (responsable d'édition)

"L'exemple typique c'est les jeunes qui squattent une cage d'escaliers qui empêchent tout le monde de dormir: personne ne fait plus de papier là-dessus ! Je me rappelle une époque où effectivement il y avait quelqu'un qui m'appelait pour me dire 'j'ai un problème'. J'allais dans la cité, j'allais voir les gens, éventuellement j'allais boire l'apéro chez eux, le soir à 21 heures, et je redescendais en enjambant les jeunes qui étaient là avec leurs bouteilles de bière, qui discutaient, et j'avais l'écho de ce que ça pouvait être. Mais c'est vrai qu'aujourd'hui on y va

pas. D'abord parce qu'on est pas assez nombreux. Il faudrait aller dans toutes les cités. (...) Et c'est qu'il faudrait carrément, que la rédaction ne travaille que là-dessus (...)." (journaliste)

La banalisation n'est cependant pas le seul argument pour une telle invisibilisation: une démarche "compréhensive" supposerait beaucoup d'efforts et de risques pour rendre compte de situations dont les journalistes ne sont pas convaincus qu'elles peuvent avoir grandes significations.

"Tout les matins on va à la DDSP, et là ils nous donnent ce qu'ils veulent bien nous donner, en général il n'y a que de la violence urbaine: rixes, bagnoles qui crament, en fait rien d'intéressant, médiatiquement parlant c'est pas intéressant à traiter, c'est toujours le même truc, la bande A qui s'en prend à la bande B, histoires de drogues, et puis c'est nébuleux, alors pour arriver à tirer le vrai du faux... et puis je ne vais pas aller voir la bande machin pour leur demander ce qui s'est passé, alors il faut s'en tenir aux faits, parce que si on commence à chercher le pourquoi du comment ils ont fait un concours de casse de voiture dans le quartier adverse, souvent c'est une histoire de filles, c'est très ridicule - pour nous, pas pour eux évidemment - c'est des motifs très futiles, et les moyens lecteurs seraient atterré de savoir que leur voiture a été cassé pour un regard mal placé ou une histoire vieille de six mois" (journaliste)

On accorde à l'inverse une attention bien plus grande aux faits divers classiques - ceux qui intéressent le lecteur par leur singularité, ou aux faits dont le récit est déjà fait par l'institution policière et judiciaire. Car au fond, le "bon papier" est celui qui raconte "une belle histoire", avec des situations et des personnages qu'il est aisé de mettre en scène et une dramaturgie que l'écriture peut facilement restituer.

"Ce qu'on fait de plus en plus, c'est de nous occuper des procès d'assises sérieusement. Avant, on ne s'en occupait pas, parce que c'est pas rentable. Ça bloque un journaliste de 1 à 3 jours. Alors la ruse, c'est d'envoyer un pigiste - parce que lui, qu'il travaille 1 ou 10 heures pour faire un papelar, c'est le même prix. Mais ils sont moins bons par définition, et les procès d'assise c'est dur à couvrir. Par contre, un bon procès d'assises, c'est du fait-div propre, c'est moral, c'est les fables de La Fontaine : '... moralité : 15 ans'. Ça, c'est pas mal. En plus, il y a des histoires, c'est ficelé. (...) La police et la justice ont fait leur travail, et le méchant a été puni." (rédacteur en chef)

Dans ces conditions, le degré de visibilité des faits divers et des violences urbaines dépend principalement de deux variables: soit de la correspondance entre l'événement et les canons éditoriaux d'une "belle histoire", soit de la mobilisation connexe d'acteurs sociaux constituant, à l'intention des journalistes, ces faits divers en "événements" dignes d'intérêt pour la presse locale.

3.4.1 Stratégies de communication des acteurs sociaux

Si la presse nationale d'opinion est très sensible aux variations du débat politique sur les violences urbaines, *Le Parisien*, quant à lui, est très sensible aux stratégies de communication des acteurs sociaux organisés - c'est-à-dire, surtout et avant tout aux stratégies de communication du monde syndical. Or, le thème de l'insécurité est depuis un certain temps devenu - en tout cas pour certaines catégories sociales tels les machinistes, les enseignants ou les policiers - un puissant levier de l'action syndicale. Dans une conjoncture durablement bouleversée par le changement, et peu favorable à la mobilisation collective, le thème de l'insécurité est porteur des revendications

catégorielles comme des craintes statutaires de nombreux groupes socioprofessionnels. Ces catégories ont ainsi fortement contribué à transformer le problème de l'insécurité en problème public - c'est-à-dire en enjeu d'un débat public. En s'emparant de ce thème dans une perspective plus ou moins ouvertement instrumentale, elles ont aussi très probablement suscité, par une dynamique d'effets pervers, un accroissement du sentiment d'insécurité au sein de la population. Mais ça, c'est quelque chose que nous n'avons pas la possibilité de mesurer sans avoir recours à des instruments spécifiques.

La sensibilité du *Parisien* aux stratégies de communication des acteurs sociaux organisés s'explique par le rôle de relais, joué par ces derniers, entre une population touchée par les violences urbaines, à laquelle le journal est lui-même lié par la logique de la proximité, et le monde politique. Ces acteurs aident le journal à extraire les violences urbaines de la gangue d'une routine qui rend ces phénomènes habituellement illisibles, et lui permettent de les réinscrire ainsi dans un espace de débats et de sens.

"Il arrive que les conducteurs de bus se mettent en grève. Ils nous appellent au téléphone. Et là, c'est pas nous qui faisons l'événement, c'est eux qui le créent. Eux se mettant en grève, ça touche des milliers de gens. (...) Sur une ligne, des fois ça bloque quasiment Paris. C'est grâce à ça qu'on va parler - et là on peut parler du vécu du chauffeur qui se prend une baffé, ou simplement qui se fait insulter, ou qui voit passer les gens qui ne payent pas le ticket. Mais effectivement, il (faut) qu'on nous donne une médiation. (...)" (responsable d'édition)

En octobre 1998, alors que la rentrée était plutôt calme en matière de violences urbaines médiatisées, *Le Parisien* a lancé un grand débat national, qui a été suivi par presque toute la presse (à l'exception du *Monde*) sur l'insécurité dans les transports - débat immédiatement enrichi par une série de grèves à la SNCF. C'est, paraît-il, de manière tout à fait accidentelle que ce sujet avait fait la une du journal. Mais cela n'est pas non plus sans rapports avec le fait que plusieurs syndicats ont des stratégies de communication actives à l'égard du journal. Le sujet avait été repris dans la page *régions*, celle qui s'occupe en routine de la question des transports.

Ce qui est vrai pour les transports, l'est aussi, en partie, pour l'école.

"Le fait qu'il y ait de grandes grèves concernant l'insécurité à l'école, ça a mis les questions de l'insécurité à l'école en avant. Maintenant les enseignants nous appellent lorsqu'ils ont un incident sérieux dans leur établissement, parce qu'il y a un certain ras le bol et ils ont envie que ça se sache. Il n'y a pas de règle. Ça peut être un enseignant, ça peut être un responsable d'établissement, ça peut être un syndicat, ça peut être un parent. Pour les problèmes des transports effectivement les syndicats montent au créneau. Mais l'éducation nationale c'est quand même autre chose, un enseignant va se poser la question si, oui ou non, il appelle un journal pour signaler un fait, (il se demande quelles) répercussions ça va avoir. Tandis qu'un machiniste de la RATP ne va pas avoir d'état d'âme, il va prendre son téléphone." (journaliste)

Les syndicats de police ne jouent pas moins ce jeu là. C'est notamment le cas des syndicats d'extrême droite, pour lesquels il s'agit de rendre visibles des événements que leur hiérarchie a pour mission d'occulter. Cela renvoie vraisemblablement à des stratégies électorales visant faire monter la pression.

"On reçoit tous les jours (...) des télégrammes d'un syndicat de police (plutôt orienté à l'extrême droite, nous explique ensuite notre interlocuteur) qui résume un petit peu tout ce qui s'est passé la veille et la nuit sur le département. Il y

a énormément de choses. La source officielle va essayer de dissimuler certains événements, et notamment les problèmes de banlieues, parce que ça reste extrêmement sensible. Et quand on fait une tournée, on peut très bien passer à côté parce que les consignes sont - 'on ne fait pas de vagues, on ne fait pas de bruit'. Moi ce qui m'intéresse c'est d'avoir l'information brute, donc que ça vienne d'un syndicat plutôt extrême droite, ou que ça vienne du commissaire, moi, je m'en fout."
(responsable d'édition)

Si les viols, par exemple, ne semblent pas constituer des événements dignes d'être médiatisés, c'est parce qu'il ne s'agit pas pour l'instant d'un thème dont des mouvements féministes ou des associations de femmes se sont emparés. Or, dans cette perspective, le vrai problème que posent aujourd'hui les banlieues à un journal comme *Le Parisien*, c'est qu'il s'agit d'un monde trop faiblement structuré et organisé. Contrairement aux syndicats, qui disposent d'une assise institutionnelle reconnue, tous les interlocuteurs associatifs en banlieue n'ont pas une égale légitimité.

"Moi, demain je vais déposer les statuts d'une association 'les jeunes de telle ville' - et voilà, je fais de l'intox auprès du canard, je vais m'offrir les colonnes d'un canard qui se diffuse à 35 000 exemplaires sur le département. Qu'est-ce que je représente, moi? Que dalle ! Notre vrai problème aujourd'hui, c'est effectivement de trouver des interlocuteurs représentatifs dans les banlieues... Quand il y a eu le mouvement des potes à cyclomoteur à travers la France, on avait de vrais interlocuteurs fiables. Et petit à petit, on a vu le système complètement dériver. Tous ces gens là - en tout cas leurs héritiers - sont devenus des professionnels de la subvention... C'est quand même vachement emmerdant..." (journaliste)

3.4.2 Une conflictualité liée à la configuration de l'espace public

Ce décalage entre la capacité dont font preuve différents acteurs sociaux à accéder à l'espace public, selon des stratégies propres, en prenant appui sur le thème de l'insécurité dans les banlieues populaires ; et l'incapacité à le faire à laquelle se voit confrontée toute une frange de la population banlieusarde, jeune et moins jeune, en raison de son faible niveau d'organisation - tout ça fait que l'espace public devient lui-même l'enjeu de conflits violents. D'un côté, la violence, nous l'avons vu dans l'étude sur le journalisme télévisuel, apparaît comme un outil stratégique ouvrant l'accès à la publicité - au même titre d'ailleurs que l'insécurité pour d'autres acteurs mieux organisés. De l'autre, le journaliste, qui dépossède cette population de tout contrôle sur sa propre image, est ordinairement victime d'une agressivité et d'un ressentiment exacerbés.

"Depuis les émeutes du début des années 1990 où la plupart des journalistes s'étaient comportés comme des voyous en traquant les jeunes, en volant des clichés ou en faisant des photos montages, la situation a beaucoup évolué. Les jeunes se méfient des médias". (journaliste)

Or, toute la presse estime - y compris les journalistes du *Parisien* - que la télévision et la radio doivent porter le chapeau pour ce qui est de l'essentiel de ces critiques. Ce seraient eux, les responsables d'une image caricaturale des banlieues, d'autant plus que ce sont eux les médias populaires par excellence.

Quoi qu'on en pense, il est certain que les journalistes du *Parisien* ont été obligés, comme leurs confrères d'autres médias à développer des stratégies d'adaptation pour faire face à l'hostilité.

"On évite de passer pour un journaliste, on essaye de se "déguiser". (...) On ne porte pas un sac (photo) à l'épaule, on le porte à la main, comme pourrait le faire un médecin, ou n'importe qui. (...) Tout ça tient à une réalité des choses, à une crainte, une inquiétude (...) du journalisme par rapport à un milieu que l'on considère comme hostile a priori." (journaliste)

Ces mêmes difficultés, concernant les conditions d'exercice du métier de journaliste en banlieue, sont évoquées dans un témoignage publié dans un journal interne, destiné à la rédaction (avril 1996), dans lequel une journaliste raconte comment elle a été plusieurs fois prise à partie, et même comment elle a essayé un jet de bouteille incendiaire sur son véhicule. Elle propose quelques astuces pour éviter ces désagréments : garer sa voiture dans le sens de la sortie, ne pas avoir l'air d'être journaliste - et affirme pour conclure que "dans une cité, ce n'est pas le journaliste qui fait sa loi".

3.5 LE PARISIEN FACE A LA PRESSE NATIONALE: LE CAS DE L'EMEUTE DE DAMMARIE-LES-LYS

Cette règle d'un journalisme non critique, commandé par les trois contraintes de l'information locale (proximité, consensus, sources "préférentielles"), se retrouve dans le traitement des cas limites que sont les émeutes à la suite de la mort de jeunes mettant directement en cause la police. Soit le cas des émeutes de Dammarie les Lys en décembre 1997, à la suite de la mort d'un jeune tué par des policiers de la brigade anticriminalité de Fontainebleau, alors que pris en chasse par la BAC de Dammarie-les-lys, ils tentait de forcer un barrage à l'entrée de la ville.

Dans un premier temps, le vendredi 19 décembre, le sujet est traité dans les pages nationales des faits divers, avec renvoi à la "une" de l'édition départementale de Seine et Marne (77). L'article, intitulé "Banlieue : un adolescent abattu par les policiers. Connu pour une quarantaine de délits, il tentait de forcer un barrage", s'appuie sur des informations de source policière et charge considérablement le jeune Abdelkader, 16 ans, présenté comme un multirécidiviste depuis l'âge de 9 ans. La "légitime défense" est invoquée par les inspecteurs chargés de l'enquête. Le journaliste signale par ailleurs qu'une "quinzaine de voitures ont été incendiées dans le quartier de la Plaine du Lys d'où était originaire la victime". Le parti pris est ici celui de la source "autorisée", qui disqualifie la victime et les émeutes réactives. De son côté, *Libération*, tout en rapportant la même version officielle, inscrit l'affaire dans le climat de tension régnant dans le quartier depuis plusieurs mois, et met en cause l'attitude provocatrice du député-maire RPR, héraut médiatique (par l'intermédiaire de reportages de TF1) des thèses sécuritaires dans les banlieues.

Dans un second temps, le lendemain, l'affaire disparaît des pages nationales (au profit d'une bavure plus "nette", celle du commissariat de Lyon où un policier a tiré sur un jeune père de famille interpellé pour dispute de voisinage) mais fait toujours la "une" de l'édition de Seine et Marne du *Parisien*. Une page entière est consacrée à l'affaire et illustre la technique de l'objectivisme par juxtaposition: un article principal, intitulé "La Plaine du Lys sous tension", illustré par la photo d'un fourgon de pompiers détruit, donne largement la parole au maire de Dammarie, qui dénonce les "hordes sauvages qui ont tout saccagé gratuitement". L'article mentionne ensuite les "réserves" émises par les

"proches de la jeune victime" concernant l'attitude de la police. Cet article principal est bordé par deux encadrés : un plus grand où le maire met en cause l'inertie des forces de l'ordre dans la gestion de l'émeute ; un plus petit où le parquet annonce une information judiciaire pour "violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner", et où la famille annonce le dépôt d'une plainte.

Le second article, intitulé "La famille d'Abdelkhader révoltée" est illustré par la photo d'un adolescent joyeux. Il donne largement la parole à la famille de la victime, qui dénonce la traque et les provocations policières dont faisait objet Abdelkhader de la part des policiers de Dammarie, qui auraient délibérément affolé la BAC de Fontainebleau, après avoir pris celui-ci en chasse, sans doute aussi après l'avoir reconnu. Le propos se termine par un appel au calme adressé aux jeunes, et par une critique à l'adresse du maire, qui n'a fait aucun geste en direction de la famille. Un encadré fait part de l'appel au calme du recteur de la mosquée de Paris. La page fait ainsi se juxtaposer deux blocs disjoints : d'un côté, la légitime défense des policiers et la colère du maire contre les casseurs ; d'un autre côté, les critiques de la police et du maire par la famille de la victime, le tout assorti d'appels au calme relayés par une personnalité musulmane.

Libération, pour sa part, témoigne de l'attitude méprisante du maire vis-à-vis des jeunes du quartier, et met en cause, par propos interposés, les attitudes d'humiliation et provocatrices mises en œuvre depuis longtemps par certains policiers du commissariat de Dammarie, se vantant d'appartenir au Front national.

Le troisième jour, tandis que *Le Parisien* ne traite plus dans les pages locales ("Melun-Région") du cahier départemental que le factuel des affrontements qui se prolongent, *Libération* présente le témoignage du passager rescapé, Djamel, interrogé sur son lit d'hôpital, qui contredit la thèse policière de la "légitime défense", et creuse la piste d'un dérapage dans l'utilisation des brigades anticriminalité dans les banlieues, appuyé par les propos du procureur de l'Essonne allant aussi dans ce sens - une approche fortement critique, également développée par *Le Monde*.

Dans un quatrième temps, le *Parisien* traite l'affaire à nouveau sur une page entière du cahier départemental, composée de 4 articles. Le premier, intitulé "Une marche silencieuse à la mémoire d'Abdelkhader", est illustré par une photo du jeune homme en "play-boy", casquette, lunettes noires, short, adossé au capot d'une voiture. Il donne la parole aux parents de la victime, organisateurs d'une marche "dans le calme", qui dénoncent l'aspect "prémédité" par les policiers de la mort d'Abdelkhader, et demandent la tenue d'une table ronde réunissant jeunes, municipalité et police, pour "renouer le dialogue et faire avancer l'enquête". Le second article s'intitule "Ambiance tendue à la Plaine du Lys : les gens ont peur". Il est illustré par la photo d'un véhicule calciné, qui fait écho à celle sur laquelle s'adosse Abdelkhader. Une première série de témoignages donne la parole à des commerçantes et à leurs clientes, qui disent avoir peur dans le quartier, l'une d'entre elles ayant été cambriolée 6 mois auparavant. Une seconde série rapporte les propos de jeunes qui dénoncent le harcèlement policier et la "version de la police". Un encadré intitulé "Une longue enquête" fait le point sur la procédure : l'ouverture d'une information judiciaire par le parquet pour "violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner" , "pourrait laisser penser", explique le journaliste, que "les circonstances d'une légitime défense ne sont pas clairement établies." Le journaliste rapporte la dernière version policière : deux agents effrayés tirent quatre fois sur la voiture, une balle en ricochet tue le conducteur,

ce que confirme le procureur - "la balle a subi une déformation". Version contredite par Djamel, qui a affirmé "à des employés de l'hôpital" avoir entendu des coups de feu après l'arrêt de la voiture - mais version aussi mise en doute par le procureur qui s'affirme "surpris, alors que Djamel a confirmé la version des policiers lors de son audition". L'enquête suit son cours, la justice cherche des témoins de la scène. Le dernier article, s'intitule "Le président de l'association des musulmans : il faut calmer le jeu". Le journaliste rapporte les propos du président : les relations jeunes/police sont tendues, le commissaire n'a entamé aucune médiation, l'islam est une ressource d'appel au calme et au dialogue.

De son côté, *Libération* explique la violence persistante, d'une part par le maintien de la thèse officielle de la "légitime défense", renforcé par la disqualification du témoignage de Djamel par le procureur ; d'autre part, par l'attitude provocatrice et inutilement répressive des policiers et des CRS chargés de maintenir l'ordre.

A nouveau, le *Parisien* juxtapose quatre "mondes" qui ne sont pas mis en perspective par les journalistes : celui des parents de la victime qui appellent au calme et qui accusent le police ; celui des "gens" du quartier qui "ont peur"; celui de l'enquête (policiers et procureur) qui maintient la thèse de la légitime défense, notamment en disqualifiant le témoignage de Djamel ; celui d'une personnalité musulmane qui appelle au calme. Les journalistes multiplient l'expression des points de vue, sans jamais affirmer un point de vue éditorial, notamment en ce qui concerne les tenants contextuels des tensions locales entre les habitants du quartier, en particulier les jeunes, la police et le maire de Dammarie - un terrain qu'investissent en revanche considérablement *Libération* et *Le Monde*, à travers leurs envoyés spéciaux.

Invité à commenter le traitement de ce type d'affaire, un des responsables de l'édition départementale du *Parisien* nous répond d'abord que le sujet a été mal traité. "On est passé à côté de plein de choses, qu'on a traité après, mais un peu tard." Il pense en particulier qu'a été oublié le "côté habitant".

"On s'est vraiment focalisés sur l'événementiel, sur les émeutes qui étaient très dures. C'était vraiment une logique de guerre, ça a duré plusieurs jours comme ça. C'était assez violent, et nous, on a complètement oublié le côté habitant. Au plus fort des émeutes il y avait 200 jeunes dans la rue, c'est tout. Mais il y a 12.000 habitants de la ville qui ont vécu là dedans. Et on n'avait aucun témoignage de ces gens là qui pendant quatre, cinq nuits, ont vraiment mal vécu, ont mal dormi..."
(responsable d'édition)

En effet, un seul article a mis en scène les habitants, ces "gens" représentés par quelques femmes apeurées, alors que cela aurait dû constituer bien plus la matière d'un principe de "proximité" par identification, propre au *Parisien*.

Par ailleurs, il revient sur la différence de traitement concernant le contexte de Dammarie, entre son édition et les articles de *Libération*, reconnaissant qu'il en savait sans doute autant que le journaliste de *Libération*, mais qu'il ne lui était pas possible d'aller très loin en ce sens pour des raisons de consensus et de proximité avec les sources officielles.

"On a traité la version de la famille, de la tante qui disait que Kader avait été assassiné, que c'était les flics qui lui avaient tendu un guet-apens... Il faut savoir qu'il y avait un vieil antagonisme entre le commissariat de Dammarie et les jeunes

du quartier, qui remontait déjà à quelques années. Il y avait un commissaire, maintenant parti à la retraite, qui était complètement xénophobe, encarté au RPR, plutôt branché Pasqua et conforté par le maire de Dammarie Les Lys, qui est lui-même RPR, et qui n'hésitait pas quand il se promenait dans la rue, à alpaguer les jeunes et à les traiter de 'sales bougnoules'. Ça n'aide pas à apaiser... Oui bien sûr, on l'a traité. On n'est pas allé aussi loin que Libération. Mais Libération est vraiment allé très loin. Leur principal informateur est Maître Terquem, qui est l'avocat de SOS Racisme, et qui est un grand manipulateur. On l'a aussi comme informateur, mais eux, c'est leur informateur essentiel. C'est l'avocat de la famille de Kader. Voilà, ils ont balancé quelques trucs tout à fait justes. Ils sont allés peut-être plus loin que nous. Mais ils ont aussi balancé de grosses conneries. Mais eux, c'est pas grave, ils ne sont pas sur place. Donc, ils n'ont pas vraiment de retour de bâton. Nous, on est vraiment local. " (responsable d'édition)

Cette connaissance du contexte local va très loin, puisqu'elle s'appuie sur des informations émanant de sources policières, qu'il semble cependant plus aisé de rendre publiques lorsqu'il s'agit des antécédents de la victime (multirécidiviste depuis l'âge de 9 ans), que lorsqu'il s'agit des antécédents du commissaire de Dammarie :

"J'ai eu accès à des documents (...) de l'ancien patron des RG, et (...) de son spécialiste des violences urbaines, qui depuis déjà un moment essayaient d'alerter leur hiérarchie en disant - ' il y a un problème à Dammarie, il y a un noyau dur du Front National, ils sont en train de foutre le feu aux poudres, un jour ou l'autre ça va péter. " (responsable d'édition)

3.6 LE TROPISME FAIT DIVERSIER DU PARISIEN

Force est ainsi de constater que de très nombreux paradoxes affectent le traitement journalistique des violences urbaines dans les pages du *Parisien*.

Premier paradoxe : la "proximité" n'est pas un gage d'intelligibilité de l'événement local. En effet, bien souvent cette proximité n'est pas une "familiarité" avec le territoire et ses populations, ni même avec les lecteurs du journal - faute de temps, d'expérience, et en raison de la complexité et de l'opacité du phénomène des violences urbaines en banlieue. Cette proximité est à l'inverse souvent un facteur de distance.

Tout d'abord lorsqu'elle prend la forme d'une "loi de la proximité", qui exerce une contrainte impérative sur la sélection et la hiérarchisation des informations. Il faut que ce que savent "les gens" soit dans le journal, car il est supposé de façon implicite, par le "format" de la presse locale, que doivent être dans le journal des événements auxquels "les gens" ont assisté, ou dont ils ont entendu parler. Cette "loi de la proximité", qui fait du journal d'abord le reflet de "ce qui s'est passé" publiquement, conduit les journalistes à une relation sous tension avec leur lectorat. Soit le journaliste parle de tout, et alors il n'a ni le temps ni l'espace rédactionnel pour faire autre chose que l'énumération de "brèves" qui n'expliquent rien, et il s'expose à la critique de la dramatisation par accumulation ; soit il sélectionne plus rigoureusement les informations publiées, et s'expose à la critique inverse qui est de se désintéresser et d'occulter, pour ce qui est des violences urbaines, ce qui fait l'ordinaire de l'insécurité.

Distance aussi lorsque la proximité, voire la familiarité, développée dans le journalisme local, renvoie le plus souvent aux relations nouées avec les sources institutionnelles, en raison des contraintes organisationnelles qui limitent l'accès à des sources moins reconnues et plus problématiques. Une proximité qui accroît d'autant plus la dépendance à ces sources reconnues (connivence, influence, renvoi d'ascenseur), et la

défiance de ceux qui sont en conflit ou en délicatesse avec ces institutions et ces autorités.

Ainsi, la notion de "proximité locale" n'est pas nécessairement une vertu pour le travail journalistique : elle permet difficilement une bonne connaissance du terrain, elle conditionne la sélection et la hiérarchie des informations dans le sens d'un journalisme moins réflexif, que se donnant plutôt comme un pur reflet de ce qu'il véhicule. Elle conduit à une relation de dépendance avec les sources institutionnelles et à une relation d'insatisfaction, voire de défiance, avec le lectorat.

Le second paradoxe est celui de l'occultation par banalisation d'événements qui sont au cœur de l'expérience locale de l'insécurité, mais qui n'accèdent pas, ou plus, au rang d'information : dégradations, vols, viols, bagarres entre bandes, incendies de véhicules...etc. Les traitant dans un passé récent sur le ton du scandale, les journalistes ont contribué à alimenter simultanément les sentiments d'insécurité et les sentiments de stigmatisation éprouvés par les lecteurs, ainsi que la rétorsion de sources soucieuses d'ordre public. Egrenant chaque jour l'ensemble des faits de "désordre" dont ils ont connaissance par les services de sécurité - deuxième possibilité - ils s'exposent d'une part à l'insatisfaction professionnelle d'une simple énumération sans explication, et à la déconsidération (journalisme des "chiens écrasés") ; d'autre part, à la critique de la "culture du pire" par accumulation ("les faits div tout les jours, une balle dans la tête").

Les deux principales stratégies de résolution de ces paradoxes sont d'une part la rhétorique du "fait brut", d'autre part celle de la "belle histoire". Lorsqu'un événement est considéré digne d'information (par son caractère nouveau, par son ampleur, par le nombre de personnes susceptibles d'être concernées), la quasi impossibilité (liée aux contraintes organisationnelles, à la complexité voire à l'hostilité du terrain) d'en faire un objet de reportage ou d'enquête, se traduit par la mise en place d'une rhétorique de l'objectivité : balance entre les sources disponibles, où domine le plus souvent, faute de mieux, la source institutionnelle et sa rhétorique du "désordre", pour des raisons liées à la fois à sa présence continue sur le terrain, à la plus grande légitimité de son point de vue, et à la plus grande dépendance des journalistes vis-à-vis d'elle.

On observe ainsi dans les pages du *Parisien* - mais nous l'avions montré pour TF1, et en particulier pour son journal de 13 heures - une tendance à inscrire tous les faits divers qui appartiennent au registre des violences urbaines dans un ordinaire des violences urbaines, sans tenir compte de la spécificité qui régit la dynamique de chaque événement. C'est ainsi qu'ont d'abord été évoquées, le 14 décembre 1998, les émeutes déclenchées à Toulouse suite à la mort du jeune Habib par un policier, dans le cadre d'une interpellation.

La "une" du *Parisien* aura ce jour-là pour titre - "Week-end de violences dans les banlieues". Elle comporte une agrégation de faits divers, sans rapports nécessaires entre eux - mis à part s'être déroulés au cours du même week-end : casse de bijouterie à la voiture bélier dans le centre de Lyon ; course de vitesse sauvage entre deux jeunes conducteurs (baptisée "rodéo", par analogie avec les banlieues) dans un village de la périphérie de Nantes ; jet de "cocktails molotov" sur une voiture de police à Dammarie-les-Lys, à la date anniversaire de la mort d'un jeune tué par des policiers ; règlement de comptes à Saint Denis entre deux bandes rivales, qui blessent une jeune passante à la grenaille ; et enfin, à Toulouse, "la mort d'un jeune embrase le Mirail".

L'amalgame entre ces événements témoigne d'un véritable réflexe fait-diversier du *Parisien*, seul journal national à rater ainsi, au début, la spécificité de l'affaire toulousaine - émeutes à la suite d'une bavure policière - pour n'en faire que l'illustration de "violences de banlieue", dont les acteurs ne peuvent être que de jeunes délinquants de ces quartiers.

Cela ne veut pas dire que *Le Parisien* soit complètement insensible à la spécificité des différentes formes de violences urbaines, et incapable de moduler sa couverture en tenant compte de cette spécificité. Mais se voulant éditorialement neutre à propos de ces questions, qu'il ne traite pas sous un registre politique mais en termes de transgression légale, la modulation ne peut en ce cas venir que de l'extérieur. Elle est commandée par l'événement lui-même, de deux manières : d'un côté lorsque le titre se fait le porte-parole des stratégies de communication des acteurs, notamment des acteurs syndicaux ; de l'autre, lorsque la nature de l'événement et les conditions un peu exceptionnelles de travail du journaliste se conjuguent - et c'était le cas le reste de la semaine, où un envoyé spécial a pris en charge le traitement des événements de Toulouse - pour imposer une interprétation politique des faits.

Ainsi, les journalistes locaux sont en réalité très mal placés pour rendre compte des violences urbaines. Ne pouvant en proposer qu'une approche superficielle, ils s'exposent à des manipulations ayant des effets de rétorsion directe par leurs sources institutionnelles et par leur lectorat. C'est la raison pour laquelle les éditions du *Parisien*, à la suite de la définition d'une nouvelle formule à la maquette plus stricte, ne rendent compte des violences urbaines que de façon prudente, en s'appuyant sur les sources les plus immédiatement disponibles : les sources institutionnelles reconnues et les témoignages sur le vif des habitants ou des acteurs locaux, sans prendre le risque d'une analyse autonome.

Ce qui fait que non seulement la banlieue parisienne est l'objet d'un faible traitement journalistique, mais que ce traitement est lui-même fortement hétéronome, car faiblement producteur de sens. Il est à la fois sous l'influence d'institutions n'ayant pas que des intérêts locaux, et sous l'emprise hégémonique d'un traitement journalistique national, que ce soit en situation de routine (assimilation des journalistes locaux à ceux de la télévision) comme en situation de crise (intervention directe, sur le terrain et auprès des sources, des journalistes nationaux).

C'est dire que la tension entre journalistes locaux et journalistes nationaux est structurelle. Les journalistes locaux, soupçonnés par les journalistes nationaux d'être bridés par leurs sources institutionnelles et une ligne éditoriale "consensuelle", sont tentés de se méfier des journalistes de la presse nationale d'opinion, a priori connaissant moins qu'eux le terrain, mais plus libres de produire des significations (fondées ou non), en porte à faux avec une fraction du lectorat, des institutions et de la ligne éditoriale au niveau local.

La violence urbaine en banlieue parisienne est ainsi soit sous-médiatisée par banalisation et occultation, soit sur-médiatisée - et échappe alors à ses particularismes locaux pour prendre la dimension plus ou moins symptomatique, mythique, métaphorique ou fantasmatique de "phénomène de société".

IV - LA PRESSE QUOTIDIENNE REGIONALE

4.1 INTRODUCTION

La presse quotidienne régionale doit en général régler son fonctionnement sur une double logique : il s'agit d'un côté de répercuter sur le plan régional les grands débats politiques nationaux et, de l'autre, d'être une presse de proximité capable de répondre aux demandes particulières de son lectorat. C'est comme ça que *La Dépêche du Midi* fonctionne. Alors que le journal a été, à ses origines, fortement orienté vers l'information politique, l'élargissement du lectorat et l'évolution de la circulation ont fini par la pousser à accorder un espace croissant aux phénomènes de société.

Cette logique éditoriale n'est certainement pas sans rapport avec l'évolution du titre. *La Dépêche du Midi*, fondée en 1870, traditionnellement de tendance radicale, est un journal indépendant qui appartient et qui est dirigé par la famille Baylet depuis 1959. *La Dépêche* participe également au capital de Sud Radio et de Télé Toulouse.

Malgré cette pérennité et cette élargissement à d'autres médias, la *Dépêche* rencontre des difficultés. Depuis 20 ans, le journal perd des lecteurs sans discontinuer: 247 583 exemplaires payés en 1979, 202 189 en 1996. On note cependant une petite augmentation récente, puisque pour 1998, la diffusion est de 203 076 exemplaires.

Par ailleurs, la propriété du titre est en voie de modification en raison de dissensions internes à la famille Baylet: l'une des sœur de Jean-Michel Baylet (actuel directeur du journal), souhaite céder les 20% du capital lui appartenant, et a engagé en ce sens des discussions avec Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* (*Libération*, 10 mars 1999)

Ceci étant, *La Dépêche* constitue un "cas" intéressant, lorsqu'on réfléchit sur les liens entre médias et violences urbaines, et cela pour deux raisons principales. D'abord, elle a depuis longtemps manifesté une préoccupation active dans le sens de ne pas favoriser l'emballement médiatique du débat sur la violence à Toulouse. Tout en tenant compte de la réalité nationale, elle a tenu systématiquement à souligner que Toulouse faisait mieux que le reste du pays - et les statistiques le montraient. Mais par ailleurs, elle s'est aussi toujours alignée sur un fonds idéologique commun à la ville, et dont nous reparlerons plus loin : l'idée de "l'ethniquement correct". A Toulouse, et à la *Dépêche du Midi*, acteurs institutionnels et journalistes se font un point d'honneur de ne désigner les différentes ethnies qui composent la population locale qu'au positif, par leur apport particulier à une culture commune ; jamais au négatif. Lorsqu'il s'agit d'actes de transgression, "l'origine" s'efface devant une désignation plus abstraite et générale : des "jeunes", des "Toulousains" etc..

4.2 LA DEPECHE DU MIDI AU QUOTIDIEN

La proximité assurerait un regard plus nuancé, à propos des événements locaux, que celui dont est capable la presse parisienne, perçue comme trop éloignée du terrain, et, par conséquent, ayant plus souvent tendance à tomber dans les clichés et les généralités. La proximité définirait aussi un style : elle suppose un traitement des événements en termes d'histoires de vie, ce qui représenterait un atout du point de vue d'une restitution "plus exacte" des faits.

Mais la proximité ne manque pas d'avoir des côtés négatifs, car elle peut être source de notabilisation. Journalistes et élus "mangent ensemble". Et quoiqu'on observe

de nos jours "une grande préoccupation d'autonomie" chez les patrons de presse, la convivialité atténuerait inévitablement la dureté du regard du journaliste. Une telle tension est inhérente au rapport qu'il entretient avec ses sources d'information. L'ambiguïté est un avatar de la proximité.

La Dépêche propose à ses lecteurs 18 éditions départementales. "Elle rayonne", explique son rédacteur-en-chef, "sur une région de taille supérieure à celle de la Belgique, avec un total de 150 pages composées, 250 mille exemplaires en semaine et 285 mille le dimanche, et la mobilisation d'un total de 210 journalistes". Chaque édition se décline en termes de couverture de la vie sociale locale des petits bourgs, en essayant de dégager la pluralité des langages et avec une forme adaptée à la tonalité de la communication ("y compris des fautes de syntaxe"). Un logiciel permet de contrôler la fréquence avec laquelle l'information de proximité apparaît dans chaque édition départementale et de rectifier les omissions indésirables.

Dans ce contexte, l'importance du fait divers est claire : il introduit une rupture dans la platitude des situations. C'est l'exceptionnel qui se construit en tant qu'événement. La rédaction est pourtant attentive aux effets délétères qui peuvent être induits par une exploitation massificatrice de certains faits divers, et en particulier tout ce qui touche les populations issues de l'immigration et les quartiers difficiles. On évoque l'évolution indésirable, en termes de montée du Front National, qui a atteint le lectorat de l'Est, l'Alsace notamment, peut-être en fonction d'une sensibilité insuffisante aux risques liés à la diffusion des faits divers.

La construction de l'information ne serait pas moins dictée par l'événement lui-même. Comme c'est le cas pour la presse de proximité en général, à *La Dépêche* on prétend "dire le fait", alors qu'il incomberait aux éditoriaux d'interpréter l'information. La dissociation entre fait et interprétation serait le résultat d'une évolution progressive, et elle correspondrait à une forte demande du lectorat. Reste que "l'ethniquement correct" constitue, comme nous l'avons dit ci-dessus et comme le confirment divers journalistes, une véritable ligne éditoriale, qui s'inscrit tout d'abord dans un partage de tâches.

La couverture des quartiers difficiles incombe à l'agence centre-ville, créée voici 4 ans, après 15 ans d'installation du journal dans le quartier des Pradettes, qui intègre l'ensemble du Grand Mirail. Ayant le sentiment de perdre le contact avec la ville, le journal a pris la décision d'ouvrir cette agence, dont le travail est fondamentalement axé sur les thèmes de la politique de la ville. L'agenda des journalistes, dans ce cas, est en grande partie rempli à l'appel des associations. Particulièrement ciblés : "Les jeunes et les vieux, les sportifs, les crêpes du réveillon à la Maison de retraite... On essaye de faire ça de manière intelligente, car on est quand même dans une ville de 100.000 étudiants... Beaucoup d'interventions sont effectuées dans les écoles, autour des carnivals, des kermesses, des micro-projets pédagogiques. C'est toute cette micro-locale, cette vie qu'on essaye de mettre en valeur".

Paradoxalement, dit-on, cela a fini par engendrer, par rapport aux zones sensibles, une démarche "schizophrénique" : "Il y avait d'un côté les faits divers qui étaient obligés de dire qu'il y avait eu telle agression au Mirail, telle destruction de mobilier à Bellefontaine... Et nous, depuis longtemps, depuis le début des années 1980, notre orientation était d'avoir sur ces quartiers une approche positive. Dire 'au Mirail,

d'accord, il y a des difficultés sociales - mais, regardez, tel club de foot réussit particulièrement bien, il y a telle association de jeunes qui réussit tel truc... On a repeint les cages d'escalier, c'est certain... A La Reynerie, la Régie de quartier entretient les espaces verts...' La philosophie de la Dépêche c'est aussi de se dire que si on favorise ces quartiers et qu'on leur donne une bonne image d'eux mêmes, cela contribuera aussi à apporter de la gaieté de cœur aux gens qui y vivent, etc."

Les journalistes spécialisés dans les faits divers s'appuient quant à eux presque exclusivement sur des sources institutionnelles : la police, la gendarmerie et la justice. Chacune de ces institutions a une politique propre, qui varie en fonction des sensibilités de ceux qui les dirigent, la plus ouverte étant, semble-t-il, la police. Fort d'une précédente expérience négative en ce qui concerne son rapport aux médias, le responsable de l'hôtel de police¹ aurait fait un choix de transparence.

"L'hôtel de police est un palais de verre pour nous, on y va tous les jours. On a accès à toutes les interventions de police qui se font dans la journée, ce qui nous permet de nourrir toute une chronique qu'on appelle 'Faits et Gestes'. On passe absolument partout dans le commissariat. On parle à qui on veut. A tel point, d'ailleurs, qu'il y a beaucoup de gens qui pensent qu'on est des policiers. Ça s'est déjà produit."

La gendarmerie ferait preuve dans l'ensemble d'une moins grande ouverture, et d'un plus grand souci de "communication"². Cependant, la présence constante d'un journaliste spécialisé finit par avoir raison, lui aussi étant perçu par la force des choses comme partie intégrante des lieux. La justice, enfin, serait plus rétive à la diffusion de l'information. Certains magistrats percevraient les journalistes comme des "pestiférés". Mais, ici encore, la présence quotidienne constitue la meilleure garantie d'accès à l'information ("Tout notre travail est basé sur le relationnel.") :

"Les magistrats ne sont pas des gens bavards... Ils n'aiment pas vraiment les journalistes. Mais c'est des gens que je croise tous les jours. A la limite on peut discuter de rugby ou d'autres choses... Or, l'essentiel c'est de savoir qui vous êtes, comment vous travaillez... Les avocats, c'est un milieu qui est très facile à pénétrer. Ils sont demandeurs. Je commence à les connaître et on travaille beaucoup ensemble. Maintenant j'arrive aussi à connaître un peu les gens du parquet. Les substitués, si on s'intéresse à eux, c'est des gens qui sont charmants et qui ont envie de parler aussi. Ils ne vous révéleront pas des secrets, mais ils comprennent que vous devez traiter l'information et ils sont assez satisfaits, finalement, qu'un journaliste s'intéresse à eux."

Les journalistes responsables des faits divers sont, peut-être encore plus que les autres, très concernés par "l'ethniquement correct". Certains y voient, non pas une ligne éditoriale, mais l'expression directe et simple de leur propre sensibilité. Des policiers, surtout, exerceraient une pression pour qu'ils indiquent dans leurs articles l'origine des personnes mises en cause : "écrivez quand même que c'est des Arabes"... "Nous, c'est clair, on ne va pas écrire 'français d'origine corse', 'français d'origine jurassienne'... On écrit 'des jeunes'... Pour nous, tout le monde est français..."

¹ Monsieur Alain Dreuilhe, qui pendant neuf ans a été Directeur de la Sûreté Publique à Toulouse, a quitté ses fonctions le 1 février 1999.

² Les journalistes dénotent péjorativement la notion de "communication" comme étant l'information préconstruite par les sources, dans un souci d'orientation et maîtrise du débat, à leur propre profit.

Un exemple de cette démarche. Dans *La Dépêche* du 5 novembre 1998, p. 16, colonne *Faits et gestes*, une brève mentionne une interpellation de "deux jeunes détaillants" qui vendaient du haschisch dans les rues de Toulouse. Un des deux suspects se trouvait, écrit le journaliste, "en situation irrégulière". Le lecteur peut déduire qu'il s'agit d'un immigré en situation irrégulière, sans qu'à aucun moment cela ne soit dit explicitement.

Deuxième exemple. Le 12 janvier 1998, un article sous le titre "Bandes rivales ? Expédition punitive des Toulousains à Graulhet." Le journaliste rend compte d'un violent affrontement opposant des jeunes toulousains et graulhetois. On apprendra au passage dans le corps de l'article que les Toulousains étaient d'origine africaine, alors que les Graulhetois étaient pour la plupart d'origine maghrébine. Mais le ton général de l'article est dominé par la volonté de désigner chaque "bande" par sa ville d'origine : "les jeunes toulousains étaient armés de battes de base-ball..." etc..

Aussi, la 'ligne éditoriale' ne devient contrainte que lorsque le journaliste dévie. L'un d'entre eux nous raconte comment il a été à deux reprises brimé, parce que ses papiers désignaient comme "arabes" certains prévenus, à l'occasion de leur jugement.

"J'ai découvert de façon formelle à cette occasion-là qu'on avait une ligne éditoriale ... Il ne fallait effectivement pas citer ce mot là ... Nous, dans le domaine des faits divers, notamment tout ce qui concernait les voitures brûlées, la délinquance à La Reynerie, qui étaient des faits majoritairement commis par des jeunes maghrébins - on s'est toujours fait un point d'honneur, c'est vrai, de ne pas préciser l'origine ethnique du délinquant, parce qu'on était assez méfiant sur les conséquences de répéter tous les jours - c'est un Nord-africain qui a brûlé la voiture ... Cela aurait été désigner une catégorie de population bien précise... Pourtant, en ce qui concerne le tribunal, c'était autre chose. C'était nécessaire, me semble-t-il, pour la compréhension de l'affaire."

Ce journaliste avait jusque là fonctionné sur la base de principes implicites. Reste qu'à un moment donné on a été obligé de lui dire 'voici notre ligne éditoriale'...

"Cela n'avait jamais été formulé en ces termes là. Mais j'ai fait deux papiers coup sur coup, hier et avant-hier, et on me l'a rappelé, effectivement... Et moi, en même temps... Il y a un moment où on se pose la question : et pourquoi ne pas le dire ? Personnellement, je suis tout à fait à l'aise pour désigner telle ou telle personne... C'est un Arabe ? Cela ne renferme aucune connotation péjorative... Mais il semblerait que les temps ne sont pas à ça..."

On évoque ici, bien entendu, les risques de montée de l'extrême-droite. Cette préoccupation, très présente, aurait, pense-t-il, amené le journal à limiter le nombre d'informations véhiculées sur les problèmes de délinquance dans les quartiers sensibles.

"C'est pour ça qu'en 98 on n'avait quasiment rien vu... Même si les quartiers ne se sont pas réveillés comme ça, le 13 décembre... Depuis 6 mois, c'était très chaud, les voitures qui brûlaient, la police insultée, caillassée... Et nous, on avait effectivement un souci de temporiser, avec ce sentiment que ... Non pas à quoi bon d'en parler, parce que c'est de l'information... Mais cette crainte d'alimenter un fond d'affaires de ce type et peut-être l'amener à grossir..."

4.3 TRAITEMENT JOURNALISTIQUE DES FAITS DIVERS PENDANT L'ANNEE 1998

La préoccupation de temporiser aurait-elle été tellement grande, au point d'entraîner l'occultation des violences urbaines sur le plan local ? Certes, les grandes lignes d'orientation du journal sont claires : les médias étant perçus comme des acteurs à part entière, la préoccupation de retenue par rapport à ce type d'événements est indiscutable. Ceci peut être illustré par un éditorial du 31 décembre 1997, signé Henri Amar :

"Ici des chauffeurs de bus que l'on agresse, là des voitures que l'on brûle. Ici et là une médiatisation outrancière qui suscite ou entretient la contagion.

Et l'on comprend comment et pourquoi prolifèrent alors ces redoutables amalgames qui, prenant appui sur une image télévisée insistante ou le dramatique instantané d'un document photo, répandent l'impression d'une crise qui gronde, d'un embrasement qui guette, d'une explosion qui se prépare."

La Dépêche entend bien garder ses distances par rapport à ce type de démarche, qui paraît caractériser notamment la presse parisienne lorsqu'elle porte son regard sur des événements se déroulant en province.

Mais par ailleurs, le recensement des faits divers dont on a fait état dans le quotidien, au cours de l'année 1998 et en amont, ne confirme pas tout à fait l'impression d'euphémisme. Les événements sont présents, encore que leur importance sur le plan local, relativement au cadre national, apparaisse objectivement limitée. Et s'il y a suivi du débat parisien, et si le cas de Toulouse y est à chaque évoqué comme une illustration particulière, on évite effectivement l'amalgame et on souligne combien le département et la ville restent à l'abri des moyennes nationales de la délinquance.

Ainsi, le 6 février 1997, on titrait "Délinquance : tout diminue ou presque" : "Selon les chiffres fournis hier par la préfecture, la criminalité et la délinquance ont diminué de 4.67% en 1996, dans notre département. Après les bons chiffres de 1995, la Haute Garonne continue de faire mieux que la moyenne nationale" - une baisse significative qui se poursuivait "pour la quatrième année consécutive". Le préfet Alain Bidou ajoutait : "avec - 6%, nous sommes la seule ville de France de plus de 200.000 habitants (avec Nice) à obtenir un tel résultat".

Les chiffres pour l'année 1997 se maintiennent globalement à la baisse et le 3 février 1998, un article, "Délinquance : crimes et délits en pente douce", en rend compte. Le journaliste souligne que, malgré une forte diminution par rapport à 1996 (- 8.91%), le centre de Toulouse reste "le plus criminogène", avec un total de 26.84% du total des faits. Le quartier du Mirail viendrait loin derrière, avec 12.42% de la délinquance, malgré une évolution sensible à la hausse (+ 5.13% par rapport à 1996). Les "violences urbaines" se seraient notamment accélérées en 1997 dans les quartiers de Bagatelle, Empalot et Le Mirail : les jets de projectiles sur des véhicules de police seraient passés de 59 en 1996 à 135 en 1997 ; les voitures incendiées à la suite de rodéos, de 75 en 1996 à 135 en 1997.

Les agressions dans les transports en commun, en revanche, apparaissaient en baisse. Elles seraient passées de 20 en 1996 à 13 en 1997. Un article du 12 mars 1998 cherche à expliquer ce succès. En titre : "Le réseau du Grand Toulouse est le plus sûr de France". "Il y a trois fois moins d'agressions dans le métro et les bus du Grand Toulouse que sur les autres réseaux français. Un résultat obtenu grâce à l'action de prévention

menée très en amont par la SEMVAT." On y observerait ainsi, également, un taux de fraude de 3 à 4%, contre 15% en moyenne en France.

L'efficacité de la police toulousaine est une fois de plus mise en avant dans un article du 25 avril 1998, "Les RG ont l'œil sur les violences urbaines", signé René Grando : "Une fois de plus Toulouse a servi de laboratoire dans la mise au point des méthodes de lutte contre les fauteurs de troubles (notamment rodéos et jets de projectiles)." Dans les quartiers de Bagatelle, La Reynerie et Bellefontaine, "depuis un an, tous les moyens de surveillance auraient été mis en œuvre et 'des résultats tangibles ont déjà été obtenus dans la répression des agressions commises par les bandes de ces quartiers', confirme-t-on à la Direction de la Sûreté Publique." Le journaliste ajoute que le ministre Jean-Pierre Chevènement aurait invité les autres Directions de la Sûreté Publique à suivre l'exemple de Toulouse.

Cette perception d'une situation, qui semblait se présenter comme beaucoup plus favorable dans la ville que ce qu'on pouvait observer sur le plan national, s'appuyait ainsi sur les statistiques disponibles jusqu'alors. Mais d'un autre côté la délinquance locale et les faits de violence urbaine semblent avoir été normalement recensés :

- le 31 décembre 1997, un article titre "Les jeunes croyaient que la police poursuivait le véhicule. Toulouse : flambée de violence après un accident mortel". On apprend que huit voitures ont été incendiées dans la nuit dans le quartier de Bagatelle, suite au décès d'un jeune dont la voiture, volée, avait percuté un bloc de béton. L'intervention de "dizaines de CRS" et "le dialogue engagé par le directeur départemental de la sécurité publique Alain Dreuilhe", faisant valoir que la police ne poursuivait pas le véhicule accidenté, ont permis le retour au calme.

- le 13 janvier 1998, à la suite de la rencontre des Maires avec Jacques Chirac, à propos des violences urbaines, une HLM toulousaine est citée en exemple : "Ici dans cette cité d'HLM, quelques 9.000 habitants, 40% de cette population ont moins de 25 ans. La part de la population d'origine maghrébine y est bien de 80%. 'Mais on s'entend bien avec les autres jeunes Français ou étrangers', témoignent les Maghrébins pour indiquer l'absence de différend ethnique.

- le 14 janvier 1998 : "L'audience correctionnelle perturbée par un groupe de jeunes". Un jeune écope trois mois de prison ferme pour avoir provoqué des agents de police.

- le 20 janvier 1998, dans le cadre du débat qui se poursuit au niveau national, un dossier évoque encore une fois à titre d'illustration le cas toulousain : "Le Mirail, à Toulouse : 'une poignée de gamins terrorise le quartier'." On évoque les affrontements entre jeunes et policiers, avec échange de jets de pierre. Un jeune accuse la police d'effectuer des contrôles au faciès et d'avoir jeté par terre sa carte d'identité française. Des témoignages émanant du milieu associatif accusent 'une infime minorité', des 'caïds en culottes courtes'. On explique que 'le père, chômeur, n'a plus d'autorité' et on signale des bruits concernant la formation d'une police parallèle.

- le 20 février 1998 Gille Souilles rend compte d'accrochages nocturnes entre jeunes et policiers dans le quartier de La Reynerie. "La fièvre est remontée d'un cran, mercredi soir, dans les rues du quartier du Mirail, à Toulouse, où des jeunes de la cité ont harcelé les policiers à coups de pierres. Un des fauteurs de troubles présumé, âgé de 18 ans, a été interpellé ... puis libéré".

- le 24 février 1998 un article titre "Transports Montalbanais : une grève pour la sécurité". Le journaliste explique qu'à Montauban, dans la région toulousaine, 27 chauffeurs s'étaient mis en grève pour protester contre l'attaque subie par un autobus de la part d'une dizaine de jeunes qui voulaient monter sans billets. Des vitres du véhicule avaient été brisées.

- le 28 mars 1998 un article titre "Violence : pas de cours lundi au collège Maurice Bécane". Le journaliste explique que par la grève des enseignants protestent contre le refus d'expulsion d'un élève fauteur de troubles.

- le 14 mai 1998 une brève rend compte d'incidents dans le bus scolaire de la commune de Colomiers, dans la périphérie toulousaine.

- entre le 17 et le 22 août 1998, une série d'articles est consacrée aux tags : "Les tags, nouvelle pollution urbaine", "C'est la ville qu'on défigure", "Le tag, c'est le jeu des initiés"...

- le 24 octobre 1998, dans un article titré "Muret, Colomiers ... : bahuts, la flambée de violence", Jean-Jacques Rouci commente : "la violence qui avait longtemps épargné notre région semble désormais y faire son entrée. Certes, on est encore loin des situations extrêmes des banlieues parisiennes. Mais en deux mois de classe, ce sont tout de même près d'une dizaine d'incidents qui ont été relevés dans la région".

Le recensement présenté ici n'est pas complet. Il veut seulement suggérer que les faits de violence urbaine à Toulouse et dans sa région métropolitaine ont été évoqués au long de l'année dans *La Dépêche du Midi*, contrairement au sentiment que peuvent avoir, rétrospectivement, certains journalistes. Ce sentiment répond probablement à la surprise suscitée par les émeutes du quartier de La Reynerie, en décembre 1998. Ajoutons que tout le débat national sur les problèmes de violence urbaine a été aussi régulièrement pris en compte dans les colonnes du journal. En revanche il est certain que, dans la période qui s'est suivie à l'émeute, l'idée d'avoir été aveugles à la réalité des quartiers sensibles va induire chez les journalistes de *La Dépêche* une ligne éditoriale beaucoup plus offensive en la matière. Ils semblent avoir été fortement déstabilisés par ces événements. La ligne éditoriale du journal a-t-elle basculé de façon durable ? Il est encore trop tôt pour le dire.

V - TOULOUSE : UNE ETUDE DE CAS

5.1 INTRODUCTION

Ayant examiné les modes de traitement des violences urbaines spécifiques aux différents médias télévisuels et aux différentes catégories de presse écrite, il nous a paru utile de pouvoir analyser le regard porté par chacun d'entre eux sur un fait de violence, non pas routinier mais de grande envergure. Notre enquête sur la *Dépêche du Midi* était d'ailleurs déjà bien entamée, lorsqu'ont éclaté les événements qui, en décembre 1998 ont secoué pendant une semaine l'ensemble du secteur du Grand Mirail à Toulouse.

Le cas toulousain nous semblait particulièrement intéressant, dans la mesure où il venait confirmer ce qu'Angelina Peralva avait déjà soutenu dans des études passées (1995a, 1995b, 1997) : il n'y a pas de rapport de cause à effet entre la dégradation d'une situation sociale et le déclenchement de violences émeutières. Il est possible de citer également à ce propos le rapport Body-Gendrot-Le Guennec (1998) : malgré un des plus forts taux de chômage observables en France, la ville de Marseille a toujours su prendre politiquement en charge et apporter des solutions politiques à des crises qui, ailleurs en France, ont souvent tourné à l'émeute. A Toulouse, les indicateurs semblaient au contraire plutôt favorables à la paix sociale : taux de chômage relativement limité, mixité sociale préservée dans les quartiers sensibles (21% d'habitants issus des couches moyennes), un dispositif associatif actif servant de relais aux politiques publiques.

Même si l'émeute n'est pas en tant que telle l'objet de notre réflexion, ces remarques préliminaires s'imposent, car "le social" reste un des vecteurs principaux d'explication de la violence, dans le récit qui en est proposé par les journalistes.

Deuxième vecteur d'explication : les taux de délinquance. Bas aussi, dans le cas de cette ville, au moins si on les compare à ceux observables dans d'autres villes, et tout particulièrement en Ile-de-France.

Le cas toulousain nous semblait aussi intéressant en raison du mode spécifique de traitement des violences urbaines propre à la presse quotidienne régionale. La *Dépêche du Midi*, nous l'avons vu, a depuis longtemps adopté une démarche réflexive par rapport à ce thème. La direction, autant que les journalistes en général, sont conscients des risques inhérents au traitement du sujet : autant des risques d'induction de la violence, que des risques d'induction de dérives indésirables comme le racisme, ou l'emballement électoral de l'extrême-droite. Ayant à combiner une logique de proximité et l'obligation de relayer le débat national, *La Dépêche* a choisi d'affirmer une spécificité toulousaine dans le domaine des violences urbaines. En mettant un bémol aux événements de ce type recensés localement, elle a refusé de les réinterpréter mécaniquement, comme un prolongement de ce qui se passait ailleurs.

Après une présentation sommaire du cadre urbain toulousain, et un recensement également sommaire des événements de décembre 1998, nous analyserons le traitement médiatique dont ils ont fait l'objet. Nous commencerons par *La Dépêche du Midi*, car la presse quotidienne régionale est celle qui a été le plus directement touchée par ces événements, et qui a mobilisé pour les traiter le dispositif le plus lourd en termes de ressources humaines.

Nous passerons ensuite au traitement accordé à l'émeute par trois quotidiens de la presse d'opinion nationale - *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*. Nous examinerons aussi le regard porté sur ces questions par la presse quotidienne populaire - *Le Parisien* et *France Soir*, et par l'organe d'un parti de gauche - le journal *l'Humanité*. Nous terminerons par l'analyse du traitement proposé par les deux principales chaînes nationales de télévision : *TF1* et *France 2*.

5.1.1 La ville

Toulouse, nous l'avons dit, n'est pas une ville en crise. Comme partout en France, on y fait face à des tensions sociales, mais qui restent ici, dans l'ensemble, relativement limitées. Les données censitaires indiquaient un taux de chômage de 11.4%, au début de la décennie - contre 8,7% pour Paris, 17% pour Marseille et 12.8% pour Bordeaux (SIINO, in Pôle-Ville, 1996-1997). Selon la même étude, les taux de chômage touchant des populations peu qualifiées étaient faibles, en particulier dans le cas des actifs ayant une formation professionnelle. C'est dire qu'on n'y observait pas - malgré le poids des populations très diplômées, dans cette ville universitaire et ayant statut de pôle technologique - de "surqualification" de jeunes diplômés qui pénaliserait des actifs peu ou non diplômés.

Dans la périphérie sud-ouest a été progressivement implanté, dans les années 1960, un secteur du type ville nouvelle, formé par plusieurs quartiers résidentiels, et qu'on connaît par la désignation de Grand Mirail. Il abrite des entreprises modernes, Météo France, le journal *La Dépêche du Midi* et l'université Toulouse le Mirail.

Même s'il est, dans l'agglomération toulousaine, un des secteurs à plus forte proportion de population jeune, la tendance est au vieillissement : on passe de 49.8 à 42.2% de moins de 25 ans entre 1975 et 1990 (Jaillet et Peraldi, s.d.). Au cours de la même période, la part des cadres parmi les résidents n'a pas varié : elle reste de l'ordre de 6,3%. Cette stabilité de la mixité sociale s'explique par la construction de lotissements près du grand ensemble, à meilleur rapport qualité/prix que ceux de la périphérie. Diminue en revanche le nombre de familles d'employés et d'ouvriers, même si elles restent toujours plus nombreuses que dans la commune de Toulouse. La part des étrangers a aussi fortement varié : elle était de 10,6% en 1975 et s'élève à 19,1% en 1990, alors qu'elle reste stable dans la commune : 7,5 et 7,9%.

La Reynerie, scène des événements de décembre, abritait, en 1990, près de 11.000 personnes (Jaillet et Peraldi, s.d.), dont 27.5% d'étrangers. Le taux de chômage y était alors de 23% (contre 30% pour la voisine Bagatelle). Le quartier a été l'objet d'une entreprise active de requalification sociale.

La présence des classes moyennes, estimées, toutes catégories confondues, à 21% de la population totale, se fait particulièrement sentir au sein des associations, qui se trouvent au cœur du dispositif d'intervention publique. Certains observateurs (Zoïa, 1994 ; Zoïa, 1996 ; Zoïa, 1997 ; Jaillet et Peraldi, s.d.) notent par ailleurs l'importance d'une sensibilité multiculturelle, qui donnerait sens à la mobilisation associative, tout en étant relayée par la politique de la ville.

Cette sensibilité serait fortement redevable de la présence dans le secteur d'étudiants étrangers, mais aussi des militants associatifs français issus des classes

moyennes, lesquels ne donneraient de l'expérience communautaire que "l'apparence que leur autorisent les modalités d'émergence dans l'espace public 'républicain'" : "Dès lors, ce qui peut primer comme mode de lecture, ce n'est plus la fracture mais au contraire une sorte "d'utopie" unifiante, offrant à chacun, non pas les moyens de résoudre concrètement ce qui lui fait problème, mais une place et un rôle dans une économie symbolique de rapports." (Jaillet et Péraldi, s.d. : 107).

Zoïa et Mignard (1994 : 55) soulignent en effet tout ce qui sépare l'association Cavale, intervenant au cœur du Mirail et perçue comme un véritable "outil municipal de communication" ("subventions municipales massives, chargés de mission région, outil du DSQ, détachement de personnes sur l'association, prêts de logistique"), et l'association Vitécrici, dont le groupe de musique rock Zebda est l'émanation :

"Cavale pose explicitement un diagnostic essentiellement critique et politique sur le problème social et propose en améliorant les banlieues, d'améliorer la société. (...) L'association est donc prise dans une certaine ambiguïté, car elle est en réalité le fer de lance de la politique de la ville.

Vitécrici (...) est, de par la composition et l'âge de ses représentants, au cœur des conflits sociaux et culturels et des débats publics. Le souci affiché est clairement celui de l'intégration des jeunes (...) mais sans aucune spécificité ethnique et pour que tous, surtout, n'aient pas à devenir éducateurs des banlieues." (Zoïa et Mignard, 1994 : 111)

Il y aurait donc d'un côté (chez Cavale), mobilisation de l'outil identitaire en tant que voie de reconstitution du lien social, mais vidé de toute dimension conflictuelle ; de l'autre (chez Vitécrici), la volonté affichée de prendre en charge la dimension conflictuelle, exprimée en termes socioculturels, de l'expérience de la jeunesse des banlieues.

Ces remarques sont importantes à deux titres. D'abord, elles suggèrent la nécessité de s'interroger plus profondément sur les raisons susceptibles d'expliquer l'éclatement d'émeutes urbaines de très fortes proportions, dans un quartier où le maillage associatif est dense³, alors qu'ailleurs, l'exemple de Marseille, surtout, suggérerait que le réseau associatif peut être un élément fondamental de régulation de la violence (Body-Gendrot et Le Guennec, 1998). Il faudrait alors se poser la question, non pas de la pertinence du maillage associatif en tant que tel, mais de sa fragilité dès lors qu'il se montre incapable de prendre en charge le conflit social, lequel réémergerait alors sous une forme non régulée, à travers la violence.

En second lieu, et plus directement en rapport avec notre propre recherche, rappelons que "l'ethniquement correct" a aussi été et reste, en partie, un élément de la ligne éditoriale de la Dépêche du Midi pour les quartiers sensibles : il sert de grille de lecture à ses journalistes et oriente leur travail en la matière. Il semble s'inscrire dans le prolongement de cette "utopie unifiante", présente dans l'expérience de Cavale, en tout cas telle qu'elle est interprétée par Zoïa, Jaillet et Peraldi. Même si cette orientation semble avoir mal survécu au choc de l'émeute de décembre 1998.

³ Lors de ses premières déclarations, le maire, Dominique Baudis, a exprimé son regret de voir détruit un investissement de plusieurs années dans le quartier.

5.1.2 Les événements de décembre 1998

La dynamique des incidents qui ont touché pendant six jours le quartier de La Reynerie, dans le secteur du Mirail, à Toulouse, s'inscrit dans un modèle général, observable dans d'autres villes de France, depuis le début des années 1990.⁴ Ci-dessous un résumé des faits, proposé par Gilles Souilles dans la *Dépêche du Midi* du 20 décembre 1998.

"D'un dimanche à l'autre"

- "Dimanche 13 : Habib. - Une patrouille de police intervient en flagrant délit boulevard Déodat-de-Séverac, à Toulouse pour interpellier deux jeunes mineurs qui sont surpris à bord d'une Peugeot 205 volée. Il est 3h30, dans la confusion, alors qu'un brigadier tente de maîtriser Habib, deux coups de feu sont tirés. Les deux suspects ont réussi à s'échapper. Mais 1h20 plus tard, à 4h50, le corps de Habib, 17 ans, est découvert par une passante, sous une voiture, à cent mètres de là. Les circonstances (encore très floues) du drame provoquent en début de soirée les premiers incidents violents à la Reynerie, le quartier de la victime.
- Lundi 14 : Faute. - Les deux policiers en cause, un brigadier, chef de patrouille, et un policier auxiliaire, ont été placés en garde à vue, la veille au soir, et sont interrogés par l'inspection générale de la police nationale (IGPN). La thèse accidentelle est avancée par le procureur de la République Michel Bréard qui évoque "la peur des deux côtés et l'imprudence". Mais l'IGPN relève aussi à l'encontre des policiers des manquements graves aux règles en vigueur. L'utilisation des armes n'a pas été signalée, comme il se doit par la patrouille et un "flottement" est apparu dans les premières heures de l'enquête. Les incidents reprennent à la nuit tombée à la Reynerie, encerclée par les CRS.
- Mardi 15 : Libre. - Tard dans la soirée, le brigadier qui a tiré le coup de feu mortel est mis en examen pour homicide involontaire, mais laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Pour sa défense, il a expliqué que dans le corps à corps avec Habib, il n'avait pas eu conscience d'avoir vraiment tiré ni touché la victime, qui s'est enfuie aussitôt. Il n'a ensuite rien dit à sa hiérarchie du second coup de feu tiré en l'air par son jeune collègue qui est mis hors de cause. Une manifestation pacifique rassemble 3000 personnes mais des incidents éclatent à nouveau en soirée.
- Mercredi 16 : Controverse. - Après s'être expliqué dans les médias, le camarade d'Habib qui était dans la voiture volée livre son témoignage à la justice en contredisant la thèse des policiers. Pour lui, il y a eu cinq coups de feu dont trois dans sa direction, quand il s'enfuyait. Deux autres témoignages directs n'évoquent que deux coups de feu. Le préfet Bidou délivre un message de fermeté face aux émeutiers. Dans la nuit, La Reynerie, où les parents d'Habib font leur repas de deuil, reste calme.
- Jeudi 17 : Facture. - Entre les 129 voitures brûlées, le bus de la Semvat détruit, les dégradations des équipements publics, dont la maison de justice de La Reynerie, ou du mobilier urbain, une première estimation des dégâts dépasse les 6 millions de francs pour les quatre jours d'émeutes. Une facture à la charge de l'Etat civilement responsable. Par ailleurs, alors que les avocats du policier, comme de la famille d'Habib, demandent une nouvelle reconstitution, les appels au calme du préfet et des parents de Habib semblent être entendus dans les cités où l'on note un certain apaisement.

⁴ Pour une phénoménologie des émeutes qui se sont déroulées en France au cours de l'actuelle décennie, cf. Peralva, 1997 et 1998.

- Vendredi 18 : Coups de feu sur des policiers.- Alors que l'on pensait que les tensions s'apaisaient, une patrouille de police est attirée dans un guet-apens, dans la cité de Bagatelle, un autre quartier difficile de Toulouse. Vers 19h40, les policiers interviennent en assistance des pompiers pour un feu de voiture au fond de l'impasse du Bachaga-Boualam. Là, un tireur embusqué ouvre le feu à deux ou trois reprises et blesse un brigadier de la section d'intervention à l'épaule. Ses jours ne sont pas en danger. Deux compagnies de CRS et le GIPN, le groupe d'élite de la police nationale, investissent le quartier pour ratisser le secteur.
- Samedi 19 : Inquiétude. - Au commissariat central, chez ceux qui quotidiennement interviennent dans les quartiers difficiles on a conscience que ces tirs auraient pu tuer et l'ambiance est tendue. Le préfet, qui s'est rendu au chevet du policier blessé, réitère sa confiance aux forces de police en affichant sa détermination à lutter contre ce type d'agression."

Un mot encore sur les faits. Dès que l'information sur la mort d'Habib commence à circuler, dimanche 13 décembre, on observe la montée progressive d'une révolte, à l'origine, à la tombée du jour, d'une série d'incendies de voitures dans le quartier de La Reynerie ainsi que d'affrontements directs avec les CRS. Selon certains témoins, les cars sont arrivés encore tôt dans l'après-midi aux abords du quartier, mais les policiers n'ont pas cherché à intervenir lorsqu'ont eu lieu les premières mises à feu.

Dans la soirée du lundi les violences ont gagné d'autres quartiers. Le mardi, dans la journée, une manifestation pacifique a eu lieu en centre ville, mais cela n'a pas suffi à calmer la violence : le soir des voitures ont continué à être brûlées. Le mercredi, en revanche, a eu lieu le repas de deuil de la famille d'Habib. Ce soir là, le quartier est resté calme et la violence émeutière s'est transfigurée en casse : des commerces ont été attaqués et incendiés en dehors de la Reynerie, à l'aide de voitures-bélier - mais il n'y a pas eu de pillage, soulignent les journalistes. La Maison de la Justice, dans le secteur du Mirail, a été aussi détruite par le feu.

Le jeudi, *La Dépêche* a publié un bilan des dégâts et une estimation des coûts. Ils s'élèveraient selon le signataire de l'article à 6 millions de francs - chiffre très inférieur aux 80 millions de francs qu'auraient coûté, selon Virginie Linhart (1992), les émeutes d'octobre 1990 à Vaulx-en-Velin.

Le vendredi, à Bagatelle, un tireur solitaire a blessé par balle un policier, lors d'une intervention conjointe de la police et des pompiers pour incendie de voiture. Il a été arrêté un mois plus tard, à l'issue d'une enquête menée par la police judiciaire.

Derrière cette succession d'événements, devenue coutumière dans le cadre français actuel, trois catégories de faits se distinguent :

- il y a tout d'abord les circonstances un peu floues dans lesquelles a eu lieu la mort d'Habib, et qui ont prêté à toute sorte de controverses ;

- il y a ensuite le "flottement administratif" qui a suivi les événements : le fait que le brigadier n'ait pas signalé les coups de feu à sa hiérarchie, et plus tard le retard de celle-ci à saisir le parquet et l'IGPN ;

3° il y a enfin le déclenchement de l'émeute avec une évolution tout à fait classique, telle que nous venons de décrire, mais se terminant tout de même de façon un peu exceptionnelle, avec un policier blessé à l'épaule dans le quartier de Bagatelle.

Ces trois catégories de faits sont analytiquement distinctes dans leurs implications, quoiqu'elles gardent entre elles des liens étroits. Un des aspects les plus choquants des événements de décembre 1998 à Toulouse est bien entendu le fait qu'Habib soit mort sans assistance. ("On l'a laissé se vider de son sang", disaient ses amis.) Même si on admet comme vraisemblable la version des policiers, concernant les circonstances de l'incident, on peut se demander si l'issue aurait été la même s'ils avaient immédiatement déclaré avoir fait usage de leurs armes, déclenchant tout de suite les dispositifs d'enquête qui en l'occurrence s'imposaient. Le retard à saisir le parquet a aussi empêché la prise de mesures conservatoires, ce qui n'a pas été sans impact sur le déroulement de l'enquête. Le "flottement administratif" a donc une importance cruciale dans l'évolution des événements.

On constate cette fois-ci par ailleurs une totale absence de volonté, de la part des autorités, d'engager le dialogue avec les jeunes habitants du quartier concerné. Un an plus tôt, pourtant, le même directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur Alain Dreuilhe, avait réussi à convaincre les jeunes que la police ne poursuivait pas un de leurs camarades (décédé un 31 décembre, lorsque son véhicule, volé, a percuté un bloc de béton), assurant ainsi le retour au calme, et évitant vraisemblablement le déclenchement d'une émeute. En décembre 1998, au contraire, il n'y a pas de responsable institutionnel sur le terrain. La police était présente, mais elle n'était pas là pour engager le dialogue:

"On était en deuil, nous étions entre nous, et les flics nous ont nargué en nous montrant du doigt. Ils n'ont pas cherché à parler avec nous."⁵

Vraisemblablement troublés par l'absence de netteté de l'affaire, les responsables du maintien de l'ordre se sont crispés et repliés sur eux-mêmes, se préparant simplement à un affrontement peut-être perçu comme inévitable.

Les trois catégories de faits que nous venons d'indiquer - les circonstances de la mort d'Habib, le "flottement administratif" qui a suivi et l'émeute proprement dite - nous serviront comme grille, dans l'analyse du traitement journalistique dont ont été objet les violences qui se sont déroulées entre les 13 et 18 décembre 1998, dans le secteur du Mirail à Toulouse. Il s'agit fondamentalement de relever leur importance relative, d'abord en tant qu'enjeux de communication pour chacun des acteurs concernés ; et d'un autre côté, de mettre en évidence un style de traitement journalistique, ainsi que les explications avancées par les journalistes dans leur présentation des faits.

5.2 LA PRESSE QUOTIDIENNE REGIONALE FACE AUX EMEUTES DU MIRAIL

Nous exploiterons d'abord, jour par jour et de manière très descriptive, un corpus d'articles publiés dans la presse quotidienne régionale, en nous appuyant aussi sur des entretiens effectués avec des journalistes qui ont eu en charge ce dossier. Nous y reviendrons ensuite pour en proposer une analyse plus générale.

⁵ "Les policiers auraient pu nous parler !" est le titre d'un article de Gilles Souilles, publié dans *La Dépêche* du 14 décembre 1998. Selon le journaliste, les jeunes se référaient aux policiers de la BAC qui avaient commencé à tourner très tôt dans le quartier.

5.2.1 L'émeute dans les pages de *La Dépêche du Midi*

Lundi 14 décembre

L'émeute est le sujet principal à la une de *La Dépêche*. Le quotidien titre : "Après la mort d'un jeune, tué par un policier, L'explosion au Mirail." Une grande photo montre en premier plan des policiers et, à distance, quelque chose qui brûle et que la légende nous apprend être un autobus. En bas, se superposant à la grande photo, une petite photo de Habib.

Les informations concernant cette affaire occupent intégralement les pages 2 et 3 (rubrique Actualité). Page 2, un premier article décrit le déroulement des incidents ("Toulouse : explosion de violence au Mirail après la mort d'un adolescent", Pascal Jalabert et Yann Bouffin). Le texte, très court, est illustré par une grande photo en noir et blanc où on voit des CRS postés en attitude de combat derrière un autobus en fumée, avec la légende : "Un autobus détourné puis brûlé par les jeunes du quartier a servi de barricade".

Un deuxième article, toujours page 2, porte sur les circonstances qui ont entouré la mort d'Habib ("Comment Habib, 17 ans, a-t-il été tué ?", Pierre Mazille). A quelques détails près, les informations ne divergent pas de celles qui seront véhiculées les jours suivants. Il n'y a pas de référence au "flottement administratif". Le journaliste indique le refus de communiquer, autant de la part de la DSP que de la part du parquet.

"Hier soir, ni le substitut du procureur de la République, ni le directeur départemental de la sécurité publique n'ont accepté de donner le moindre détail sur le déroulement de l'enquête, ouverte en flagrant délit. Ni l'identité, ni le grade du policier qui a tiré n'ont été communiqués."

Il propose, enfin, une explication au déclenchement de l'émeute, cohérente avec le point de vue de ses sources habituelles (c'est un journaliste affecté aux faits divers) :

"Cet incident survient alors qu'une tension persistante agite depuis des mois, et en particulier depuis septembre, le quartier réputé sensible de la Reynerie dont la victime était originaire. Dans ce secteur, comme dans le quartier voisin de Bellefontaine, des voitures sont régulièrement volées et incendiées chaque nuit, les rodéos se multiplient, de même que les agressions, les actes de vandalisme et les provocations visant les patrouilles de police. Les plus modérés des observateurs s'accordaient ces derniers temps à penser qu'il suffirait d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres."

Le dimanche 13 décembre, Pierre Mazille, auteur de l'article que nous venons de citer, était de garde. Il raconte les conditions dans lesquelles il a été amené à couvrir l'événement.

"J'ai appris la mort du jeune très tôt le dimanche matin et je suis allé à l'hôtel de police. J'avais appris par indiscrétion qu'il y avait eu, comme ils disent, "un gros coup" et qu'un gamin s'était fait tirer dessus... Le matin (j'habite assez loin de Toulouse), je donne des coups de fil à la gendarmerie, aux différentes brigades. Au PC, on me dit, il y a une grosse affaire, les autorités sont sur place, je peux rien vous dire ... Je suis arrivé rapidement pour savoir que le gamin avait été tué, on ne savait pas dans quelles conditions et où... "

Malgré l'ouverture que l'hôtel de police habituellement manifestait à l'égard des journalistes, cette fois-ci il avait le sentiment de travailler en milieu hostile.

"J'ai été en contact avec des flics qui se sont chargés de blanchir leurs collègues en donnant une version de l'affaire, dont je n'ai pas tellement souvenir, mais qui n'était pas vraiment celle de la réalité. Des syndicats s'étaient exprimés... Les flics sur les lieux, ils nous ont laissé travailler, ils nous ont permis d'être présents, ils ne disaient pas grand-chose. En fait... il n'y a pas eu de communication. Le Procureur n'était pas sur les lieux, il y avait un Substitut qui ne disait rien... Dreuilhe, le directeur de la police nationale, qui est quelqu'un d'assez ouvert et qu'on connaissait bien, ne disait rien... La communication s'est faite par voie de conférence de presse par le Procureur Bréard...⁶ Autant que je m'en souviens, il n'y a pas eu de communication officielle le jour même. On avait des sources policières, on avait rencontré le frère et le cousin d'Habib mais qui ne savaient pas grand-chose de ce qui s'était passé sur les lieux... La communication au fil des étapes a été prise en charge par le Parquet..."

Le premier soir, les seuls à communiquer sont donc les jeunes. Pierre Mazille publie, toujours à la page 2 de *La Dépêche* du lundi, un texte court titré "Ils les ont tirés comme des lapins", avec des déclarations et une photo des deux frères d'Habib. Gilles Souilles y ajoute un autre, auquel nous nous sommes déjà référés, "Les policiers auraient pu nous parler", également illustré par une photo.

La page 3 a été occupée par deux articles de Dominique Delpiroux. Le principal, illustré par une grande photo avec des pompiers en service, était titré "Surtout, n'allez pas à la Reynerie, ce soir, les jeunes, ils ont la haine !"

Le journaliste essaye de rendre compte, à force de figures de style, des sentiments qu'il a lui-même éprouvés lors de son bref passage à La Reynerie en fin d'après-midi. Des sentiments de peur, de stupéfaction, d'être témoin en tout cas d'événements impressionnants :

"Le matin on a eu un coup de fil du service des faits divers qui nous a annoncé la nouvelle de la mort d'Habib. Et je me suis dit : oh la, ça risque de péter. Et donc à 6 heures du soir j'étais en train de terminer un papier sur tout à fait autre chose, (...) et on reçoit un coup de fil : le poste de police de Bellefontaine flambe. Donc on est parti avec un photographe voir ce qui se passait. On est passé à Bellefontaine, c'était pas du tout le cas. Et on s'est dit, à tout hasard, on va faire un saut à La Reynerie. Et là, c'était la guerre. Devant la place il y avait une voiture qui brûlait, on s'est avancé, on a garé la voiture de La Dépêche. On n'aurait jamais dû la garer d'ailleurs..."

18 heures, on sort de la voiture : 'Oh, La Dépêche, n'y allez pas, ils sont fous, les jeunes...' Des papis qui nous disent ça. On a ramassé notre courage et on est allé par là. Michel était avec moi, Michel Labonne, le photographe. Il n'a pas voulu sortir son appareil. On a vu ça en direct : les mecs qui piquaient les voitures, qui les cassaient, qui faisaient des rodéos avec, en roulant à toute vitesse, qui se précipitaient sur les poubelles, qui faisaient des rodéos avec les poubelles, ici un groupe de mecs, c'était comme des moineaux, ils tournaient.

Ce qui m'a le plus impressionné c'est l'attroupement qui s'est formé. Ils arrachaient les poteaux, les arbres et ils sont allés carrément attaquer les flics. Je n'avais jamais vu ça de ma vie ! J'ai vingt ans de métier. Un groupe attaquer les flics... Je n'avais jamais vu ça ! Alors, les CRS ont riposté avec des lacrymogènes... Après, en se repliant, ils ont commencé à cramer toutes les voitures, y compris celle

⁶ La conférence de presse a eu lieu le lendemain.

de La Dépêche. Et donc, nous, au bout d'une heure, on s'est dit que c'était pas la peine. C'est vrai qu'on était un peu perdus, on se demandait où tout ça pouvait aller, vraiment le sentiment que tout peut arriver. On a un peu rasé les murs, on est allé jusqu'à la bouche du métro et on est rentrés."

Or, ce qui est intéressant, du point de vue de la construction de l'article, un récit très "littéraire" des événements, et qui d'une certaine manière détonne par rapport aux passages de l'interview que nous venons de citer, c'est que, dans son texte écrit, le journaliste donne l'impression de savoir, alors qu'en réalité il ne sait pas grand-chose. On reconnaît ici le traitement très personnalisé des faits divers propre à la presse de proximité, la volonté de raconter "une belle histoire" :

(...) "La haine, elle a couvé, toute la journée. Au petit matin, du côté du Stadium, un jeune cambrioleur a été tué par la balle d'un policier. Il s'appelait Habib. Il avait 17 ans. Son quartier ? Reynerie. Vers midi, la nouvelle s'est colportée. Les frères d'Habib, Kader et Farid. La famille. Les copains. La rumeur a circulé. De cursive en cursive. De bloc en bloc. Sourde, d'abord, puis de plus en plus forte..."

Et un peu plus loin :

"Le coeur de Reynerie brûle. Qui saura l'apaiser ?"

Le deuxième article de ce même journaliste, "Un quartier sensible", publié à la même page et beaucoup plus analytique, contraste avec le premier. D'abord il apporte des informations sur le quartier en tant que tel :

(...) "Un centre social, des équipements sportifs, culturels, des commerces, on ne peut pas dire que la Reynerie soit un ghetto, ou un quartier abandonné. Du reste, on y trouve un important tissu associatif, dont une des manifestations les plus spectaculaires fut le festival Racine."

Il reconnaît l'existence de tensions endémiques :

"Trop souvent, lorsque la police intervient dans ce quartier, elle est reçue à coups de pierres. Des stocks de cailloux amassés par les tout jeunes habitants du quartier, et disposés dans des endroits stratégiques sur les coursives."

Il établit un lien entre la flambée des violences et un vraisemblable échec de la politique de la ville :

"La flambée de violence de ce dimanche soir est inquiétante, parce qu'elle semble signifier que les mesures, pourtant réelles, qui sont prises pour tirer ce quartiers vers le haut, ne suffisent pas."

Il prend position sur les violences proprement dites :

"Les violences de ces jeunes sont évidemment inadmissibles. Et même la mort tragique, désolante d'un adolescent ne justifie pas ce vandalisme aveugle."

Et manifeste, enfin, le souci de ne pas stigmatiser tout un quartier :

"Au milieu, il y a des familles qui souffrent. (...) elles aspirent à la tranquillité, et (...) les voitures qui flambent navrent tout un quartier."

Les deux articles, sans que cela soit nécessairement intentionnel, sont à la fois opposés et complémentaires. Dans le premier, il s'agit de créer des mécanismes

d'identification (la rage face à la mort brutale d'un adolescent, la peur face à des violences purificatrices) entre le lecteur et ces événements, auxquels il peut participer, quoiqu'indirectement, grâce à la médiation du journaliste qui, lui, était présent sur les lieux. Le récit a une fonction comparable à celle de la photographie, ou des images en général, telles que relayées par la télévision. Le deuxième article remplit, au contraire, une fonction analytique : il s'agit de prendre de la distance par rapport aux événements et d'y apporter un éclairage rationnel, en contribuant à leur compréhension. Nous recenserons à la fin les divers angles d'explication proposés, et par les journalistes et par des acteurs de terrain, aux émeutes de Toulouse.

Mardi 15 décembre

Pour le deuxième jour consécutif les événements de la Reynerie continuent à être le sujet central à *La Dépêche*. On titre à la une : "Voitures incendiées dans plusieurs quartiers de Toulouse. La violence déborde". En dessous une grande photo montre des CRS qui interviennent dans le quartier. On ajoute que les deux policiers impliqués dans la mort d'Habib ont été placés en garde à vue.

Page 2 (rubrique Le dossier du jour), l'article principal est titré "Toulouse : deux policiers en garde à vue ; le témoin n° 1 en cavale", et signé René Grando et Gilles-R. Souilles. Le chapeau résume l'état de l'enquête : "Les deux policiers ayant tiré lors de la tentative d'arrestation tragique de dimanche matin à Toulouse ont été interrogés par l'IGPN. Le brigadier chef d'équipage a été suspendu par le ministre de l'intérieur. Le procureur de la République a avancé la thèse d'un 'tir accidentel dû à l'imprudence'."

Il s'agit d'un texte relativement court, qui superpose plusieurs éléments d'information dans un espace limité par trois illustrations. Un schéma en encadré, avec cinq points d'explication, prétend éclairer les circonstances du drame, depuis l'arrivée de la police sur les lieux de l'interpellation jusqu'à la fuite et l'écroulement d'Habib, blessé, cent mètres plus loin. Une petite photo d'Habib (la même déjà diffusée la veille), avec la légende : "Habib, dont la mort a déclenché l'enquête et l'émeute". Et une photo du procureur de la République, lors de sa conférence de presse, avec la légende : "Le procureur adjoint, Hervé Robin et le procureur de la République, Michel Bréard durant la conférence de presse, hier au palais de justice de Toulouse".

L'ensemble de l'article est dominé par les propos du procureur, qui ont été diffusés par l'ensemble de la presse écrite et des rédactions de télévision :

"Une imprudence d'un côté, certainement une résistance de l'autre, probablement beaucoup de peur des deux côtés' : telles pourraient être, selon Michel Bréard, procureur de la République, les circonstances dans lesquelles le jeune Habib, 17 ans, a été tué dimanche au petit matin par une balle tirée par un policier."

Le récit d'un journaliste sur les circonstances dans lesquelles cette conférence de presse s'est déroulée :

"Le lundi on apprend par la bande que conférence de presse à 11 heures chez le Proc... Et là, il y a une communication qui est ficelée, il y a un jeu de réponses... Moi, de toute façon, dans ce type de conférence de presse, j'écoute le Proc, je ne pose pas de questions et je m'en vais... On va à une conférence de presse pour voir ce que le Proc a à dire, mais souvent ce qu'il a à dire, nous, on le sait déjà.

Le chercheur : *Et, par rapport à ce que vous saviez déjà, vous avez eu le sentiment qu'il communiquait, ou qu'il informait réellement ?*

"Non, j'ai plutôt eu le sentiment qu'il communiquait. La justice ne pouvait pas moins faire que de dire 'posez-moi des questions, on est là, on ne cache rien...' Mais le Proc, qu'est-ce qu'il vous dit ? La direction de la balistique, combien de coups ont été tirés, qu'il y avait un stagiaire... Il dit des choses que nous, de toute façon, on sait. On a fait le nécessaire pour savoir. Je n'ai jamais eu le sentiment d'avoir eu des infos par le Proc..."

Dans sa conférence de presse, le Procureur souligne par ailleurs l'impropriété qu'il y aurait à qualifier de "bavure" l'incident en question et on lit, dans la suite de l'article :

"Il n'apparaît pour l'heure aucun élément intentionnel".

S'ajoutent des informations sur l'état de l'enquête (placement en garde à vue du brigadier et du policier auxiliaire dans la soirée du dimanche, enquête confiée à l'IGPN, suspension du brigadier par le ministre de l'intérieur par intérim, Jean-Jack Queyranne). Puis on détaille des informations sur le déroulement des événements (dans l'ensemble, les mêmes qui figurent dans le schéma explicatif).

Le témoignage du copain d'Habib

"que nous avons rencontré, hier, mais qui ne s'est toujours pas livré à la police"

confirmerait la version des policiers, sauf en ce qui concerne le nombre de coups de feu tirés.⁷ Sur ce dernier point, les journalistes prennent position :

"Cette évocation d'un véritable 'feu de salve' paraît cependant peu probable, en tout cas à prendre avec beaucoup de précaution. En l'état actuel de l'enquête et des déclarations du procureur de la République, elle ne semble correspondre à aucun élément concret."

L'article se termine par une évocation très brève et partielle du "flottement administratif" qui a suivi l'incident :

"De nombreuses interrogations subsistent sur la suite des événements et notamment sur le fait que le corps de la victime n'a été découvert qu'à 4h50, soit une heure et vingt minutes après les faits (...)

"Le brigadier mis en cause a réaffirmé, hier, qu'il n'avait pas réellement conscience d'avoir blessé l'adolescent. Du coup, la patrouille a repris son service en signalant seulement au PC radio la fuite de deux voleurs de voiture, mais en omettant de préciser, comme c'est la règle, qu'il avait été fait usage des armes..."

L'article suivant, "Une population exaspérée, des policiers qui doutent", signé par les mêmes journalistes, propose l'idée que le niveau des tensions était déjà considérable et que l'explosion de la violence était prévisible :

"La multiplication des incidents rendait le dérapage inéluctable".

⁷ On observe là une petite entorse aux bonnes règles de l'information, dans la mesure où en réalité Amine avait refusé de rencontrer les journalistes de *La Dépêche*, pour des raisons obscures : "Il voulait une caméra de télévision..." "La situation de monopole" de *La Dépêche* au niveau local lui serait "défavorable en ces circonstances"...

Il se termine par une "communication" des policiers :

"les syndicats s'émeuvent à la fois de la dangerosité croissante des missions et du manque de moyens qui accroît les risques du métier et, partant, le risque du dérapage..."

Un troisième article, "Les traminois en grève contre les agressions", signé M.H. et Y.M., rend compte, de façon assez paradoxale, à la fois de la prise d'une décision de grève par les syndicats SUD et CGT :

"qu'ils définissent comme 'un mouvement spontané, expression du mécontentement des traminois suite à de multiples agressions' ;

et du témoignage du chauffeur de l'autobus incendié la veille, ainsi que des propos du directeur de la SEMVAT, qui vont dans un autre sens :

"Le chauffeur de bus de la Semvat dont le véhicule a été incendié dimanche à La Reynerie (...), Gilbert, raconte : 'Des jeunes ont cassé les vitres pour me contraindre à m'arrêter. Ils étaient plusieurs dizaines. Les meneurs du mouvement sont alors montés et m'ont aussitôt dit 'descends vite, on ne te veut pas de mal, on veut juste prendre le bus'. Ils m'ont même escorté pour m'éviter des coups, mais un élément incontrôlé a essayé de me frapper. Des débris de verre m'ont un peu tailladé la main. Une fois dehors, avec les passagers qui avaient été eux aussi débarqués sans mal, j'ai fui la manifestation. Des jeunes m'ont rejoint et m'ont proposé de m'amener à l'hôpital dans leur voiture.

Hier en fin de matinée Francis Gras, directeur de la Semvat, voyait dans l'attitude de ces jeunes vis-à-vis du chauffeur le résultat d'une politique de prévention menée dans les quartiers par sa société. (...) Selon le directeur, le climat de peur généré par cette émeute a ranimé au sein de l'entreprise 'quelques sentiments xénophobes et racistes'."

Dernier article sur cette page, celui de Philippe Bernard, titré "Au conseil municipal : 'Quel gâchis !'". Un premier commentaire du maire :

"C'est un sentiment un peu désespérant de voir un petit groupe de jeunes attaquer les équipements collectifs, les services publics, tout ce qui avait été fait pour améliorer la vie de ce quartier."

Et des affrontements classiques entre élus de gauche et de droite, et syndicalistes.

Page 3, les articles portent dans l'ensemble sur l'émeute : "Autour des flammes du Mirail l'émeute gagne du terrain dans les cités", signé Pierre Mazille et Yann Bouffin. Le chapeau indique :

"Les incidents se sont aggravés, la nuit dernière, où des groupes organisés et virulents ont harcelé les forces de l'ordre et multiplié incendies et destructions."

Après la description des incidents, on ajoute une nouvelle fois une communication des syndicats de police :

"Les principaux syndicats de policiers en tenue, UNSA-SNPT et Alliance, ont diffusé, hier, des communiqués de soutien à leurs collègues, tout en déplorant la mort brutale du jeune homme. Les syndicats rappellent cependant les conditions de plus en plus difficiles dans lesquelles interviennent les policiers toulousains, régulièrement agressés, provoqués et pris pour cible dans des cités où les jeunes leur

sont délibérément hostiles et où le climat d'insécurité devient de plus en plus pesant."

Trois autres articles se suivent : *"La Reynerie entre chagrin et révolte"* (Dominique Delpiroux), qui reprend des paroles des habitants du quartier ; *"Ces parents qui se taisent"* (Jean-Jacques Rouch), qui propose une explication à la violence des jeunes par le manque d'autorité des parents : "la précarité fait que les parents ne suivent plus..." Et *"Des dégâts qui vont laisser des traces..."* (Pierre Mazille), qui commence à soulever le problème des coûts de l'émeute.

Mercredi 16 décembre

A la une, une grande photo mosaïquée montre des forces de police en situation d'intervention et non loin, une voiture brûlée, avec la légende : "Les forces de l'ordre, hier soir à La Reynerie". Un grand titre indique : "Toulouse : l'affrontement encore." Le sous-titre complète l'information : "Troisième nuit de violences au Mirail. Le policier tireur remis en liberté."

Le corps du texte résume les événements de la veille : la dynamique de l'émeute proprement dite, les suites de l'enquête et la manifestation politique organisée par les jeunes dans le centre ville :

"De nouveaux incidents (...) hier soir à Toulouse (...) Trois incendiaires ont été interpellés. Dans la soirée, le brigadier qui avait mortellement blessé le jeune Habib (...) a été mis en examen pour homicide involontaire et placé sous contrôle judiciaire. Dans l'après-midi, une manifestation à la mémoire d'Habib, avait réuni, dans le calme, 2.500 personnes."

L'ordre dans lequel les informations sont présentées au lecteur n'est pas aléatoire, il suppose une hiérarchisation implicite des faits : l'événement central, comme le titre ("Toulouse, l'affrontement encore") l'indique, est la poursuite des affrontements entre les jeunes et la police. Vient ensuite le thème de l'enquête judiciaire, dont on s'attend à ce qu'elle puisse éclairer les circonstances exactes de la mort d'Habib ; et, en tout dernier lieu, la référence à la manifestation du centre ville, qui inscrit l'événement dans les catégories de la normalité politique : "avait réuni, dans le calme, 2.500 personnes".

Le sous-titre - "Troisième nuit de violences au Mirail. Le policier tireur remis en liberté" - prête à confusion. Le lecteur pourrait déduire, de ce qui n'est que superposition d'informations, une relation de causalité : une troisième nuit de violences au Mirail, peut-être due au fait que "le policier tireur" avait été remis en liberté... En plus, la formule "policier tireur", raccourci équivalent à ceux de "jeune voleur" ou "jeune délinquant" souvent employés par des journalistes, accroît l'impression d'un lien de causalité entre les deux volets de l'information.

Énoncé en ces termes, le récit doit nécessairement susciter chez le lecteur des sentiments mélangés. Il s'aperçoit que l'ordre a été brisé dans la ville - mais non seulement par la casse ; par le fait aussi qu'un "policier tireur" a tué un jeune et a néanmoins été remis en liberté. Ces deux volets de l'information rendent l'événement complexe et ambigu. Il faut s'informer davantage et pour cela, acheter le journal.

Cet énoncé aurait-il produit des effets de multiplication de la violence sur le terrain, opérant comme un incitateur ? Nous verrons que cet effet n'a pas existé. La

soirée du mercredi, jour où la nouvelle de la mise en liberté du policier a été annoncée, s'est déroulée dans le calme à La Reynerie. La veille, déjà, les journalistes que nous avons interviewés prétendent s'être interdits de diffuser sur le terrain une information qu'ils détenaient pourtant depuis la fin de l'après-midi, et nous n'avons aucune raison de mettre en doute leur bonne foi. Mais, par ailleurs, ils nous ont fait part de leur sentiment que la dynamique de la violence était complètement indépendante d'eux.

"Le policier libéré, c'était l'information du jour... L'information, quand même, Dieu merci, il arrive un moment où c'est elle qui décide. Elle a été diffusée le matin, quand le journal sort. On l'avait le soir depuis 5, 6 heures. Mais on s'est cru obligés de ne rien dire, alors qu'on était présents sur les quartiers. On savait que ça allait déclencher la colère... Mais des mouvements violents, on savait qu'il y en aurait encore. Cette semaine là, autant on a ressenti jeudi, vendredi que ça commençait à baisser ... lundi, mardi, mercredi, on était dedans. On était dedans et à ce moment-là on se demandait, qu'est-ce qui pourrait bien arrêter, qu'est-ce qui pourrait désamorcer ce truc-là ? Personne ne pouvait arrêter ça. C'était logique d'affrontement... Après, on peut toujours discuter de la gestion. Présence des CRS, déploiement de forces dès que le soir tombait... des cars de CRS en nombre incalculable sur les boulevards... les flics eux-mêmes étaient dans cette logique d'affrontement. Après, le phénomène s'est fatigué, s'est lassé."

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'aucune logique d'induction directe ne semble pouvoir leur être reprochée en cette circonstance.

La couverture des événements occupe les pages 2 et 3 du journal, sous la rubrique "Le dossier du jour". L'article principal, signalé par un grand titre, "Le policier laissé en liberté", est signé René Grando et Gilles-R. Souilles. Il est illustré par une photo, avec des voitures de police garées sur le parking du lycée où Habib a été tué, et avec la légende : "Dès dimanche après-midi, une première reconstitution a été effectuée par la police sur le boulevard Déodat-de-Séverac."

Le chapeau indique :

"Le brigadier tireur a été mis en examen, hier soir, pour 'homicide involontaire' et laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Selon l'enquête de l'IGPN, le coup de feu qui a tué Habib, 17 ans, dimanche, à Toulouse, est parti accidentellement au cours de l'arrestation."

L'expression 'homicide involontaire' entre guillemets suggère la volonté des journalistes de bien montrer qu'il s'agit là d'une évaluation des faits effectuée par le magistrat chargé de l'instruction, et à laquelle ils ne souscrivent pas nécessairement.

Le corps du texte est consacré pour l'essentiel aux informations concernant le déroulement de l'enquête. On y apprend que le policier a été "laissé en liberté sous contrôle judiciaire, assorti d'une caution de 10.000 francs, d'une assignation à domicile et de l'interdiction de détenir une arme." Le Procureur Michel Bréard aurait insisté sur l'idée qu'il s'agirait d'un "tir accidentel par imprudence". On apprend aussi que l'instruction est à la charge de "la juge d'instruction Marie-José Sonnevillle" et qu'une décision de "suspension provisoire (avait été) prise lundi par le ministère de l'intérieur". "L'autopsie (...) (permettait maintenant d'affirmer que) une seule balle avait entraîné la mort". L'arme en question était un "Manhurin 38 spécial, de calibre 9mm." "Le deuxième coup de feu a été tiré en l'air par le pistolet automatique 7.65 du policier auxiliaire qui est tombé au sol, déséquilibré par le complice de la victime qui a réussi à

s'enfuir (...) totalement mis hors de cause dans cette affaire. Il a été laissé libre à l'issue de sa garde à vue."

Un sous-titre, "Le vacarme du moteur emballé", va leur permettre ensuite de s'interroger une fois de plus sur les circonstances dans lesquelles a eu lieu la mort d'Habib :

"De nombreuses interrogations subsistent cependant, sur les conditions exactes dans lesquelles le coup de feu a été tiré et le comportement de la patrouille dans les minutes et les heures qui ont suivi. Pour sa défense, le brigadier a toujours affirmé qu'il n'avait ni senti le recul de l'arme, ni entendu la détonation, *aussi invraisemblable que cela puisse paraître*.

Maître Georges Catala, requis par le brigadier durant sa garde à vue, avance l'hypothèse selon laquelle 'la détonation a pu être couverte par le vacarme du moteur de la 205 GTI, emballée dans la tentative de fuite des deux jeunes gens pris au piège. Dans la confusion et la bousculade, le policier a pu appuyer involontairement sur la détente et le rugissement mécanique a masqué le bruit.

Au nom de la famille du jeune Habib, Maître Simon Cohen a, de son côté, déposé hier matin une plainte avec constitution de partie civile pour 'homicide volontaire et omission de porter secours'." (Souligné par nous.)

Les journalistes informent le lecteur de la version des faits donnée par le policier, tout en l'avertissant qu'on a le droit de douter de sa véracité : *aussi invraisemblable que cela puisse paraître*. Le thème du "comportement de la patrouille dans les minutes et les heures qui ont suivi l'incident" est en revanche seulement annoncé, mais non pas traité. Il réapparaît plus loin, mais presque occulté derrière un sous-titre qui n'a aucun rapport avec l'essentiel de l'information dont il est question :

"Rumeurs dans les cités

Parallèlement aux investigations judiciaires, une enquête administrative interne doit être ouverte sur les conditions dans lesquelles la patrouille mise en cause a rendu compte de l'affaire sans signaler l'usage des armes.

L'inspection portera également sur le processus d'alerte de la hiérarchie, dimanche matin, et le traitement du dossier avant que le parquet ne décide de confier l'enquête à l'IGPN, la 'police des polices'."

L'article se termine avec un court passage qui devrait justifier le dernier sous-titre : le jeune camarade d'Habib ne s'étant toujours pas présenté aux autorités, cela contribuerait à nourrir "la fièvre des cités".

Un deuxième article, "Les syndicats 'républicains' solidaires des deux policiers", est signé par Gilles R. Souilles (GRS). On note dans le titre la même volonté de prendre de la distance par rapport aux stratégies de communication des acteurs. Le sens de la démarche n'est pourtant pas tout à fait clair : on ignore si le mot *républicains* est mis entre guillemets pour souligner que ce sont les syndicats de police qui, en l'occurrence, se qualifient ainsi ; ou si le journaliste doute que le qualificatif soit approprié, compte tenu du fait que ces syndicats se déclaraient solidaires de policiers, qui avaient tout de même commis, comme on le verra dans la suite de l'article, des fautes administratives d'une certaine gravité.

Ici, ce sont donc des acteurs qui "communiquent". Le texte rend compte de la conférence de presse tenue mardi après-midi par l'intersyndicale du commissariat central de Toulouse (SNPT-UNSA, Alliance, le SNOP, le SNIPAT et la CGT police), pour "répondre 'au silence de l'administration et de la justice'". Le collectif précise "en

préambule son 'émotion' face au décès d'un jeune garçon", avant de revenir "sur les circonstances du drame".

L'expression *en préambule*, employée par le journaliste, dénote que "'l'émotion' face au décès d'un jeune garçon" ne constituait pas l'objet principal de la communication. L'intersyndicale visait surtout apporter son soutien au policier, en appuyant ses arguments sur une réflexion sur "les circonstances du drame". Elle dément "les allégations du complice de la victime (...) qui affirme avoir entendu au total 7 coups de feu".

Il est intéressant de noter que la version sur la mort d'Habib donnée par les policiers, et reprise ensuite par différents acteurs et par les journalistes eux-mêmes, a beaucoup gagné en vraisemblance du fait d'avoir été systématiquement opposée à celle donnée par le copain de l'adolescent, et dont l'invraisemblance était facilement démontrable.

Le journaliste ajoute dans la suite de l'article que

"comme le procureur de la République, (l'Intersyndicale affirme) que le coup mortel a été tiré accidentellement sans que le brigadier lui-même ait eu conscience d'avoir fait feu." (...) "Ce n'est qu'après être revenu sur les lieux, lors de la découverte du corps de Habib, que le brigadier aurait compris ce qui s'était réellement passé en constatant qu'une des cartouches de son arme avait été percutée."

La formulation apparaît ambiguë au sens où elle peut laisser croire que le procureur de la République souscrivait non seulement à la thèse du tir accidentel, mais aussi à l'idée que le brigadier n'avait pas conscience d'avoir tiré, ce qui n'est pas tout à fait exact.

Avec un sous-titre "Faute administrative", on aborde ensuite le thème du comportement des policiers *après* l'incident.

"Quant à savoir pourquoi le brigadier chef d'équipage n'a pas signalé le second coup de feu tiré par l'arme du policier auxiliaire dans l'altercation, les syndicalistes ont expliqué qu'il avait voulu 'couvrir' son jeune collègue appelé, le tir n'ayant pas prêté à conséquence.

Les syndicats ont reconnu qu'il s'agissait là, au moins, d'une faute administrative, mais que le brigadier avait agi alors dans une sorte de 'réflexe paternaliste'."

Le journaliste suggère ici, sans l'énoncer de manière explicite, l'ambivalence des syndicats, obligés de reconnaître "là, au moins, une faute administrative", mais qui ne mériterait pas censure, dans la mesure où elle pouvait être facilement explicable par la volonté d'un supérieur de "'couvrir' son jeune collègue appelé, le tir n'ayant pas prêté à conséquence". Il laisse entendre que les syndicats amenuisent l'importance de la faute, en dénonçant l'amateurisme de l'équipe qui est intervenue dans l'affaire et profitant par conséquent de l'occasion pour mettre en avant des revendications classistes. "En revanche", souligne-t-il, "dans un communiqué publié hier, à Paris, le syndicat général de la police (SGP) a tenu à se démarquer de ses confrères, considérant 'qu'un certain nombre de procédures n'ont pas été respectées et que la mission des policiers doit être menée dans le seul cadre de la loi'." En opposant les deux points de vue, il remet enfin en question le républicanisme auto-proclamé de l'intersyndicale du commissariat

toulousain et justifie la double face du titre choisi pour son article ("Les syndicats 'républicains' solidaires des deux policiers").

Un troisième article, non signé, a été probablement rédigé à partir d'une dépêche de l'AFP : "Lionel Jospin : 'La violence ne fait pas avancer le droit'." Le texte nous apprend que le premier ministre avait demandé "aux jeunes et à tous ceux qui avaient de l'influence sur eux de faire confiance à la justice et avait exprimé ses pensées pour la famille du jeune Habib, fauché à 17 ans." Il aurait ensuite avancé une hypothèse chère à la police et qui allait, par la suite, prendre une place importante dans l'explication des événements : "un certain nombre de gens (...) utilisent la violence pour essayer de garder l'impunité pour des trafics."

Le texte fait aussi état des déclarations du ministre de l'intérieur par intérim, Jean-Jack Queyranne, qui souligne les manquements administratifs que l'enquête avait déjà révélés, tout en affirmant le caractère intolérable de la violence.

"Par rapport aux règles en vigueur en matière d'intervention policière, il apparaît à l'Inspection générale de la Police nationale (IGPN) que des prescriptions indispensables n'ont pas été respectées'. Le ministre a aussi affirmé que les violences qui ont suivi la mort du jeune Habib 'ne sont pas admissibles (...)'. "

En bas de la page, en complément de l'article, on voit une photo des CRS qui se déplacent en attitude de combat, avec la légende : "Depuis lundi, un millier de policiers, CRS et gendarmes sont mobilisés chaque soir autour de La Reynerie".

Ici, l'ensemble texte + photo structure un récit dont les éléments sont les mêmes que ceux que nous avons déjà soulignés dans notre analyse de la une de cette édition du journal. D'abord, c'est la violence qui fait événement : elle est présente dans le titre de l'article, à travers la déclaration du premier ministre ("La violence ne fait pas avancer le droit") et dans la photo des CRS en position de combat. Mais cette violence n'est pas entièrement aveugle, puisque comme le souligne le ministre de l'intérieur, "des règles en matière d'intervention policière n'ont pas été respectées." Même si les déclarations du ministre tranchent dans le sens de considérer les violences "inadmissibles", l'existence d'un conflit opposant jeunes et policier est suggérée et son importance accentuée par une toute dernière information qui apparaît dans la partie finale du texte :

"Les maires d'Ile de France ont demandé la création de 'cellules de crise pour réfréner les désirs de vengeance qui se transforment en guérilla urbaine'."

La perception d'un conflit général, présent dans ces événements et dont la violence émeutière serait le véhicule, n'est pas propre seulement au journaliste, mais à toute sorte d'acteurs de terrain. Elle est dénotée ici, dans le discours du collectif des maires, par l'expression *guérilla urbaine*, dont la charge politique est considérable.

Un peu plus d'un quart de la page est consacré aux informations sur la manifestation organisée par les lycéens dans le centre ville. Un premier article, "Un défilé entre émotion et tension", de Pascal Jalabert, en rend compte. Il est illustré par une grande photo, où on voit des jeunes qui scandent des slogans, la petite photo d'Habib diffusée à plusieurs reprises dans la presse et reproduite sur des affiches pour les besoins de la protestation, et une pancarte où on lit : 'Trop de justice pour le vol d'une voiture et trop d'injustice pour le mort'. Sont soulignés les mots "trop", "justice",

"et trop d'injustice pour le mort". La légende indique : "La manifestation à Toulouse, ici rue de Metz, à la mémoire d'Habib".

On apprend que la manifestation "a commencé dans le calme et s'est dispersée en bon ordre". Le texte raconte ensuite en des termes tout à fait classiques la manière par laquelle elle s'est déroulée.

"Devant le lycée du Mirail, où Habib était scolarisé, vêtues de survêtements blancs, les filles tiennent des banderoles hâtivement fabriquées, sur lesquelles on lit notamment : 'L'injustice est là, où est la justice ?'"

On voit aussi des garçons avec des brassards de service d'ordre, et des enseignants qui déclarent :

"Notre rôle est difficile, mais nous représentons quand même une autorité auprès de ces jeunes. Depuis quinze jours la situation est tendue dans les quartiers."

Des enseignants qui relayent, par conséquent cette manifestation pacifique, tout en formulant l'hypothèse que l'émeute exprime une tension plus générale que celle qui a pu être directement engendrée par la mort d'Habib. Le défilé, continue le rédacteur, se dirige vers le boulevard où Habib a été tué.

"Kader, le frère de la victime et

Les filles déposent des fleurs.

"Toujours en bon ordre, après une longue minute de silence, le cortège part vers le centre-ville".

Avec un sous-titre "OK, pas de casse en ville", le journaliste indique que le caractère pacifique de la manifestation a pu être préservé du début jusqu'à la fin, malgré l'absence, comme on le verra dans le texte, des forces de l'ordre.

"Place du Capitole, environ 2500 personnes sont rassemblées. En grande majorité, ceux qui sont là vivent dans les cités de Bagatelle et du Mirail et sont d'origine maghrébine. Sur la grande porte du Capitole, on a affiché des portraits de Pipo. Au coin de la place, des jeunes qui commencent à sortir des bâtons et à masquer leurs visages sont raisonnés par des plus grands. 'OK, cet après-midi on ne casse pas'. Pas le moindre policier en vue. Quand vers 15 heures arrivent les lycéens, la manifestation se forme. Environ 3.000 personnes vont rallier la préfecture. Sur le parcours, quelques commerces baissent des rideaux de fer. Seul incident, rue Alsace, la présence de voitures de polices banalisées déchaîne des sifflets et des cris 'police assassin'. Pour la deuxième fois, les aînés parviennent à calmer quelques adolescents. La traversée des boulevards s'effectue à marche quasi forcée, signe d'une nervosité grandissante. Un sitting s'improvise rue de Metz. A la préfecture barricadée, la porte s'ouvre au frère d'Habib. Puis le père les rejoint en voiture, conduit par un ami. Après avoir, pendant une heure, chanté à la mémoire de Pipo, hurlé des slogans hostiles aux policiers ou résumé à leur façon le malaise des cités ("on veut du boulot, pas de balles dans la peau"), les manifestants se sont dispersés sans difficulté."

La manifestation marque ainsi le temps de la négociation. Mais il ne faut pas oublier qu'elle s'inscrit dans un cadre plus général, dominé par la violence émeutière. Pour ce rappel, le journaliste introduit le personnage de Mohamed, un des organisateurs, qui commente :

"On a répondu par un hommage, la suite, je ne sais pas."

Et il conclut par des informations qui permettent au lecteur d'imaginer la suite, qu'il trouvera, y compris sous la plume du même journaliste, dans la page suivante du journal :

"Les premiers incidents ont éclaté en début de soirée dans le quartier du Mirail, où plusieurs véhicules commençaient à brûler et où un garage Renault a été pris pour cible. On redoutait, hier soir à Toulouse, une nouvelle flambée de violence dans les cités."

La page est complétée par un tout dernier article, très court, "La famille d'Habib appelle au calme", qui s'inscrit dans la continuité du précédent, en ce qu'il renforce la dimension pacifique de la protestation. Il est illustré par une photo du père, qui parle aux micros des journalistes.

"D'abord sur les lieux où leur frère est mort en lisant un texte puis à la sortie de la préfecture, la famille Ould, représentée par le frère et le père d'Habib, a lu un texte appelant au calme : 'La violence n'est pas bonne pour notre recueillement. Nous avons eu des promesses du préfet que justice sera bien faite. Nous souhaitons que les quartiers retrouvent leur calme.' Porte-parole des jeunes, amis de la victime, Biba ajoutait : 'Nous avons passé avec le préfet un contrat moral de ne rien casser, mais nous avons demandé que l'enquête et la justice soient plus rapides et que les responsables soient sanctionnés.'"

Alors que la page 2 avait été occupée fondamentalement avec des informations sur l'enquête et sur la manifestation pacifique qui s'était déroulée dans la journée dans le centre ville, et où on mettait en scène par conséquent une pluralité d'acteurs sociaux et politiques, la suite de la rubrique "Le dossier du jour" dans la page 3 vise montrer que l'émeute ne s'est pas épuisée et que les actes de violence avaient repris dans la soirée.

Trois quarts de la page sont occupés par quatre photos. La première et la plus grande montre une voiture en flammes devant un garage Renault. La légende indique : "Une voiture bélier a défoncé la concession Renault-Babinet avant d'être incendiée." La deuxième photo, juste en dessous, montre des jeunes cagoulés portant des bâtons. Légende : "Rue de Kiev, hier vers 23 heures, les émeutiers harcelaient les forces de l'ordre, lançant pavés et objets en tous genres. Ils ont détruit toutes les cabines téléphoniques." La troisième, à côté, montre quelques CRS qui se préparent à donner l'assaut dans une cité. Légende : "Vers minuit, la police a investi les coursives pour déloger les assaillants." La dernière photo, en bas de la page à gauche, montre des jeunes qui poussent une voiture, la porte entrouverte, au milieu de la rue. Légende : "Ce véhicule va être brûlé en travers de la rue de Kiev au pied des immeubles."

La prééminence des photos, au détriment du texte, suggère qu'il n'y a rien de véritablement nouveau à dire sur la poursuite des violences. L'information principale est résumée dans un grand titre du premier article, signé Pascal Jalabert et Pierre Mazille : c'est la "Troisième nuit de violence".

Le chapeau indique :

"L'essentiel des incidents de la nuit dernière s'est déroulé dans le quartier de La Reynerie, où les forces de l'ordre ont été bombardées depuis les immeubles. Trois jeunes des cités ont été arrêtés et placés en garde à vue pour incendie volontaire."

Puis on peut lire dans le corps du texte :

"(...) des groupes toujours aussi mobiles et virulents ont harcelé les forces de l'ordre, *avant même que la nouvelle de la remise en liberté du policier ait pu se répandre (...)*"

Les journalistes se défendent préalablement, avant même que toute accusation n'ait pu être formulée, d'avoir formulée, d'avoir diffusé la nouvelle de la mise en liberté du brigadier et ils affirment la disjonction entre la poursuite des actes de violence et cette information, dont ils prétendent ne pas avoir été les colporteurs. Ils décrivent aussi la participation d'adultes aux affrontements :

"une partie (des jeunes) lançait des projectiles depuis les coursives. Les forces de l'ordre ont répliqué en tirant des grenades lacrymogènes vers les coursives, *tandis que de nombreux habitants des immeubles, femmes comprises, les invectivaient ou lançaient divers objets depuis les étages.*"

Le conflit, disent-ils, devient moins massif, mais en même temps il se durcit :

"Contrairement à la nuit précédente, les forces de l'ordre n'ont pas été confrontées à des groupes massifs. Néanmoins la tension était d'autant plus vive qu'aux insultes traditionnelles se mêlaient des menaces de mort visant les policiers sur le ton de la vengeance.

A 23 heures, les CRS ont dû tirer des grenades lacrymogènes en direction des terrasses et des coursives (...) pour se dégager des projectiles. Aussitôt, les appartements se sont allumés et on entendait des cris de terreur ainsi que des 'youyou' de femmes. (...) Aux environs de minuit, un fort contingent de policiers en civil des BAC, appuyés par des sections de CRS ont investi les coursives des grands immeubles du cheminement Vincent d'Indy d'où ils étaient bombardés par des jeunes. Le calme revenait alors dans la cité, toutefois troublé à 0h15 par la sourde détonation d'un coup de fusil à pompe tiré depuis un immeuble."

Une petite note en encadré, "Une soirée en 'spectateur' au Mirail", signée par G.-R. Souilles, met un bémol à ces descriptions au ton fortement dramatique et suggère l'hypothèse d'une mise en scène des deux côtés :

"La violence de ces affrontements (entre jeunes et policiers) est cantonnée sur un périmètre réduit. Loin de l'idée que l'on pourrait se faire d'un Mirail à feu et à sang.

A proximité, à deux pâtés de maison, la circulation, même rare, continue à s'écouler normalement. (...)

Les affrontements sont bien loin. Comme si tout ce décorum, avec ses faux héros et figurants, n'était en réalité qu'un vaste plateau de cinéma."

Un troisième texte, "Les bus devraient circuler aujourd'hui", sans signature, apporte des informations ponctuelles sur l'état de fonctionnement des transports collectifs, ce qui permet de donner la parole à des acteurs syndicaux qui mettent en avant une fois de plus leurs revendications :

"le réseau de bus devrait connaître aujourd'hui un retour à la normale, à l'exception des lignes desservant les quartiers sensibles."

Les syndicats "demandent, d'urgence, une réunion commune SMTTC, direction générale de la Semvat, traminois et associations d'usagers.

"Et que cela débouche sur des solutions, des décisions concernant la sécurité." "La CGT dénonce : 'Le samedi après-midi, le dimanche et les jours fériés, il n'y a personne dans les kiosques Semvat, même importants comme Basso-Cambo, Arènes, Jeanne d'Arc ou Cours-Dillon ; il n'y a pas un contrôleur de service ; le dimanche, il n'y a qu'une seule voiture de régulation ; même en semaine, il n'y a plus de contrôle à partir de 20 heures."

"Ce mardi matin, à partir de 6 heures les conducteurs, soutenus par les syndicats CGT et SUD transports urbains n'ont pas voulu remonter dans leurs véhicules, dépôt Langlade, 'même accompagnés par des maîtrises et cadres : au volant des bus, maintenant, on a peur'. '80% des conducteurs ont choisi la sécurité, suite aux affrontements de la nuit de lundi à mardi', précise SUD."

Une dernière note, également non signée, "Suspension des activités à la CAF", rend compte rapidement des dégâts causés par l'attaque subie par cet organisme, tout en précisant que

"il n'y a pas eu pillage ; pas de vol de matériel, pas de destruction de documents. Mais à la suite du feu mis dans les lieux, il faut remplacer les vitres brisées (...) et le faux plafond ; et tout repeindre".

Jeudi 17 décembre

A la une, la matière principale concerne le bombardement de l'Irak par les Américains. A droite de la page, une petite photo montre une voiture devant une vitrine défoncée. En dessous, le titre "Après les émeutes, les voitures-bélier". La petite place accordée au sujet, ainsi que le titre lui-même indiquent que l'émeute est en voie d'épuisement et que la violence évolue vers d'autres formes.

Un chapeau résume : "le calme a régné la nuit dernière sur les cités. Par contre, des voitures-bélier ont été lancées contre plusieurs magasins de Toulouse, incendiés au cocktail molotov".

La rubrique "Le dossier du jour", consacrée aux événements du Mirail, est située en page 4. Là un grand titre annonce : "La violence se déplace hors des cités". L'article est signé René Grando. En dessous, la même photo de la une, cette fois-ci en grande taille. La légende explique : "Une voiture bélier a défoncé hier soir l'entrée du garage Autosur, route de Seysses à Toulouse." Le chapeau ajoute : "Alors que le calme régnait dans les cités, des casseurs ont organisé des raids en divers points de Toulouse. Des voitures-bélier ont détruit trois magasins incendiés au cocktail Molotov."

Le corps du texte reprend une information déjà donnée la veille, concernant la poursuite de l'enquête, mais avec le but cette fois-ci d'indiquer que sa diffusion n'avait pas prêté à des conséquences en termes de généralisation de la violence.

"Le brigadier de police (...) a été laissé en liberté mardi soir sous le coup d'une mise en examen pour 'homicide involontaire'. On redoutait que la diffusion de cette information ne provoque une nouvelle poussée de fièvre dans les cités sensibles de la ville. En fait, l'offensive s'est déplacée, sous la forme de voitures-bélier, en prenant pour cibles des établissements commerciaux."

Un sous-titre, "L'exemple de la famille", fait référence aux appels au calme lancés par la famille d'Habib. "Dominique Baudis, député maire de Toulouse, a demandé hier, à son tour, 'à tous ceux qui peuvent être porteurs d'un message d'apaisement auprès des auteurs de ces exactions, afin qu'ils aident au retour de la raison et du droit dans ces quartiers'."

Le journaliste fait ensuite état des déclarations du préfet Alain Bidou, qui a opposé la manifestation pacifique qui s'était déroulée dans le centre-ville et les incidents qui ont éclaté en début de soirée. Une fois de plus on réinterprète le sens de l'émeute à partir d'une hypothèse qui sera constamment réitérée par les représentants des forces de l'ordre :

"Le préfet n'a pas exclu l'hypothèse selon laquelle l'arrestation récente par la PJ d'un gang de braqueurs, dont les membres sont en majorité du quartier, aurait contribué à attiser la rage des casseurs."

L'hypothèse est étayée par la découverte d'armes dans les cités :

"Dans la nuit de mardi à mercredi, après l'investissement des immeubles, d'où elles étaient bombardées, les forces de l'ordre ont découvert un pistolet à grenaille sur un toit et débarrassé les coursives de plusieurs dizaines de kilos de cailloux."

Après le sous-titre "Arrestations", le journaliste continue dans la même direction.

"Des coups de feu ont été tirés dans la nuit par des inconnus, sans atteindre personne, ce qui tendrait à démontrer que des armes circulent parmi les émeutiers, dont le nombre est évalué par la préfecture à 150 individus environ."

Il conclut son article par une description de l'état d'esprit d'un quartier qui, malgré son calme de la veille, restait tendu.

"Hier soir, alors qu'un brouillard épais s'abattait sur la ville, la tension était palpable dans le quartier de La Reynerie où environ 200 jeunes se sont rassemblés, à 20 heures, sur la place Abbal. Le père du jeune Habib s'est porté à leur rencontre pour leur demander de rester calmes et de faire confiance en la justice. Mais beaucoup de jeunes restent encore meurtris et réceptifs aux appels à la violence."

"A la même heure, des unités de CRS et de "mobiles" prenaient position sur l'avenue qui borde le quartier, à bonne distance des immeubles."

Un article court, "23 heures : offensive de voitures-bélier", signé GRS et YB, oppose le "calme insolite" qui régnait "hier soir sur le quartier du Mirail" et "une véritable offensive de voitures-bélier" qui aurait éclaté "à partir de 23 heures, en divers points de Toulouse." Sont cités "un magasin d'alimentation", "la devanture d'une pharmacie", "le garage Autosur", entre autres. On fait par ailleurs l'hypothèse que "se sentant de plus en plus isolés, y compris dans leurs cités où la relative compréhension pour la colère des premiers jours a fait place à une exaspération croissante et majoritaire, quelques groupes de jeunes pourraient bien avoir décidé de changer de stratégie. L'inauguration, en quelque sorte d'une nouvelle tactique de guérilla urbaine."

Un troisième article, "Controverse sur l'enquête judiciaire", signé Gilles-R. Souilles, aborde les suites de l'enquête, après que le copain d'Habib s'est présenté à la justice . Il est illustré par une photo des deux avocats du brigadier de police, Maîtres Rossi Lefèvre et Boguet. Le chapeau annonce : "La mise en liberté du brigadier mis en

examen pour 'homicide involontaire' a été âprement discutée dans le bureau de la juge d'instruction. La réapparition du 'témoin n° 1' ne semble pas avoir modifié le fond de l'enquête."

La version de l'adolescent, cette fois devenue officielle, est reprise une fois de plus, comme au début des événements lorsqu'il avait témoigné devant les journalistes, pour souligner tout ce qui la sépare de celle du policier mis en cause. Elle est introduite par un sous-titre : "Le récit d'Amine, 16 ans".

"Après son audition sous serment, il nous a répété sa version des événements de dimanche à 3h30 du matin, une version qui contredit sur de nombreux points la version des policiers et les premières conclusions de l'enquête."

"Il a entendu 'cinq coups de feu, un policier aurait tiré trois fois dans sa direction. Ensuite, caché dans la rue Painlevé, les policiers 'cherchaient Habib avec des lampes électriques'".

L'article conclut avec un commentaire de l'avocat de la famille de Habib, Maître Simon Cohen, lequel souligne "la 'valse-hésitation du parquet' (...)" (sans qu'on sache de quoi exactement il est question) et se demande pourquoi les gens ne croient plus en la justice.

Un autre article, "La libération du policier a fait très mal", signé Y.B., cherche à décrire l'état d'esprit des cités le mercredi au soir, face à la nouvelle de la libération du policier apprise ce jour là. Il est illustré par une photo de nuit, qui montre une scène difficilement définissable. La légende énonce : "Dans la brume du Mirail, des groupes qui attendent.

Le corps du texte se réfère à

"Une centaine de jeunes beurs et quelques blacks tapent la semelle devant des vitrines illuminées, déjà enrobées dans le brouillard qui tombe."

C'est une des rares fois, au cours de cette couverture de l'émeute, où un journaliste se départit de "l'ethniquement correct" pour évoquer les phénotypes des émeutiers. Il écrit que "la rumeur avait fait état d'un appel au calme, lancé par les pères, peut-être des imams." Cependant, ajoute-t-il, on observe "sur toutes les lèvres, la même indignation, qui court la cité depuis le matin : la mise en liberté du policier la veille au soir (...) reçue comme une 'provocation'. Les visages sont graves, les dents serrées."

Le texte veut restituer un climat : l'unanimité de l'indignation - "la même, sur toutes les lèvres", "court la cité depuis le matin", "visages graves, dents serrées". Il dessine ainsi, par le regard qu'il porte sur la cité, une expérience fusionnelle, communautaire et territorialisée - pertinente à *l'intérieur des frontières* du quartier. Il en appelle à des témoignages pour illustrer son raisonnement :

"'Cette information a fait très mal, ils sont très remontés', confie un vieil homme qui tire par la manche ses deux jeunes fils afin qu'ils regagnent l'appartement familial."

Le lecteur comprend que le vieil homme a peur, et qu'il est pressé de rentrer avec ses deux jeunes fils parce que des choses terribles risquent encore de se passer. Le journaliste ajoute alors à son texte des paroles de jeunes, qui font acte de leur ressentiment.

"Tous les soirs, on a été gazés comme des chiens. Combien ont-ils tiré, de grenades ? On veut la tête du procureur de la République. On est tous des citoyens de la République. Si l'un d'entre nous avait fait ce qu'a fait ce 'schmidt' (NDLR : policier), il serait en cabane à cette heure !" explique l'un d'entre eux, passablement énervé par la présence de quelques journalistes. Un autre groupe, un peu plus loin, songe à voix haute à une vengeance pure et simple."

Derrière un sous-titre "Le procès de la presse", il est dit que "la presse, les télévisions sont prises à partie elles aussi."

"Pour filmer des voitures qui brûlent ou des jeunes qui cassent, vous êtes là, mais pour expliquer ce qu'est la vie d'un beur ici, y'a plus personne. Et les politiques, où sont-ils ? Personne n'a mis les pieds ici'."

Un dernier article, "Plus d'une centaine de voitures brûlées..." signé G.-R.S. dresse le bilan des dégâts matériels que l'émeute aurait causés. Il est illustré par deux photos. La légende de la première indique : "Lundi matin, les employés de la CAF déménageaient le matériel qui n'avait pas souffert dans le pillage du centre social." La seconde montre des voitures calcinées empilées les unes sur les autres. La légende indique : "La plupart des véhicules ont été incendiés au Mirail ou à Bagatelle".

On apprend dans le corps du texte que

"les services de police avaient comptabilisé, mercredi matin, une centaine de voitures détruites par le feu. 107 exactement plus le bus de la Semvat dont l'attaque avait sonné le début des hostilités.

La plupart des véhicules ont été incendiés au Mirail ou à Bagatelle, mais des actes de vandalisme isolés ont été également recensés un peu partout dans l'agglomération notamment à Empalot, La Faourette, dans le secteur du Raisin, dans la cité Bourbaki ou encore avenue de la Gloire.

S'ajoute à ce lourd bilan la mise à sac de bâtiments publics, au premier rang desquels le centre de la CAF de La Reynerie, le local des îlotiers de la rue Winston Churchill, le commissariat de la place Tel Aviv mais aussi le centre culturel des Minimes, incendié dans la nuit de mardi à mercredi.

Outre une concession Renault dont la vitrine a été défoncée par une voiture bélier sur la zone industrielle de Babinet, des commerces ont aussi été endommagés, comme le bureau de tabacs de la place Abbal.

Sans parler des guichets bancaires automatiques mis hors service, des cabines téléphoniques, ou des abribus systématiquement brisés."

Page 5 , la suite du dossier du jour est consacrée, pour l'essentiel, à donner la parole aux habitants des quartiers où ont eu lieu des violences. Alors que la couverture des événements, le mercredi, avait suggéré de manière quelque peu surprenante et originale, que la violence finalement aurait permis d'unifier adultes et jeunes dans un même refus des forces de l'ordre (voir ci dessus : "Troisième nuit de violence", signé Pascal Jalabert et Pierre Mazille), ici il s'agit au contraire de bien distinguer les logiques qui séparent les uns et les autres.

Le premier article, "Les habitants de la Reynerie : 'Il faut que ça s'arrête'" est signé Pierre Mazille et Dominique Vieu. Il est illustré par une photo du quartier, avec la légende : "Hier à la Reynerie, on tentait d'effacer les traces de ces nuits de violence."

Le chapeau détaille le message déjà énoncé dans le titre : "Halte au feu", crient les habitants de la Reynerie qui se sentent oubliés des politiques et assistent impuissants aux affrontements."

Alors que, une fois de plus, titre et chapeau annoncent l'idée d'une prise de position unanime au sein d'une collectivité soudée par ses opinions, le corps du texte, cependant, introduit l'idée d'une diversité de positions et d'une complexité de points de vue bien plus grande. On se réfère d'abord à un clivage entre adultes et jeunes, en ce qui concerne la perception de la violence émeutière. Certains habitants penseraient que

"tout cela n'a plus rien à voir avec la mort du petit. Le premier soir, il y avait la douleur. Mais maintenant, c'est une bande de casseurs qui fait de la provocation."

Les journalistes précisent que même si "l'analyse de ce retraité est loin d'être isolée", "elle n'est pas forcément partagée, notamment par les plus jeunes."

Myriam, 15 ans, explique que 'tout ça, c'est le seul moyen pour se faire écouter. Ici, on vit comme un poisson rouge dans son bocal. On fait tout pour qu'on ne sorte plus de chez nous. Il manque plus qu'un Mac-Do, et les gens seront sûrs qu'on ne quittera plus le quartier.' Myriam pense que l'incendie de la CAF où 300 habitants du quartier se pressaient chaque jour, n'est pas un problème. 'C'était mieux quand il fallait aller en ville', dit-elle. Sa mère n'est évidemment pas d'accord."

L'hostilité à l'égard de la police est présente aussi chez les adultes.

"Rue de Kiev, des habitants subissant pourtant les événements, obligés de garer leur véhicule à 3 kilomètres pour qu'ils ne soient pas incendiés, montrent du doigt les CRS. 'Ils sont une provocation. Ils n'ont qu'à partir et le calme reviendra'."

Ils concluent par une phrase générale, sans réel rapport avec la complexité de ce qui vient d'être dit.

"La population n'en peut plus. Les dégâts matériels sont importants, mais les dommages causés à ce quartier laisseront des traces indélébiles."

Un deuxième article, "Les Minimes et la cité Amouroux entre abatement et colère", est signé Andrée Brassens. Une photo montre une pièce dévastée, avec la légende : "Un cocktail Molotov a mis le feu à la salle de spectacle des Minimes.

Le chapeau annonce : "Une salle de spectacle détruite aux Minimes. Des voitures brûlées aux Mazades. Des petits commerces détériorés par le feu. Pour les habitants des quartiers populaires, les agresseurs se trompent de cible."

Les informations qui apparaissent dans le corps du texte, cependant, mettent davantage en scène des témoins qui travaillent dans le quartier, plutôt que des habitants eux-mêmes.

"Nicole travaille dans le quartier depuis vingt ans. C'est la première fois qu'elle assiste à de tels événements. Elle ne comprend plus. 'Jusqu'à présent Toulouse était relativement préservée. Les quartiers sont bien équipés. Il y a des MJC, des centres sociaux, des terrains de sport partout. Cette flambée de violence contre des structures destinées à la population est absurde. Ces jeunes détruisent les endroits où on ne demande qu'à les accueillir', observe-t-elle."

La journaliste met en scène un autre témoin, qui en rajoute dans la même direction.

"Tout à coup cette Toulousaine se demande 'si la haine ne va pas bientôt changer de camp. Plusieurs bénévoles, écoeurés, ont menacé hier de donner leur démission."

L'article se termine par les commentaires, critiques mais dépourvus de colère, des habitants d'une cité voisine, se disant que "la violence, ça ne mène à rien". Comme dans le texte précédent, on observe une contradiction entre l'énoncé du chapeau et les propos des acteurs mis en scène. La colère ici n'est pas le fait des habitants mais de militants associatifs et bénévoles, intervenants extérieurs qui travaillent dans le quartier au titre de l'animation culturelle ou du travail social. L'unité de l'information a pris le dessus sur la diversité des points de vue.

Le reste de la page est occupé par des brèves :

- une interview avec un chercheur de l'Institut d'Etudes Politiques : "Olivier Philippe : 'que la violence devienne parole'." Jean-Jacques Rouch.

- les moyens techniques mis en place dans les transports en commun pour assurer la sécurité des conducteurs : "A la Semvat, des moyens exceptionnels".

- "La CAF contrainte de suspendre ses activités."

- "Le garage Renault poursuit son activité".

Et un ensemble de "Réactions", dont la principale est celle de Dominique Baudis : "Pour un retour à la raison". "Le maire de Toulouse déclare dans un communiqué :

"Les événements de ces dernières quarante-huit heures sont désastreux pour les quartiers où ils se produisent et font mal à chacun des habitants de notre ville. La mort d'un jeune est un événement suffisamment dramatique pour qu'il soit inutile d'y ajouter la destruction d'installations publiques qui pénalise en priorité les familles et les voisins des auteurs de ces actes de violence.

Depuis des années, la mairie, les services publics, les associations travaillent pour mettre à disposition des habitants les services et les équipements dont ils ont besoin : métro, mairies annexes, équipements sportifs et culturels, antenne des services sociaux, locaux associatifs. Aujourd'hui, tout est à recommencer. Ce sont plusieurs années d'efforts qui sont compromises."

Vendredi 18 décembre

Les frappes américaines en Irak continuent à faire la une de la Dépêche. De l'émeute, il ne reste plus qu'une photo, au coin de la page, avec la légende : "Un supermarché attaqué à la voiture-bélier et incendié". Il est aussi l'heure du bilan, comme le soulignent un petit titre ("Toulouse : après les émeutes, les comptes") et le chapeau : "Le bilan des dégâts depuis dimanche dernier, après les scènes de violences qui ont suivi la mort d'Habib, est très lourd. Selon la préfecture, cent vingt-neuf voitures ont été incendiées ainsi qu'un autobus. Des équipements publics et plusieurs magasins ont été détruits ou endommagés. Au bas mot, l'estimation est de 6 millions de francs."

Les retombées de l'émeute seront traités dans la rubrique "Grand Toulouse", pages 18 et 19.

Le premier article, en haut de la page, "Mirail : après les émeutes, la facture", est signé Pierre Mazille. Il est illustré par la photo d'une voiture brûlée avec intervention des CRS. La légende indique : "129 voitures ont été incendiées en quatre jours dans les quartiers". Une deuxième photo, en dessous de l'article, est accompagnée de la légende : "un bus de la Semvat brûlé : 1 million de francs".

Le chapeau annonce : "129 véhicules incendiés ou endommagés. 11 bâtiments détériorés ou détruits. La facture des événements survenus dans les quartiers pourrait dépasser les 6 millions de francs." Suit le détail des dommages avec les estimations du montant de la réparation.

En dessous, en encadré, un petit texte non signé, "Claude Bartolone à La Reynerie et au lycée Polyvalent", annonce la visite à Toulouse, le jour même, du ministre délégué à la ville.

Suit le bilan des arrestations : en haut à droite, dans un petit encadré, un titre annonce : "Quatre jours d'affrontements, onze interpellations". Le texte est illustré par une photo avec la légende : "Arrestation à la Reynerie dans la nuit de mercredi à jeudi." On apprend que la plupart des interpellés ont été remis en liberté.

Suivent des textes courts et non signés, dont le plus important fait état des déclarations de l'avocat de la famille de Habib :

"Maître Cohen demande une nouvelle reconstitution" (le texte est illustré par une photo) :

"Je constate bon nombre de coïncidences troublantes, d'invraisemblances est de lacunes dans l'enquête de police. Mon souci est désormais d'orienter l'enquête vers l'exploitation systématique, technique et juridique, de toutes les autres voies possibles, par le biais notamment d'une reconstitution, de recherches scientifiques et d'auditions de témoins".

L'avocat s'appuie notamment sur le rapport de l'IGPN :

"On parle d'acte involontaire. Mais sur une arme de police, la sécurité n'était pas mise, et sur l'autre, la culasse avait été actionnée. L'autopsie révèle une mort par hémorragie ; il n'y avait pas de sang dans la voiture. Habib a été tué d'une balle, mais on n'a pas retrouvé le projectile."

Maître Cohen estime cependant qu'il sera difficile d'y voir plus clair : "La situation a été nettoyée".

Un article fait aussi état d'une "Série d'incidents au collège Reynerie" :

"Un conseiller d'éducation (...) agressé, hier matin, dans l'enceinte de l'établissement par deux jeunes du quartier qui tentaient de pénétrer dans le collège pour y semer la perturbation.

Le conseiller d'éducation qui voulait s'interposer avec un collègue a été légèrement blessé au front par un projectile jeté dans sa direction.

Une collégienne a ensuite été victime d'autres perturbateurs qui ont utilisé des gaz lacrymogènes. (...)

(...) Une série de petits incidents qui témoignent de la tension encore vive dans le quartier."

Pour le reste, il s'agit de présenter de manière pluraliste les "Réactions" de différents acteurs politiques :

- "Yvette Benayoun Nakache : 'Les habitants savent où me trouver'."
"Cette tragédie témoigne hélas ! du retard pris en matière de politique de la ville".

- "D. Baudis : 'Poursuivre les actions engagées'." "Les habitants des quartiers victimes des violences de ces derniers jours doivent au plus vite retrouver un bon fonctionnement des services publics."

- "C.G.L : 'Respect des habitants'" "Que l'on respecte plus les parents, les citoyens de ces lieux. Que leur habitat soit aussi bien entretenu et les moyens consacrés (par habitant) aussi importants que dans d'autres quartiers, et leurs enfants ne seront ni violents ni révoltés."

- "CNT-AIT : Apartheid." "L'assemblée générale des adhérents de la CNT-AIT habitant dans les quartiers du Mirail, Reynerie et Bellefontaine, dénonce : Nous voudrions dire que tout ça est la conséquence de l'apartheid à la française et de l'injustice sociale que les pouvoirs publics imposent au quartier : les écoles sont surchargées, les professeurs du collège de Reynerie ont dû faire grève dès la rentrée pour avoir quelques moyens misérables de plus, les queues à la Poste du Mirail sont interminables, la diminution des bons CAF empêche les enfants de partir en vacances, les jeunes n'ont pratiquement pas de lieux pour se rencontrer ... et chaque fois, on nous répond qu'il n'y a pas un sou pour mettre un postier de plus, un instituteur de plus ; alors qu'on dépense des sommes folles pour nous envoyer des régiments entiers de CRS."

- "La LCR : 'Qui sème la misère récolte la colère'"

- "SOS Racisme : 'Empêcher les bavures'." Nicolas Maupeu, SOS Racisme Toulouse. Veulent se constituer partie civile, pensent que les bavures sont en train de se multiplier (novembre, mort d'un jeune à Tourcoing suite à une interpellation). Lettre ouverte au ministre de l'intérieur, appelant à "des décisions immédiates pour empêcher la multiplication de ces actes inadmissibles (création d'une haute autorité indépendante, application du code de déontologie, application et renforcement des sanctions)." (Contact : 06.14.09.72.04)

- "Le CERF (centre d'étude sur le racisme et le fascisme) : 'Le mépris des citoyens'."

- "UNSA (Union nationale des syndicats autonomes) : 'Améliorer les conditions de travail de la police'."

Page 19, on retrouve la suite de la rubrique "Grand Toulouse", consacrée elle aussi aux retombées de l'émeute. Les articles occupent une demie page, l'autre moitié étant occupée par une publicité.

L'article principal, "Les derniers feux de la rage", signé René Grando et Gilles Souilles, revient sur un thème déjà abordé la veille, celui de la casse qui s'était succédée à la violence dans les quartiers périphériques. Il est illustré par une grande photo avec la légende : "Devant les décombres du supermarché incendié, des clients navrés qui n'ont pas pu faire leurs achats".

Le chapeau annonce : "A l'heure où le quartier de la Reynerie portait le deuil d'Habib dans le silence, des commandos ont attaqué à la voiture-bélier et au cocktail

Molotov plusieurs commerces et la Maison de la Justice. Des destructions qui n'auraient plus aucun rapport avec la colère et les émeutes des premiers jours."

"Alors qu'un grand calme a régné, mercredi soir, sur le quartier toulousain du Mirail, une série d'attaques à la voiture-bélier et au cocktail Molotov s'est produite en divers lieux de Toulouse (notre édition d'hier)."

Les journalistes soulignent le côté symbolique plutôt qu'instrumental de ces manifestations :

"Ces destructions n'ont pas été accompagnées de cambriolages et de pillages, comme on le voit d'habitude.

Seule exception à la trêve dans le quartier de la Reynerie, endormi sous un épais brouillard, un incendie criminel a partiellement détruit, hier à une heure du matin, la Maison de la Justice, institution qui abrite la protection judiciaire de la jeunesse, et le service d'aide aux victimes, d'information et de médiation. A l'évidence, l'attentat visant ce lieu symbolique n'a pas été commis au hasard."

Un petit texte en encadré, "Trois voitures incendiées dans la soirée d'hier", signé Pierre Mazille, suggère que tout n'est pas tout à fait fini. A côté, on évoque "l'inquiétude du recteur de la mosquée de Paris" : "Vivant dans un état de droit, les jeunes musulmans de France doivent faire une totale confiance à la justice de leur pays", remarque-t-il.

La page se termine avec un texte signé S.B., qui annonce le rapatriement en Algérie du corps d'Habib et laisse la parole à son père.

"Un cauchemar... Jamais je n'aurais cru que la police puisse le tuer comme ça. Je suis du pays des libertés, puisque je suis né dans l'Algérie française. Mon père a fait son service militaire sous les couleurs du drapeau français. Jamais je n'aurais cru non plus qu'il puisse être mêlé à une affaire de vol."

'J'ai toujours élevé mes enfants de façon très stricte. Habib devait rentrer à la maison tous les soirs à 21 heures. Le samedi, je l'autorisais à sortir.' (...) Habib, 17 ans, était en classe de seconde au lycée Polyvalent et devait apprendre la comptabilité. Mais il y a quelques semaines, il avait été momentanément incarcéré à la prison Saint-Michel et était sous contrôle judiciaire. (...)"

Le père évoque le poids de la ségrégation.

"Bien sûr que je voudrais quitter le quartier, vivre ailleurs. Mais ce n'est pas possible de louer un appartement ailleurs. Dès qu'on lit notre nom, ou notre adresse, on nous répond que l'appartement est en travaux, ou qu'il est déjà pris. Les jeunes du quartier le disent bien. Dès qu'un employeur voit qu'ils habitent la Reynerie, c'est fini'."

Samedi 19 décembre

Les événements du Mirail reprennent en partie le dessus sur l'actualité, suite à la blessure par balle d'un policier, le vendredi soir. *La Dépêche* titre à la une : "Les cités toujours sous tension à Toulouse : Un policier blessé par balle à Bagatelle". En dessous, une grande photo montre des policiers et des pompiers. La légende indique : "Le policier blessé a été évacué par ambulance sur l'hôpital Rangueil.

Le chapeau résume les événements de la veille :

"La tension est remontée hier soir à Toulouse, dans le quartier sensible de Bagatelle, près du Mirail. Des policiers, qui intervenaient pour soutenir des sapeurs-pompiers appelés pour un incendie de véhicule, sont tombés dans un véritable guet-apens et ont été pris pour cible par un tireur embusqué. Deux coups de feu ont été tirés, un brigadier a été touché à une épaule par une balle de 22 long rifle. Une escalade inquiétante, alors que l'on pensait que la venue du ministre de la Ville, Claude Bartolone, dans la journée, avait permis d'amorcer enfin le dialogue. L'article de Gilles-R. Souilles, p. 18"

Malgré l'importance de l'événement, et l'appel à la une, il n'occupe plus qu'une seule page du journal et une des dernières.

Page 18, le titre de l'article de Gilles Souilles, "Un policier blessé par balle à Bagatelle", occupe toute la largeur de la page. Le texte, très court, est illustré par une grande photo des lieux, qui montre une voiture de police stationnée, avec la légende : "Le macadam ensanglanté, au premier plan à gauche, à l'endroit où le brigadier a reçu les premiers soins". En dessous de l'article à gauche, une photo en petite taille avec la légende : "L'Austin Métro incendiée dans le jardin public a servi d'appât." Le journaliste souscrit ici à ce qu'a été la première interprétation de la police concernant cet événement : la thèse du guet-apens, démentie par la suite.

Le chapeau résume : "Des policiers qui intervenaient hier soir dans le quartier de Bagatelle, à Toulouse, ont été pris pour cible par un tireur embusqué. Dans le guet-apens, un brigadier a été touché à l'épaule par une balle de 22 long rifle."

"Sur le terrain, dans les rangs des policiers, on avait conscience que les coups de feu avaient été tirés pour tuer. Dans le climat de tension actuel, les responsables de la police urbaine craignaient aussi une reprise des hostilités."

Un deuxième article, non signé, fait état de "la solidarité du gouvernement en cette circonstance douloureuse", exprimée par Jean-Jack Queyranne, ministre de l'intérieur par intérim, au brigadier blessé, ainsi qu'à sa famille.

Le reste de la page est occupé par des brèves et par quelques informations concernant la visite à Toulouse, la veille, du ministre délégué à la ville : "Claude Bartolone : 'On peut relancer la politique de la ville'". L'article est signé J. Savaric et illustré par une photo du ministre, avec la légende : "Le ministre à la rencontre des résidents, à Bellefontaine".

Le chapeau résume : "Hier à Toulouse, le ministre délégué à la ville avait tenté de renouer le dialogue, avec, semble-t-il, un certain succès. Rencontrant tour à tour les habitants, les lycéens et les policiers, puis les élus, Claude Bartolone avait affiché sa volonté de relancer avec vigueur la politique de la ville, seul antidote possible au poison de la violence urbaine."

La page est bouclée, comme habituellement, par la présentation d'une série de "Réactions", de différents acteurs politiques, "après les émeutes du Mirail".

Quoique la blessure par balle d'un policier constitue un événement indiscutable, ce fait est insuffisant pour replacer l'émeute à la une de l'actualité. Un journaliste explique : " c'était le dernier événement. Après, effectivement, ça s'est tassé. Les voitures ont continué à brûler, mais comme elles brûlent depuis longtemps... "

La page 3 de *La Dépêche du dimanche* a été en effet consacrée à une rétrospective des événements du Mirail ("Une semaine folle qui se termine par des coups de feu"), mais après, pendant le reste du mois, c'est le silence. En partie, à la demande ouverte des policiers.

" Les voitures brûlées, par exemple, on n'en a plus parlé après. Et il y a eu aussi une forte pression de la police, dans le sens : 'est-ce que vous croyez que ça apporte vraiment quelque chose de dire tous les jours, 3 voitures brûlées, 5 voitures brûlées ?' Voilà, on s'est posé nous aussi cette question et on est arrivé à la conclusion collective qu'effectivement, ce n'était pas vraiment utile de faire la comptabilité dans le journal des voitures qui brûlaient... Donc, depuis, on ne parle quasiment plus des voitures qui brûlent..."

Dimanche 20 décembre

Il faut dire un mot sur cette rétrospective du dimanche, car elle marque un tournant dans le traitement de ces événements. Si, jusque-là, les journalistes avaient cherché à garder une distance critique, dans le traitement de l'information, à la fois par rapport à la violence émeutière et par rapport à ce qui pouvait être perçu, notamment face à l'enquête concernant la mort d'Habib, comme un corporatisme inacceptable à l'intérieur de l'institution policière, la blessure par balle d'un policier fonctionne quelque part comme un déclic, et fait basculer leur diagnostic de la situation.

Le reportage du dimanche est d'ailleurs, dans l'ensemble, orienté par les stratégies de communication de la police et du parquet, et un des journalistes signataires nous en informe sans difficulté. La question pour eux, question que nous avons déjà rencontrée lors de nos précédents entretiens avec des journalistes de la presse parisienne, était : comment envisager les problèmes des quartiers sensibles sans tomber dans "l'angélisme" ? Autrement dit, comment traiter ces événements en étant capable de reconnaître à la fois la part de crise sociale à l'origine des tensions, mais aussi la dérive criminelle et dangereuse dans laquelle ces quartiers semblent s'enliser ? Or, la peur de "l'angélisme" rend le journaliste particulièrement sensible à la communication institutionnelle, ce qui réoriente ensuite toute sa perception des événements.

Le thème de l'économie souterraine donne le ton du reportage du dimanche.

"C'est un aspect des choses (sur lequel) le préfet nous avait lancés - après, le procureur nous en avait parlé, mais vraiment en off ... en plus, on a rencontré le procureur sur le terrain... c'est le seul qui est venu sur le terrain quand la Maison de la Justice a brûlé. On avait parlé comme ça, à mi-voix, et on avait rédigé un truc là-dessus. Je me suis dit : bon, une explication. Et puis, il y a eu l'histoire du coup de feu, il y a eu l'histoire du guet-apens...Je trouvais que c'était un éclairage intéressant à donner, cette histoire d'économie souterraine, qui existe..."

L'article de la page 3, "Cette semaine folle du Mirail qui a commencé et s'est terminée par des coups de feu" est signé Gilles-R. Souilles. Il est illustré par une grande photo qui montre des policiers et des voitures de police, avec la légende : "Vendredi soir dans le quartier Bagatelle à Toulouse, le déploiement des forces de l'ordre, après que des coups de feu aient été tirés contre le policier."

Le chapeau annonce l'interprétation des faits : "Un pas de plus dans la violence a été franchi, vendredi soir, à Toulouse, où un policier a été blessé par balle. Au-delà de la colère suscitée par la mort de Habib, un adolescent de 17 ans, cet incident grave traduit

aussi le radicalisme de certains jeunes et la dérive d'une délinquance organisée." Ici, plus aucune distance. Le journaliste se fait porte-parole de ses sources institutionnelles, proposant une interprétation des faits où violence émeutière, délinquance organisée, et un acte criminel dont on saura par la suite qu'il était isolé, apparaissent sous sa plume comme indissolublement liés.

Le texte commence par rappeler le désir de vengeance, crié devant les micros, dit-on, par les jeunes du Mirail :

"Un policier a tué notre copain, on arrêtera pas tant qu'un flic ne sera pas tombé", lançaient-ils à l'envi, parfois dans des termes encore plus durs, devant les micros ou les caméras".

On explique ensuite :

"Chômage, précarité, perte de repères culturels, démissions des parents : toutes les explications ont été avancées pour dresser le constat d'une situation qui n'a jamais cessé de se pourrir, ces dernières années, malgré les discours officiels. Et tout a explosé d'un coup."

On rappelle enfin la blessure par balle d'un policier :

"Toutes les barrières étaient tombées et (...) il n'y avait plus de limites à la violence". (...) "Le coup est passé près. Il aurait pu tuer."

Le journaliste donne alors la parole aux policiers.

"Un incident grave qui a avivé la tension au sein des forces de l'ordre (...) 'Comment envisager sereinement maintenant les interventions dans ces quartiers ?', lance un gardien de la paix."

Un sous-titre, "Coup de filet fin novembre", permet d'établir un lien entre l'émeute et les arrestations effectuées par la police judiciaire le mois précédent.

"De quel côté se trouve maintenant la provocation ?", s'est interrogé le préfet tout en affirmant sa 'détermination à lutter contre ce type de comportements', qui n'ont, pour lui, plus rien à voir avec l'émotion mêlée de colère qui avait entouré la mort brutale du jeune Habib dans des circonstances que l'enquête doit encore éclaircir."

Le témoignage du préfet aide à construire le lien entre les deux événements.

"Selon Alain Bidou, qui se réfère à des sources judiciaires, cette agitation n'est pas étrangère au coup de filet opéré fin novembre et début décembre par la police judiciaire et la sûreté urbaine dans le milieu des 'casseurs', qui approvisionnent tout le trafic clandestin et les marchés parallèles des cités.

Dix-neuf personnes, âgées de 18 à 25 ans, sont écrouées dans le cadre de ce dossier et les enquêteurs ont saisi un énorme butin estimé à 5 millions de francs. (...)

La police estime que la confiscation de ce butin a littéralement 'asphyxié' les réseaux de revente parallèle et privé de revenus les nombreux intermédiaires de cette économie souterraine qui constitue un véritable 'business' dans les cités. L'entretien de la violence étant dans cette hypothèse une façon de desserrer l'étreinte policière... C'est une autre lecture du malaise des banlieues."

Un deuxième article, "Regard : Libertés élémentaires", signé J.-Claude Souleroy, prolonge ce point de vue, en s'inscrivant dans la même longueur d'onde.

"Aujourd'hui, on convient, comme l'affirmait Jean-Pierre Chevènement dès son arrivée au ministère de l'intérieur, que le droit à la sécurité est un droit républicain. Et il ne saurait y avoir d'exception - en Corse ou au Mirail. Or, il est des heures difficiles où ce droit ne s'applique pas avec des gants de flanelle. Aucun vol de voiture ne mérite la mort, et, à 17 ans, Habib avait tant d'années devant lui - mais il n'en demeure pas moins qu'un vol de voiture mérite assurément une sanction. Faire feu sur un policier est une étape autrement grave qui n'avait jamais été atteinte jusqu'ici lors des explosions dans les banlieues. C'est intolérable dans tout Etat de droit, intolérable pour qui, chez nous, refuse la logique des ghettos", la raison des "clans", le repli "communautariste".

Ce n'est être ni "facho" ni "raciste" - que sais-je encore - d'affirmer que, jamais, nulle part, dans quelque société pourvue d'un minimum démocratique, une minorité puisse imposer ses règles à une majorité de citoyens. C'est ainsi en République."

5.2.2 Le traitement journalistique de l'information

Pour le journaliste, il s'agit tout d'abord de rendre compte d'un ensemble de faits. Une information, dans le journal, en côtoie toujours d'autres. Elle se voit donc attribuer un statut, hiérarchisé suivant l'estimation implicite de son importance pour le lectorat, mais aussi suivant son importance relative face à d'autres événements, et suivant, enfin, la disponibilité de données concernant chaque événement pris de manière isolée. Le statut d'un événement local, telle l'émeute, dans la presse quotidienne régionale est toujours plus élevé que dans la presse nationale, mais il intéresse par ailleurs de voir comment ce statut évolue localement au fil des jours. Le nombre de journalistes mobilisés étant aussi plus grand, le traitement des faits est moins synthétique. On peut mieux voir dans quelle mesure le journaliste arrive ou non à préserver sa propre autonomie face aux stratégies de communication des acteurs, dans quelle mesure reste-t-il redevable et dépendant de ces stratégies.

Il est par ailleurs utile de s'interroger sur les techniques utilisées pour construire un récit cohérent, ainsi que sur le sens général de ce récit. Il nous intéresse, dans cette perspective, de vérifier quelle importance relative les journalistes de la *Dépêche* ont, dans l'ensemble, attaché à chacune des trois catégories de faits qui ont été au cœur des événements : les circonstances de la mort d'Habib, le "flottement administratif" qui précède la mise en place de l'enquête et la violence émeutière proprement dite.

Place occupée par l'émeute dans les pages de la Dépêche du Midi

Pendant trois jours (lundi, mardi et mercredi) l'émeute a constitué l'événement principal dont ont eu à s'occuper les journalistes de la *Dépêche*. Ceci n'est nullement étonnant, si on tient compte de sa fonction de presse de proximité. Nous avons recensé plus de dix signatures différentes apposées sur des textes en rapport avec la vague de violences, ce qui dit bien l'importance du dispositif déployé. Cette importance se traduit par ailleurs en termes d'emplacement dans le corps du journal. Pendant ces trois premiers jours, l'émeute (texte et photo compris) est au centre de la une, et elle est aussi l'objet d'une rubrique importante, "Le dossier du jour", qui occupe intégralement les pages 2 et 3.

Le quatrième jour, l'actualité internationale (bombardement de l'Irak par les Etats-Unis) reprend ses droits, alors même que l'émeute retombe : la soirée du mercredi avait été calme dans les quartiers. Un petit rappel à la une et ces événements, toujours

sous la rubrique "Le dossier du jour", sont renvoyés aux pages 4 et 5. Le cinquième jour, on garde un rappel à la une, alors que les événements eux-mêmes sont renvoyés aux pages 18 et 19, traités sous une rubrique moins importante, "Grand Toulouse" - c'est dire qu'ils cessent de constituer "Le dossier du jour". Le sixième jour, enfin, suite à la blessure par balle d'un policier dans le quartier de Bagatelle, les événements du Mirail reprennent leur place centrale à la une, tout en n'étant traités sur le fond qu'à la page 18.

L'évolution que nous venons de décrire correspond dans ses grandes lignes à celle de l'événement lui-même : les trois premiers jours, l'émeute bat son plein, avant de retomber ensuite. Un dernier sursaut s'observe le vendredi soir, avec les incidents de Bagatelle. Il se traduit samedi par le fait que l'incident occupe une fois de plus la une du journal. Mais il y a là évidemment décalage entre la gravité du fait (qui justifie cette place centrale) et les informations dont on dispose réellement là-dessus, notamment en ce qui concerne le lien supposé avec les événements des jours précédents (ce qui justifie que le traitement de l'information soit finalement renvoyé à la page 18 du journal).

Les principes de hiérarchisation formelle des événements que nous sommes en train d'évoquer doivent être complétés par la prise en considération des deux approches complémentaires de l'information, mobilisées ici, le jeu texte/image. L'importance de l'événement est toujours signalée par la taille (plus ou moins grande) de la photo proposée au lecteur. En revanche, il n'y a pas de correspondance nécessaire entre le texte et l'image : une grande photo remplace souvent un texte pauvre et faiblement informatif. Nous avons souligné à diverses reprises ce décalage, dans nos commentaires du chapitre précédent. Il est particulièrement évident dans le cadre du traitement des incidents de Bagatelle, que nous venons d'évoquer.

Stratégies de communication des acteurs

Les principes de hiérarchisation formelle des événements inscrits dans les pages du journal, et tels que nous venons de les présenter, peuvent faire croire que l'information commande directement le travail du journaliste. Il n'en est rien. Le journaliste sait que, derrière les événements se trouvent des acteurs qui y sont impliqués à divers titres et à qui il faut donner la parole, si possible de manière équitable. Par leurs stratégies de communication, ces acteurs participent de manière tout à fait active et directe à la construction d'un récit sur les faits. Leur capacité à prendre la parole, en revanche, est très inégale.

Dans le cas qui nous occupe, il y a lieu de distinguer quatre catégories principales d'acteurs, qui ont souvent été sur le devant de la scène : les institutions chargées de l'ordre public (police et justice) ; les syndicats de policiers ; les syndicats de conducteurs ; et les jeunes. A leur côté, il serait possible de citer toute une série d'acteurs politiques de second plan, généralement appelés à se manifester dans le cadre de la rubrique "Réactions". Nous avons longuement décrit dans les pages précédentes les manifestations de chacune de ces catégories d'acteurs. Il s'agit maintenant simplement d'évoquer de manière plus ramassée les logiques à l'œuvre dans leur prises de position.

Les institutions chargées de l'ordre public se sont manifestées en deux temps : il y a eu tout d'abord refus de communiquer ; et ensuite, prise en charge de la communication par le parquet, au nom de l'ensemble des parties concernées. La

conférence de presse du Procureur Michel Bréard, dans la matinée du lundi, explicite leur position, en mettant fortement l'accent sur les circonstances du drame. Le Procureur affirme de manière ferme qu'il n'y aurait pas eu de "bavure", dans la mesure où il n'y avait pas eu volonté de tuer. Il relie ainsi la notion de "bavure" à une dimension d'intentionnalité qu'elle ne suppose pas nécessairement.⁸ Sa parole est pratiquement la seule qu'on entend dans le courant de la semaine. Des manifestations du chef de police, Monsieur Alain Dreuilhe, et du préfet Alain Bidou, ne seront entendues que bien plus tard, notamment dans *La Dépêche* du dimanche.

Cette stratégie, volontaire ou non, a permis d'unifier le discours de l'Etat concernant les événements - ce sentiment d'unité ayant été accentué par la faiblesse des prises de position observées au niveau national. En revanche, la stratégie était cohérente avec l'absence des responsables institutionnels (police et justice) sur le terrain, où leur rôle de relais a été discret, voire inexistant (contrairement à ce qui s'était passé un an avant, comme nous avons déjà eu l'occasion de souligner).

Le souci d'unité s'est aussi manifesté par l'accent mis, volontairement ou non, sur les circonstances du drame, avec omission de références au "flottement administratif", qui s'en était suivi. Seul le ministre Jean-Jack Queyranne, au niveau national, n'a pas hésité à prendre position là-dessus.

Les manifestations des syndicats de police, en tout cas au niveau local, ont exprimé d'un côté un souci de défense corporative de leurs collègues impliqués dans la mort d'Habib (en défendant avec force la version officielle des faits, mais aussi en relativisant l'importance du "flottement administratif"). Seul le Syndicat Général de la Police, le SGP, à Paris, aborde franchement ce point. Le deuxième souci a été celui d'exprimer une fois de plus des revendications habituelles concernant les conditions de travail des policiers, perçues comme mauvaises ou insuffisantes, ce qui expliquerait le risque permanent de dérapages.

Les manifestations des conducteurs d'autobus vont dans le même sens. Comme ailleurs en France, le thème de l'insécurité est devenu à Toulouse un enjeu de leurs mobilisations classistes et l'occasion pour eux d'exprimer un ensemble de revendications concernant l'emploi et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Les jeunes enfin, à la fois sous des formes violentes et sous des formes pacifiques (prise de parole dans le quartier, manifestation politique dans le centre ville) ont tenu à exprimer leur sentiment d'injustice face à la brutalité du traitement dont ils se sentaient victimes et, dans le cadre du conflit qui les oppose à la police, perçue dans leurs quartiers comme un occupant étranger, leur sentiment d'une disproportion des forces en présence.

Construire un récit cohérent

Il ne suffit pourtant pas au journaliste de donner la parole aux uns et aux autres. Dans certains cas, comme le dit un de nos interviewés, il considère comme son devoir de filtrer.

⁸ Le Petit Robert définit la bavure policière en termes d'erreur pratique ou abus, aux conséquences fâcheuses.

"J'ai été assez étonné par certains confrères, très surpris de voir comment radio et télé ouvraient leur micro sans distinction, notamment aux jeunes. C'était tout au long de la semaine des appels au meurtre. A un moment donné, on ne peut pas être qu'une caisse de résonance, il faut mettre les choses en perspective."

Mais par ailleurs, pour que les faits soient accessibles au lecteur, encore faut-il que le journaliste en construise un récit cohérent. Pour cela, il ne suffit pas de présenter des faits à l'état brut. Il doit aussi mettre en avant des interprétations - celles des acteurs impliqués et dont la capacité de prise de parole ainsi que la légitimité sont, nous l'avons dit, inégales, et par rapport auxquelles le journaliste, dans son souci d'objectivité, doit savoir se démarquer ; et les siennes, c'est-à-dire celles des journalistes eux-mêmes, qui ne sont pas seulement des formateurs d'opinion, mais qui, plus profondément, sont eux-mêmes formés, pour le bien et pour le mal, par le débat public. Ce qui veut dire que chaque journaliste en particulier est à la fois éloigné et proche de ses sources, par sa personnalité et par sa sensibilité politique.

Dans le cas qui nous occupe, cinq interprétations principales ont été formulées et se sont combinées pour offrir au lecteur un cadre explicatif de l'émeute. La première suggérait que l'émeute faisait suite à une montée des tensions dans les quartiers, de telle sorte qu'il suffirait d'une étincelle pour "mettre le feu aux poudres". La deuxième renvoyait à une explication par le social - chômage, exclusion et, malgré un investissement réel au niveau de la politique de la ville, l'insuffisance de l'effort déployé. La troisième interprétation évoquait, à la fois pour expliquer la mort d'Habib par son engagement dans la délinquance, et les violences dans son quartier, le manque d'autorité des parents. La quatrième renvoyait à l'hypothèse d'un conflit social, perçu en tant que tel autant par des acteurs de terrain que par les journalistes eux-mêmes. Ce conflit, susceptible de prendre des formes à la fois politiques et infra-politiques, ou tout simplement violentes, a été particulièrement évoqué au moment de la manifestation organisée par des jeunes dans le centre-ville. La dernière interprétation prétendait à un contrôle de l'émeute par des intérêts mafieux, qui se cacheraient derrière une révolte des jeunes.

Tout au long de la semaine ces cinq interprétations ont cohabité dans les pages du journal, soit en tant qu'expression d'un point de vue des journalistes, soit en tant que manifestation d'un point de vue des acteurs que ces derniers étaient amenés à rencontrer sur le terrain. Sans être forcément contradictoires, pouvant même être complémentaires, elles étaient présentées de telle sorte qu'aucune n'apparaissait réellement comme dominante. Comme nous avons essayé de montrer, par ailleurs, les journalistes montraient souvent le souci de se démarquer de leurs sources, de telle sorte que la diversité des positions constituait le fonds général dans une démarche de construction d'un récit sur les événements.

Cette perspective change brutalement le dimanche. Un tel changement semble très directement en rapport avec la blessure par balle d'un policier dans le quartier de Bagatelle, le vendredi précédent. Face à la gravité de l'acte, le journaliste n'apparaît plus capable de garder de la distance par rapport à ses sources. Il adhère à leur discours, se fait leur porte-parole et offre rétrospectivement au lecteur une perception des événements entièrement calquée sur le point de vue institutionnel - et où la dimension de révolte, présente dans la violence émeutière, disparaît au profit des logiques mafieuses, lesquelles dominent désormais toute la scène.

Il n'est pas inutile d'évoquer, dans ce même registre général, des problèmes de *style*, qui ne reflètent pas seulement la marque personnelle laissée par le journaliste sur son texte, mais qui renvoient aussi à des logiques de traitement de l'information.

Deux tendances principales apparaissent dans la couverture de *La Dépêche* que nous sommes en train d'analyser. Il y a d'un côté la préoccupation de donner la parole au plus grand nombre, de la distribuer de manière équitable, ce qui manifeste une perception de la complexité des événements dont il faut rendre compte et de l'utilité de mettre en avant une pluralité de points de vue. Et, par ailleurs, les journalistes, souvent, par le recours aux "guillemets", manifestent un souci de prise de distance par rapport aux stratégies de communication des acteurs. A travers ces techniques, ils suggèrent aussi indirectement au lecteur que la réalité dont il leur faut rendre compte est complexe et que l'information fournie ne peut être que fragmentaire, voire contradictoire.

La seconde tendance est inverse. On y retrouve une tentation qui n'est pas seulement propre à la presse de proximité, mais qu'on peut retrouver au niveau d'autres pratiques journalistiques. Tentation que suscite probablement tout événement susceptible de provoquer chez le lecteur une fascination comparable à celle qu'il provoque chez le journaliste, ce qui est certainement le cas de la violence. La tentation dont il s'agit ici est celle de l'unification du récit: on comble les trous et on reconstruit "une belle histoire". Ou, encore, ce qui s'inscrit dans la même démarche unificatrice, à travers la tentation de la cohérence, on adhère à ses sources et on devient leur porte-parole.

Importance relative des trois catégories de faits qui ont été au cœur des incidents.

C'est la violence émeutière qui fait événement. C'est elle qui sort la mort d'Habib du registre d'un simple fait divers. C'est elle qui détermine la courbe ascendante, les trois premiers jours, puis descendante ensuite, d'occupation des pages plus ou moins centrales, plus ou moins nobles du journal. Nous avons essayé de le montrer, ci-dessus, à travers l'analyse des titres, de la taille des photos, des rubriques etc. La violence est l'objet de descriptions et elle est montrée grâce aux photos, qui des fois constituent quasiment le seul texte proposé au lecteur : voitures et autobus incendiés, intervention des sapeurs pompiers etc.

Cet ensemble d'informations n'est pas en lui-même polémique ou problématique. Certes, les faits seront par la suite objet d'interprétations controversées de la part de différents acteurs. Mais nous pouvons considérer que cette première vague d'informations relève d'un regard plus ou moins "objectif" que les journalistes (quels que soient leurs penchants stylistiques) lancent sur les événements.

Le "flottement administratif" et l'enquête, en revanche, constituent l'objet même des stratégies de communication des acteurs. Il faut même aller plus loin pour dire que ces stratégies de communication se combinent de telle manière que, en polarisant l'attention et la polémique sur les circonstances du drame, le "flottement administratif", qui ne peut pas être considéré comme sans liens avec le drame lui-même, finit pourtant par être complètement occulté par le reste de la couverture journalistique. Cet aspect des choses est important, du point de vue de notre analyse, car il illustre l'importance des

stratégies des acteurs dans la construction de l'information et la position relativement subordonnée du journaliste, dans son rapport à ses sources.

La première et la plus importante des stratégies auxquelles nous faisons référence est ici, bien entendu, celle adoptée par les institutions en charge de l'ordre public, la police et la justice, qui très probablement ont choisi, dans ce cas, de prendre une position unique sur ce dossier, par la seule voix du Procureur de la République. Celui-ci, nous l'avons vu, a organisé dans la matinée du lundi une conférence de presse où il a dit de manière très ferme qu'il n'y avait pas eu bavure et que la mort d'Habib était un accident.

Cela n'a pas empêché les journalistes d'avoir accès à d'autres informations, plus directement en rapport avec le "flottement administratif" auquel nous avons fait référence. Ces informations ont filtré et il en a été question le deuxième jour, lors de la conférence de presse de l'intersyndicale de la police, qui prend la défense du policier mis en cause et le disculpe, sans trop d'état d'âme, de ne pas avoir signalé l'usage d'armes ; et le troisième jour, notamment dans un communiqué du Ministre de la Justice par intérim, Jean-Jack Queyranne. Après quoi, le thème a quasiment disparu.

Le témoignage du passager d'Habib, Amine, qui se trouvait avec lui au moment de l'interpellation et qui avait réussi à s'échapper, a aussi contribué à polariser l'attention sur les circonstances du drame, en créant une polémique concernant le nombre de coups de feu tirés, et en détournant le regard d'une défaillance institutionnelle peut-être autrement plus grave.

Nous nous sommes posés la question de savoir dans quelle mesure les journalistes étaient, oui ou non, conscients de cette occultation. Voilà ce que ceux qui étaient plus directement concernés par ce dossier nous ont répondu.

Un premier journaliste raconte les faits.

"Rapidement il est apparu que dans la matinée il y a eu un certain flottement lié au fait que le commissaire de permanence à la sûreté a d'abord pensé gérer la chose en interne, comme un coup de feu, bon... Donc là il y a eu un petit flottement, le parquet a aussi un peu flotté parce que la PJ de toute façon aurait dû être saisie et ça bon, je peux en parler directement parce que..."

Le chercheur : *"La PJ n'a pas été immédiatement saisie ?"*

"A quelques heures près, à quelques minutes près, ça pas été... dans la matinée... Disons qu'il aurait fallu prendre des mesures conservatoires, tout de suite via la PJ, pour ensuite appeler l'IGPN, et que l'IGPN arrive... Et là il y a eu un certain flottement ... Puisque, bon, il n'y a pas eu de constatation de base, tout de suite. Elles ont été faites dans la matinée avec une simili..."

Le chercheur (pour situer la réaction de son interlocuteur) : *"C'est énorme, quand même..."*

"Oui, c'est énorme. Et en même temps ça peut s'expliquer par le flottement qu'il y a eu. C'est à dire qu'au moment, la balistique n'a pas été faite..."

Il revient sur le témoignage du brigadier qui prétend ne pas avoir eu conscience d'avoir tiré et qui aurait souhaité "couvrir" son jeune coéquipier, dont le tir n'avait pas prêté à conséquence.

"A trois heures trente, ils appellent et ils disent - tentative de vol de voiture en fuite... Donc, pour eux c'est clair. Ils font enlever la voiture, ce qui explique qu'effectivement pour tout ce qui est balistique, ça va être un peu compliqué ensuite"

de remettre les choses. Une heure vingt après, ils sont rappelés sur les lieux, le même équipage. Ils sont rappelés sur les lieux puisqu'une dame a trouvé le corps. Et ce que dit le policier c'est qu'à ce moment-là, effectivement, il y a une blessure par balle. Il regarde dans son arme et il en manque une. Voilà."

Le chercheur : Et là, on appelle la PJ...

"Et là, ils reviennent, ils préviennent par la radio. C'est " il y a une patate, il y a un problème ". Et à ce moment là, la hiérarchie policière est saisie. C'est là, ensuite, qu'au niveau de la hiérarchie il va y avoir un flottement. A nouveau ce petit flottement par rapport à la saisine, y compris du parquet... Pour dire aussi - oui, voilà, dans les inter-moments qu'il y a eu, ils n'ont pas été placés en garde à vue tout de suite. Ils ne l'ont été qu'en fin d'après-midi, le dimanche. Ils ont pu rentrer chez eux. Ce qui au niveau procédural peut quand même poser quelques problèmes."

Il poursuit, sans être relancé :

"L'affaire est double, pour moi. Elle est double parce qu'il y a effectivement ce qu'on peut, ou ne pas considérer comme une bavure. En tout cas, il y a la mort d'Habib avec, évidemment, ce qu'on peut ramener à des risques de part et d'autre. Voler une voiture, c'est prendre des risques. C'est vrai que c'est complètement con de mourir comme ça, mais il se trouve que ça peut se produire. La preuve... Et donc, il y a vraiment un problème à ce niveau là. Mais après, l'affaire se double d'un autre problème, qui complique la chose. C'est ce problème administratif, de toutes ces choses qui n'ont pas été faites dans les temps, dans le cadre de la procédure et autres. Et on a vraiment tenu à ne pas mélanger ça, parce que ... Evidemment, il y a ça d'un côté. Mais de l'autre côté, ça pète de partout. Et donc, il faut gérer, entre guillemets, les deux aspects du problème. "

Dans quelle mesure, demande le chercheur, leurs relations, finalement très bonnes, avec la police, les auraient naturellement induits à prendre ce type de position ?

"C'est vrai que, donc là, dans le cas présent, on ne pouvait parler que de ce qu'on savait vraiment. C'est vrai que chez les confrères, notamment celui qui vient d'appeler à l'instant, qui travaille pour Sud-Ouest - lui, dans Sud-Ouest, a beaucoup axé son papier sur le problème qui s'est posé au commissariat. Il avait aussi des raisons de le faire, par rapport au commissaire qui a fait la boulette ... Nous, on n'a pas de règlements de compte à avoir. On a simplement parlé des problèmes qui s'étaient posés. Est-ce qu'il y avait matière à développer un peu plus? Moi, je crois que ça pollue un peu l'affaire. On a une situation d'émeute, où les gens disent il y a une bavure. Nous, il nous semblait quand même, qu'en tant que presse de proximité - on n'a pas à calmer les choses. Mais on a quand même beaucoup de responsabilités, que d'autres - et on le sait, pour d'autres événements - que la presse parisienne n'a pas. Il faut interviewer, ils arrivent, ils font parler les gens, et puis ils s'en vont. Et il n'y a plus personne. Nous sommes au contact tous les jours. Nous sommes des interlocuteurs naturels de tous ces gens, puisqu'ils viennent ensuite nous trouver. Donc, c'est à un niveau plus général. C'est pas forcément parce qu'on est au contact avec les flics, qu'on va taire certaines choses. Simplement, on est dans une position médiatrice, et c'est à nous d'organiser tout ça..."

Un deuxième journaliste, qui a été appelé à traiter le même dossier, nous propose du même problème une interprétation moins nuancée.

"Oui, effectivement. On n'a pas... on n'a pas souligné ces lacunes et en tout cas si on l'a fait... J'ai vu un papier dans le Canard Enchaîné qui était très clair sur ce qui s'était passé."

Il renvoie la balle à ses collègues, la police n'étant pas la principale institution de son ressort.

"Nous, on est partagé, on est en service. Je peux imaginer qu'un journaliste qui au quotidien travaille ces informations soit amené à ménager ses arrières. Je serais assez d'accord sur le fait qu'on n'a pas vraiment appuyé là-dessus. Bon, c'était pas l'élément déterminant. Les faits étaient ce qu'ils étaient, le gamin était mort. Mais, bon, c'est vrai que c'était un élément important au niveau de la procédure... Alors, que des confrères qui travaillent sur la police soient amenés à avoir de la prudence - c'est un élément qu'on pourrait expliquer en ces termes là..."

Le chercheur introduit l'hypothèse de la responsabilité du journaliste.

"Que le journaliste se pose la question de la préservation de ses sources, on peut le comprendre. Mais, par ailleurs, ne se dit-il pas aussi que s'il appuie sur l'idée de "flottement administratif", il risque de mettre de l'huile sur le feu ?"

L'interviewé accepte l'hypothèse et la développe.

"Oui, bien sûr. Je crois que dans ce type d'affaire le journaliste est conscient de sa mission et des conséquences de sa mission. On pèse nos mots et on est toujours conscient des conséquences que peut entraîner une information. Il y a toujours un souci de temporiser, on en parlait tout à l'heure. Le journaliste est toujours conscient - peut-être trop conscient - de ne pas vouloir endosser la responsabilité du déroulement des événements. Et effectivement, on peut se demander si on aurait pu faire des papiers exclusivement sur le déroulement de l'enquête. Mais c'est vrai aussi qu'on pourrait craindre une réaction violente. Déjà un flic qui tire un gamin, ça déclenche cette colère. Si en plus il est souligné que certaines choses dans le cadre de l'enquête n'ont pas été très claires ... même si ça change rien ... peut-être que c'est le type d'information qui ne paraît pas essentielle..."

Le chercheur : Y a-t-il donc autolimitation ou autocensure de la part des journalistes ?

"Oui, c'est ça. Je crois qu'on s'est réellement efforcé de ne pas en rajouter inutilement. Nous avons essayé de suivre les événements, sans en être le moteur ou le déclencheur."

Les témoignages que nous venons d'évoquer suggèrent ainsi que, face à la violence d'un côté et leur devoir d'informer, de l'autre, la définition implicite que donnent ces journalistes de la *Dépêche du Midi* de leur responsabilité professionnelle les amène à se ranger du côté des institutions républicaines, en évitant le plus possible de remettre radicalement en cause des dérapages même graves observés au niveau de leur fonctionnement. Qu'en est-il de la couverture qui a été proposée sur les mêmes événements, dans la presse nationale ?

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	2
I - L'INFORMATION TELEVISUELLE.....	14
1.1 LA REDACTION DE FRANCE 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE	15
1.1.1 <i>Une rédaction régionale atypique</i>	15
1.1.2 <i>Les contraintes de l'information télévisée régionale</i>	16
L'urgence	16
Les règles du reportage télévisé	17
1.1.3 <i>Le traitement des violences urbaines: un clivage éditorial</i>	19
1.1.4 <i>Deux études de cas comparées</i>	20
Sartrouville ou le choix de la dédramatisation	20
Evry : un sujet médiatique	22
1.1.5 <i>Les paradoxes d'une information régionale de "proximité"</i>	24
1.2 LA REDACTION DE FRANCE 2	24
1.2.1 <i>Le service société: une faible capitalisation</i>	26
1.2.2 <i>Le débat sur les violences urbaines à France 2: contre la pression de l'urgence</i>	27
1.2.3 <i>De "l'info spectacle" à France 2: comment "voir la réalité"?</i>	29
1.3 LA REDACTION DE TF1.....	30
1.3.1 <i>Un empirisme de terrain: relater les "faits"</i>	32
1.3.2 <i>Un point de vue implicite: l'ordre et ses transgressions</i>	33
1.3.3 <i>TF1 et les stratégies de communication des acteurs</i>	35
1.3.4 <i>L'info, spectacle de la "réalité"</i>	35
1.3.5 <i>Standardisation des règles du jeu.....</i>	36
1.4 LES MAGAZINES : JEUNES ET POLICIERS DANS ZONE INTERDITE DE M6.....	37
1.4.1 <i>Diffuseur et agences de production: des relations tendues</i>	38
1.4.2 <i>La commande.....</i>	38
1.4.3 <i>L'élaboration du reportage.....</i>	39
1.4.4 <i>"Des flics et des gamins"</i>	40
1.4.5 <i>Les termes du récit.....</i>	41
1.4.6 <i>Les ambiguïtés de la violence filmée</i>	42
1.5 CONCLUSION: ENTRE "REALISME", PRUDENCE ET CONTRAINTE DE TEMPS.....	43
II - LA PRESSE NATIONALE D'OPINION	47
2.1 INTRODUCTION: UN ESPACE PUBLIC CRITIQUE ET CONFLICTUEL	48
2.2 LIBERATION	51
2.2.1 <i>Libération et la question des banlieues: de la saga des années 1980 aux troubles des années 1990.....</i>	52
2.2.2 <i>Des reportages qui "décortiquent" la complexité des contextes locaux</i>	53
2.2.3 <i>Une réalité qui se dérobe.....</i>	55
2.2.4 <i>Les banlieues comme enjeu politique et médiatiques</i>	57
2.2.5 <i>Une éthique politique du journalisme.....</i>	58
2.2.6 <i>Un engagement critique pris dans les "turbulences" de la gauche</i>	59
2.3 LE FIGARO	60
2.3.1 <i>Une convergence éditoriale entre droite et gauchisme</i>	61
2.3.2 <i>Un journalisme "d'investigation" en banlieue</i>	63
2.3.3 <i>Le spectacle "réaliste" de la marge et ses ambiguïtés.....</i>	64
2.4 LE MONDE	68
2.4.1 <i>Un regard sur les banlieues en question</i>	69
2.4.2 <i>Une expertise critique.....</i>	70
2.4.3 <i>Un décalage par rapport à l'événement</i>	72
2.4.4 <i>Une réalité complexe: faire "émerger les logiques"</i>	73
2.4.5 <i>A la recherche d'une "bonne distance"</i>	75

III - LA PRESSE POPULAIRE DE PROXIMITE.....	76
3.1 INTRODUCTION: LA PROXIMITE COMME CAISSE DE RESONANCE	77
3.2 LE PARISIEN: UN JOURNAL DOUBLE	77
3.2.1 Une proximité locale et culturelle	77
3.2.1 Le départemental et le national	79
3.3 LES CONTRAINTES D'UNE PRESSE DE PROXIMITE.....	81
3.3.1 l'information de proximité, reflet du déjà connu	82
3.3.2 La contrainte du monopole: une ligne éditoriale consensuelle	85
3.3.3 Paradoxe du journalisme local: une proximité sans familiarité.....	86
3.4 DES PROBLEMES D'INTERPRETATION	88
3.4.1 Stratégies de communication des acteurs sociaux.....	90
3.4.2 Une conflictualité liée a la configuration de l'espace public.....	92
3.5 LE PARISIEN FACE A LA PRESSE NATIONALE: L'EMEUTE DE DAMMARIE-LES-LYS	93
3.6 LE TROPISME FAIT DIVERSIER DU PARISIEN	96
IV - LA PRESSE QUOTIDIENNE REGIONALE	99
4.1 INTRODUCTION	100
4.2 LA DEPECHE DU MIDI AU QUOTIDIEN	100
4.3 TRAITEMENT JOURNALISTIQUE DES FAITS DIVERS PENDANT L'ANNEE 1998.....	104
V - TOULOUSE : UNE ETUDE DE CAS	107
5.1 INTRODUCTION	108
5.1.1 La ville.....	109
5.1.2 Les événements de décembre 1998.....	111
5.2 LA PRESSE QUOTIDIENNE REGIONALE FACE AUX EMEUTES DU MIRAIL.....	113
5.2.1 L'émeute dans les pages de La Dépêche du Midi	114
Lundi 14 décembre	114
Mardi 15 décembre	117
Mercredi 16 décembre	120
Jeudi 17 décembre.....	128
Vendredi 18 décembre	133
Samedi 19 décembre.....	136
Dimanche 20 décembre.....	138
5.2.2 Le traitement journalistique de l'information.....	140
Place occupée par l'émeute dans les pages de la Dépêche du Midi.....	140
Stratégies de communication des acteurs.....	141
Construire un récit cohérent.....	142
Importance relative des trois catégories de faits qui ont été au cœur des incidents.....	144
5.3 LA PRESSE QUOTIDIENNE NATIONALE FACE AUX EMEUTES DU MIRAIL	ERREUR ! SIGNET NON
DEFINI.	
5.3.1. La presse nationale d'opinion.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
L'émeute dans les pages du journal Le Monde.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
L'émeute dans les pages du Figaro.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
L'émeute dans les pages de Libération.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
5.3.2 La presse populaire	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
L'émeute dans les pages du Parisien	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
L'émeute dans les pages de France Soir	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
5.3.3 La presse partisane.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
L'émeute dans les pages de l'Humanité.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
5.4 LA PRESSE ECRITE FACE AUX EMEUTES TOULOUSAINES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.5 LA COUVERTURE TELEVISUELLE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.5.1 Les éditions de 13 heures.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
5.5.2 Les éditions du soir.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
5.5.3 Le magazine Droit de Savoir.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
5.6 LA TELEVISION FACE AUX EMEUTES TOULOUSAINES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ANNEXESERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

<i>Magazine Zone Interdite, M6</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Toulouse: journaux télévisés de 13 heures</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
France 2	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
TF1.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Toulouse: journaux télévisés du soir</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
France 3	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
France 2	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
TF1.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Toulouse: Le droit de savoir, TF1</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>